



## Guide Arts et Spectacles

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14055 - 4.50 F

JEUDI 5 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Tandis que des négociations s'ouvrent avec les Litvaniens Moscou fixe à l'indépendance des républiques Le chaud et le froid

M. GORBATCHEV continue de souffler le chaud et le froid sur la crise lituanienne. La bonne nouvelle - et la seule depuis bien longtemps - est l'entretien que son principal lieutenant au bureau politique, M. Alexandre Iakovlev, a accordé à une délégation de Vilnius. Sans doute ne s'agit-il pas encore d'une négociation (le président soviétique exige au préalable l'annulation de la proclamation d'indépendance par le Parlement de la République, et il a fermé sa porte, tout comme le premier ministre, aux parlementaires litvaniens), mais du début de l'indispensable dialogue, en même temps qu'une réponse de Moscou aux ouvertures faites par M. Landsbergis.

Le président lituanien n'est cependant qu'au début d'une très longue route semée de redoutables obstacles. Car l'occupation rampante à laquelle se livrent, dans le même temps, l'armée soviétique et les troupes du ministère de l'Intérieur présentes dans la République a pour effet d'enlever au nouveau gouvernement lituanien, un par un, ses atouts et les instruments de son pouvoir, au point de rendre celui-ci de plus en plus fictif.

DERNIÈRES manifestations de cette asphyxie progressive : l'occupation des locaux de plusieurs journaux indépendants au profit de la fraction « ultraminoritaire » du PC local restée fidèle à Moscou, les nouveaux contrôles imposés à la frontière avec la Pologne, enfin les appels ouvertement provocateurs du centre de presse du ministère soviétique de la Défense, qui dénonce non seulement en Lituanie, mais dans les deux autres Républiques baltes la mise en place de commandos paramilitaires et fait même état de « coups de feu » tirés contre des militaires à Varna. On peut une fois de plus se demander si le haut commandement soviétique ne joue pas, plus encore que les autorités civiles de Moscou, les pousse-au-crime dans toute cette affaire.

Les actes législatifs que M. Gorbatchev vient de faire approuver par le Soviet suprême renforcent encore sa stratégie : la loi sur la sécession des républiques impose déjà un véritable parcours du combattant aux candidats à l'indépendance, mais celle qui concerne l'état d'urgence est plus menaçante à court terme. Le président soviétique pourra, en vertu de ce texte, non seulement proscrire les manifestations et les grèves, mais aussi suspendre les partis politiques et censurer la presse, et même « introduire une direction présidentielle provisoire » dans la République considérée.

AUTREMENT dit, la limite qui n'a pas été franchie jusqu'à présent en Lituanie - l'occupation du Parlement et la suspension de l'activité des autorités locales - devient une possibilité légale.

M. Gorbatchev est conscient qu'une telle mesure serait considérée à l'extérieur - y compris par les gouvernements ouest-européens, que les Litvaniens accusent de mollesse - comme le Rubicon dont le franchissement entraînerait de très fâcheuses conséquences pour la politique étrangère soviétique. C'est là un des rares atouts dont dispose M. Landsbergis.

M 0147 - 405 0 - 4.50 F

## des conditions rigoureuses

Les premières « consultations non officielles » entre la Lituanie et le Kremlin depuis la déclaration d'indépendance de l'Etat balte ont eu lieu mardi 3 avril, à Moscou. Le même jour, le Parlement soviétique a adopté la première loi sur les modalités de sécession d'une République, auxquelles sont fixées des conditions rigoureuses. Il a, en outre, adopté la loi sur l'état d'urgence, alors que la situation en Lituanie se dégradait.

MOSCOU

de notre correspondant

Peut-être fera-t-on remonter un jour le grand remodelage de l'URSS au 3 avril 1990. C'est en effet ce jour-là, mardi, que le Parlement soviétique a adopté la première loi sur les modalités de sécession d'une République, et que se sont simultanément ouvertes les premières discussions entre la Lituanie et le Kremlin.

Rien n'a encore filtré de leurs éventuels résultats, mais outre qu'elles ont duré plus de quatre heures - « un bon signe », disait-on du côté lituanien, - elles ont mis face à face deux très hauts responsables, MM. Alexandre Iakovlev et Romualdas Ozolas, connus pour leur sens du compromis. Membre du bureau politique, où il est le plus ferme soutien de M. Gor-

batchev, qui l'a fait entrer dans son nouveau conseil présidentiel, M. Iakovlev est l'inspirateur de l'ensemble des réformes politiques de la perestroïka.

Très estimé des nationalistes baltes avec lesquels il est en contact direct depuis deux ans, il connaît déjà bien M. Ozolas, l'un des grandes figures de l'indépendantisme lituanien, devenu vice-premier ministre de la République de Lituanie après qu'elle eut proclamé son indépendance. Alors que ses amis peuvent parfois pécher par excès de confiance en eux-mêmes, M. Ozolas a toujours manifesté, lui, une grande prudence et fait constamment comprendre, depuis trois semaines, qu'il ne faut pas sous-estimer les possibilités de résistance de l'URSS.

BERNARD GUETTIA

Lire la suite page 4

## L'Algérie entre le voile et la parabole

Une course de vitesse est engagée entre la démocratisation et l'islamisme

par André Fontaine

Alger. - Situation économique désastreuse, montée foudroyante de l'islamisme, la rumeur d'Alger, telle qu'elle parvient dans l'Hexagone, est aujourd'hui fort négative. Les images qui, dans ce pays aux senteurs fortes, assaillent de toutes parts le voyageur amènent à nuancer quelque peu le propos : ici, pas plus qu'ailleurs, le pire n'est jamais sûr.

Les chiffres, certes, sont passablement alarmants : 70 % des recettes d'exportation, contre 30 % il y a quatre ans, affectés au service d'une dette écrasante. 22 % de chômeurs officiellement reconnus. Une démographie galopante, qui, malgré un léger tassement, fait que les moins de trente ans représentent près des

trois quarts de la population. Des entreprises publiques dont certaines se tourneraient qu'au tiers de leur capacité. Un commerce avec l'URSS et les pays de l'Est réduit à trois fois rien, alors qu'il permettait l'importation de technologies « douces », bien adaptées à l'état de développement de l'industrie nationale, et l'exportation de produits difficilement vendables en Occident. Pour couronner le tout, la persistance d'une injuste sécheresse.

Sur une telle toile de fond, le découragement menace en permanence, avec ses habituels corollaires : l'insécurité, la corruption, la démagogie. La micro-économie, et surtout l'économie parallèle, corrigent un peu, heureusement, le verdict de la macro. Première constatation :

l'énorme trafic automobile, qui, conjugué à ses effets avec ceux d'un stationnement parfaitement anarchique, embouteille en permanence les rues, souvent étroites, de la capitale. Pour y remédier, on n'hésite pas à construire un parking à étages, à l'américaine, qui défigure allègrement les charmants abords de Bab-el-Oued.

Compte tenu des lourdes taxes qui frappent l'achat des voitures, on se demande avec quoi les propriétaires ont bien pu les payer. D'autant plus qu'à en juger par leur année d'immatriculation, qui figure sur les plaques minéralogiques, beaucoup sont fort anciennes, ce qui veut dire non seulement que les Algériens sont habiles mécaniciens, mais qu'ils trouvent des pièces de rechange.

Lire la suite page 6

## La fusion des professions d'avocat et de conseil juridique

Le conseil des ministres devait examiner, mercredi 4 avril, un projet de loi consacrant la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique avant 1993, afin de faire face à la concurrence étrangère. Un deuxième projet permet aux professionnels libéraux de faire entrer des capitaux extérieurs dans leurs sociétés, afin de pouvoir « être des entrepreneurs comme les autres ».

Lire l'article d'AGATHE LOGEART page 11 - section B

## CAMPUS

Universités : le casse-tête des premiers cycles

Ils sont innombrables. Mais quels remèdes choisir ?

Comment financer les constructions universitaires ?

La croisade du maire de Montfermeil

Les stages de la semaine

pages 15 à 18 - section B

## Malgré le roi, l'avortement est autorisé en Belgique

Le roi des Belges, Baudouin I<sup>er</sup>, a décidé de renoncer temporairement à ses pouvoirs constitutionnels afin de ne pas avoir à signer un projet de loi libéralisant l'avortement. Réuni dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 avril, le conseil des ministres a constaté son « impossibilité de régner ». La loi ayant été adoptée et promulguée, le Parlement est convoqué jeudi pour permettre au roi de reprendre ses pouvoirs.

BRUXELLES

de notre correspondant

En décidant de ne pas signer, pour des raisons morales, le projet de loi voté récemment par une majorité de députés belges sur la dépénalisation de l'avortement, le roi Baudouin a créé une situation juridique et constitutionnelle exceptionnelle en Belgique. Le gouvernement a, en conséquence, trouvé une formule qui, dans le cadre de la Constitution, permet tout à la fois au souverain de ne pas aller à l'encontre de ses convictions et aux institutions démocratiques de fonctionner normalement.

Le conseil des ministres, réuni exceptionnellement dans la nuit du 3 au 4 avril, a ainsi décidé de constater, sur la base de l'article 82 de la Constitution, l'« impossibilité de régner » du roi. Ainsi, le projet de loi pourra

entrer en vigueur, mais sans la signature royale, comme cela est obligatoire normalement.

Pendant cette période, les ministres réunis en conseil exerceront donc tous les pouvoirs constitutionnels dévolus au roi Baudouin, qui sont en fait essentiellement formels, puisque le roi, « politiquement irresponsable », était amené à entériner tous les projets proposés par le gouvernement et par les Chambres. Cette situation paradoxale ne durera pas longtemps, puisque la Chambre et le Sénat se réuniront le 5 avril et constateront alors, selon le scénario mis au point par le conseil des ministres, la fin de la période d'« impossibilité de régner », et le roi retrouvera alors tous ses pouvoirs.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

## Racisme

### et immigration

Le récit de la table ronde des partis à l'hôtel Matignon pages 8 et 9

## Grande coalition

### à Berlin-Est

Accord entre le SPD et les conservateurs page 3

## M. Arafat à Paris

Le chef de l'OLP rencontre M. Roland Dumas et l'ancien président américain M. Jimmy Carter page 7

## Assemblée nationale

Comment concilier les devoirs des députés et les droits des créanciers ? page 9

## Lancement

### d'un satellite

### israélien

Un succès de prestige pour Jérusalem page 7

Une sélection d'annonces immobilières se trouve en pages 41 et 42

« Sur le 102 » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section D

## PTT : grève peu suivie



Lire le reportage d'ERIC FOTTORINO page 35 - section D

## GILLES MARTINET

### Les Italiens

« Au-delà d'une galerie de portraits qui semblent pénétrés par un rayon laser manœuvré par Martinet, ce livre constitue une recherche de l'identité italienne à la veille du Troisième Millénaire. Une identité fuyante, comme un fantôme ou un état d'âme. »

Ulderico Munzi/Corniere della Sera

« Devant ce spectateur critique qu'est Gilles Martinet défilent tous les protagonistes de la comédie du pouvoir en Italie de Craxi à Andreotti, de Berlinguer à Agnelli, de Scalfari à Moravia, de Formigoni au juge Falcone, de Rossana Rossanda à Umberto Eco. »

Panorama

GRASSET

AL'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Amérique, 8 dr. ; Asie, 650 m. ; Allemagne, 2,10 DM ; Australie, 20 m. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 2,25 \$ ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 60 p. ; Hongrie, 150 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Japon, 4 000 ¥ ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,75 \$ ; USA (Canal), 2 \$.

هكذا من الأصل







# ÉTRANGER

RDA

## Une grande coalition devrait accélérer les réformes constitutionnelles

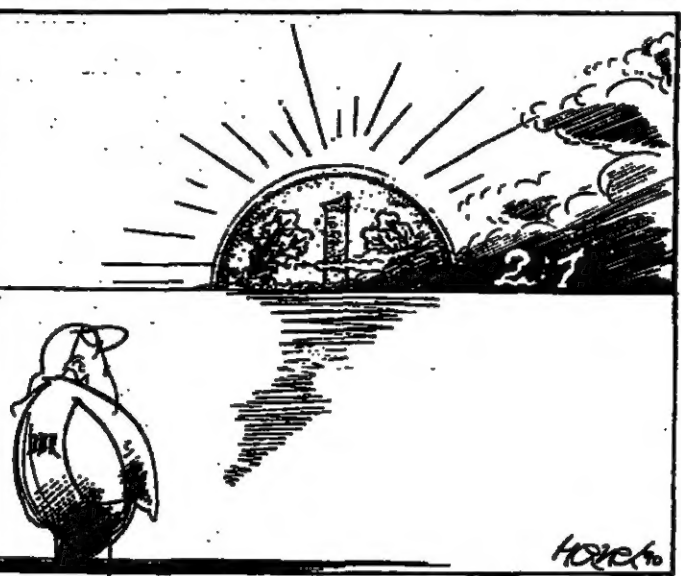
Les négociations sur la formation d'une grande coalition comprenant les trois partis de l'alliance conservatrice, le Parti social-démocrate et les libéraux ont commencé mardi soir 3 avril, au siège de la CDU à Berlin-Est. Ces formations disposent ensemble d'une majorité suffisante au Parlement pour pouvoir adopter tous les changements constitutionnels qui seraient souhaités.

scin d'un gouvernement de coalition. Ils ont fait dépendre leur entrée dans une coalition de la répartition des responsabilités dans le futur gouvernement et de leur capacité à faire accepter un certain nombre de points de vue dans le programme gouvernemental, notamment pour garantir le volet social de l'union économique et monétaire à négocier avec la RFA. Cela inclut, dans leur optique, la parité à un pour un du mark-Est et du mark-Ouest pour les salaires.

tant de réticences en RFA, où toutes sortes de solutions sont à l'étude, en parallèle avec les réflexions sur les changements législatifs à apporter en RDA pour rendre possible l'introduction d'une véritable économie de marché.

### Première grosse faillite

Bonn souhaite que les principaux textes puissent être soumis au vote de la Chambre du peuple est.



Dessin paru dans le Frankfurter Allgemeine du 4 avril

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Il a été entendu, à l'occasion de la première séance de négociation entre les différents partis, qu'un premier amendement constitutionnel serait mis au vote jeudi, lors de la réunion constitutive de la Chambre du peuple, afin d'abolir la fonction de président du Conseil d'Etat et de lui substituer celle de président de la République. Après la décision des sociaux-démocrates d'entrer dans ces négociations, tout le monde semble d'accord pour essayer d'avancer le plus vite possible. Si tout va bien, le gouvernement pourrait être constitué avant Pâques, comme cela avait été souhaité par les chrétiens-démocrates.

En annonçant leur décision, les sociaux-démocrates ont confirmé qu'ils ne s'opposaient plus, en principe, à une collaboration avec l'aile droite de l'alliance conservatrice, l'Union sociale allemande, au

BULGARIE

## • M. Mladenov est élu président de la République • Le PC devient le « Parti socialiste bulgare »

Le Parlement bulgare, dominé par les communistes, a élu mardi 3 avril à l'unanimité M. Petar Mladenov au nouveau poste de président de la République, avec des pouvoirs étendus (nos dernières éditions datées 4 avril). Conformément à un accord passé vendredi avec l'opposition, son mandat doit expirer dans dix-huit mois avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution par l'Assemblée qui sera issue du scrutin des 10 et 17 juin, les premières élections libres depuis quarante-

ans en Bulgarie. Lors de sa dernière réunion, le Parlement a aussi remplacé dans la Constitution le mot « socialiste » par « démocratique ». Le Parti communiste pour sa part a décidé mardi lors d'un plénum de s'appeler dorénavant « Parti socialiste bulgare », conformément aux résultats d'un référendum où 86 % des communistes s'étaient prononcés en faveur de ce changement. L'annonce en fut faite mardi soir par le chef du parti, M. Alexander Lilov, devant plus de 50 000 personnes rassemblées à Sofia.

### Le favori du Kremlin

M. Petar Mladenov, cinquante-trois ans, le « Gorbatchev bulgare », détient un record pour les pays d'Europe de l'Est : celui d'avoir été pendant dix-huit ans ministre des affaires étrangères de son pays, avant de remplacer, le 10 novembre dernier, l'ancien dictateur Todor Jivkov à la tête du Parti communiste. Largement perçu alors en Bulgarie comme le favori du Kremlin à cette succession — ce qui ne nuit en rien à sa popularité dans un pays toujours russeophile et admiratif de la perestroïka, — ce diplomate de l'Institut des relations internationales de Moscou engage la Bulgarie sur la voie d'un pluralisme démocratique. Pour marquer le dégellement de l'Etat de l'empire du PC, dont le « rôle dirigeant » était abandonné dès décembre, M. Mladenov renonce, lors du congrès extraordinaire du parti en janvier, à sa fonction de chef du parti pour conserver celle de président du Conseil d'Etat, une institution supprimée mardi par le Parlement. Dans un discours prononcé après son élec-

tion, M. Mladenov a fixé quatre priorités pour son court mandat : un déroulement calme des élections, une réforme économique « orientée vers l'économie de marché », l'élaboration de la nouvelle Constitution et une solution aux problèmes écologiques. Il reste le garant de la continuité pour les communistes toujours au pouvoir, auxquels les sondages donnent 24 % des intentions de vote, contre 39 % à l'opposition et 11 aux partis agraires, oppositionalistes ou indépendants et centristes. — (AFP, UPI).

## A TRAVERS LE MONDE

NEPAL

### Poursuite des affrontements dans les villes

Les affrontements entre la police anti-émeutes et des milliers de manifestants anti-gouvernementaux se sont poursuivis, mardi 3 avril, pour la deuxième journée consécutive à Katmandou et dans plusieurs villes proches de la capitale. Après la tombée de la nuit, des milliers d'habitants de Katmandou ont éteint la lumière dans leurs maisons en signe de protestation, plongeant la capitale dans l'obscurité, et sont descendus dans les rues, portant des torches, pour scandaler des slogans contre l'interdiction des partis politiques.

Lundi, des dizaines de milliers de Népalais avaient déjà affronté la police qui avait ouvert le feu. Les tirs avaient fait huit morts et un nombre indéterminé de blessés, selon un porte-parole du Parti du congrès népalais (mardi). Dans la ville de Kirtipur (à 10 km à l'ouest

de Katmandou), plus de 50 000 personnes ont participé mardi, selon un responsable de l'opposition, à l'enterrement d'un manifestant tué par la police. Des manifestations ont aussi eu lieu dans d'autres villes népalaises, comme Bhaktapur et Lalpur. — (AFP).

INDE

### 31 morts dans un attentat au Pendjab

Un attentat à la bombe, imputé aux séparatistes sikhs, a fait au moins trente et un morts et une cinquantaine de blessés, mardi 3 avril, dans l'Etat du Pendjab, a annoncé la police. L'attentat s'est produit à proximité d'une procession religieuse hindoue dans la ville de Batala. L'explosion a déclenché des affrontements entre Sikhs et Hindous qui ont fait au moins sept blessés. Des Sikhs ont été pris à partie et leurs commerces mis à sac, selon des témoins. La police a tiré en l'air pour mettre fin aux violences et les autorités locales ont décrété un

couvre-feu. Un officiel a fait état d'une situation « extrêmement tendue » dans cette ville industrielle de 100 000 âmes, proche de la frontière pakistanaise. — (Reuters).

■ AUSTRALIE : M. Bob Hawke a réuni son gouvernement. — M. Bob Hawke a annoncé, mardi 3 avril, le remaniement de son gouvernement à la suite des élections législatives de la fin mars. Le ministre du trésor, M. Paul Keating, est promu vice-premier ministre en remplacement de M. Lionel Bowen, tout en conservant son portefeuille. Le ministre des finances, M. Peter Walsh, est remplacé par M. Ralph Willis et le ministre de la défense, M. Kim Beazley, cède la place à M. Robert Ray. Le sénateur Gareth Evans garde le poste de ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur. D'autre part, M. John Hanson a été élu mardi leader l'opposition conservatrice — composée des partis libéral et national — en remplacement de M. Andrew Peacock, démissionnaire : ancien professeur d'économie âgé de quarante-trois ans, M. Hanson est originaire de Nouvelle-Galles-du-Sud. — (AFP).

GRANDE-BRETAGNE

## Le gouvernement réduit le montant du nouvel impôt local fixé par vingt municipalités

Le gouvernement a tenté de reprendre l'initiative dans l'affaire, jusqu'alors désastreuse pour lui, de la poll tax en réduisant d'autorité le montant de cet impôt local prélevé par vingt municipalités. Seize d'entre elles sont administrées par les travaillistes, et aucune par les conservateurs.

LONDRES

de notre correspondant

Il s'agit à l'évidence de montrer à l'opinion que les vrais responsables des difficultés actuelles sont les municipalités travaillistes, trop dépensières. Mais on sentait que le ministre qui a la tutelle des collectivités locales, M. Chris Patten, était quelque peu gêné en annonçant cette mesure mardi 3 avril aux Communes. L'opposition a accueilli par un concert croissant de quolibets la liste des municipalités ainsi punies. M. Patten, visiblement troublé, s'est réfugié dans des considérations techniques pour justifier le fait qu'aucune commune dirigée par les Tories n'ait été visée, alors que certaines d'entre elles ont fixé un impôt local plus élevé que celles qu'il a ainsi stigmatisées. L'opposition travailliste a eu beau jeu d'affirmer qu'il s'agissait d'un geste purement politique qui n'avait rien à voir avec le souci affiché de remettre de l'ordre dans les finances locales.

L'ancien impôt local a été remplacé depuis le 1<sup>er</sup> avril, en Angleterre et au pays de Galles, par cette fameuse poll tax, qui est un impôt par tête, indépendant des signes extérieurs de richesse ainsi que de la taille et du confort de l'habitation. Chaque municipalité la fixe elle-même après avoir évalué ses dépenses (essentiellement les frais d'enseignement primaire et secondaire) et après avoir pris connaissance de ses deux autres sources de revenus : l'enveloppe accordée par le gouvernement central et les redevances provenant de la patente prélevée sur les entreprises commerciales et industrielles.

### Du simple au quadruple

La subvention du gouvernement central fournit environ 50 % des recettes municipales, et la patente, 25 %. La poll tax doit donc apporter, en règle générale, les 25 % restants. Mais les municipalités sont dans des situations très différentes, certaines ayant des réserves confortables, d'autres étant au bord de la faillite. A Londres, par exemple, la commune de Lambeth, administrée par les travaillistes, réclame à ses habitants une poll

tax de 560 livres (5 260 francs), alors que celle de Wandsworth, qui est conservatrice, ne demande que 148 livres (1 390 francs). Comme elles sont limitrophes, l'impôt à acquitter varie presque du simple au quadruple selon le côté de la rue où l'on se trouve...

La loi donne pouvoir au gouvernement de réduire d'autorité le montant de la poll tax décidée par une municipalité, s'il le juge trop élevé. Le processus engagé contre vingt communes est cependant rétroactif, ce qui risque d'accroître encore la confusion. Les contribuables sont en effet tenus de payer l'impôt fixé par leur municipalité et ne seront remboursés que plus tard.

Les émeutes anti poll tax de samedi à Trafalgar Square continuent d'autre part de peser sur le débat lui-même, ainsi que sur l'ensemble de la vie politique. Le leader de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, a ainsi affirmé, mardi devant les Communes, que M<sup>rs</sup> Thatcher avait été certes « horrifiée » par ces violences, mais qu'elle était aussi « ravie » que l'attention de l'opinion ait été ainsi détournée.

La grande confédération syndicale TUC avait annoncé de longue date pour le 3 avril une manifestation contre le nouvel impôt local dans le centre de Londres. Celle-ci a été à réduite à une courte marche symbolique, par petits groupes, de militants syndicaux. Le Parti travailliste et le TUC font actuellement tout leur possible pour se démarquer des violences commises à Trafalgar Square. Le secrétaire général du TUC, M. Norman Willis, a ainsi réaffirmé mardi qu'il n'était pas question de se lancer dans une campagne de non-paiement de la poll tax.

DOMINIQUE DHOMBRES

## La mutinerie à la prison de Strangeways a fait au moins un mort

Une quarantaine de détenus de la prison de Strangeways, à Manchester, ont été exécutés mercredi matin 4 avril leur quatrième jour de mutinerie (Le Monde du 4 avril). Mardi, un détenu — en instance de jugement pour délit à caractère sexuel — blessé au début des violences, est décédé à l'hôpital des suites de ses blessures. C'est officiellement la première victime de la mutinerie. Les rumeurs sur la présence de plusieurs cadavres, à l'intérieur de la prison, restent non confirmées.

Le père d'un détenu a affirmé mardi, dans un entretien avec la BBC, que son fils avait assisté à au moins six meurtres perpétrés, après sévices, contre des prisonniers inculpés ou condamnés pour des délits sexuels.

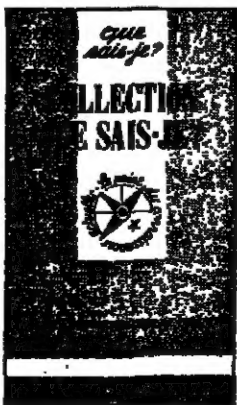
Selon le Home Office (ministère de l'Intérieur), seulement 39 des 1 600 prisonniers de l'établissement résistent encore aux forces de l'ordre mercredi matin. La police a repris mardi le contrôle d'une aile de la prison, au terme de deux heures d'affrontements au cours desquels sept policiers ont été blessés, dont deux grièvement. — (AFP, Reuters).

■ POLOGNE : deux anciens opposants nommés vice-ministres de la défense. — Deux anciens opposants au régime communiste, l'ex-porte-parole de Solidarité M. Janusz Onyszkiewicz et l'intellectuel catholique M. Bronislaw Komorowski, ont été nommés mardi 3 avril vice-ministres de la défense et reçus par le président Jaruzelski, a annoncé l'agence PAP. — (AFP).

■ Report de la suppression de visas entre Turquie et RDA. — L'accord signé le 28 mars portant sur la suppression, à compter de fin avril, des visas entre la Turquie et la RDA, a été reporté sine die à la demande de l'administration est-allemande, a-t-on annoncé officiellement, mardi 3 avril, à Ankara. Bonn avait protesté contre cet accord. — (AFP).

■ Rectificatif. — Le ressortissant français, membre présumé de l'ETA, arrêté lundi 2 avril à Séville (Espagne) alors qu'il s'apprêtait à commettre un attentat, a été identifié par la police espagnole comme étant Henri Parot — résidant à Bayonne — et non pas Jean-Dominique Feron, comme indiqué dans notre édition du 4 avril.

Tout ce que vous ne savez pas et que vous avez besoin de savoir vite est dans "Que Sais-Je?"



"Que Sais-Je?"

L'encyclopédie au format de poche. 2523 titres.

Pour recevoir gratuitement le catalogue complet de la collection "Que Sais-Je?", écrivez à la Direction de la Communication, Presses Universitaires de France, 90, bd St-Germain, 75006 Paris.



## EUROPE

## Moscou fixe des conditions rigoureuses à l'indépendance des républiques

Suite de la première page

En chargeant M. Ozols de diriger la délégation envoyée à Moscou, le président lituanien, M. Landsbergis, a ainsi confirmé sa volonté d'arrondir les angles tandis que M. Gorbatchev envoyait, lui, un signal de bonne volonté en déléguant M. Iakovlev. On est ainsi sorti de la période des postures et cris de guerre pour passer à celle des négociations sur la négociation.

La route est encore très longue avant un accord mais ces « consultations non officielles » n'en constituent pas moins, estimait mercredi matin un haut responsable soviétique, « l'amorce d'une voie de règlement politique, le constat commun de l'existence d'un problème et un début d'abandon, peut-être graduel, de la pratique des faits accomplis ». C'est à la fois encore peu et déjà beaucoup — peu puisque tout reste à faire, et beaucoup puisque l'URSS a admis le fait de la proclamation d'indépendance tandis que la Lituanie reconnaissait que cette indépendance restait à négocier avec l'URSS.

Concrètement parlant, cela veut non seulement dire que la Lituanie finira bel et bien par sortir de l'URSS, mais aussi que d'autres Républiques en feront autant. Car si la loi parallèlement adoptée mardi par le Soviet suprême de l'URSS pose beaucoup de conditions à l'exercice du droit de sécession, elle n'en a pas moins pour mérite fondamental de donner un contenu à ce droit.

Jusqu'à présent, toute République pouvait constitutionnellement parler qu'il lui fallait, outre que l'hypothèse était, politiquement parlant, des plus théoriques,

cela n'était juridiquement pas possible puisqu'aucune loi ne définissait de procédure de sortie. Dès l'ors, ce qui était vu de l'esprit devenait possibilité, projet envisageable et se crée de cette manière une dynamique tout à fait comparable à celle qu'avaient ouverte, il y a dix-huit mois, les premiers textes sur les élections libres.

D'abord, on n'en avait vu que les restrictions et le flou, puis on s'était aperçu que les électeurs savaient s'engager dans la brèche et l'on est aujourd'hui au stade du multipartisme, à l'affirmation de groupes parlementaires et à la conquête des maires de Moscou et Leningrad par l'opposition radicale. Aujourd'hui, beaucoup de députés réformateurs et dirigeants nationalistes ne voient de même que les obstacles mis sur la voie de l'indépendance. Ils sont, de fait, nombreux, puisque le référendum qui aura à en décider devra dégager une majorité non pas simple, mais des deux tiers des inscrits, c'est-à-dire de l'ensemble des résidents d'une République donnée, qu'ils en soient originaires ou venus d'autres parties de l'Union.

Plusieurs des Républiques — l'Estonie et la Lettonie par exemple — ayant une population constituée pour plus d'un tiers d'immigrés de l'intérieur, en majorité russes, l'indépendance peut paraître d'autant moins réalisable que le référendum n'y suffit pas. Si les indépendantistes le perdent, on ne peut en organiser d'autre avant dix ans. S'ils le gagnent, s'ouvre alors une période durant laquelle la République et l'Union doivent — en cinq ans maximum — se mettre d'accord, d'une part, sur les conditions

économiques de la séparation et, de l'autre, sur la dévolution des territoires attribués à la République dans le cadre de l'Union mais qui ne lui appartiennent pas au moment où elle y est entrée.

Avant l'expiration de cette période de cinq ans, les autorités de la République ou un dixième de la population peuvent demander un nouveau référendum pour tenter d'annuler les résultats du premier, et l'accord entre la République et l'Union doit enfin être accepté par le Parlement fédéral de l'URSS. Que se passera-t-il s'il n'y avait pas accord dans le temps imparti ou si le Parlement soviétique refusait de l'entériner ?

Ce n'est tout simplement pas dit et l'on peut ainsi tout imaginer — à condition d'oublier que ce premier texte n'est certainement pas le dernier et que l'évolution politique et les rapports de force pèseront avant tout. Pour Moscou, la proclamation d'indépendance litua-

nienne est, juridiquement parlant, nulle et non avenue, et cela n'empêche pas les négociations d'être déjà ouvertes.

En ce sens, l'obstacle principal mis au processus d'indépendance est beaucoup moins la course d'obstacles définie par la loi que les problèmes des territoires et des minorités car ce qu'on redécouvre déjà en Europe centrale existe aussi en URSS. De même qu'il y a des Arméniens d'Azerbaïdjan, il y a bien sûr des Russes de partout, mais aussi des Polonais de Lituanie, des Abkhazes de Géorgie, des Gagauzes de Moldavie, etc.

Il existe des territoires retirés à telle République et cédés à telle autre en vertu de la commodité politique du moment — bref, il existe pour le pouvoir central tout à la fois une arme contre le nationalisme des Républiques et une indispensable source de difficultés. Pour Moscou, cela peut être ou bien le casse-tête du Haut-Karabakh ou bien le discret instrument de chantage qu'offre, par exemple, l'existence en Lituanie d'une forte minorité polonaise qui se sent plus en sécurité à l'ombre russe que lituanienne.

C'est ainsi que la loi sur la sécession stipule que, lors des référendums, le décompte des voix ne se fera pas globalement, à l'échelle de

## M. Chevardnadze aux Etats-Unis

## La crise lituanienne pèse sur les entretiens américano-soviétiques

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, est arrivé mardi 3 avril à Washington où il doit séjourner en principe jusqu'à vendredi et s'entretenir notamment avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker. La situation en Lituanie se trouve au premier rang de l'ordre du jour des conversations.

## WASHINGTON

de notre correspondant

Les premières paroles de M. Chevardnadze, dès son arrivée mardi 3 avril à l'aéroport de Washington, n'ont pu que rassurer les officiels américains : « Notre arme principale aussi bien pour la solution des problèmes domestiques que dans nos relations avec les autres pays, c'est le dialogue, un dialogue honnête », a déclaré le ministre soviétique des affaires étrangères, et c'est ce dialogue que nous souhaitons avec le peuple lituanien et avec la direction lituanienne.

Plus encore que de cette proclamation de bonnes intentions, somme toute attendue, les Etats-Unis peuvent se féliciter de ce petit geste consenti par le Kremlin : M. Gorbatchev n'a-t-il pas fait en sorte que le premier contact entre un haut responsable du Kremlin — M. Iakovlev — avec des émissaires lituaniens intervienne le jour même de l'arrivée à Washington de M. Chevardnadze ?

M. Bush, qui, quelques jours plus tôt, avait donné l'ordre de menager Moscou dans l'affaire lituanienne, ne peut qu'apprécier ces « bonnes manières » et y voir une justification de son attitude. La priorité donnée par la Maison Blanche aux intérêts de M. Gorbatchev, sans être largement critiquée par la classe politique, commençait en effet à susciter une certaine mauvaise conscience ou du moins des doutes.

M. Chevardnadze doit passer trois jours à Washington, et les sujets de conversation ne manquent pas. Les Américains souhaitent vivement que les Soviétiques se décident enfin à fixer avec eux la date exacte du sommet Bush-Gorbatchev prévu pour le mois de juin, et il est également souhaitable de progresser sur les dossiers qui seront au centre de cette rencontre, en particulier la réduction des armes stratégiques.

Mais le département d'Etat a tenu à faire savoir que la question lituanienne figurait « en tête des entretiens » — comme pour échapper au reproche de sacrifier allégrement le sort des Lituaniens au nom de la grande politique Est-Ouest. M. Bush pour sa part, n'a fait que répéter son vœu que « la liberté, la démocratie et l'autodétermination progressent » (le terme d'indépendance a été soigneusement évité), mais que ces questions soient traitées « de manière que le résultat soit pacifique et qu'il n'y ait pas usage de la force ».

Le même jour, le chargé d'affaires de Lituanie à Washington, M. Stasys Lozoraitis, évitait de critiquer trop directement l'attitude des Etats-Unis à l'égard de son pays, se contentant de craindre que Moscou n'interprète les signaux venus des Etats-Unis comme une sorte de feu vert. M. Lozoraitis, qui donnait une conférence de presse dans le joli petit bâtiment de la « Légation de Lituanie » à Washington, a eu peu plus à dire à propos de l'attitude « craintive » des pays d'Europe de l'Ouest, et a souligné qu'il avait été reçu avec beaucoup plus de chaleur dans les pays de l'Est où il s'est rendu ces jours derniers, et il a rendu hommage en particulier à l'attitude adoptée à l'égard des revendications lituaniennes par les dirigeants polonais, tchécoslovaques et hongrois.

En même temps, le chargé d'affaires n'a pas caché un certain « pessimisme » dans la mesure où il « ne comprend pas M. Gorbatchev », qui « agit comme un homme ayant une mentalité du XIX<sup>e</sup> siècle ». Au moins M. Lozoraitis n'est-il pas trop inquiet pour l'avenir à très court terme : « Il n'y aura aucune violence tant que M. Chevardnadze sera à Washington ».

JAN KRAUZE

## Le général Jaruzelski privé de visite à Washington

## WASHINGTON

de notre correspondant

Au soulagement de l'administration américaine, le général Jaruzelski a renoncé au dernier moment à une visite aux Etats-Unis à laquelle il tenait, semblait-il, beaucoup. Il devait s'agir d'une visite privée, le chef de l'Etat polonais étant l'invité d'une association des médias audiovisuels, mais un entretien avec le président Bush à la Maison Blanche était prévu pour jeudi 5 avril.

Le président américain avait reçu M. Lech Walesa avec effusion l'autre jour, et tout récemment, en grande pompe, le premier ministre M. Tadeusz Mazowiecki. Il ne pouvait faire moins que s'entretenir avec l'homme qui, après avoir tenté en vain d'écraser Solidarnosc, a fini par se résigner à présider à la transition de son pays vers la démocratie. Et puis M. Bush avait été son hôte lors de sa visite en Pologne, en juillet, l'an dernier.

Que le général Jaruzelski ait éprouvé le désir d'aller aux Etats-Unis peut sembler surprenant, si l'on se souvient des distorsions farouchement américanisées qu'il prononçait régulièrement pendant et après l'état de guerre en Pologne. Mais, outre que le général Jaruzelski a apparemment beaucoup changé, il comptait sur sa venue aux Etats-Unis pour « regonfler » un peu son statut, à un moment où son avenir semble un peu aléatoire. M. Walesa dissimulant de moins en moins son intention de prendre sa place.

Pourtant le général Jaruzelski a fini par annuler sa visite, à la suite d'une conversation avec M. Mazowiecki, à la fin de la semaine dernière. Ce dernier, selon toute apparence, trouve le moyen de convaincre le général de renoncer à son projet. S'il ne l'avait pas fait, M. Mazowiecki aurait eu des raisons de craindre que M. Walesa ne prenne fort mal cette visite qu'il aurait pu croire organisée avec l'assentiment du premier ministre ; les rapports entre le président de Solidarnosc et l'homme qu'il a adoubé pour occuper le poste de premier ministre n'en seraient pas des améliorés.

La subtilité de la nouvelle vie politique polonaise ont donc privé d'un voyage gratifiant le général Jaruzelski. Il a encore, en principe, l'occasion de se rattraper : une invitation à une « visite d'Etat » aux Etats-Unis, formelle l'est depuis par le président Bush, tient toujours. Mais le général restera-t-il assez longtemps au pouvoir pour en profiter ?

J. K.

## DIPLOMATIE

## En visite à Paris

## Les dirigeants néerlandais se prononcent pour une relance de l'union européenne

Le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, en visite à Paris, a indiqué mardi 3 avril, à l'issue d'un entretien avec M. François Mitterrand, que son pays maintenait la candidature de l'ancien ministre des finances, M. Onno Ruding, à la présidence de la future banque européenne pour les pays de l'Est (BERD) contre celle de M. Jacques Attali.

Les entretiens ont d'autre part porté sur les questions communautaires, les deux hommes étant tombés d'accord, a indiqué le porte-parole de l'Elysée, pour faire progresser lors du sommet de Dublin à la fois l'union monétaire et l'union politique européennes.

Ces questions avaient également été évoquées lors d'un entretien, suivi d'un déjeuner de travail, avec le premier ministre français, M. Michel Rocard. Les deux chefs de gouvernement ont notamment examiné la possibilité de relancer les négociations sur l'accord de Schengen, en panne depuis quelques mois et qui devraient aboutir à la suppression des frontières entre la France, la RFA et les trois pays du Benelux.

Mardi matin, avant de quitter Amsterdam pour Paris, le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van den Broek, s'était prononcé pour la formation rapide d'une union politique européenne et le transfert à Bruxelles de « la politique étrangère et même de la politique relative aux affaires de sécurité ». — (AFP.)

## Le siège du Parlement européen

## La construction d'un hémicycle à Strasbourg remise en cause

## STRASBOURG

de notre envoyé spécial

L'avenir du siège du Parlement européen à Strasbourg se jouera jeudi 5 avril. Les présidents des groupes parlementaires ont accepté, mardi, de soumettre au vote de l'assemblée une résolution de M. Derek Prig (conservateur) contre la construction d'un nouvel hémicycle de sept cent cinquante places à Strasbourg.

Pour contrer l'initiative de ce député britannique, cinq présidents de groupe — quatre Français, un Allemand — vont lui opposer le compromis mis au point par le bureau du Parlement en mars dernier, assurant la tenue de douze sessions plénières ordinaires chaque année dans la capitale alsacienne.

Si la résolution Prig est adoptée, le point important marqué le mois dernier par Strasbourg sera annulé. — M. S.

## Malgré certaines améliorations

## Londres et Washington n'ont pas l'intention de réintégrer l'UNESCO

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis viennent de faire savoir qu'ils n'envisagent pas pour le moment de réintégrer l'UNESCO. Le secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, M. Tim Sainsbury, a déclaré mardi 3 avril en réponse à une question au Parlement, que les améliorations apportées récemment à l'Organisation « ne sont pas suffisantes pour justifier un retour maintenant » de la Grande-Bretagne qui l'a quittée en 1955. Le même jour M. Tawler, porte-parole du département d'Etat américain, a déclaré « le moment n'est pas venu de rouvrir le dossier », car « peu de choses ont changé » depuis que les Etats-Unis ont quitté l'UNESCO en 1984. — (AFP, Reuters.)

Visas gratuits pour les jeunes d'Europe de l'Est. — Les jeunes de moins de vingt-cinq ans de RDA, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie, URSS, pourront désormais obtenir gratuitement les visas pour des séjours de moins de trois mois en France, s'ils ont indiqué mardi 3 avril au Quai d'Orsay. La France envisage de lever l'obligation de visa de court séjour, sous réserve de réciprocité, pour ces mêmes pays sans l'URSS et la Yougoslavie. — (AFP.)

## Malgré le roi, l'avortement est autorisé en Belgique

Suite de la première page

Pendant un jour et demi, le souverain sera mis « entre parenthèses » et la Belgique vivra trente-six heures dans un régime républicain.

Si cette décision du roi ne va donc pas entraver le fonctionnement du système, elle n'en pose pas moins un certain nombre de questions importantes. En effet, l'article 82 de la Constitution ne semblait prévoir qu'une incapacité physique (maladie, démence) ou matérielle (prisonnier...) du souverain.

Le gouvernement — composé de sociaux-chrétiens, de socialistes et de fédéralistes flamands — ayant consulté l'opposition libérale sur les décisions à prendre, il ne semble donc pas que les partis politiques se servent de cet « incident » pour ouvrir un débat de fond. Il n'en reste pas moins que les partisans de la République, encore nombreux notamment en Wallonie, pourraient profiter de la décision du roi Baudouin pour tenter de provoquer une nouvelle affaire royale.

JOSÉ-ALAIN FRALON

## « Un divorce avoué »

## BRUXELLES

de notre correspondant

« Fiction surréaliste », « entour-loupette », « utilisation inédite de la Constitution »... Les professeurs belges de droit constitutionnel se sont tous montrés très durs à l'égard de la décision prise par le gouvernement pour tenter de concilier la « conscience royale » et la légitimité démocratique. L'article 82 de la Constitution, invoqué en l'occurrence, prévoit en effet que le roi Baudouin peut déléguer sa mission sous tutelle du souverain en cas de démence par exemple, ou même sur l'appel à un régent pour le remplacer. Or ce ne sera pas le cas puisque dès jeudi, si le scénario est respecté, le roi reprendra ses « pouvoirs ».

La crise ouverte ne sera pas refermée pour autant. Elle marque

en effet la fin d'une « fiction » qui voulait que le pouvoir législatif belge soit exercé par les Chambres et par le roi. Si ce dernier en effet avait un quelconque pouvoir législatif, il aurait tenté de s'opposer purement et simplement à la promulgation de la loi sur l'avortement, ce qu'il n'a pas fait, se contentant de refuser de cautionner cette loi par sa signature. « Il s'agit là d'un divorce avoué entre le souverain et la nation », conclut le sénateur libéral René Hasquin, président du conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles. Dernière conséquence inconnue de cette crise : la loi sur l'avortement sera promulguée en quelques heures, donc beaucoup plus vite que n'importe quelle autre loi dans le royaume depuis longtemps.

J.-A. F.

صلى الله عليه وسلم

Avec l'Europe  
certains producteurs  
vendent en



qui brille d'un  
vivre que tout  
est à dire 750  
n'être qu'un  
son 9000. Au  
à la libre circu  
daptier "or" un  
les 1.000 est  
over l'or à 10 carats

E. M.  
POUR QUE



**Les dirigeants néerlandais se prononcent pour une relance de l'union européenne**

Le premier ministre japonais  
Ryukichi Tanaka, accompagné  
d'un ministre et d'un sous-secrétaire  
d'Etat, est arrivé à Paris le 22  
septembre. Il a été reçu par le  
président de la République, M.  
Gaston Doumergue, et par le  
président du Conseil, M. Raymond  
Poincaré, qui lui a remis la  
lettre de bienvenue du président  
de la République.

Les autres...  
pour les...  
mieux...  
de l'Etat...  
D'autre...  
l'Etat...

Ces questions ont été soulevées  
 par des députés de l'opposition  
 au cours d'un débat sur la loi  
 de la presse. Le ministre de  
 la Justice a répondu que  
 le gouvernement n'avait  
 pas l'intention de modifier  
 la loi de la presse.

1. Name: Mr. Van der  
 2. Address: 1000  
 3. City: Amsterdam  
 4. State: Netherlands  
 5. Zip: 1000  
 6. Phone: 1000  
 7. E-mail: 1000  
 8. Fax: 1000  
 9. Telex: 1000  
 10. Cable: 1000  
 11. Other: 1000  
 12. Signature: 1000  
 13. Date: 1000  
 14. Initials: 1000  
 15. Title: 1000  
 16. Position: 1000  
 17. Department: 1000  
 18. Division: 1000  
 19. Office: 1000  
 20. Branch: 1000  
 21. Sub-office: 1000  
 22. Section: 1000  
 23. Unit: 1000  
 24. Group: 1000  
 25. Team: 1000  
 26. Project: 1000  
 27. Task: 1000  
 28. Assignment: 1000  
 29. Responsibility: 1000  
 30. Authority: 1000  
 31. Power: 1000  
 32. Influence: 1000  
 33. Control: 1000  
 34. Management: 1000  
 35. Supervision: 1000  
 36. Oversight: 1000  
 37. Direction: 1000  
 38. Guidance: 1000  
 39. Instruction: 1000  
 40. Advice: 1000  
 41. Recommendation: 1000  
 42. Suggestion: 1000  
 43. Proposal: 1000  
 44. Initiative: 1000  
 45. Innovation: 1000  
 46. Creativity: 1000  
 47. Imagination: 1000  
 48. Vision: 1000  
 49. Idea: 1000  
 50. Concept: 1000  
 51. Theory: 1000  
 52. Hypothesis: 1000  
 53. Model: 1000  
 54. Framework: 1000  
 55. Structure: 1000  
 56. System: 1000  
 57. Method: 1000  
 58. Technique: 1000  
 59. Process: 1000  
 60. Procedure: 1000  
 61. Protocol: 1000  
 62. Policy: 1000  
 63. Principle: 1000  
 64. Rule: 1000  
 65. Law: 1000  
 66. Regulation: 1000  
 67. Statute: 1000  
 68. Decree: 1000  
 69. Order: 1000  
 70. Command: 1000  
 71. Directive: 1000  
 72. Instruction: 1000  
 73. Mandate: 1000  
 74. Requirement: 1000  
 75. Obligation: 1000  
 76. Duty: 1000  
 77. Responsibility: 1000  
 78. Accountability: 1000  
 79. Liability: 1000  
 80. Responsibility: 1000  
 81. Accountability: 1000  
 82. Liability: 1000  
 83. Responsibility: 1000  
 84. Accountability: 1000  
 85. Liability: 1000  
 86. Responsibility: 1000  
 87. Accountability: 1000  
 88. Liability: 1000  
 89. Responsibility: 1000  
 90. Accountability: 1000  
 91. Liability: 1000  
 92. Responsibility: 1000  
 93. Accountability: 1000  
 94. Liability: 1000  
 95. Responsibility: 1000  
 96. Accountability: 1000  
 97. Liability: 1000  
 98. Responsibility: 1000  
 99. Accountability: 1000  
 100. Liability: 1000

La page du 11-11-1964

## La construction d'un hémicycle à Strasbourg remise en cause

第 7 冊 高 級 算 法 研 究

**RECEIVED**

**THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY**

**ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION**

**1897**

**MAY 10 1897**

**NEW YORK**

1. **Président**  
 2. **Vice-président**  
 3. **Secrétaire**  
 4. **Treasurer**  
 5. **Comptable**  
 6. **Trésorier**  
 7. **Commissaire**  
 8. **Administrateur**  
 9. **Directeur**  
 10. **Président**  
 11. **Vice-président**  
 12. **Secrétaire**  
 13. **Treasurer**  
 14. **Comptable**  
 15. **Trésorier**  
 16. **Commissaire**  
 17. **Administrateur**  
 18. **Directeur**  
 19. **Président**  
 20. **Vice-président**  
 21. **Secrétaire**  
 22. **Treasurer**  
 23. **Comptable**  
 24. **Trésorier**  
 25. **Commissaire**  
 26. **Administrateur**  
 27. **Directeur**  
 28. **Président**  
 29. **Vice-président**  
 30. **Secrétaire**  
 31. **Treasurer**  
 32. **Comptable**  
 33. **Trésorier**  
 34. **Commissaire**  
 35. **Administrateur**  
 36. **Directeur**  
 37. **Président**  
 38. **Vice-président**  
 39. **Secrétaire**  
 40. **Treasurer**  
 41. **Comptable**  
 42. **Trésorier**  
 43. **Commissaire**  
 44. **Administrateur**  
 45. **Directeur**  
 46. **Président**  
 47. **Vice-président**  
 48. **Secrétaire**  
 49. **Treasurer**  
 50. **Comptable**  
 51. **Trésorier**  
 52. **Commissaire**  
 53. **Administrateur**  
 54. **Directeur**  
 55. **Président**  
 56. **Vice-président**  
 57. **Secrétaire**  
 58. **Treasurer**  
 59. **Comptable**  
 60. **Trésorier**  
 61. **Commissaire**  
 62. **Administrateur**  
 63. **Directeur**  
 64. **Président**  
 65. **Vice-président**  
 66. **Secrétaire**  
 67. **Treasurer**  
 68. **Comptable**  
 69. **Trésorier**  
 70. **Commissaire**  
 71. **Administrateur**  
 72. **Directeur**  
 73. **Président**  
 74. **Vice-président**  
 75. **Secrétaire**  
 76. **Treasurer**  
 77. **Comptable**  
 78. **Trésorier**  
 79. **Commissaire**  
 80. **Administrateur**  
 81. **Directeur**  
 82. **Président**  
 83. **Vice-président**  
 84. **Secrétaire**  
 85. **Treasurer**  
 86. **Comptable**  
 87. **Trésorier**  
 88. **Commissaire**  
 89. **Administrateur**  
 90. **Directeur**  
 91. **Président**  
 92. **Vice-président**  
 93. **Secrétaire**  
 94. **Treasurer**  
 95. **Comptable**  
 96. **Trésorier**  
 97. **Commissaire**  
 98. **Administrateur**  
 99. **Directeur**  
 100. **Président**

the fact that the  
the point of view  
demonstrated that

**History** 1972-73

**Londres et Washington  
n'ont pas l'intention  
de réintégrer l'UNR**

**La Grande**...  
Une...  
m'engage...  
ment...  
Le...  
affaires...  
Rassemble...  
ou...  
loquente...  
appartient...  
telle...  
insistent...  
la Grande...  
en 1968 le...  
par...  
C'est...  
monnaie...  
dépense...  
changement...  
et après...  
**G&P Review.**

[illegible]

## A black and white illustration of a mesh bag filled with coins, with several coins spilling out onto the surface below it. The bag is tied at the top and is tilted, causing the coins to fall out. The coins are of various denominations and designs, including some with portraits and others with intricate patterns. The illustration is done in a high-contrast, graphic style.

Tout ce qui brille n'est pas or. Pour protéger les consommateurs des appellations abusives, l'Etat français exige que tous les bijoux commercialisés dans l'hexagone affichent le poinçon "or : 18 carats", c'est-à-dire 750 millièmes d'or pur. Mais italiens, anglais ou allemands accusent cette réglementation de n'être qu'une façade protectionniste et réclament le droit de vendre en France de l'or à 12, voire 8 ou 9 carats. Au seuil de l'Europe de 1993, le gouvernement français a raison : il ne s'agit pas de s'opposer à la libre circulation de ces produits, il s'agit d'interdire toute publicité mensongère. Pas question de baptiser "or" un bijou qui n'en contient que la moitié. Avec leurs Manèges à Bijoux, les hypermarchés Leclerc ont su démocratiser l'or sans le dénaturer. Tant pis pour ceux qui voulaient se réserver l'or à 18 carats justement parce qu'il était cher.

**CLM/BRAND**



**POUR QUE L'EUROPE PROFITE AUX CONSOMMATEURS**



## AFRIQUE

## L'Algérie entre le voile et la parabole

Suite de la première page

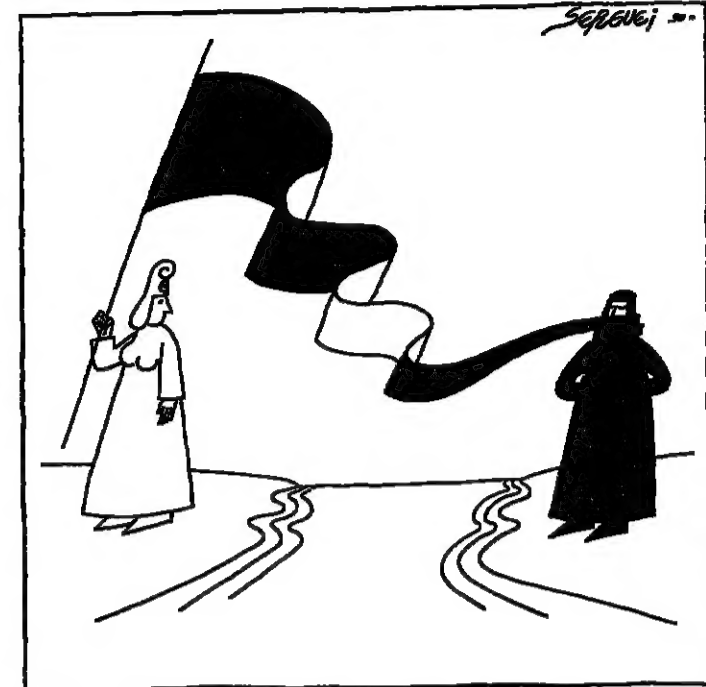
Qu'on n'aille pas imaginer qu'il est facile d'entretenir son véhicule. Heureusement il y a l'aviation : des débrouillards, apparemment pas trop gênés par la nécessité de disposer d'un visa, font fréquemment le voyage de Marseille pour remplir leurs valises de morceaux de Renault ou de Peugeot qu'ils revendent un bon prix au pays. Ce n'est pas, et de loin, le seul apport de la métropole provençale à l'économie algérienne : le trafic entre les deux rives de la Méditerranée est si intense qu'on dit en plaisantant, entre Bab el Oued et la Casbah, que l'équivalent du Dow Jones, pour l'Algérie, c'est le cours du jean d'occasion sur le Vieux Port. On dit aussi que de fréquentes homonymies facilitent un usage extensif des cartes de sécurité sociale, et que l'hôpital marseillais de la Timone est devenu le plus fréquenté d'Alger.

L'automobile ne fournit pas seulement un complément à des transports publics notoirement insuffisants. Elle est un moyen d'évasion pour des familles dont l'exubérance du linge étalé aux fenêtres atteste le fabuleux entassement. Et c'est, avec le concours bénévole du soleil, un bon cache-misère. Rien n'est plus sinistre que ces villes des pays de l'Est à la circulation quasi inexistante. Idem des boutiques vides et des queues, si fréquentes en URSS, en Roumanie et, hier encore, en Pologne. Rien de tel pour le moment à Alger : si certains produits font manifestement défaut, on trouve sans peine, à condition bien sûr d'en avoir les moyens, l'essentiel. Dans les vitrines, au marché, tissus, vêtements, viande, fruits, légumes, étaient, à la veille du Ramadan, présents en abondance. Et les Algériens s'enorgueillissent de fabriquer eux-mêmes des récepteurs de radio et de TV, et autres produits de la modernité.

Sorti de la ville, l'impression est plutôt favorable. Dans la plaine côtière, à cette saison verdoyante, les serres de plastique sous lesquelles s'épanouissent les tomates s'étendent au milieu des oranges et des citronniers. Les villages de vacances, bien inscrits dans le paysage, se développent pas à pas, de mémoires qu'un réseau d'autoroutes déjà non négligeable, vers l'aéroport et la divine Tipasa, encore mal remise du tremblement de terre d'octobre dernier. Bien sûr il y a toujours des bidonvilles, en dépit de l'abondance de HLM, au demeurant mal entretenues. Mais on est loin des images de déchéance rapportées de tant de voyages en pays socialistes d'Europe ou du tiers-monde.

Le mérite en revient au développement rapide, sur les décombres du socialisme intégralement planifié, de toutes sortes d'activités privées, souvent fort lucratives. Mais aussi à la

tradition islamique, qui conserve à la cellule familiale une cohésion largement disparue ailleurs, et fait de la solidarité entre ses membres un devoir universellement respecté. Le gouvernement ne pourrait à défaut trop gendarmes à la disposition de refuser aussi catégoriquement de verser des allocations aux chômeurs, pour des raisons qui tiennent à la fois à l'absence de disponibilités et au souci de ne pas grossir les rangs des « teneurs de mur », oisifs ainsi surnommés parce qu'ils restent volontiers adossés, des heures durant, à un mur, à



bavarder ou à prendre le soleil. La plupart de ces garçons ont moins de vingt-deux ans, ils vivent chez papa et maman, et il y a toujours un frère ou un cousin pour leur venir en aide.

Face à des difficultés dont il se garde de minimiser l'ampleur, le pouvoir a abandonné les attitudes triomphalistes d'autrefois. Il insiste plus souvent d'une approche trop dogmatique. Sur la mauvaise estimation de l'évolution du marché des hydrocarbures. Sur la dramatique insuffisance des barrages, à laquelle sont imputables, non seulement le retard de la production agricole, mais les trop fréquentes coupures d'eau. Sur les déboires d'une planification intégrale particulièrement mal adaptée à un peuple plus tenté, d'une manière générale, par la performance que par l'organisation. Sur la nécessité de s'ouvrir au monde extérieur.

Compte tenu du fait qu'elle est composée pour une bonne part de crédits à court terme, il hésite à demander le réajustement de sa dette, et préfère, prenant le contre-pied de sa politique antérieure, fortement marquée par le nationalisme, ouvrir très largement le pays aux investisseurs étrangers. Mais, visiblement, il mise d'abord, pour y parvenir, sur une transformation des comportements, et donc des esprits. C'est l'objectif principal de la réforme politique en cours.

Le mot de porostroika n'est guère employé, quand ce ne serait que parce que les relations avec le Kremlin, de toute évidence, ne sont plus ce qu'elles étaient. Mais l'enjeu est le même. Comme à Moscou,

Il va sans dire qu'un tel programme n'est pas du goût de tout le monde. Beaucoup de gens, pour commencer, en contestent la sincérité. C'est le cas, par exemple, d'Ahmed, un des chefs historiques du FLN, rentré à la fin de l'année dernière, contraint à la démission par Ben Bella. Pour lui, comme pour ses partisans, qui sont nombreux, notamment dans l'intelligentsia et en Kabylie, le parti au pouvoir n'a d'autre but, malgré toutes ses proclamations démocratiques, que de s'y cramponner. Comme les dirigeants des autres partis d'opposition, pratiquement maintenus tous autorisés, il se plaint de la trop grande proximité des municipales de juin prochain, pour lesquelles ils n'auraient ni le temps ni les moyens de se préparer sérieusement. Au sein même du FLN, les barons d'hier, parmi lesquels des personnalités de tout premier plan, supportent mal de se voir évincés et contestent avec opiniâtreté les nouvelles orientations.

## L'islamisme légalisé

Des formations d'opposition, celle qui retient le plus l'attention à l'étranger est naturellement le FIS, le Front islamique de salut, qui se réclame du fondamentalisme musulman. L'Algérie est en effet le seul pays du Maghreb - et le seul, sauf erreur, avec la Jordanie, du monde arabe - à avoir légalisé un parti islamiste. Autrement dit à laisser le peuple, et non pas la police, décider s'il convient ou non de laisser la seule Charia, la loi coranique, régenter la vie de l'Etat et des citoyens.

Le chef du FIS, Abbasi Madani, est passé l'autre jour à l'émission politique télévisée du mardi soir, que tout le monde regarde. De l'avis de beaucoup d'observateurs, les réponses étaient aussi vagues que les questions. Moyennant quoi on vous assure qu'il a fait un tabac. En tout cas, pour ses admirateurs, particulièrement nombreux du côté de Bab-el-Oued, toutes les occasions, notamment les sorties de matches de foot, sont bonnes pour lui faire son nom. La police, qui n'a pas oublié les émeutes d'octobre 1988, sauvement réprimées, est vite dans ces cas-là sur le pied de guerre, avec casques à visière et boucliers. Il est malheureusement évident, à voir comment un rien peut enclencher un incident, que la foule s'échauffe vite. Mais on a vu des supporters d'équipes rivales s'entretenir dans des pays beaucoup plus nombreux, sans que personne évoque l'explication par des raisons politiques.

De même ne faut-il sans doute pas trop vite conclure de la présence dans la rue de nombreuses portuses de voile, qu'elles sont toutes acquiescentes aux mots d'ordre islamistes. Un certain nombre, fidèles au haïk blanc de jadis, ne cachent leur nez que pour montrer leurs che-

veux : rien à voir avec la prédication fondamentaliste. D'autres, en revanche, dissimulent leurs cheveux dans un foulard, voire l'ensemble de leur silhouette dans un long manteau noir qu'on jurerait venu de Téhéran. Moyennant quoi, elles sont aussi souriantes et même, à l'occasion, discrètement maquillées que leurs copines en jeans avec lesquelles elles discutent et rient de bon cœur. A en croire de nombreux d'Algériens, beaucoup d'entre elles ne s'habillent ainsi que pour que les garçons les laissent en paix, notamment dans les transports en commun.

Reste que là comme ailleurs, l'islamisme est présent. C'est la sanction inévitable de l'échec des solutions modernistes, qu'elles viennent de l'Est ou de l'Ouest. Ni Marx ni l'Oncle Sam n'ont vraiment convaincu la majorité des musulmans qu'ils détenaient pour accéder au bonheur des clés plus efficaces que celles que de père en fils se transmettent depuis des siècles les fidèles du Prophète. Cela dit, islam, on l'oublie trop, n'est pas synonyme d'islamisme, et un très grand nombre d'Algériens l'entendent de cette manière. Loin de se résigner au repli sur soi auquel les exhortent les fondamentalistes, ils sentent la nécessité de développer leurs liens avec le monde extérieur : avec les autres pays du Maghreb, bien sûr, sur la route d'une union dont personne ne conteste la nécessité, même si sa réalisation est lente. Avec le monde arabe, dont l'Algérie est devenue l'un des pôles, comme on l'a vu dans la négociation qui a conduit l'an dernier aux accords de Taïef sur le Liban. Mais aussi avec l'Europe, et pour commencer avec la France.

Tout pour le moment devrait pousser au rapprochement des deux nations. La guerre, que l'immense majorité des Algériens d'aujourd'hui n'a pas connue, a cessé de peser sur leurs relations. La plupart des pieds-noirs qui ont l'occasion de revisiter

leur terre natale sont reçus en amis. Compte tenu des progrès de la scolarisation, on n'a jamais, et de beaucoup, tant parlé français outre-Méditerranée. Rares sont les Algériens qui n'ont pas quelque membre de leur famille dans un Hexagone qu'ils se sont habitués à considérer comme partie de leur propre univers. L'Algérie demeure un marché important pour nos exportations, et l'immigration algérienne, sur une rive comme sur l'autre, constitue - qui ne le sait ? - une composante fondamentale du paysage social et politique.

Au-delà des phénomènes d'intégration, d'exclusion, et aussi de provocation dont nul pays n'a le monopole, le rôle grandissant joué par les deux communautés, française et maghrébine, de barrière infranchissable. La floraison sur les immenses d'Alger des « paraboles » qui permettent de recevoir plusieurs chaînes de TV hexagonales, l'énorme demande, bien mal satisfaite au niveau des contingents actuellement autorisés, de journaux parisiens, la qualité du dialogue dont le passage de toute personnalité française est l'occasion, tous ces signes attestent que s'il est des Algériens pour regarder vers le passé et vers un Orient plus ou moins mythique, beaucoup d'autres se sentent à la charnière de deux mondes, de deux civilisations, en sont fiers et s'en trouvent bien.

Il paraît à première vue plus sage, de notre part, de chercher à les encourager que de les jeter dans les bras, par une attitude d'exclusion, de ceux qui rêvent de prendre leur revanche de la bataille de Poitiers. Sinon attendons-nous, avec le géographe Yves Lacoste, à voir un jour accoster sur nos rives des boat-people d'un nouveau genre, porteurs de valeurs auxquelles nos pères les ont poussés à croire.

ANDRÉ FONTAINE

## Sept partis politiques demandent le report des élections locales

Sept partis politiques ont rencontré, mardi 3 avril, le président Chadli Bendjedid auquel ils ont demandé un report des élections communales et provinciales prévues le 12 juin. Le chef de l'Etat a souligné sa volonté de voir s'accomplir « pleinement les réformes dans le respect de la Constitution », notamment « la démocratisation de l'évolution démocratique par la consultation populaire dans le respect des échéances électorales ».

Deux partis ont, jusqu'à présent, annoncé le boycottage des prochaines élections : le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de l'ancien président Ahmed Ben Bella et le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Ait Ahmed, l'un des chefs historiques de la révolution.

Celui-ci a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que les cartes étaient truquées : « Nous ne sommes pas contre les élections, a-t-il dit, mais ne pouvons cautionner ces pseudo-élections ». A son avis, « il faut dire la vérité au peuple algérien et ne pas entretenir une illusion démocratique qui servirait la stratégie du FLN qui tient toujours : le gouvernement, le Parlement, l'information, etc. L'Algérie est toujours malade du FLN ».

D'autre part, une dizaine d'islamistes jouant « immorale » l'activité d'une discothèque d'Alger durant le « mois sacré » du Ramadan ont été arrêtés dans la nuit de lundi à mardi après avoir tenté d'imposer sa fermeture. (AFP)

## TCHAD : regain des combats

## La France envoie des blindés dans l'est du pays

Depuis une dizaine de jours, des éléments hostiles venus de la province soudanaise du Darfour attaquent les garnisons gouvernementales de la région du Ouaddai. Tour à tour, les Forces armées nationales tchadiennes (FANT), stationnées dans les localités de Bahat, Tiné et Iriba, à une soixantaine de kilomètres de la frontière, ont été submergées au cours de véritables raids motorisés. La garnison de Guéréda aurait repoussé une attaque. De Khartoum, l'opposition tchadienne regroupée autour de l'ancien commandant en chef tchadien Idriss Deby a affirmé avoir infligé de lourdes pertes à l'armée gouvernementale.

Face à la détérioration de la situation, la France a décidé, vendredi, de procéder à un « renforcement limité » du dispositif militaire français en Tchad, notamment à Abéché, dans l'est du Tchad. Le détachement français, qui y comptait à peine une centaine d'hommes, après les affrontements déçus par Paris fin 1989 et début 1990, a été renforcé, notamment en blindés, indique-t-on à Paris de source informée. Toutefois, la politique de la France au Tchad reste purement « dissuasive et défensive », précise-t-on.

Selon cette source, Idriss Deby, dont les troupes ont « un meilleur moral » que les forces gouvernementales, est en mesure d'infliger quelques revers aux troupes d'Hissem Habré dans une région où il peut se replier à tout moment du côté soudanais. Les combats ont déjà fait « plusieurs morts et une centaine de blessés ». D'autre part, la Libye a rejeté les accusations tchadiennes selon lesquelles elle serait impliquée dans ces combats. (AFP)

## Le président du Rwanda en visite à Paris

Le président du Rwanda, M. Juvénal Habyarimana, a demandé, mardi 3 avril, à Paris, plus de justice dans le commerce international et notamment dans la fixation des prix des matières premières en provenance d'Afrique. Le chef de l'Etat, qui effectue depuis lundi une visite officielle en France, a appelé le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à « user de leur poids moral » en ce sens.

Après avoir dénoncé la propension de la presse occidentale à affirmer que la démocratie n'existe pas en Afrique, M. Habyarimana a déclaré que la démocratie n'est pas, pour lui, synonyme de l'existence de plusieurs partis. La démocratie est un « mode de comportement, a-t-il précisé, un consensus entre dirigeants et dirigés avec l'obligation pour les dirigeants d'œuvrer dans le sens voulu par le peuple ».

Le président rwandais a rencontré le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et il a visité les ateliers de Thomson à Conflans-Sainte-Honorine.

■ COTE-D'IVOIRE : nouveau parti politique. - Le Front populaire ivoirien (FPI), dirigé par le professeur Laurent Gbagbo a été créé, mardi 3 avril, ses statuts à la préfecture d'Abidjan en vue d'une reconnaissance officielle comme parti politique. Si, dans les deux mois, l'Etat n'a pas interdit ce nouveau mouvement à la suite d'une enquête de moralité, le FPI sera reconnu de droit comme un parti à part entière. Le FPI avait tenu son congrès constitutif les 19 et 20 novembre. Il se définit comme « un parti national et internationaliste » et prône « une économie mixte... où le secteur privé devra rester le plus large ». (AFP)

## ASIE

CHINE : après une « cavale » de dix mois

M<sup>me</sup> Chai Ling, dirigeante du « printemps de Pékin » aurait trouvé asile en France

L'étudiante chinoise Chai Ling, la « Passionaria » du « printemps de Pékin », a réussi à échapper à la police et à se réfugier à l'étranger. Cette information a été rendue publique, mardi 3 avril, par le *China Times* de Taïwan, puis à Hongkong. La télévision a diffusé un enregistrement vidéo dans lequel la dissidente, âgée de vingt-quatre ans, qui était accompagnée de son mari Feng Congde, s'engageait à poursuivre le combat pour la démocratie.

M<sup>me</sup> Chai Ling est parvenue à fuir son pays après une traque de près de dix mois. Recherchée par toutes les polices de Chine et en tête de « la liste des criminels » publiée par Pékin, elle aurait quitté son pays le 24 mars par une filière non précisée - mais qui ne passerait pas par Hongkong - et se trouve actuellement en Europe. Le quotidien de la colonie britannique *South China Morning Post* affirme même que la dissidente et son mari seraient arrivés en France deux jours plus tard.

La France a déjà donné asile à de nombreux dissidents chinois et abrite le siège de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC). Aucune confirmation de la présence en France de M<sup>me</sup> Chai Ling n'a pu être obtenue pour le moment à Paris, qui s'est heurté à Pékin à de multiples reprises depuis un an sur la question des droits de l'homme, mais qui, ces derniers temps, a

adopté une attitude plus réaliste à l'égard de la Chine pour y préserver ses positions économiques. Il semble toutefois que la jeune étudiante se repose dans un hôpital de la fatigue physique et morale de cette longue et dangereuse « cavale ».

M<sup>me</sup> Chai Ling était l'une des principales figures du mouvement contestataire étudiant avec MM. Wu'er Kaixi, réfugié aux Etats-Unis, et Wang Dan, emprisonné à Pékin. Sans doute la plus active, elle n'avait plus été vue depuis le massacre du 4 juin place Tiananmen.

P. DE B.

■ BIRMANIE : 25 000 réfugiés en Thaïlande. - Plus de vingt-cinq mille Birmans issus de plusieurs minorités ethniques se sont réfugiés en Thaïlande depuis février pour fuir les combats liés à l'offensive de la saison sèche menée par les troupes de Rangoun, a indiqué, mardi 3 avril, un responsable thaïlandais à la frontière.

■ CAMBODGE : succès militaire pour Phnom-Penh. - L'armée de Phnom-Penh a évincé, mardi 3 avril, le Front de libération

## INDONÉSIE

## Le président Suharto refuse sa grâce à un communiste condamné à mort en 1975

Le chef de l'Etat indonésien a rejeté, au début du mois de mars, la demande de grâce d'un des huit derniers communistes condamnés à mort, et en prison depuis plus de vingt ans, a-t-on appris, mardi 3 avril, à Djakarta auprès des instances judiciaires.

Asep Suryaman, âgé de soixante-cinq ans, ancien membre du comité central du parti communiste indonésien (PKI, interdit), accusé d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat procommuniste du 30 septembre 1965, avait été arrêté en février 1966. Condamné à la peine capitale en août 1975 par un tribunal militaire, il a interjeté appel à deux reprises, en 1975 et en 1985. La sentence a été confirmée en 1985 et le verdict lui a été notifié en 1986. Selon l'Ob-

servier, quotidien de Djakarta, sa demande de grâce a été rejetée le 7 mars. Suryaman risque à tout moment de passer devant le peloton.

On ignore, en revanche, si le président Suharto a déjà statué sur le sort des sept autres anciens communistes condamnés. Six des condamnés à mort, Ruslan Sastrawidjaja, soixante-quarante ans, ancien membre du comité central et président du syndicat des fermiers, Bungkus et Marsudi, deux anciens militaires de soixante-trois ans, Iskandar Subekti, soixante-neuf ans, ancien député PKI et ex-journaliste, Sukatno, soixante et un ans, ancien parlementaire, et Asep Suryawan, sont internés à la prison de Cipinang dans la banlieue de Djakarta. Les deux autres seraient emprisonnés à Medan sur l'île de Sumatra dans le nord-ouest du pays. Les dernières exécutions remontent au 16 février. Elles concernaient quatre anciens militaires de la garde de l'ex-président Sukarno, accusés et condamnés pour les mêmes raisons. Vingt-trois membres du PKI, prétendus tels ou affiliés, ont été exécutés depuis 1985. L'Humanité de mercredi publie une lettre de M. François Mitterrand à M. Georges Marchais, secrétaire général du PC français, dans laquelle le chef de l'Etat indique que Paris « a fait part » à Djakarta « de l'inquiétude persistante de la France et de son souhait de voir ces prisonniers politiques recouvrer la liberté ».

صوتنا من الامم



# AMÉRIQUES

## Le sommet des chefs d'Etat d'Amérique centrale La démobobilisation de la Contra au Nicaragua devra être achevée le 25 avril

A l'issue d'une réunion organisée les 2 et 3 avril dans la station balnéaire de Montelimar, sur la côte pacifique du Nicaragua, les cinq présidents d'Amérique centrale ont fixé au 25 avril la date à laquelle devra être terminée la démobobilisation des quelque 10 000 guérilleros anti-sandinistes de la Contra. Les chefs d'Etat du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador se sont également engagés à entamer, le 15 mai, des pourparlers pour parvenir à un accord sur la limitation des armements en Amérique centrale.

Après s'être félicités de la consolidation de la démocratie dans la région grâce à des processus électoraux honnêtes, en rendant un hommage remarquable au président nicaraguayen Daniel Ortega, les signataires de la « déclaration de Montelimar » se sont engagés à poursuivre leurs efforts en facilitant l'intégration des forces irrégulières à la vie politique. Il s'agit des rebelles de la Contra, mais aussi des guérilleros du Guatemala et du Salvador, qui sont sur le point de reprendre les négociations avec les autorités de ces deux pays. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, devait recevoir à ce propos, mercredi à Genève, une délégation du gouvernement salvadorien et du FMLN.

## ÉTATS-UNIS : le procès pour détournements de fonds de l'Etat philippin

### La défense de M<sup>me</sup> Marcos veut citer M. Bush comme témoin

Le procès de M<sup>me</sup> Imelda Marcos, veuve de l'ancien dictateur philippin, s'est ouvert, le mardi 3 avril à New-York. Elle est accusée d'avoir transféré illégalement des fonds aux Etats-Unis.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Ma cliente est une femme dévouée à son mari. C'est elle qui a recueilli son dernier souffle. » En écoutant son avocat évoquer les derniers instants de l'ex-président philippin, Ferdinand Marcos, sa veuve, Imelda, ne peut cacher quelques larmes qu'elle s'empresse d'essuyer avec un petit mouchoir de dentelle noir. Sur de son effet, l'homme de loi explique que sa cliente n'avait cessé de demander à son époux : « Ferdinand, que se passe-t-il ? Je ne comprends pas ce que tu fais dans ces situations... », car elle n'entendait rien aux complications des mécanismes financiers.

Ce sont pourtant ces « mécanismes » qui ont conduit la veuve de l'ancien dictateur philippin devant les tribunaux new-yorkais où son procès s'est ouvert le 3 avril. Chassée du pouvoir en 1986 lorsque M<sup>re</sup> Corason Aquino prit la tête de l'Etat philippin et installa à Honolulu, les époux Marcos ont essayé de reconstruire la fortune amassée pendant leurs vingt années passées dans le palais de Malacanang, à Manille, et dont une bonne partie avait été placée à l'étranger, notamment aux Etats-Unis.

Ainsi, M<sup>me</sup> Marcos se voit reprocher seule (son mari est décédé en septembre 1989 d'une crise cardiaque) d'avoir transféré illégalement 103 millions de dollars aux Etats-Unis. Et d'avoir emprunté de manière frauduleuse 165 millions de dollars auprès de divers établissements financiers (dont la California Overseas Bank, qui a déjà plaidé coupable). Des sommes assés investies dans différentes

acquisitions, parmi lesquelles quatre immeubles de très bon rapport situés au cœur de Manhattan.

Ce sont ces tours de passe-passe qui valent à M<sup>me</sup> Marcos, face au juge John F. Keenan. L'homme d'affaires soudien, qui, pour avoir trempé dans plusieurs scandales politico-financiers, a été extradé de Suisse en mars 1989, risque, s'il est reconnu coupable, d'avoir joué le rôle de prête-nom pour le compte des époux Marcos, dix ans de prison et 500 000 dollars d'amende. Les faits reprochés à M<sup>me</sup> Marcos sont beaucoup plus graves puisqu'ils tombent sous le coup d'une loi destinée à lutter contre le crime organisé. M<sup>me</sup> Marcos risque ainsi quarante ans de prison et des amendes considérables.

« Enfants de l'Amérique »

Apparemment peu impressionné, l'avocat de M<sup>me</sup> Marcos s'est placé sur un tout autre registre. Selon lui, M. George Bush avait recommandé au début des années 80 au couple Marcos d'investir dans l'immobilier aux Etats-Unis. Celui-ci, qui était alors vice-président, aurait été en effet préoccupé de voir Ferdinand et Imelda Marcos négocier un contrat pétrolier avec le leader libyen Mouammar Kadhafi. « Pourquoi n'avez-vous pas investi votre argent dans l'immobilier aux Etats-Unis ? », aurait suggéré M. Bush lors d'une visite à Manille. Les Marcos, qui se sont toujours considérés comme des « enfants de l'Amérique », auraient écouté le conseil. Au point que l'avocat d'Imelda Marcos envisage aujourd'hui de citer l'actuel président Bush comme témoin !

SERGE MARTI

## Le Pentagone confirme avoir utilisé des avions « furtifs » au Panama en 1989

Le Pentagone a présenté, mardi 3 avril, pour la première fois, au cours d'une conférence de presse à Washington, son avion « furtif » F-117A, qui a été conçu par Lockheed pour être le moins détectable possible par des radars adverses. Sur les cinquante-neuf exemplaires commandés, à un coût de 106,2 millions de dollars chacun (environ 605 millions de francs), cinquante-six ont été livrés à ce jour à l'armée de l'air. Pour le rendre le plus discret possible, les Américains ont élevé à cet appareil, qui a, grosso modo, la taille d'un F-15, la post-combustion (c'est-à-dire la surchauffe qui accroît la poussée) des réacteurs, ce qui diminue les émissions infrarouges indésirables, qui restreint aussi les performances (le F-117A n'est pas supersonique). D'autre part, il est doté d'un fuselage une forme particulière faite d'arêtes anguleuses (pour mieux dévier les échos-radar) et enveloppant les armes qui équipent l'avion (pour le rendre moins détectable).

Le F-117A est opérationnel depuis octobre 1983 sur une base du Nevada. Il a été employé en mission de combat, pour la première fois, en décembre 1989, à raison de six exemplaires, lors de l'opération américaine « Juste Cause » au Panama.

## COLOMBIE

### Offensive du « cartel » à Medellin

Trois policiers ont été assassinés, mardi 3 avril à Medellin, par des membres présumés du groupe des « Extraditables », ce qui porte à dix le nombre des meurtres des forces de l'ordre tués en 24 heures dans cette ville. Selon le chef de la police à Medellin, les « Extraditables » (trafiquants de drogue menacés d'être livrés à la justice américaine) ont lancé une nouvelle offensive territoriale. Pablo Escobar, chef du cartel de Medellin, aurait offert 2 millions de pesos (soit environ 25 000 F) pour chaque assassinat d'un policier. Le conseil de sécurité municipal a tenu mardi une réunion extraordinaire et le maire a évoqué l'hypothèse d'un couvre-feu dans cette ville de plus de deux millions d'habitants. C'est aussi à Medellin, mardi, que le sénateur libéral Federico Estrada Velez, soixante-quatre ans, a été enlevé près de son domicile. La veille, il avait déclaré qu'il n'était pas favorable à un dialogue entre le gouvernement et les trafiquants (le Monde du 3 avril). — (AFP)

# PROCHE-ORIENT

## An cours d'une visite éclair à Paris

### M. Arafat devait rencontrer MM. Carter et Dumas



Le président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), M. Yasser Arafat devait pour la première fois rencontrer à Paris mercredi après-midi 4 avril l'ancien président américain M. Jimmy Carter. Au cours de son séjour de quelques heures en France, le dirigeant palestinien devait également s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas.

L'ancien président américain a entrepris le mois dernier, à titre privé, mais avec le soutien de M. George Bush, une mission d'information auprès des parties concernées par le conflit israélo-arabe, afin d'évaluer les chances d'une percée diplomatique. Il est déjà allé en Egypte, en Jordanie, en Syrie et en Israël et a rendu compte de ses conversations à M. Bush. Il devait initialement rencontrer M. Arafat à Tunis le 20 mars, projet finalement ajourné en raison de la participation à cette date du chef de l'OLP aux cérémonies d'indépendance de la Namibie. M. Carter fut l'artisan en 1978 des accords de Camp David, qui scellèrent la réconciliation israélo-égyptienne puis le parrain du traité de paix signé en 1979 entre le Liban et Israël. Depuis qu'il est revenu sur le devant de la scène, M. Carter a pris des positions mar-

quées par une certaine compréhension envers les Palestiniens. Il a récemment dénoncé les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés et estimé que Washington devait « user de toute son influence sur Israël et les autres pays de la région ».

M. Carter, qui est en visite privée en France, devait en outre prononcer mercredi un discours au siège parisien de la Banque mondiale. La

rencontre Arafat-Carter devait se tenir dans un grand hôtel de la rive droite. Avant de quitter la France tard dans la soirée, le chef de l'OLP devait partager son dîner de Ramadan avec plusieurs diplomates arabes en poste à Paris.

M. Dumas, quant à lui, a déjà rencontré à plusieurs reprises M. Arafat, notamment lors de la première visite officielle de ce dernier en France le 2 mai 1989 et, pour la dernière fois, en novembre, au quartier général de l'OLP à Tunis lors d'une tournée de la « troïka » européenne, qui regroupe les présidents en exercice, sortant et futur de la CEE. Les autorités françaises paraissent toutefois avoir été surprises, voire légèrement embarrassées, par l'annonce préalable de cette nouvelle visite de M. Arafat en France. Paris aurait préféré que les entretiens Carter-Arafat ne soient annoncés qu'au tout dernier moment, afin notamment que l'événement ne suscite pas, comme l'an dernier, une mobilisation de certains secteurs de la communauté juive française. La « fuite », venue, semble-t-il, de l'entourage de M. Carter, a torpillé cette discrétion diplomatique.

J.-P. L.

## ISRAËL

### M. Shimon Pérès bien placé pour former le prochain gouvernement

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A l'issue de trois semaines de laborieuses tractations, les travaillistes de M. Shimon Pérès se disaient confiants, cette semaine, dans leur aptitude à former le prochain gouvernement israélien.

Chargé par le président de l'Etat, M. Haim Herzog, de rassembler une coalition qui puisse avoir l'investiture de la Knesset (61 voix sur 120), M. Pérès a conclu, mardi 3 avril, un accord de gouvernement avec le Parti orthodoxe Agoudat Israël. Le soutien de cette formation religieuse, ajoutée à l'appui de l'ensemble des petits partis de gauche et de centre gauche, donne aux travaillistes, en principe, un bloc de 60 sièges à l'Assemblée.

Faute de pouvoir compter sur les autres partis religieux, il reste au dirigeant travailliste à débancher un ou deux députés de la droite pour tenter sa chance et aller solliciter l'investiture de la Knesset. A en croire la presse, M. Pérès espérait bien pouvoir conclure mercredi un accord avec MM. Itzhak Morde et Avraham Shari, deux membres du Parti libéral — jusque-là associé au Likoud de M. Itzhak Shamir — en leur promettant de gros postes ministériels. L'information était cependant domnie au conditionnel, MM. Morde et Shari n'ayant encore rien voulu dire de leur possible défection du bloc des droites.

Le lancement d'Ofek-2

Essentiellement occupés par cette affaire, les dirigeants politiques ne s'en sont pas moins félicités du lancement avec succès, mardi après-midi, du deuxième satellite israélien. Ofek-2 — successeur d'Ofek-1, lancé le 19 septembre 1988 — a été placé sur une orbite dite basse, dont le point le plus haut est à 1 500 kilomètres de la Terre et le plus bas à un peu plus de 200 km, ce qui laisse prévoir une durée de vie limitée.

Le lancement a eu lieu vers 15 heures, à la base de Palmatim, au sud de Tel-Aviv, avec le même vecteur que celui utilisé pour Ofek-1 : sans doute un dérivé de la dernière série des missiles Jericho. Il y a peu de différence entre les deux satellites, expliquent les responsables de l'Agence spatiale israélienne : il s'agit de tester la fiabilité d'un système avant de lancer un vrai satellite scientifique, en 1992.

Même si cela relève de la coïncidence, ce tir est venu à point, disaient-on, pour démontrer les capacités technologiques du pays au moment où l'Irak fait état de son arsenal de missiles et d'armes chimiques.

ALAIN FRACHON

## Après les menaces de l'Irak

### Un satellite bien opportun...

Bien que peu de chose ait filtré sur la nature exacte du lanceur et de sa charge utile (1), d'un poids de 160 kilos, on peut raisonnablement penser que le vecteur utilisé par les Israéliens pour lancer leur deuxième satellite était le lanceur Shavit (« Comète »). Celui-ci même qui permit, le 19 septembre 1988, à Israël de devenir la huitième puissance spatiale du monde en mettant en orbite un satellite expérimental de 156 kilos : Ofek-1. Il s'agit d'un engin bi-étage à carburant solide d'une vingtaine de tonnes, qui serait probablement dérivé, selon les experts, du missile israélien Jericho-2 qui a lui-même bénéficié d'une technologie développée en France par Dassault pour l'engin MD-680.

Ce nouveau tir est riche de sous-entendus militaires. Il permet à Jérusalem de donner un avertissement au président irakien Saddam Hussein qu'il, le 2 avril, menaçait de « mettre à feu la moitié d'Israël ». L'ancien ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, n'avait-il pas affirmé que le président Saddam ferait bien de ne pas provoquer l'Etat hébreu qui pourrait, à son tour, frapper « dix fois plus fort » ? Second enseignement de ce lancement : il est clair que ceux qui maîtrisent la mise en orbite d'un engin encore modeste sont aussi ceux qui sont capables de maîtriser des missiles « de portée et de précision suffisantes pour atteindre, si nécessaire, des objectifs militaires ».

Un avertissement à méditer quand on sait qu'il est toujours possible de remplacer la ferraille des satellites Ofek par des charges utiles plus lourdes et moins civiles, dont la destination finale n'aurait rien à voir avec une mise en orbite. Et cela même si, le 7 décembre dernier, les Israéliens ont procédé au lancement d'une fusée, Tamouz-1, dont certains affirment qu'il a été une réussite et d'autres que l'engin n'aurait pas dépassé les 20 kilomètres d'altitude avant de retomber sur terre.

J.-F. A.

(1) En juin de l'année dernière, les Israéliens avaient fait savoir qu'un télescope à rayons X développé par l'Institut israélien de technologie devait voler sur le prochain satellite de l'Etat hébreu. Mais Jérusalem vient de préciser qu'Ofek-2 allait servir à mener des expériences de télécommunications et de contrôle de fiabilité de matériel.

## 1989

### L'année des révolutions

présentée et analysée dans  
le JOURNAL DE L'ANNÉE  
1989

UNE COÉDITION

Larousse / Le Monde

douze mois d'actualité deviennent un an d'histoire







# POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Comment concilier le droit des créanciers et le respect des débiteurs

contre le racisme

## jugés collectivement

Je peux, moi aussi, envoyer un huissier chercher dans mon bureau un florilège des noms d'oiseaux dont les porte-parole de l'opposition nous gratifient souvent. Nous en avons tous la disposition les uns des autres. Alain Juppé ne bronche pas. C'est Pierre Joxe, heureusement, qui sauve la mise du premier ministre : « Si j'ai eu des propos qui ont pu blesser, je le regrette... » Alain Juppé en prend acte : « Bon, très bien. » Michel Rocard soupire intérieurement. L'incident est clos, le tour de table peut commencer.

Le cœur de Pierre Mauroy

Pierre Méhaignerie, au nom du CDS, juge globalement trop abstrait et trop flou le « plan national de lutte contre le racisme » présenté la semaine précédente. En revanche, il approuve chaleureusement le recours à des médiateurs chaque fois que des tensions surgissent dans les zones où la cohabitation de communautés différentes est difficile. Le président du CNI, Yvon Briant, se montre encore moins nuancé sur le plan gouvernemental, et il regrette que Jean-Marie Le Pen n'ait pas été invité à la réunion.

Georges Marchais lit un texte. Un long texte situant les propositions du PCF dans une vision plurielle du problème pour mieux dénoncer « le pillage des peuples du tiers-monde par les puissances capitalistes » et stigmatiser, au passage, « le spectacle effrayant donné par une droite courrant derrière les thèses de Le Pen » sans oublier la part imputable aux socialistes dans « l'aggravation des inégalités ». Le président du PR, François Léotard, se réjouit des « points de vue de Pierre Joxe, mais il ne fait aucun crédit au plan gouvernemental, en s'opposant, en particulier, à toute législation d'exception et à toute tentative d'octroyer le droit de vote aux immigrés.

Il faut attendre l'intervention du premier secrétaire du PS pour entendre un peu l'atmosphère. Le cœur en bandoulière, le maire de Lille évoque le souvenir des premiers immigrés polonais, « accueillis à coups de couteaux » dans sa région natale, vante la générosité du maire centriste de Roubaix, André Diligent, qui gère en douceur une commune comptant « quarante-cinq pour cent de Maghrébins », affirme sa foi en la France multiculturelle de demain.

Le maire d'Issy-les-Moulineaux, André Santini, qui parle au nom du Parti social-démocrate, se prononce très fermement à propos des thèses des prétendus historiens « révisionnistes », pour la création d'un délit spécifique sanctionnant la négation des crimes contre l'humanité.

Reprenant la parole, Alain Juppé exprime, certes, son accord, lui aussi, sur le renforcement de l'action des pouvoirs publics par l'appel à des médiateurs en cas de conflits et par la mise en place dans les départements de cellules de coordination pour faire participer le mouvement associatif à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, mais il s'oppose, comme François Léotard, à toute législation d'exception et à tout octroi du droit de vote aux immigrés.

Le député général des adhérents directs de l'UDF, Paul Girod, comparant le traitement réservé par la télévision, d'une part, aux crimes racistes de Saint-Florentin et Rouanne, dont ont été victimes des jeunes d'origine maghrébine, et, d'autre part, au meurtre d'une fille de Montpellier, imputé à un Marocain, souhaite que les médias veillent à respecter certains équilibres. Au nom du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Charles Millon, faisant écho à André Santini, s'interroge, avec le souci de

préservant la liberté de la recherche scientifique, sur l'opportunité de sanctionner les « révisionnistes ». Il est 19 heures. La réunion touche à sa fin et les collaborateurs de Michel Rocard constatent non seulement que des convergences se sont manifestées entre les émissaires de l'opposition et les orientations du premier ministre, mais qu'aucune des divergences n'apparaît insurmontable si l'on considère que personne, à l'Hotel Matignon ou à l'Elysée, n'envisage actuellement d'élargir le « chiffon rouge » du droit de vote des immigrés.

A leurs yeux, les réserves du RPR et de l'UDF sur l'opportunité de réviser la loi du 29 juillet 1881 pour en exclure tout ce qui touche au racisme résultent d'un simple malentendu : « Il n'est pas question d'instaurer une législation d'exception mais au contraire de revenir au droit commun, soulignent-ils, puisque c'est la loi de 1881 elle-même qui régit, en ce qui concerne la législation sur le racisme, un caractère d'exception. » Dans l'immédiat, l'essentiel est que le dialogue se poursuive. Et avant même la fin des échanges il est clair que Michel Rocard a marqué un point important en proposant la tenue d'une nouvelle table ronde le 16 mai. Personne ne refuse cette nouvelle proposition.

L'agacement d'Alain Juppé

C'est alors que Charles Pasqua intervient à son tour. Pour dire des choses fortes, en renvoyant l'assistance à la Résistance, à la Libération, à ses souvenirs de « gauchiste historique ». Des choses fortes sur la nécessité de protéger la mémoire collective des atteintes des « révisionnistes » qui cherchent à ôter sa charge d'honneur à l'histoire du nazisme en niant par exemple l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration. Charles Pasqua parle longuement. Et plus il parle, plus il semble qu'Alain Juppé soit agacé. Plus il parle, plus il semble en phase avec les objectifs de Michel Rocard qui veut mobiliser contre l'extrême droite. La conviction de l'ancien ministre de l'Intérieur est claire : si la majorité et l'opposition ne veulent pas travailler ensemble sur ce terrain, c'est le Front national qui sera le seul gagnant. La conclusion de Charles Pasqua sonne comme un avertissement solennel : « Si nous échouons, nous serons tous jugés collectivement. »

Michel Rocard sait qu'il a gagné cette première bataille. In fine, il s'adresse surtout à Yvon Briant pour rétorquer au président du CNI que la présence en ces lieux du président du Front national aurait été déplacée au moment où celui-ci est poursuivi devant la justice pour des propos empreints de racisme et d'antisémitisme.

Dans la cour de l'Hotel Matignon, les dirigeants de l'opposition font part de leurs impressions en des termes plutôt positifs. Pour François Léotard, le débat a été « constructif ». Pour Charles Millon, il a été « utile » puisque le chef du gouvernement a « fait des concessions ». Pour Pierre Méhaignerie, il a « permis de sortir du flot ». Alain Juppé n'est pas en reste pour mettre en balance « certaines préoccupations » dont tout le monde reparlera au Parlement.

Michel Rocard s'avance le dernier sur le perron pour une déclaration très sobre : « Je crois que cette réunion aura été utile au renforcement de notre démocratie. » Personne ne dira le contraire. Les absents ont eu tort.

ALAIN ROLLAT

## M. Chirac a complété l'état-major du RPR

M. Chirac a complété l'équipe dirigeante du RPR qu'il avait nommée après les assises nationales du 11 février (le Monde du 23 février).

Un secrétaire général adjoint vient s'ajouter aux sept précédemment désignés. Il s'agit de M. Jean de Gaulle, député des Deux-Sèvres, jusqu'alors secrétaire national aux entreprises.

Cinq nouveaux secrétaires nationaux sont nommés, qui complètent la liste des vingt-cinq désignés en février. Il s'agit de MM. Henri Cou, député des Yvelines, pour la sécurité ; Olivier Dessault, député de l'Oise, pour le commerce extérieur ; Jacques Legendre, ancien député du Nord,

pour la francophonie ; Jean-Claude Pasty, député européen, pour l'agriculture ; et Jean-Jacques Peretti, maire de Sarlat, auprès de M. Juppé, secrétaire général.

Vingt-neuf députés nationaux ont également été nommés, parmi lesquels le professeur Christian Cabrol (éthique) ; M<sup>me</sup> Martine Daugrès, députée des Alpes-Maritimes (rapatriés-logement) ; MM. Charles Descoms, sénateur de l'Isère (transports), Jean-Michel Dubernard, député du Rhône (recherche médicale) ; Jean-Louis Dutartre, avocat et directeur de cabinet d'Alain Carignon (questions communautaires) ; Georges Fozzès, ancien ministre (anciens combattants) ; Eric Raoult, député

de Seine-Saint-Denis (réfugiés du Sud-Est asiatique).

Les députés nationaux ne participent pas régulièrement à la réunion hebdomadaire de la commission exécutive du RPR qui est composée des secrétaires généraux adjoints et des secrétaires nationaux. Ils y sont conviés en cas de besoin. L'état-major du RPR comprend également deux secrétaires nationaux adjoints et six présidents de hauts comités consultatifs, soit au total soixante-dix personnes autour du secrétaire général qui préside la commission exécutive.

opportunité de l'Assemblée nationale, mardi 3 avril, l'examen en première lecture du projet de loi portant réforme des procédures civiles d'exécution, présenté par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux. Ce texte, qui réforme en profondeur le droit des saisies mobilières en tentant de faciliter, d'une part, le recouvrement des créances et de lutter, d'autre part, contre certains abus en humanisant les procédures, s'inscrit dans la continuité de la loi Neiertz relative au surendettement des ménages, adoptée à la session d'automne 1988. Ce projet devrait recueillir un large assentiment, les groupes socialistes et centristes ayant annoncé leur volonté de voter pour, tandis que l'UDF, le RPR et le PC semblent tentés de s'abstenir. Le rapporteur du projet est d'ailleurs un député de l'opposition, M<sup>me</sup> Nicole Catala (RPR, Paris).

C'est un de ces textes à l'intitulé barbare et au contenu aride qui inciterait plus d'un député à renoncer à l'exercice de son travail de législateur. C'est pourtant l'un de ces petits projets sans prétention qui contribuent à la revalorisation de l'image du Parlement et qui concernent directement des millions de citoyens.

Des créanciers qui, face à la mauvaise foi de leurs débiteurs, ne peuvent recouvrer leur argent, ou seulement dans des délais insupportables ; des débiteurs qui, pour une dette initiale de quelques centaines de francs, se voient désigner à l'opprobre public et réclamer des sommes astronomiques à l'issue de procédures engagées par des huissiers sans scrupules ; les exemples sont nombreux et suffisent amplement à justifier l'urgence et l'importance de la réforme proposée.

On estime à trois millions par an le nombre des procédures de saisie mobilière, et deux sur trois donnent lieu à des incidents, à des litiges, à des recours.

Liberté d'appréciation sur ce projet de loi, qui ne saurait dépendre du contenu d'une convention.

Syndrôme rennais encore dans le débat sur le nucléaire - qui fait d'ailleurs un retour inattendu dans l'échelle des préoccupations socialistes - et qui a occupé une grande partie de la réunion de groupe, mardi après-midi. Les députés socialistes devaient se prononcer sur l'opportunité d'une proposition de loi de M<sup>me</sup> Huguette Bouchard, prévoyant la création d'une « haute autorité de la sûreté nucléaire », composée sur le modèle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui pourrait s'autosaisir et serait chargée de rédiger un rapport annuel sur les problèmes nucléaires. Cette proposition, qui reprend les termes d'un texte défendu par M. Laurent Fabius en 1986, ne fait pas l'unanimité.

Chaque grand courant du PS souhaiterait ainsi apporter son propre éclairage sur les projets de loi soumis à l'Assemblée. Dans les rangs socialistes, il paraît que l'on appelle cela le « syndrome du congrès de Rennes ». On le voit partout : dans le projet de loi sur le travail précaire sur lequel les députés socialistes semblent tentés de faire de la surenchère, au grand dam de MM. Louis Mermaz et Jean Le Garrec, qui revendiquent l'antériorité en matière de « gauchissement » du texte. Au nom du groupe cette fois, M. Mermaz a d'ailleurs rappelé, lors de son point de presse hebdomadaire, que les députés socialistes entendaient « garder entière leur

recherche de renseignements par le parquet. Cette disposition, très lourde de conséquences, a toutefois été limitée dans son application par la commission des lois. M<sup>me</sup> Nicole Catala (RPR, Paris), rapporteur du projet de loi, a ainsi fait adopter un amendement selon lequel le procureur de la République peut demander à la banque si un compte est ou non ouvert au nom du débiteur, à l'exclusion de tout autre renseignement.

Le second objectif du projet de loi est d'adoucir les procédures de saisie. Là encore, plusieurs modifications de fond ont été apportées au droit en vigueur. Le texte réaffirme le principe de l'insaisissabilité de certains biens : ceux qui sont indispensables à la vie du débiteur et à sa famille, les créances alimentaires ou encore les objets nécessaires aux handicapés ou aux soins des malades. Sur les revenus du travail, le projet garantit au salarié la conservation d'une rémunération au minimum égale au montant du RMI. Il précise en outre, que les opérations d'exécution ne peuvent avoir lieu de nuit ni le dimanche ou en jour férié, sauf nécessité et autorisation expresse du juge.

Le régime de l'astreinte est lui aussi modifié afin d'en limiter raisonnablement le montant, et un article autorise le débiteur à vendre à l'amiable les biens saisis, dans des conditions souvent beaucoup plus intéressantes que celles de la vente forcée. De même, des conditions supplémentaires jugées toutefois encore insuffisantes par l'orateur du groupe communiste, M. François Asensi (Seine-Saint-Denis) ont été apportées aux autorisations d'expulsion du logement.

Toujours dans le même souci de protéger le débiteur, le projet confirme le monopole des huissiers pour procéder à l'exécution forcée, tout en apportant une limite au zèle parfois intempestif de ces personnes en précisant qu'elles sont tenues de prêter leur concours *sauf* lorsque la mesure requise leur paraît revêtir un caractère illicite ou si le montant des frais est manifestement susceptible de dépasser la valeur des biens qui pourraient être

saisis. Si toutes ces dispositions ont reçu l'assentiment de la majorité des députés, l'article 31 du projet de loi a fait en revanche l'objet d'une large contestation, tant à gauche qu'à droite.

Il dispose que les frais de l'exécution forcée sont à la charge du débiteur mais que ceux engagés sans titre exécutoire, c'est-à-dire à l'amiable, restent à la charge du créancier. L'objectif, louable, était de restreindre ainsi la tendance des sociétés spécialisées dans le recouvrement de créances à l'amiable, à multiplier des actes de recouvrement injustifiés et à des tarifs excessifs.

Le recours au juge

Mais, comme l'ont souligné tant M. Gouzes que M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne), cette mesure pourrait avoir comme conséquence malheureuse de décourager les procédures à l'amiable et de multiplier en conséquence les recours au juge. Ce surcroît de contentieux risquerait de bloquer les tribunaux et d'allonger encore les délais de recouvrement. Les députés ont donc adopté un amendement de compromis, déposé par M. Gouzes, qui prévoit que le créancier justifiant du caractère nécessaire des démarches amiables entreprises pour recouvrer sa créance, peut demander au juge de l'exécution de laisser tout ou partie des frais à la charge du débiteur de mauvaise foi.

La discussion sur cet article avait d'ailleurs ouvert la seule brèche « politique » dans ce débat de juristes. Ce qui n'a pas échappé à M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui s'est empressé d'adresser au passage une sévère critique au garde des sceaux et au gouvernement sur le manque de moyens de la justice. Tous les orateurs ont observé que sans un effort substantiel, en hommes et en crédits, ce projet pourrait alors, rester une généreuse mais inutile déclaration d'intention.

PASCAL ROBERT-DIARD

Les débats au sein du groupe socialiste

## Le « syndrome » du congrès de Rennes

Le groupe socialiste s'organise... en sous-groupes. Les députés fabiusiens avaient déjà l'habitude de se retrouver régulièrement à l'Hotel de Lassay. Les rattachés de ce travail entre eux, en coordination avec Marignol. Les jospin-mauroyistes ont à leur tour décidé mardi 3 avril de resserrer leurs rangs. Une poignée de députés partisans de la motion 1 se sont ainsi réunis dans la matinée autour de M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances, avec la volonté de renouveler cette rencontre chaque semaine pendant la session.

Chaque grand courant du PS souhaiterait ainsi apporter son propre éclairage sur les projets de loi soumis à l'Assemblée. Dans les rangs socialistes, il paraît que l'on appelle cela le « syndrome du congrès de Rennes ». On le voit partout : dans le projet de loi sur le travail précaire sur lequel les députés socialistes semblent tentés de faire de la surenchère, au grand dam de MM. Louis Mermaz et Jean Le Garrec, qui revendiquent l'antériorité en matière de « gauchissement » du texte. Au nom du groupe cette fois, M. Mermaz a d'ailleurs rappelé, lors de son point de presse hebdomadaire, que les députés socialistes entendaient « garder entière leur

liberté d'appréciation sur ce projet de loi, qui ne saurait dépendre du contenu d'une convention.

Syndrôme rennais encore dans le débat sur le nucléaire - qui fait d'ailleurs un retour inattendu dans l'échelle des préoccupations socialistes - et qui a occupé une grande partie de la réunion de groupe, mardi après-midi. Les députés socialistes devaient se prononcer sur l'opportunité d'une proposition de loi de M<sup>me</sup> Huguette Bouchard, prévoyant la création d'une « haute autorité de la sûreté nucléaire », composée sur le modèle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui pourrait s'autosaisir et serait chargée de rédiger un rapport annuel sur les problèmes nucléaires. Cette proposition, qui reprend les termes d'un texte défendu par M. Laurent Fabius en 1986, ne fait pas l'unanimité.

La création de cette haute autorité entrerait en effet en concurrence avec l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques et scientifiques, déjà existant.

Après plus d'une heure et demie de débat, opposant d'ailleurs notamment le président de l'Assemblée à un des députés de son courant, M. Jean-Yves Le Déaut, M. Pierre Mauroy, voulant en finir, a proposé le renvoi de cette discussion devant le bureau exécutif du PS. Une proposition qui a suscité immédiatement l'opposition de députés fabiusiens, MM. Jean Arroux et André Labarrière, et la colère en retour de M. Mauroy, s'exclamant : « Rennes, c'est fini ! »

Syndrôme ou pas, en tout cas conséquence directe du congrès de Rennes, le bureau du groupe avait d'autre part procédé le matin à quel-

ques changements en son sein. Dès la semaine dernière, lors des journées parlementaires du PS, M. Henri Emmanuelli (jospiniste) avait notamment fait connaître son souhait de « rééquilibrer » l'attribution de certains postes dans le groupe, en fonction des résultats obtenus par les motions.

Une demande qui s'est traduite mardi 3 avril par la nomination de M. Bernard Derosier (jospin-coordonnateur) à la fonction de coordinateur des commissaires socialistes, aux côtés de M. Jean-Pierre Sueur (rocardien) qui jusqu'à lors exerçait seul cette responsabilité. M. Mermaz avait tenu à préciser, lors de son point de presse, qu'il ne s'agissait là que de « réajustements minimes post-congrès, qui se sont faits dans la bonne humeur, sous (son) influence apaisante ».

P. R.-D.

PARIS-LONDRES

1990 F seulement en classe affaires! Aujourd'hui on peut faire la Manche avec une certaine classe.

Tout homme d'affaires qui a vraiment le sens des affaires le sait : sur chacun des 7 vols quotidiens AIR EUROPE pour Londres, l'aller-retour en Classe Affaires ne coûte que 1.990 F! Et ce n'est pas tout :  
• Dès l'aéroport : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ, sans bagages au préalable.  
• A bord : cabine "Business Class" séparée, fauteuils spacieux, breakfast complet, cuisine raffinée, serviettes chaudes, bar gratuit.  
• Après le vol : liaison directe Gatwick - Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes. So what... ne dites plus : "Si j'avais su!" Consultez votre agence de voyages ou AIR EUROPE : (1) 49 27 91 00

air europe

La Business Class de ceux qui savent.



## POLITIQUE

## Au Front national

## M. Yvan Blot était adhérent « hors cadre » depuis plusieurs années

L'article 11 des statuts du Front national indique que le mouvement est « administré par un comité central de cent membres au plus » (1) qui sont adhérents depuis « un an au moins ». En l'absence de toute précision, cette règle s'applique à tous les délégués, qu'ils soient élus ou participants de droit au congrès. Membre du bureau politique sortant, M. Yvan Blot, député européen, n'était pas encore membre du FN — ainsi qu'il l'avait indiqué au Monde — lors de l'université d'été de ce parti en 1989. Il vient d'être reconduit au comité central et au bureau politi-

que alors qu'il n'a pas un an d'adhésion. Tel est le côté officiel d'un fait qui a une face officieuse. En réalité, M. Blot était un adhérent « hors cadre » du Front national depuis plusieurs années. Probablement depuis 1986 ou 1987.

Alors qu'il était député RPR du Pas-de-Calais, il avait pris contact avec M. Jean-Marie Le Pen pour lui faire part de son désir de passer au Front, qui venait d'obtenir plus de trente députés au scrutin proportionnel. Le président du parti d'extrême droite l'en avait dissuadé pour des raisons inconnues mais avait accepté qu'il acquiesce

une cotisation. Transfuge caché, M. Blot était ainsi devenu un adhérent secret du FN. Son ralliement à M. Le Pen ne s'est publiquement effectué que pour les élections européennes de 1989.

Interrogé par le Monde sur la réalité de cette affiliation clandestine, M. Blot a répondu en plaisantant qu'il n'avait pas une bonne mémoire d'adhésion : « C'est possible. »

(1) Vingt membres suppléentaires peuvent être cooptés par le président du parti.

## Une lettre de M. Alain Sanders

A la suite de la publication dans nos éditions datées du 17 mars d'un article relatant l'agression verbale dont avait fait l'objet Olivier Biffaud, journaliste au Monde, de la part de M. Sanders du quotidien Présent, lors d'un meeting de M. Jean-Marie Le Pen à Pantin (Seine-Saint-Denis), nous avons reçu le droit de réponse suivant de M. Sanders :

Le rédacteur anonyme de l'encadré intitulé, en toute simplicité, « Menaces » tient à donner une signification menaçante à une réflexion qui, même si elle avait eu lieu exactement dans les termes exactement rapportés, ce que je conteste, signifierait tout simplement que le journal Présent faisant appel du jugement rendu le 31 janvier dernier par le tribunal de grande instance de Paris, nous étions, notre journal et le vôtre, votre collaborateur et moi-même, de « revoyure » comme on dit un peu familièrement. Tout autre interprétation tient du fantasme.

D'autre part, le rédacteur anonyme dudit encadré, qui reconnaît que « la salle était bondée », à vrai dire nous étions servis comme des sauteuses — prétend que j'aurais « vociféré ». Ce qui, si j'en crois les dictionnaires, signifie « parler en criant et avec colère ». Je mets donc au défi le

rédacteur anonyme de l'encadré ou votre collaborateur de prouver qu'il un moment on a un autre, alors que Jean-Marie Le Pen avait largement entamé son discours, j'aurais parlé « en criant » et/ou « avec colère » au risque de perturber le meeting.

Permettez-moi, enfin, de m'étonner de l'intitulé de l'encadré — « Menaces » — (et quelles menaces, mon Dieu ?) alors qu'entre crochets on annonce des représailles contre le discours de Jean-Marie Le Pen qui, en tout état de cause, est totalement étranger à une éventuelle prise de

bec entre deux journalistes. Quant aux lecteurs du journal le Monde, il leur aura été loisible de s'interroger sur ce banquet de Présent boycotté par le Monde qui, par ailleurs, ne les avait pas informés de la tenue de ce banquet organisé pour fêter le deux millième numéro de notre quotidien.

[Les faits dont il est question ne sont exactement dévolus comme ils ont été décrits dans le Monde du 17 mars et les propos menaçants de M. Sanders ont été exactement retranscrits comme ils ont été prononcés.]

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de Traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 - 45-78-75-80 - 45-09-02-72  
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut Britannique de Paris

## Un colloque sur l'avenir économique de l'île

## Comment développer la Corse sans pleurer

Plus d'une centaine de personnes, socioprofessionnelles, fonctionnaires, responsables d'associations, insulaires ou continentaux, ont participé, samedi 24 mars à Paris, à un colloque sur le développement économique de la Corse, avec la participation du nouveau commissaire au développement, M. Aurélien Garcia.

L'intitulé du colloque sur la Corse qui s'est déroulé samedi 24 mars à Paris pouvait a priori laisser sceptique : « Entreprendre et développer en Corse ». Tous ceux qui s'y sont risqués connaissent, en effet, les difficultés de la tâche, qu'elles soient dues à l'insularité, aux problèmes de transport, de sous-qualification, ou à ce qu'on appelle pudiquement les « freins » au développement de cette île sans pareille : jalousies, racisme, explosifs.

Les deux organisatrices de la manifestation n'en avaient pas moins tout à fait dans l'air du temps, comme en témoigne la nomination en janvier par le gouvernement d'un commissaire au développement économique de la Corse. Les deux jeunes femmes, Marie-Claude Cotta et Solange Oostenbroek, avaient été les instigatrices en 1986 et 1987 du Salon du livre corse. L'heure, aujourd'hui, est moins à la recherche d'identité qu'à celle d'une certaine efficacité. « Nous sommes dans une période-clé. Nous avons envie d'évoluer », a dit une jeune ense-

gnante. L'organisation de la journée n'a pas été sans mal. Il avait fallu déjà décider les Corse à venir jusqu'à Paris, une « provocation » aux yeux de certains. Il a fallu prouver ensuite qu'il n'y avait pas d'arrière-pensées. « Nous sommes apolitiques, nous ne voulons pour personne », se sont défendues les organisatrices.

Il a fallu enfin expliquer la démarche, il est vrai originale : rechercher plutôt des points de convergence, faire parler les acteurs économiques plutôt que les

politiques, faire participer la diaspora. Malgré tout, les chambres de commerce, qu'on pouvait croire vaguement concernées par le sujet, n'ont demandé qu'un statut d'observateur. Les élus, invités mais sans tapis rouge pour éviter « de refaire les débats de l'Assemblée de Corse », ne sont pas venus. La diaspora, qui n'en finit pas de regretter la bonne charcuterie corse de son enfance, n'était pas très nombreuse pour s'interroger sur les raisons de la baisse de qualité du figatellu. Elle aurait pourtant appris, par la voix étranglée d'indignation de M. Lucien Tirroloini, président de la chambre d'agriculture de Corse-du-Sud, qu'avec un seul abattoir, loin, à Porto-Vecchio, il est impossible de faire mieux.

Les participants étaient tout de même cent trente dans les groupes de travail, et non des moindres comme M. Aurélien Garcia, le commissaire au développement, qui a fait l'une de ses premières interventions publiques. Il y avait également M. Pierre Félix Vargioni, président-directeur général d'Eladydel-Trindel, leader mondial des systèmes automatiques de péages d'autoroutes, dit le « Tapie corse », bien qu'il n'ait pas l'allure du président de l'OM et qu'il n'apprecie pas la comparaison.

## Discuter avec ou sans cagoule

L'an dernier, M. Vargioni a décidé d'investir dans son île natale. Il a fondé une compagnie du développement corse (actionnaires corse, continentaux, espagnols et américains) qui va favoriser divers projets comme un atelier ou une activité d'aquaculture et d'algologie, qui pourrait permettre la création de cinquante à cent emplois d'ici deux ans.

Les discussions ont tourné autour des « convergences » relevées par un cabinet parisien de consultants entre les trois projets récemment élaborés en Corse : le document de l'Institut régional du commerce, de l'innovation et de la gestion (parrainé par le vice-président de l'assemblée régionale M. Henri Antona, et « mis au

panier », comme l'a dit un participant, par ladite assemblée) ; le document de la région, mis au panier par l'Etat ; et le projet de société du FLNC, publié à la fin décembre, qui a été présenté comme les autres sans s'embarasser d'une quelconque mention « mouvement dissous ». M. Vargioni s'est d'ailleurs déclaré « prêt à rencontrer les gens du FLNC qui ont rédigé ce projet, avec ou sans cagoules, pour discuter des convergences ». Un nationaliste, M. Jean Bianacci, de la Fédération corse du commerce et de l'artisanat, s'est tout de même insurgé contre la « vision entrepreneur » du développement de la Corse : « Il n'y a pas de consensus qu'on essaie de chercher à tout prix. »

Dans les groupes de travail, certaines discussions ont été moins convergentes. Sur le tourisme, par exemple. La pression touristique, a expliqué un expert, est cent fois moindre en Corse qu'aux Baléares, l'archipel épouvantail. Sur ce point, les trois documents s'accrochent sur un « gel » ou une limitation de la capacité d'accueil. Mais la définition du seuil de « tolérance » ne fait manifestement toujours pas l'unanimité.

Le commissaire au développement, M. Garcia, quarante-trois ans, n'avait de son côté pas de temps à perdre. Il a parlé d'une voix nette de technicien, fort d'une expérience dans une région sinistrée, au Creusot, où il a participé à la création de cinq mille emplois en cinq ans, comme responsable économique du pôle de reconversion. Il a rappelé que 57 % des revenus sont issus, en Corse, des fonds publics et qu'il faudrait, dans l'île, apprendre à respecter les cahiers des charges avant de présenter des demandes d'aide à la création. M. Garcia a également présenté sa méthode : une démarche purement technique, une structure présidée par un chef d'entreprise « avec un carnet d'adresse long comme le bras ». Le commissaire au développement veut bien entreprendre, il ne veut pas entendre l'habituel « gong des pleureuses ». CORINE LESNES

## Nouvelle Renault 21

Que ne ferait-elle pas pour partir avec vous.

ARGUS + 6000 F\*

Reprise Argus + 6000 F ou 6000 F TTC minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 21. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

CRÉDIT 10.6 %\*\*

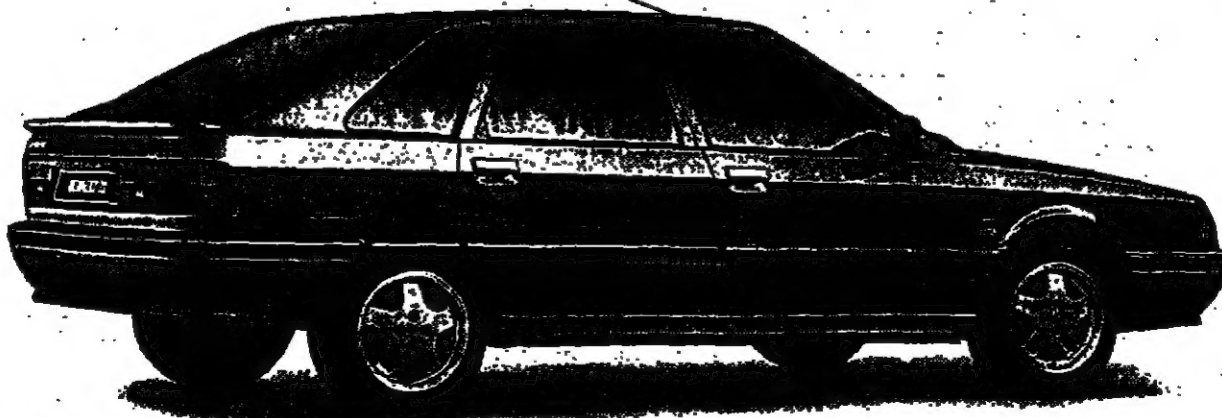
Crédit au TEG de 10,6 % sur 12 mois avec apport minimum de 20% sur toutes les Renault 21. Ex: montant financé 10000 F, 1<sup>re</sup> échéance de 1001,95 F (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit : 10703,40 F. Crédit au TEG de 12,9% sur 24 mois, 14,6% sur 36 mois, 15,6% sur 48 mois.

EQUIPEMENTS A PRIX EXCEPTIONNELS\*

Équipements à prix exceptionnels : économisez 90% sur le prix des équipements en option, dans la limite de 6000 F, pour l'achat d'une Renault 21.

Ces offres sont réservées aux particuliers et concernent les Renault 21, 4 ou 5 portes et 21 Nevada (VP. neufs)

\* Ces 2 offres ne sont pas cumulables.  
\*\* Sous réserve d'acceptation par la DIAC  
RCS Nanterre B 702 002 221.



JUSQU'AU 30 AVRIL CHEZ RENAULT

RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE

صكنا من الامم



# SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

Le Monde

12 La loi de l'Etat  
13 Les conseils juridiques  
14 Les conseils juridiques

15 Les conseils juridiques  
16 Les conseils juridiques

17 Les conseils juridiques  
18 Les conseils juridiques

Deux projets de loi au conseil des ministres

## Les avocats et les conseils juridiques fusionneront avant 1993

Le conseil des ministres du 4 avril devait examiner deux projets de loi consacrant l'un la fusion des professions d'avocat et de conseil juridique, l'autre, la possibilité pour toutes les professions libérales - y compris les professionnels du droit - de se constituer en sociétés de capitaux.

Le dessin manque, certes, de finesse, mais l'impact est frappant. A la une de *Maitres*, un mensuel québécois consacré aux avocats, ils sont trois hommes en costume, attachés-cas à la main et cravate au vent qui sautent en parachute au-dessus de la tour Eiffel. Le titre est on ne peut plus clair: ces avocats entrepreneurs partent ainsi à l'assaut du ventre mou juridique de l'Europe, à savoir la France.

Paris, deuxième place internationale du droit, après Londres, est un marché alléchant que l'Europe de 1993 devrait rendre plus attirant encore. Crainte de la concurrence étrangère, conscience acquise peu à peu de la nécessité de se restructurer et de mettre fin à l'éparpillement des compétences: les professionnels du droit, qui avaient raté le coche au moment de la réforme de 1971 (1), tentent depuis plusieurs années de rattraper le temps perdu.

Après le retentissant rapport de M. Daniel Soulez-Larivière (*Le Monde* du 9 juin 1988) que le bâtonnier de Paris, M. Philippe Lafarge, avait eu le courage de commander et de défendre contre les plus rétrogrades de ses confrères, après celui rédigé à la demande du gouvernement par Me Dominique Saint-Pierre (*Le Monde* du 4 juillet 1989), les ministères concernés, la justice, l'économie, le budget, les affaires européennes, la délégitimation interministérielle aux professions libérales, etc., tiraillés par différents lobbies, se sont attelés au casse-tête.

### Le serment de probité

Alors que les professions juridiques et judiciaires continuaient à pinailler sur chaque virgule tout en affirmant, haut et fort, qu'elles étaient toutes favorables à un bon et avant, il a fallu tenter de se mettre d'accord et subir enfin les rigueurs du Conseil d'Etat. Après les arbitrages, conquis à Matignon l'avant-veille du jour où le texte devait être examiné par le conseil des ministres, on est arrivé à un double projet de loi.

Le premier texte concerne au premier chef les dix-sept mille avocats et les cinq mille conseils juri-

diques français. Ils devront désormais se réunir au sein d'une seule et unique profession qui prendra le nom d'avocat et non d'avocat-conseil. Avocats et conseils juridiques prêteront le même serment que l'on a voulu «moderniser»: «Je jure d'exercer mes fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité», la seule différence étant qu'on a rajouté - y aurait-il en un doute? - le terme de probité qui ne figurait pas dans le serment traditionnel des avocats (2). Les conseils juridiques, qu'elle que soit leur nationalité, qui se sont installés en France avant le 1er janvier 1990, intégreront d'office la nouvelle profession et seront régis par ses organes de contrôle.

La formation de ces nouveaux professionnels - ce sera sans doute l'un des sujets de protestation des avocats et notamment des spécialistes du judiciaire - sera assurée par un comité des systèmes des deux professions. Le projet ajoute un an de formation au centre de formation professionnelle et contraint l'avocat stagiaire au cours de sa dernière année à être accompagné à l'audience de son maître de stage «pour s'initier à la plaidoirie».

### L'ouverture aux étrangers

Le salariat sera désormais autorisé. S'il faut hâter certains - qui croient y voir une atteinte à leur indépendance - il est une nécessité absolue des lois qu'il est le seul mode d'exercice de la profession de conseil juridique. Les collaborateurs salariés n'auront pas le droit de développer de clientèle propre, mais devront assumer la charge de l'aide légale lorsqu'ils seront commis par le bâtonnier, ce, sans que leur signature puisse s'y opposer. L'avocat salarié, contrairement à ce que souhaitait le Conseil d'Etat, reste un professionnel libéral. Son indépendance devrait être garantie par une clause de conscience proche de celle des journalistes. Les conflits du travail devraient être tranchés par les prud'hommes et non par les ordres. Cette disposition heurte bon nombre d'avocats qui y voient un risque de violation du secret professionnel et préféreraient rester dans la confidentialité de la discipline ordinaire.

La nouvelle profession sera représentée par un «Conseil national du barreau» mais les Ordres (ils sont cent quatre-vingt-deux après de chaque tribunal de grande instance) seront maintenus, et continueront de statuer en matière disciplinaire.

Point-clé de la réforme, l'ouverture des barreaux français aux étrangers est, sous la pression du conseil d'Etat, beaucoup plus frileuse que prévu. Les avocats de la Communauté européenne pourront, certes, s'inscrire à un barreau avec plein exercice, sous réserve d'avoir passé un examen; les autres devront, soit être ressortissants d'un pays ayant déjà signé un traité ou une convention avec la France. Ces conventions, lorsqu'elles existent, sont en réalité assez restrictives et d'une interprétation délicate pour les Etats fédéraux, comme les Etats-Unis ou le Canada en particulier. Jusqu'ici, les Nord-Américains, qui font bien plus de conseil que de défense, se satisfaisaient pleinement du statut de conseil juridique. A l'avenir, l'entrée dans la nouvelle profession sera pour eux beaucoup plus compliquée.

Le deuxième volet de ce texte concerne la réglementation de l'exercice du droit. Les professionnels du droit acceptent (parfois difficilement) d'être encadrés par des structures strictes, mais ils s'insistent bien que l'on n'empiète pas trop sur leur terrain (sur leur marché) et aussi qu'on les débarrasse des tâches qui ne leur conviennent pas. Ils ont donc pas un titre protégé, posent leur plume avec un peu de fantaisie et vendent du conseil sans le moindre contrôle. Ce sont tous ceux qui ont été radiés par leur profession, les «aveugles d'entreprises», les «évidents d'immobiliers», les escrocs, moyennant finances, prétendant faciliter les démarches des immigrés sans papier. Assurer la consultation et la rédaction d'actes sous sceau privé devaient être l'appât de gens compétents, contrôlés et couverts par une assurance qui protège leurs clients lorsqu'ils sont défaits.

Le texte reste bien laxiste sur ce sujet au point que certains parlent même d'un «passoire». Contrairement aux premiers projets, toutes sortes de professions sont autorisées à donner, mais aussi à vendre, du conseil: les enseignants d'établissements supérieurs privés, (comme ceux des écoles de commerce), les centres de gestion agréés (les avocats y voient un empiètement des experts comptables), les chambres de commerce et d'industrie ainsi que les associations humanitaires, etc.

Rien dans ce projet ne touche à l'accès au droit des plus démunis. Alors que le mouvement de grève de l'aide légale, déclenché au mois de novembre 1989, se poursuit avec des bonheurs divers, Matignon a toutefois assuré que la refonte du système, sur laquelle

finait de travailler la commission présidée, au Conseil d'Etat, par M. Paul Bouchet, devait aboutir à un projet de loi soumis, l'automne prochain, au Parlement. Cette seule promesse, alors que la réforme continue d'inquiéter notamment les petits barreaux de province, n'a pas suffi à calmer tout à fait les avocats.

Parallèlement, le deuxième texte prévoit que les professions libérales pourront s'organiser en sociétés de capitaux. Quelques trois cent cinquante mille professionnels libéraux sont concernés. La réforme doit encourager les professions libérales à créer des structures concurrentielles en France comme à l'étranger. Les investissements sont lourds (on pense à l'équipement des médecins, par exemple). Actuellement, le régime fiscal des sociétés civiles professionnelles, qui sont pratiquement les seules autorisées (3), leur manque de fonds propres, n'incite pas au développement. D'où l'idée de permettre aux capitaux extérieurs - de 25 % à 49 %, selon les types de sociétés - d'entrer dans le capital des sociétés d'exercice libéral. «Les professionnels libéraux doivent être des entrepreneurs comme les autres», dit l'exposé des motifs du projet de loi, qui envisage la constitution de sociétés à responsabilité limitée, de sociétés anonymes ou de sociétés en commandite par actions. Les avocats, en majorité, craignent le scandale. Ces capitaux extérieurs risquent, craignent-ils, de porter atteinte à leur indépendance, surtout s'ils viennent de compagnies d'assurances ou de banques. Le gouvernement se veut rassurant sur ce point en expliquant que ce texte, très général, ne pourra entrer en vigueur qu'après des décrets d'application spécifiques à chaque profession et interdisant, branche par branche, des liaisons trop dangereuses (la prise de participation de laboratoires pharmaceutiques dans des sociétés de médicaments, par exemple). Pour le monde du droit, ces décrets, et les protestations se faisaient trop vives, pourraient bien ne jamais être pris.

AGATHE LOGEART

(1) La loi du 31 décembre 1971 avait procédé à la fusion des professions d'avocat, d'avoué près les tribunaux de grande instance et d'après les tribunaux de commerce. Le titre de conseil juridique avait été protégé.

(2) Jusqu'ici, le texte était: «Je jure, comme avocat, d'exercer la défense et le conseil avec dignité, conscience, indépendance et humanité».

(3) Seules quelques professions libérales peuvent exercer sous forme de sociétés commerciales: les conseils juridiques, les experts comptables, les architectes, les géomètres-experts, les biologistes et les pharmaciens.

Les bûchers de Faaité

## Mgr Coppénrath face au démon

Et la religion? Et la responsabilité des prêtres dans le drame de Faaité? Mardi 3 avril, la cour d'assises de Papeete en Polynésie française a longuement entendu Mgr Michel Coppénrath, l'accusateur du ministère public et le soutien de l'Eglise catholique de voir renaître rapidement une communauté de vie à Faaité se sont opposés.

Papeete

Le silence s'est fait spontanément. Et sans y prendre garde, le prétoire a pris des allures de cathédrale. Mgr Michel Coppénrath, archevêque de Papeete, issu d'une des plus vieilles familles européennes de Polynésie française, est apparu brutalement devant la cour, immense, enveloppée dans une large soutane blanche simplement rehaussée d'une croix pectorale en argent.

Si longtemps évoquée, invoquée, critiquée ou louée, la religion, d'un coup, était là. Une religion puissante et triomphante dans ce Pacifique sud. Une religion de missionnaires courageux, jouant les écoliers, apportant sa vérité sans relâche depuis plus d'un siècle dans les archipels. Une religion confrontée, de temps à autre, à de fantastiques dérapages où l'on voit d'étranges démons mener de singulières sabbats qui conduisent à des cérémonies barbares.

Qui mieux que Mgr Coppénrath sait tout cela? Ce docteur en droit a beaucoup lu, beaucoup réfléchi. Il est un peu sociologue, un peu ethnologue et surtout profondément amoureux de cet archipel des Tuamotu. Il a beaucoup voyagé. Combien de fois s'est-il navigué d'atoll en atoll, sautant d'une pirogue à l'autre, portant le message de l'Evangile? Il a ce ton humble et inspiré des grands prêtres. Il se souvient de cette expédition en 1964, lorsque la goélette sur laquelle il avait embarqué abordait un atoll. Il avait épaisé ces paroissiens ivres de peur. «C'est peut-être là le défi du missionnaire, dit-il calmement. Toutes les cultures ont leur moment d'aberration. Même en Europe, nous le savons... Chaque missionnaire doit respecter la culture qu'il découvre et lui apporter, je dirais, un bonus: pour nous l'Evangile. Et faire en sorte de délivrer une population de ces frayeurs.»

«Le pito était coupé»

Déjà, l'archevêque n'a cessé de revenir dans les Tuamotu, séjournant ici deux jours, là une semaine. Il explique - mais la cour d'assises comprend-elle? - que son pito réside là. Ce pito composé du cordon ombilical et du placenta que chaque père, à la naissance d'un enfant, enterrait dans le jardin familial. Et il raconte comment le drame de Faaité, qu'il apprit alors qu'il était en voyage au Vanuatu, lui causa un grand effroi, lui donnant l'impression que son pito était coupé.

Il aimait, il aime toujours Faaité, sa population sans méfiance, docile. Tant pis pour l'avocat général qui n'apprécie pas sa vision: «Il ne faut jamais oublier que l'Eglise était tranquille avant l'arrivée des trois voyageurs, répète-t-il. Elles ont appris à ces gens une manière de prier inédite. Et peu à peu, elles ont entraîné irrémédiablement vers ce qui est obscur: la peur, la culpabilité, le péché, le sentiment d'une catastrophe à venir. Ce fut comme un détournement de leur pitié. Si on recherche les causes de ces événements, je les vois là».

«Ne vous sentez-vous pas responsable aussi?» demande M. Yves Pirou. Quelle est votre attitude de pasteur? «Un journal a parlé d'un échec de la religion. Je dirais un échec de la religion, répond Mgr Coppénrath. Je me sens responsable de ces braves gens. Je n'en exclus aucun. Je me considère comme leur pasteur.»

L'avocat général, M. Raymond Morey, se dresse. Il évite so-

gneusement de donner du «Monseigneur» à l'archevêque: «Le témoin nous dit: ce sont de braves gens. Mais la plupart des criminels sont de braves gens avant la commission de leurs crimes».

«Quand je parle de braves gens, c'est dans un sens complet et total, répond l'archevêque. Ce drame a été une explosion dans l'irrationnel. Ils n'étaient plus eux-mêmes. C'est à ce titre-là que je pense que leur responsabilité n'existe pas».

Le témoin adopte le système de défense des avocats des accusés, reprend M. Raymond Morey. Le responsable serait Sylvie Alexandre dont on veut faire un bouc-émissaire. Mais Sylvie Alexandre était connue de l'Eglise. Quelle était sa place? «J'ai seulement entendu son nom après le drame de Faaité. Elle faisait partie de la paroisse d'Arue. Je suis pris en défaut, soupire Mgr Coppénrath. Je devrais connaître toutes mes brebis...»

Admettons! Mais pourquoi le ministère public n'a-t-il pas posé une seule question, la veille, au Père Hubert, responsable du Renouveau charismatique en Polynésie française, et seul capable de répondre. Ce dernier a indiqué qu'il avait sermonné à plusieurs reprises Sylvie Alexandre pour ses initiatives et ses dérapages au sein d'un groupe de prière. «Tu n'es pas le droit d'avoir un groupe à toi, lui avait-il dit. Si tu le fais, n'appelle pas ce Renouveau charismatique. Et le Père Hubert avait conclu: «Si j'avais su qu'elle était partie à Faaité, je serais intervenu».

120 ans de paix

Car Sylvie et ses deux prêtresses amies, en tout bonne foi, apportaient dans leur besace un lot de croyances redoutables. «Elles leur ont appris à fabriquer un fusil et des cartouches et sont parties, a résumé le juge d'instruction Max Gati devant la cour. Ils ne restaient plus qu'à désigner les victimes».

Le Diable s'en était chargé... Un Diable surgit du polythésisme polynésien - le Tioporo - et des Evangiles, sous les traits de Satan. Un Diable qu'il faut mieux ne pas chatoûiller sur ces atolls perdus du Pacifique où le ciel et l'océan sont les seuls vis-à-vis. «Donnez-vous une information préventive sur les démons», a demandé Me Claude Girard au Père Hubert. «Au Renouveau charismatique, on insiste beaucoup sur l'Esprit saint, a-t-il répondu. Je crois que le rôle du christianisme est de libérer. Il ne faut jamais faire peur, parler du Diable de manière trop insistante».

Sage précaution. Mgr Coppénrath, qui s'est tenu à Faaité après le drame pour y séjournier quinze jours, a pu se rendre compte des séquelles de l'emprise du Malin. Un habitant était encore persuadé de voir son avant-bras descendre du plafond, un autre de sentir Sylvie tourner autour de sa maison. Il s'est refusé à réécouter les prières officielles de l'Eglise pour chasser l'esprit des ténébreux afin de faire comprendre à la population que le démon ne se promène pas comme ça.

Mais combien de temps faudra-t-il pour que tous soient convaincus que quelque un qui est possédé du démon n'est pas forcément coupable, ni dangereux, comme l'a affirmé l'archevêque? Après plus d'un millénaire d'évangélisation, certaines régions comme la Normandie sont encore imprégnées de croyances païennes, a-t-il noté en réponse à une question de Me François Roux. «Chaque atoll est comme une petite nation, avec sa culture, ses habitudes, ses cent vingt ans de paix», a rappelé avec émotion Mgr Coppénrath à la cour. C'est pourquoi il a fermement invité à la réconciliation les proches des victimes et les accusés. «C'est dur ce que tu nous demandes, lui ont répondu plusieurs familles. Mais on va essayer.» «C'est l'amiura - la communauté - que j'ai en tête, a conclu l'archevêque. Il faut reconstruire Faaité».

LAURENT GREILSAMER

A la cour d'appel de Paris

## Secours efficaces et délit de fuite

La vingtième chambre de la cour d'appel de Paris a partiellement infirmé, mardi 3 avril, le jugement de la troisième chambre du tribunal de Meaux, qui condamnait quatre automobilistes et leurs passagers pour «non-assistance à personnes en danger», après un accident survenu le 13 septembre 1988 sur l'autoroute A 4.

Vers 18 h 30, sur la bretelle de Quincey-Vallois, la voiture de M. Gombert a brusquement quitté la route et, après plusieurs tonneaux, s'est immobilisée en contrebas. Gaëlle, douze ans, l'une des trois filles de la conductrice, est parvenue à sortir du véhicule accidenté et, remontant sur l'autoroute, a vainement tenté d'alerter les automobilistes, avant d'être fauchée par une voiture qui a pris la fuite. Plusieurs autres voitures ont ensuite roulé sur le corps de l'enfant, alors que d'autres parvenaient à l'éviter, sans toutefois s'arrêter immédiatement.

Témoins de l'accident, M. Llorca et son épouse s'étaient arrêtés cent quarante mètres plus loin, mais n'avaient pu ni retrouver la voiture accidentée, ni obtenir l'arrêt des voitures pour déclencher les secours. Ils étaient donc partis eux-mêmes prévenir la gendarmerie. Le tribunal de Meaux avait condamné M. Llorca à six mois d'emprisonnement avec sursis et 3 000 F d'amende et son

épouse à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 1 500 F d'amende.

La cour d'appel les a relaxés, en observant, en outre, que la poursuite de leurs recherches, gênée par la nuit, était «de nature à retarder l'intervention des secours» et qu'il «ne peut être retenu à la charge de M. et Mme Llorca d'avoir sciemment refusé de porter secours». En revanche, les juges ont confirmé la peine de huit mois d'emprisonnement avec sursis et 4 000 F d'amende infligée à M. Jean-Alain Marek et celle de dix mois de prison avec sursis et 4 000 F d'amende prononcée à l'encontre de M. Roger Deprez. Ces deux automobilistes avaient effectué une manœuvre brutale pour éviter la jeune Gaëlle, sans toutefois s'arrêter.

Cependant, M. Marie-Thérèse Brodelle, passagère de M. Deprez, condamnée en première instance à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 1 500 F d'amende, a été relaxée, car les magistrats relèvent qu'elle «n'avait aucun pouvoir de décision» sur la conduite de l'automobile. Enfin, la cour condamne M. Liliane Menbot, conductrice du véhicule ayant renversé l'enfant, à six mois d'emprisonnement avec sursis et dix-huit mois de prison avec sursis en raison de sa conduite délictueuse.

M. P.

Au tribunal de Paris

## Prison avec sursis pour les auteurs de l'incendie du cinéma Saint-Michel

Les cinq jeunes intégristes catholiques qui avaient participé à diverses actions violentes tendant à empêcher la projection du film de Martin Scorsese *La Dernière Tentation du Christ* et, notamment, le 22 août 1988, à l'incendie du cinéma Saint-Michel, ont été condamnés, mardi 3 avril, par la dixième chambre correctionnelle de Paris à des peines s'échelonnant entre quinze mois de prison avec sursis et trois ans de prison avec sursis.

A l'audience du 20 mars, le substitut du procureur de la République avait demandé une peine de trois ans d'emprisonnement pour les trois auteurs de l'incendie du cinéma, qui avait fait treize blessés, dont quatre gravement intoxiqués (le *Monde* du 22 mars). En retenant principalement leur culpabilité dans le délit de «destructions aggravées ayant entraîné des coups et blessures volontaires», le tribunal, présidé par M. Jean-François Peric, a condamné Emmanuel Doussau, vingt-cinq ans, à trois ans d'emprisonnement avec sursis; Thomas Lagouge, vingt-sept ans, à trente mois de prison avec sursis et Georges Leroux, trente ans, deux ans de prison avec sursis. Les deux autres jeunes gens, Hubert Pilet, vingt-quatre ans, et Christophe Reveillard, vingt-six ans, qui n'étaient poursuivis que pour asso-

ciation de malfaiteurs, ont été condamnés à quinze mois de prison avec sursis.

Pour les trois auteurs principaux, le sursis s'applique dans la mesure où les condamnés ne commettent pas de nouveaux délits dans un délai de trois ans, mais, surtout, il est soumis au paiement «conjointement et solidairement» des dommages et intérêts. Ainsi, le tribunal a accordé 193 000 F au fonds de garantie contre les actes de terrorisme et 4 000 F à chacun des deux gardiens de la paix intoxiqués, tout en ordonnant une expertise pour un couple victime de l'incendie. Toutes les victimes ayant été indemnisées par le fonds de garantie ont été déboutées de leur demande complémentaire. Par ailleurs, pour compenser leurs pertes d'exploitation, le distributeur du film, United International Pictures, obtient 35 904 F de dommages et intérêts et le producteur, MCA Studio Universal, 83 776 F. Enfin, les juges ont ordonné une expertise, afin d'évaluer précisément les dommages, le coût des travaux et les pertes subies par la société SODIAV propriétaire du cinéma.

MAURICE PEYROT

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Devant les assises de la Gironde

## La faillite d'un notaire de campagne

Michel Naphie fut, de 1959 à 1986, notaire à Créon, un gros bourg viticole à vingt kilomètres de Bordeaux. Ce notable de soixante-deux ans, « auréolé de savoir et d'honnêteté », comparait depuis le 2 avril devant les assises de la Gironde. Il est accusé de faux en écritures privées, de commerce ou de banque, faux en écritures publiques ou authentiques et abus de confiance. Il a détourné 32 millions de francs et fait deux cent soixante-trois victimes.

## BORDEAUX

de notre correspondant

Michel Naphie était malade en mer. Il possédait néanmoins trois bateaux (deux vedettes et un voilier de 16 mètres, le *Bellatrix*) pour lesquels il dépensa 8 millions de francs en sept ans. Michel Naphie n'était pas un flâneur. Il s'offrit néanmoins de coûteux voyages en Polynésie et en Australie ou des fusils de luxe. Ces dépenses somptuaires sont évaluées à plus de 1 million de francs. Mais nul n'en avait connaissance à Créon.

Sous les arcades de la place de la Préfecture, Michel Naphie dirigeait, selon toutes les apparences, une étude prospère. Il avait acquis en 1959 et jouissait depuis de l'estime et de la confiance d'une nombreuse clientèle mais aussi de ses pairs. Ces derniers lui avaient même confié pendant douze ans le soin de contrôler les comptes de ses confrères.

En réalité, Michel Naphie a conduit son affaire à la faillite et accumulé les échecs affectifs, conjugaux, sociaux jusqu'à sa chute en juillet 1986. Car, comme dans les mauvais romans, le notaire de Créon menait une double vie à l'insu de sa mère, de ses frères, de ses enfants, de ses clients, de ses amis du Lion's Club de l'Entre-

Deux-Mers qu'il avait créé en 1979. La « bon père de famille » avait en réalité une maîtresse. Sa femme avait demandé le divorce en 1983. Les liens affectifs avec ses enfants étaient extrêmement distendus. De surcroît, le notaire souffrait d'alcoolisme chronique.

Mais, surtout, il puisait dans la caisse de son étude et détournait les fonds confiés par ses clients depuis au moins 1972. Le notaire à l'allure de clercyman jonglait avec les écritures et les comptes en banque selon un système très complexe. Les 32 millions de francs détournés ne sont en effet pas tous allés dans sa poche. Une partie de l'argent a été utilisée pour masquer les erreurs professionnelles. On était-il d'accomplir les démarches nécessaires à l'obtention d'un prêt bancaire sollicité par un client ? Plutôt que d'avouer sa négligence, il prélevait l'équivalent du prêt sur la trésorerie de l'étude pour le remettre à l'intéressé. Il devait alors se livrer à de nouveaux « prélèvements » sur le dos d'autres clients pour combler le trou creusé dans la caisse.

## Un faux de trop

Michel Naphie a englouti le capital que lui confiait une partie de sa clientèle à des fins de placements. En revanche, il s'est toujours arrangé, fût-ce au détriment d'autres victimes, pour verser scrupuleusement les intérêts des placements aux rentiers concernés (au total 400 000 F). Fait encore plus extraordinaire, l'ex-notaire a également commis des détournements au profit des clients de l'étude, à leur insu. Il y en avait au total pour plus de 3 millions de francs. Par exemple, il avait avancé à un couple 130 000 F pour acquérir une maison et il n'a plus jamais réclamé cette somme.

Pour sauver les apparences sociales et comptables et maintenir sa façade d'honnêteté, le

Verdict à la fin de la semaine.

GINETTE DE MATHA

## L'affaire d'escroquerie du Palm-Beach de Cannes

## Neuf croupiers et clients du casino ont déjà été inculpés

## NICE

de notre correspondant régional

Neuf personnes, dont quatre croupiers et cinq joueurs, ont d'ores et déjà été inculpés d'escroquerie dans l'affaire de « ébarbonnement » concernant le Palm-Beach casino de Cannes (le *Monde* du 31 mars). Parmi celles-ci, figurent l'ancien footballeur Roland Courbis, manager général du Sporting-Club de Toulon, qui avait affirmé, à tort, être poursuivi pour infraction à la législation sur les jeux - et sa compagne, la comtesse Marie-Louise Rizzoli, ainsi qu'un autre joueur, M. Albert Azoulay. Quatre de ces inculpés ont été placés sous mandat de dépôt par M. Joël Espel, juge d'instruction à Grasse, chargé du dossier.

Une bonne partie des efforts de la sous-direction des courses et jeux, soit vingt-deux policiers, ont été mobilisés sur cette affaire qui devrait connaître encore des développements importants. L'enquête, a-t-on appris, a été déclenchée

dans le courant de l'année 1988 et porte sur les deux derniers exercices du Palm-Beach casino. Les malversations commises au détriment de l'établissement cannois pourraient s'élever à plusieurs dizaines de millions de francs.

À la fin de 1988, le Palm-Beach avait, en effet, enregistré un résultat négatif de plus de 11 millions de francs, fait sans précédent dans l'histoire des jeux. L'année suivante, l'installation d'un système de vidéo-surveillance sophistiquée, s'était cependant révélée dissuasive puisque le produit brut des jeux avait atteint 50 millions de francs. La direction du Palm-Beach a précisé, par ailleurs, lundi, dans un communiqué, qu'il n'y avait aucune corrélation entre l'enquête en cours et une affaire similaire de baronage avait éclaté, en septembre 1989, au casino Croisette de Cannes - appartenant également au groupe Lucien Barrière - à l'initiative de la direction générale de cet établissement.

G.P.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

La 3<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris, par arrêt du 11 janvier 1990, a condamné la société BAYER FRANCE à verser à l'AGENCE MAILLE la somme de 6 000 F à titre de dommages et intérêts, BAYER FRANCE et l'AGENCE CHEVASSUS VADON, dénommée collectivement FAURE VADON FOREST BIRDOUX solidairement à verser une indemnité de 10 000 F et une somme de 7 000 F, au titre de l'article 700 du NCPC, pour avoir commis des actes de contrefaçon en utilisant des formes publicitaires dont l'AGENCE MAILLE était l'auteur. Elle les condamne aux dépens de première instance et d'appel et ordonne la destruction des stocks des publicités comportant les formes contrefaites.

Nouveau 60 hôtels des Pyrénées Méditerranée se groupent pour vous proposer des vacances à la carte.

6 forfaits  
- vol + hôtel - rando confort  
- rando tonic - semaine romane  
- perpignan - passeport grand sud

## LES HOTELS DU GRAND SUD

Centre de Réservation  
Tél. 08.25.46.84  
B.P. 523  
69005 Perpignan Cedex  
Métal 36.15 Grand Sud

## L'irrecevabilité d'une demande de reconnaissance en paternité

## Yves Montand et la mère d'Aurore

Une action en justice pour reconnaissance de paternité, engagée à l'encontre d'Yves Montand par une ancienne comédienne affirmant que l'acteur est le père de sa fille âgée de quatorze ans, a été déclarée irrecevable, mardi 3 avril, par la première chambre civile du tribunal de Paris.

M<sup>me</sup> Anne Drossard - Anne Fiorange à la scène - qui avait conçu l'acteur au cours du tournage d'un film à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes), exigeait 1 million de francs de dommages et intérêts. Toutefois, le tribunal, présidé par M<sup>me</sup> Marie-Andrée Culié, a demandé une expertise sanguine afin d'établir si l'ancienne comédienne peut prétendre aux 10 000 F par mois de « subsides » qu'elle exige pour sa fille, Aurore. Le tribunal a, en effet, estimé qu'il y avait suffisamment d'éléments permettant de conclure à l'existence de relations régulières pendant la période de conception de l'enfant entre Yves Montand et l'ancienne comédienne. Cependant, ont indiqué les avocats de l'acteur, cette expertise - si Yves Montand accepte de s'y soumettre - la demande du tribunal n'est pas contraignante - ne pourra être déterminante que négativement : elle peut déterminer à coup sûr que le comédien n'est pas le père de la jeune fille, mais en aucun cas établir qu'il est le géniteur.

Le gendarme perdu à Paris a été identifié. L'enfant de deux ans qui avait été retrouvé seul à Paris, le 13 mars, et que personne n'était venu chercher auprès de la police, a été identifié grâce à l'appel à témoins lancé lundi 3 avril (le *Monde* du 4 avril). Le petit garçon se nomme Jason Cadoret. Il est né à Antibes-Juan-les-Pins en novembre 1987. Jason a séjourné dans la région antiochaise, où sa mère, Annie Cadoret, travaillait dans des bars et des restaurants avant de venir à Paris. Mercredi 4 avril au matin, la mère de Jason n'avait toujours pas été retrouvée.

## RELIGIONS

Reçus respectivement par M. Rocard et par M. Jospin

## Les cardinaux Decourtray et Lustiger expriment leur inquiétude sur le calendrier scolaire

Par un hasard de calendrier, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, et le cardinal Albert Decourtray, président de la conférence des évêques de France, ont été reçus le même jour, mardi 3 avril, respectivement par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et par M. Michel Rocard, premier ministre. Ils ont exprimé leurs craintes quant à l'avenir de l'enseignement du catéchisme, après l'annonce, le 15 décembre, d'un projet de réorganisation de l'école élémentaire.

Les cardinaux Decourtray et Lustiger ont tenté de rassurer MM. Rocard et Jospin. Il n'est nullement dans leur intention de rallumer la guerre scolaire. Comme on le souligne au ministère de l'éducation nationale, l'Eglise catholique aurait beaucoup de mal à faire admettre à l'opinion le caractère « liberticide » d'une refonte des rythmes scolaires qui introduit plus de souplesse, notam-

ment par une autonomie plus grande laissée aux autorités académiques locales, après concertation de tous les partenaires concernés.

L'épiscopat n'entend pas pour autant relâcher sa pression sur les pouvoirs publics. Il invoque les risques de « marginalisation », de « privatisation » de l'enseignement religieux contenus dans cette réforme et dans l'évolution vers la semaine continue (école le mercredi et libération le samedi). Il souligne l'exemple de voisins européens, comme la Belgique, l'Allemagne, le Danemark, l'Angleterre et l'Espagne, où la catéchèse fait officiellement partie du calendrier scolaire, les cours étant naturellement facultatifs.

La hiérarchie catholique redoute moins la relance du débat sur cette question qu'une lente dérive grignotant peu à peu des droits légalement reconnus. La loi Jules Ferry de 1882 prévoit que les classes vaquent chaque semaine « en plus du dimanche », pour l'enseignement religieux de ceux qui le désirent. La loi Debré de 1959 dispose, quant à elle, que « l'Etat prend toutes dispositions utiles pour

assurer le droit à l'enseignement religieux des enfants ».

Les évêques ne restent pas rivaux à la date-fête du mercredi. Ils ne sont pas contre des évolutions, mais entendent que les nouvelles règles du jeu soient claires. Ils souhaitent le respect d'un cadre réglementaire national permettant un temps réservé à la catéchèse de deux ou trois heures hebdomadaires, par raccourcissement de la semaine scolaire (actuellement de vingt-sept heures) ou des vacances d'été.

La crispation actuelle repose sur un malentendu, estime-t-on au ministère. La mise en œuvre de nouvelles dispositions touchant le calendrier de l'école élémentaire ne prendra effet qu'après une phase de concertation avec les parents d'élèves, les syndicats d'enseignants et les représentants de familles religieuses ; puis après une phase d'expérimentation dans un département au moins par académie, à compter de janvier 1991.

Dans un document dénonçant le « sexisme »

## L'épiscopat américain ouvre la voie au diaconat féminin

À l'issue d'une consultation, qui aura duré sept ans, auprès des organisations féministes américaines, une commission d'évêques catholiques des Etats-Unis, dirigée par Mgr Joseph Imedi, évêque de Joliet (Illinois), a publié, lundi 3 avril, un document qui sera discuté et vraisemblablement adopté dans quelques mois par l'ensemble de la conférence épiscopale. L'une des plus nombreuses du monde (320 évêques).

Ce texte dénonce le « sexisme », responsable selon lui de toutes les formes d'« exploitation » de la femme, « abandon physique et affectif, adultère, prostitution, viol,

pornographie ». Le sexisme est « un péché », disent les évêques américains, qui attisent les administrations, les entreprises, « les structures sociales, mais aussi ecclésiastiques ». Le document de la hiérarchie américaine suggère l'établissement de l'accès des femmes à certains ministères dans l'Eglise, notamment ceux de lecteur, de prédicateur et même de diacre. L'accès du diaconat permanent (étape précédant le sacerdoce) aux femmes avait été écarté lors du dernier synode des évêques à Rome, en 1987, consacré aux laïcs. En revanche, la commission épiscopale américaine exclut tout sacerdoce féminin, non pas par « une conception inférieure de la femme », précise le texte, « mais par fidélité à une tradition ouverte par le Christ et ses apôtres ».

## ENFANCE

## L'UNICEF réclame un cessez-le-feu au Liban pour pouvoir vacciner les enfants

L'UNICEF, Fonds des Nations unies pour l'enfance, vient de lancer un appel pour un cessez-le-feu au Liban afin de vacciner tous les enfants âgés de moins d'un an. La plupart des réfugiés ont déjà donné leur accord et le ministère de la santé, l'UNICEF ainsi qu'un grand nombre d'organisations non gouvernementales, s'appuyant sur six cents dispensaires et unités mobiles, se tiennent prêts pour cette vaste opération programmée les 5, 6 et 7 avril. Cette initiative a un précédent : en septembre 1987, toutes les parties au conflit avaient fait leurs armes pendant quatre jours pour que le droit des enfants à une protection sanitaire soit respecté. Au cours d'une conférence de presse à Beyrouth, M. André Robertroid, représentant de l'UNICEF au Liban, a plaidé la cause de ces enfants libanais « exposés à des dangers physiques et mentaux ». La guerre affecte sérieusement le tissu communautaire et familial, rendant précaire l'hygiène, le système de santé, l'éducation. C'est pour un grand nombre d'enfants la deuxième année sans scolarisation. Les professeurs et les enseignants quittent le pays. Les fournitures scolaires de base sont souvent inadéquates. Les enfants vivent dans un monde où la violence devient le mode de comportement social. En quinze ans de guerre, quarante mille enfants ont trouvé la mort et un nombre plus important resteront handicapés à vie.

## A Clermont-Ferrand

## Le Vox converti

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

« Le cinéma porno devient un lieu de culte ». A Clermont-Ferrand, la formule fait recette depuis que l'on a appris que le dernier grand cinéma de quartier, qui a fermé ses portes sur les films classés X qu'il projetait depuis une dizaine d'années, a été racheté par des intégristes catholiques, qui observent la plus grande discrétion sur l'utilisation qu'ils feront de cette salle.

Le Vox, puisque tel était le nom de ce cinéma, avait été construit en 1937 et comptait cinq cents places. L'association *Sauve qui peut le court métrage*, qui a créé un festival international ayant acquis ses lettres de noblesse, a voulu marquer l'événement en organisant, mardi 3 avril, une séance spéciale, où furent projetés des courts métrages... à caractère coquin, bien sûr.

Au-delà du clin d'œil, les cinéophiles clermontois ont ressenti un léger serrement de cœur. Il leur était difficile de voir disparaître une telle salle, alors qu'ils demandent à cor et à cri depuis longtemps un cinéma d'art et d'essai à Clermont-Ferrand.

JEAN-PIERRE ROUGIER

JEAN BERNARD

## De la biologie à l'éthique

Un problème de fond au cœur de l'actualité. Un document capital.

1 vol. 120 F

صوكرا من الامل







## ENQUÊTE :

# CONSEILS DE CLASSE : RIEN NE VA PLUS

On leur reproche d'être expéditifs, d'être des chambres d'enregistrement de verdicts prononcés à huis clos par le tribunal des professeurs. Pourtant, de l'avis de tous, ils sont indispensables pour l'orientation des élèves. Pour faire des conseils de classe un lieu de décision concertée, l'éducation nationale a décidé de les rénover dès la rentrée prochaine. *Le Monde de l'éducation* décrit le fonctionnement réel de ces instances. Il analyse l'enjeu des nouveaux textes et il montre que, dans certains établissements, parents et enfants participent activement aux conseils de classe.

## ■ LE PALMARÈS 1989 DES IUT

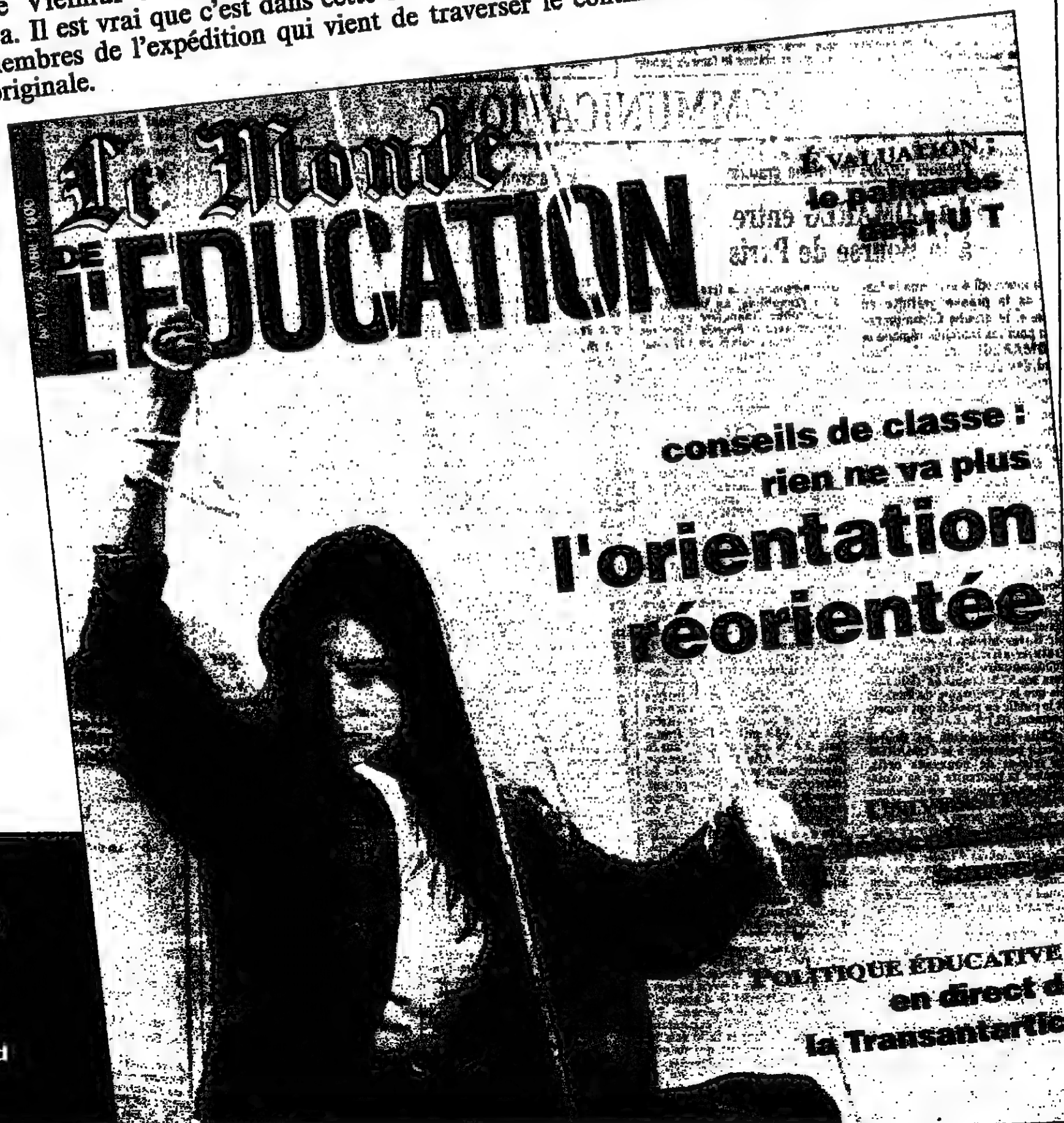
Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants et le taux de réussite au diplôme universitaire de technologie. Avec une analyse des difficultés d'intégration en première année. A lire d'urgence par tous les candidats à l'entrée dans un IUT.

## ■ UNIVERSITÉS : LA DÉLOCALISATION SAUVAGE

L'autonomie croissante des villes, des départements et des régions et la spectaculaire progression du nombre de bacheliers ont permis l'émergence de véritables politiques scolaires locales. Au centre de ces initiatives rarement bien coordonnées, les antennes universitaires. *Le Monde de l'éducation* dresse un premier bilan de la délocalisation des premiers cycles.

## ■ EN DIRECT DE LA TRANSANTARCTICA

Au collège de Vielmur l'année scolaire a été réglée sur les péripéties de l'expédition Transantartica. Il est vrai que c'est dans cette commune du Tarn qu'est né Jean-Louis Etienne, l'un des six membres de l'expédition qui vient de traverser le continent blanc. Une expérience pédagogique originale.



NUMÉRO  
D'AVRIL 1990

**20 F**

En vente chez  
votre marchand  
de journaux

Univer

e casse-tête d

La panoplie des r

صوتنا من الداخل



# CAMPUS

## Universités : le casse-tête des premiers cycles

Une série de colloques est en cours sur l'inadaptation des premiers cycles universitaires. On connaît la maladie. Plusieurs remèdes ont été proposés. Mais lequel choisir pour ne pas traumatiser le patient ?

**A**MIENS et Toulouse, Nice et Bordeaux, Reims, Rennes et une dizaine d'autres la semaine dernière. Paris, Aix-Marseille et Lyon cette semaine. Montpellier, Lille ou Versailles un peu plus tard... Les unes après les autres, toutes les académies de France et de Navarre auront d'ici la fin du mois d'avril planché sur l'avenir des premiers cycles universitaires. Organisés à la demande du ministre de l'Éducation et associant enseignants, étudiants, mais aussi collectivités locales et responsables économiques, ces colloques académiques vont, une nouvelle fois, examiner le lancinant problème des deux premières années d'enseignement supérieur.

Le constat est déjà ancien : les universités françaises sont malades de leurs premiers cycles. Ceux-ci s'avèrent, au fil des années, de plus en plus surchargés, inefficaces et inadaptes. Ce sont eux qui encaissent, en première ligne, le flux montant des bacheliers. Certes, toutes les formations supérieures ont été touchées par l'explosion des effectifs au cours des trois dernières années. Les classes préparatoires aux grandes écoles ont accueilli plus de 60 000 élèves cette année, contre 53 000 il y a deux ans ; les instituts universitaires de technologie (IUT) ont grossi plus modestement (68 000 étudiants contre à peine 64 000 deux ans plus tôt) ; les sections de

techniciens supérieurs (STS) ont poursuivi leur développement à toute allure, mais leur éparpillement dilue la masse de leurs 175 000 élèves. L'effet de masse en revanche est spectaculaire dans les premiers cycles universitaires au sens strict, c'est-à-dire dans les deux années préparant au DEUG (diplôme d'études universitaires générales). En deux ans, entre la rentrée 1987 et la rentrée 1989, on est ainsi passé de 414 000 étudiants à 513 000. Quelle institution résisterait à un tel changement d'échelle ? D'autant que c'est en premier cycle que l'insuffisance des locaux et la dégradation des taux d'encadrement rendent les conditions d'accueil de plus en plus précaires.

Comme le note sobrement Hubert Coudanne, ancien président de l'université d'Orsay, dans le petit rapport remis l'été dernier au ministre de l'Éducation au sujet des premiers cycles : « Tout projet concernant leur devenir restera sans objet sans une mise à plat sérieuse, mais réaliste, des problèmes d'accueil et d'infrastructure qui se posent trop souvent dans les universités. »

Submergés sous le nombre, les premiers cycles ne risquent guère d'améliorer leur efficacité. La démonstration est bien connue : à côté des filières de formation sélectives (classes préparatoires, IUT et STS), les DEUG, en principe ouverts à tous les bacheliers, sélectionnent par l'échec. Sans doute les études du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREP) ont montré qu'une partie des étudiants qui abandonnent leurs études les deux premières années universitaires se sont en réalité réorientés vers d'autres formations. Sans doute, depuis cinq ans, les efforts souvent remarquables des universitaires pour « rénover » les premiers cycles, améliorer l'orientation des nouveaux bacheliers, aménager et élargir les cursus, ont permis d'améliorer le rendement des DEUG. Mais un système qui continue, malgré tout, à éliminer, dissuader ou éliminer une bonne moitié des étudiants n'est pas justifiable. Surtout quand l'éducation est placée en tête des priorités nationales et la matière grise présentée comme un gisement stratégique pour l'économie française.

### Des mécanismes absurdes

Enfin les premiers cycles universitaires apparaissent inadaptes à leur public. L'absurdité des mécanismes d'orientation — ou la logique des processus de sélection sociale — pousse les meilleurs bacheliers à trouver refuge dans le cocon prestigieux des classes préparatoires ou dans le secteur protégé des IUT et de STS. Du coup, les premiers cycles universitaires qui ouvrent normalement la voie

aux études longues et à la recherche sont devenus le déversoir des bacheliers qui n'ont pas eu accès au secteur sélectif. Une partie des bacheliers du technique, notamment (bac F industriel et bac G économique) échouent ainsi sur les bancs de l'Université, faute de trouver place dans les formations techniques courtes (IUT ou STS) qui leur conviendraient beaucoup mieux. Philippe Lucas, recteur à Bordeaux, soulignait par exemple il y a quelques jours, lors du colloque régional sur les premiers cycles, que dans son académie les différentes sections d'IUT accueillent actuellement entre 1 % et 37 % de bacheliers techniques. On mesure à quel point le système marche à l'envers.

Mais le problème spécifique des bacheliers du technique, dépassés dans des filières universitaires auxquelles ils ne sont pas préparés, ne saurait occulter une inadaptation plus profonde et plus grave des premiers cycles. Dans les DEUG scientifiques d'universités comme Strasbourg et Toulouse, les bacheliers du technique ne constituent guère que 5 % à 15 % des effectifs de première année de DEUG. Difficile, dans ces conditions, de leur faire porter le chapeau de taux d'échec beaucoup plus élevés. Les bacheliers des séries scientifiques générales (C, E et surtout D) ne sont pas davantage à l'abri de l'échec ou de l'abandon et l'augmentation de leurs effectifs depuis trois ans met brutalement en lumière le décalage entre le niveau et les attentes des nouveaux étudiants et les exigences des formations universitaires.

### Un double risque

En filigrane apparaît enfin l'ambiguïté fondamentale du DEUG, partagé entre deux finalités. Dès sa création en 1973, ce diplôme est défini à la fois comme la première étape d'une formation longue conduisant à la licence et à la maîtrise, mais aussi comme un cycle d'enseignement court pouvant mener à la vie active. Cette polyvalence est maintenant, dans son principe, par la loi Savary de 1984 qui régit l'enseignement supérieur.

Tout le problème est de savoir aujourd'hui si le même diplôme et le même cursus peuvent permettre d'atteindre ces deux objectifs. La pression des effectifs, l'arrivée aux portes de l'enseignement supérieur d'une part croissante de chaque génération (près de 40 % en 1989), la volonté des jeunes et des familles d'acquiescer des diplômes rapidement méritables sur le marché du travail : tout pousse à diversifier les premiers cycles universitaires. Et la plupart des solu-

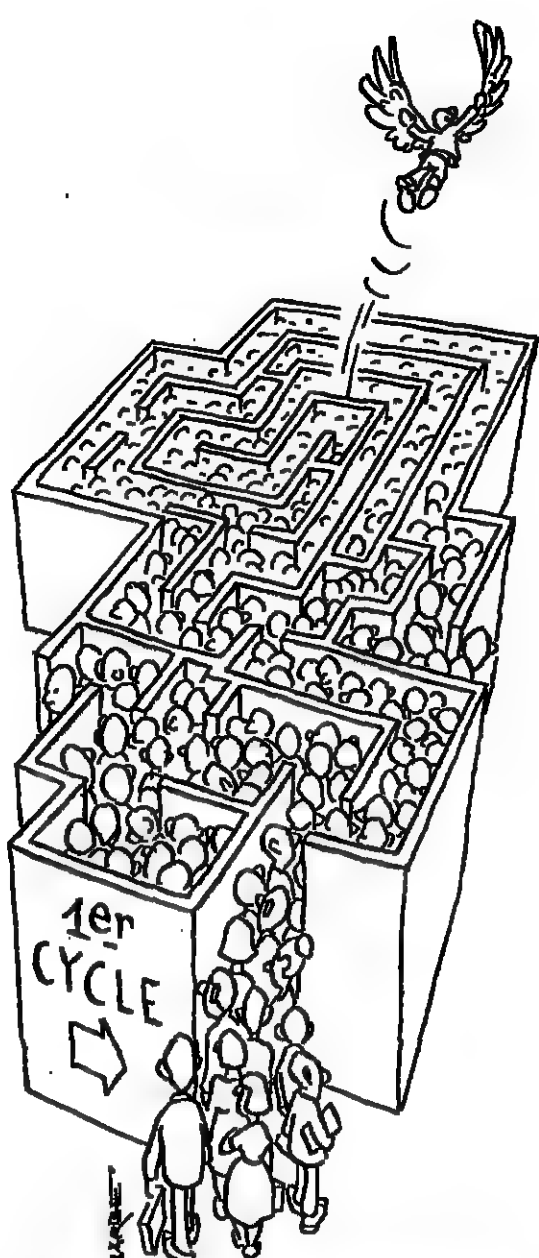
tions proposées depuis quelques années vont dans ce sens (voir ci-contre). Mais le risque est double. L'Université a-t-elle la volonté et les moyens de s'engager massivement dans des formations courtes et professionnelles, qui ne s'inscrivent ni dans sa tradition ni dans sa philosophie ? Toute réforme brutale des premiers cycles ne risque-t-elle pas de braquer la communauté universitaire et étudiante contre un ministre coupable de vouloir — terrible anathème... — promouvoir une université à deux vitesses.

On comprend donc l'extrême prudence de Lionel Jospin sur ce sujet. Dans une note adressée récemment aux recteurs pour « cadrer » les colloques qui ont lieu actuellement, le ministre se garde bien de brusquer les évolutions : « L'objectif n'est pas de mettre en œuvre une nouvelle réforme, mais d'introduire des aménagements progressifs (...), de faire émerger une réglementation plus souple, plus transparente, plus efficace et des processus d'orientation permettant de développer les parcours de la réussite pour le plus grand nombre... » Cette « évaluation réglementaire » devrait faire l'objet d'une synthèse à l'occasion

des Assises nationales « Universités 2000 » prévues pour le mois de juin, avant d'être appliquée, de façon très progressive, dans les contrats Etat-universités en cours de négociation.

De quelle façon, et avec quels moyens, améliorer le système des premiers cycles ? Là encore, le ministre donne le sentiment de marcher sur des œufs. Plutôt que de proposer des solutions, il multiplie les interrogations et les éléments de « problématique ». Une phrase donne toute la mesure de la perplexité ministérielle : « Il s'agit d'introduire ou de développer les éléments de diversification des premiers cycles, sans confiner l'étudiant dans une spécialisation trop précoce. Un point d'équilibre doit être recherché. » On ne saurait être plus évasif... ou plus attentif à la concertation engagée avec la communauté universitaire. Il y a en effet un reproche que l'on ne pourra certainement pas faire au ministre de l'Éducation sur ce dossier : celui d'une dirigisme intempestif.

GERARD COURTOIS



## La panoplie des remèdes

Pour tenter de surmonter les difficultés des premiers cycles universitaires, ce ne sont pas les idées qui manquent. Depuis plusieurs années, bien des médecins ont proposé des remèdes variés, allant de l'homéopathie subtile au traitement de choc. Il semble que l'on a désormais fait le tour de toutes les solutions possibles à la crise. Reste à choisir la plus pertinente.

• **La rénovation Savary.** — La loi de 1984 sur l'enseignement supérieur a peine votée, M. Alain Savary, alors ministre de l'Éducation, engage la réflexion sur la « rénovation » des premiers cycles universitaires. L'objectif, déjà, est d'éviter les échecs et les abandons. La méthode, très neuve à l'époque, consiste à susciter les initiatives des universités, puis à négocier avec elles un « contrat » comportant en particulier des moyens pédagogiques supplémentaires.

Le maître mot de la réforme est l'orientation. C'est grâce à elle que le ministre espère faciliter la transition entre le secondaire et le supérieur. S'y ajoutent des enseignements de rattrapage ou de mise à niveau, des parcours mieux aménagés et une diversification des contenus. Enfin, est créé le DEUST (diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques), destiné à donner, en deux ans, des formations professionnelles spécialisées.

Lancée à la rentrée 1984, cette politique de rénovation s'est poursuivie bon en mal, bien relayée par l'association Promosciences, qui regroupe les universitaires scientifiques les plus engagés dans cette démarche. Chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître son efficacité relative (augmentation de la motivation des étudiants et des taux de succès). Mais, comme le note le dernier rapport du Comité national d'évaluation, « ces changements semblent avoir atteint leur maximum d'efficacité avec un nombre de recrus ne dépassant guère la moitié des effectifs, ce qui reste inacceptable ». Quant aux DEUST, on en

compte 77 à la rentrée 1989, mais ils restent marginaux, avec à peine quatre mille étudiants.

• **La sélection Devaquet.** — Le projet de réforme préparé en 1986 par M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, prévoyait (article 31) que « les établissements publics d'enseignement supérieur déterminent chaque année les conditions d'accès aux différentes formations en tenant compte des caractéristiques de celles-ci, des aptitudes requises des étudiants et des capacités d'accueil de l'établissement ». Ce tamisage à l'entrée à l'université fut l'un des principaux détonateurs du mouvement étudiant de l'automne 1986. Depuis, la sélection est un mot tabou.

• **Les collèges Valade.** — Reprenant le dossier sur la base des propositions de la commission Derrida (l'université, M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, préconise, début 1988, la création de « collèges universitaires » permettant de regrouper, dans une institution unique et largement autonome, toutes les formations de premier cycle universitaire (DEUG, DEUST, autres diplômes courts, voire IUT). Largement inspiré du système américain, ce projet est resté lettre morte. À moins que les antennes universitaires, officiellement créées à la rentrée 1987 par M. Valade et qui se sont multipliées depuis, n'aboutissent peu à peu au même résultat.

• **Le dualisme Schwartz.** — Dans sa préface au rapport 1987 du Comité national d'évaluation qu'il préside alors, M. Laurent Schwartz propose de distinguer clairement des premiers cycles de formation courte et générale (bac + 2 ou bac + 3), non sélectif et débouchant sur la vie active et, d'autre part, des « premiers cycles préparatoires aux études longues » qui recruteraient leurs étudiants sur dossier et entrent individuellement. Cette idée a été reprise et affinée dans le rapport 1989 du Comité d'évaluation.

• **La diversification Lucas.** — A l'occasion d'un colloque au Collège de France organisé en décembre 1987, le groupe de recherche sur l'enseignement supérieur animé par M. Philippe

Lucas (actuel recteur de Bordeaux) propose une diversification et en particulier la multiplication de filières professionnelles courtes (soit des DEUST, soit des cursus nouveaux en trois ans), afin d'accueillir en priorité les bacheliers techniques. Il suggère, d'autre part, de mener cette réforme de façon décentralisée (sur la base de cartes régionales des formations) et contractuelle entre l'Etat et les universités. Deux idées qui ont fait leur chemin.

• **La désélection Coudanne.** — Chargé par M. Jospin de reprendre la réflexion, M. Hubert Coudanne, ancien président de l'université d'Orsay, remet en juillet 1989 un bref « rapport d'étape » au ministre de l'Éducation. Il développe trois idées-forces. Tout d'abord, il estime que les premiers cycles sont des filières de formation trop étroites et propose de les regrouper autour de trois grandes orientations : lettres-sciences humaines, droit-économie, science et technique à vocation plus propédeutique.

D'autre part, il envisage d'organiser le DEUG en modules capitalisables peu nombreux et laissant une large place à l'autonomie des universités, afin de s'adapter à la diversité croissante de niveaux et d'origines des bacheliers. Enfin, il préconise l'introduction dans le DEUG d'un ou plusieurs modules de préprofessionnalisation, destinés au moins à sensibiliser les étudiants au problème des débouchés, et au mieux à les préparer à la vie active.

• **La filière Chapuis.** — Le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, M. Robert Chapuis, milite pour la création de DEUG technologiques dans les universités. Plutôt que de multiplier les procédures de remise à niveau et de rattrapage, mieux vaudrait, estime-t-il, renforcer des formations courtes professionnalisantes et créer, dès le premier cycle, une véritable filière technologique. Mais l'objectif annoncé par M. Chapuis, il y a quelques mois, de lancer rapidement des DEUG de ce type dans la moitié des universités ne paraît pas vraiment à l'ordre du jour.

G. C.



## EUROPEAN MANAGEMENT PROGRAM MBA EUROPEEN - INTERNATIONAL EN 1 AN

ESPAGNE	FRANCE	GRANDE BRETAGNE
5 mois Universidad Comercial de DEUSTO - BILBAO	4 mois Groupe ESC NANTES	4 mois Strathclyde Graduate Business School - GLASGOW

### RECRUTEMENT EUROPEEN - CANDIDATS FRANÇAIS

- Titulaires de Maîtrises Universitaires.
- Diplômés d'Écoles d'Ingénieurs.
- Cadres d'Entreprises.

GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES  
8, route de la Jonelière - Boîte Postale 72 - 44003 NANTES Cedex 01  
Tél. 40.37.34.34



## CAMPUS

## Comment financer les constructions universitaires

Le marché d'entreprise de travaux publics permettrait d'assurer, rapidement et à moindre coût, la construction, la rénovation et l'entretien des bâtiments universitaires.

par Jean-Pierre Fourcade

Le monde universitaire est au bord de l'explosion. Au-delà de la nécessité d'une réforme d'ensemble du système français de sélection et de formation, l'urgence commande de s'attaquer en priorité à la rénovation et à l'extension des locaux universitaires qui relèvent, pour l'heure, de la compétence exclusive de l'Etat.

Le constat, il faut bien l'admettre, est saisissant : des locaux universitaires délabrés et surpeuplés, des étudiants et des enseignants démotivés, des personnels techniques exaspérés.

En dépit des efforts financiers consentis par l'Etat au cours des dernières années, la situation continue de se dégrader. Les effectifs d'étudiants sont passés de 650 000 en 1970 à près de 1 100 000 en 1990, soit un accroissement de 70 % en vingt ans. Le cap des 2 millions devrait même être franchi d'ici à l'an 2000.

L'objectif, fixé en 1983, de conduire 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat accroit encore davantage la complexité du dossier. Aujourd'hui, de 10 000 à 20 000 étudiants supplémentaires se présentent chaque année aux portes de l'Université et ce flux ne peut aller qu'en s'amplifiant.

La situation est encore plus critique en région Ile-de-France. En effet, sur les 74 universités françaises, 13 sont implantées dans la région capitale et accueillent près de 300 000 étudiants, dont les deux tiers se concentrent sur Paris. La vétusté des locaux y est en outre, plus marquée qu'ailleurs. La reconstruction de cet ensemble impliquerait de rénover les 13 universités existantes et de créer de 6 à 10 unités supplémentaires, afin

de redéployer les effectifs vers la périphérie.

Face à ce drame, qui compromet la formation des jeunes, les moyens financiers mis en œuvre par le gouvernement ne sont pas à la hauteur des enjeux. Ainsi, au cours des années 1983 à 1988, les équipements immobiliers ne se sont accrues que de 3,1 %, alors que le nombre des étudiants progressait de plus de 11 %.

Aujourd'hui, 10 % seulement du budget de l'éducation nationale sont consacrés à l'enseignement supérieur, soit 28 milliards de francs pour 1990. De l'aveu même du ministre de l'éducation nationale, un quasi-doublement de ces crédits serait nécessaire pour faire face aux besoins.

Le plan d'urgence annoncé par le gouvernement en janvier dernier tente de colmater les brèches, mais ne peut empêcher le navire de s'enfoncer. Il est donc impératif de recourir à de nouvelles techniques de financement. S'attacher à la rénovation des universités françaises suppose de changer d'échelle. Je suis, à cet égard, frappé par l'incapacité du gouvernement à imaginer de nouveaux outils financiers.

A condition de dépasser les archaïsmes mentaux, de cesser de raisonner comme si les outils techniques et financiers n'avaient pas évolué depuis la période glorieuse de la reconstruction, il est possible de résoudre la crise universitaire et de répondre aux légitimes aspirations des étudiants.

Nous avons le privilège, en France, de disposer d'entreprises puissantes et performantes dans le secteur des travaux publics. Qu'attendons-nous pour faire appel à leur savoir-faire et pour les mettre en compétition ? Le cadre juridique de ces opérations existe : il

s'agit du marché d'entreprise de travaux publics.

Selon cette procédure dont les contours ont été définis par le Conseil d'Etat, le maître de l'ouvrage confie à des concessionnaires sélectionnés sur la base d'un cahier des charges très précis le financement et l'exécution des travaux de réhabilitation et de construction en contrepartie d'une convention de maintenance des locaux pendant quinze ans.

Le coût budgétaire annuel pour la collectivité maîtresse d'ouvrage s'en trouve considérablement allégé, le gestionnaire délégué se chargeant du financement global de l'opération contre le versement par la collectivité d'une redevance annuelle calculée sur la durée de la convention de maintenance.

#### Plus d'un million de mètres carrés

L'intérêt de cette formule est de permettre d'engager, sans tarder, la rénovation et la construction simultanées de plusieurs unités d'enseignement, là où la pénurie des moyens budgétaires de l'Etat ne permettrait de réaliser que quelques opérations ponctuelles chaque année.

Les experts du ministère de l'éducation nationale estiment les besoins supplémentaires en matière de rénovation-construction-entretien des locaux universitaires à plus d'un million de mètres carrés dans les cinq prochaines années.

Le coût budgétaire total de ce programme est estimé à 24 milliards de francs d'ici à 1993, soit, en moyenne, un montant d'investissements de 4,8 milliards de francs par an.

Grâce à la technique du marché

d'entreprise de travaux publics et en prenant comme hypothèse une charge de financement au taux de 11 % l'an pour l'opérateur privé, l'ensemble du programme quinquennal pourrait être engagé, dès la première année, avec un coût budgétaire moyen annuel d'environ 1 à 1,5 milliard de francs, représentant le montant de la redevance versée aux entreprises délégataires des travaux. Mieux, le délai de réalisation pourrait même être accéléré et réduit à trois ans au lieu de cinq, pour un coût budgétaire annuel de 3 à 3,5 milliards de francs environ.

Ainsi non seulement le patrimoine universitaire national serait remis à niveau dans des délais très brefs, ce qui permettrait aux étudiants et aux enseignants de retrouver rapidement des conditions normales de travail, mais, grâce au contrat de maintenance de longue durée, les nouveaux locaux universitaires seraient préservés de tout risque de dégradation pour l'avenir. Le craint, toutefois, que ces propositions, certes judicieuses mais qui ont fait la preuve de leur efficacité sur le terrain, n'effrayent les responsables de nos finances publiques.

Les collectivités locales, en particulier les régions et les départements, forts de leur expérience en matière de lycées et de collèges, seraient en mesure de relever ce défi, à condition que la loi les y autorise et leur donne les moyens juridiques d'en assurer la charge.

Jean-Pierre Fourcade est sénateur, des Hauts-de-Seine et maître de Saint-Cloud. Il a été ministre de l'économie et des finances (1974-1976) puis de l'équipement (1976-1977). Il est en outre vice-président du conseil de la région Ile-de-France, chargé du budget.

## INTERCOURS

## Miss France, étudiante à Bordeaux

L'époque où les reines de beauté ne savaient pas accorder les participations s'éloigne à grands pas. Loin de se consacrer exclusivement au bout de son nez, la dernière élue du Comité Miss France est studieuse, raisonnable et plutôt lucide. Etudiante en éducation physique à l'université Bordeaux-II, Aline Rodolfo possède, à vingt ans, de bonnes manières physiques (88-62-90) et intellectuelles puisqu'elle a franchi le barrage d'un concours d'entrée sélectif pour accéder à l'université. Son cas n'est pas isolé si l'on considère que près de la moitié des soixante-quatre postulantes au titre 1990 étaient étudiantes ou lycéennes. Preuve sans doute que la théorie et le plastique ne font pas forcément mauvais ménage.

Poussée vers le sceptre par son goût pour le mode, Aline a déféré devant le jury en tenue de soirée, en marquant de fourrure puis en maillot de bain. Cette ancienne élève de terminale D d'un lycée de Bayonne où elle se « débrouillait assez bien dans les matières scientifiques » ne montre aucun mépris pour ce genre de démonstration. Femme-objet ? Ce mot signifie rien pour la jeune fille qui explique : « J'aime bien tout retenir. Le fait d'avoir été sélectionnée pour mon physique est un compliment. » Outre cette satisfaction, Aline pense profiter de son « règne » pour voyager et « rencontrer des gens intéressants ».

Les perturbations que ce programme amènera dans ses études ne lui paraissent pas insurmontables. Avec l'aide des responsables de sa formation, elle a pris ses dispositions pour

rattraper les cours qui lui permettront, après quatre ans, de décrocher son diplôme. Car Aline ne fait pas partie, bien sûr, de ces stériles écarvillées qui se laissent envahir par la gloire.

Loin de délaisser ses études, elle compte au contraire les poursuivre assidûment pour pouvoir un jour ouvrir la salle de gymnastique de ses rêves. En attendant, elle alterne les galas avec les cours en amphithéâtre sans rencontrer d'opposition dans les couloirs de l'université.

« Le président de Bordeaux-II et les responsables de ma formation m'ont même convoquée pour me féliciter, souligne-t-elle. Quant à mes relations avec mes camarades, elles sont inchangées, contrairement à ce que je craignais. » Les organisateurs du Comité Miss France pour leur part ne cachent pas leur satisfaction.

S'ils refusent d'entretenir les défilés de questions « culturelles » comme cela se pratiquait autrefois, pour ne pas opérer de discrimination arbitraire entre les candidates, l'élection d'une reine savante est cependant chose appréciable. « Nous préférons qu'elles aient un bagage culturel pour pouvoir se débrouiller lorsqu'elles sont interviewées », souligne M. Antoine de Villejoie, secrétaire général du Comité. L'univers des « Miss » donne la main à l'université pour que la beauté ne reste pas muette.

RAPHAËLE RÉROLLE

## Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement la CDTE, association responsable de ce service, lancée en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en écrivant sur minitel 3613 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

## GESTION

Lieu : Livry-Gargan. Date : juin à septembre. Durée : 3 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 1 à 3. Mission : suivi comptable de chantiers. Compétences : comptabilité, paie, etc. 11 602.

Lieu : Neuilly-sur-Marne. Date : 1<sup>er</sup> avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind : à convenir. Mission : stage sur test produits fonctionnements des logiciels (gestion des entreprises). 11 617.

## PERSONNEL

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 3 à 4 mois. Ind : 3 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : gestion du personnel + formation. 13 563.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind : SMIC. Profil :

Lieu : Evry. Date : 1<sup>er</sup> avril. Durée : 3 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : gestion de comptabilité et d'analyse financière. 11 603.

Lieu : Neuilly et Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : assistant chef de produit lancement d'un logiciel de gestion des forces de ventes. 11 593.

## COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 2 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 3. Mission : Comptable. 12 587.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind : 4 000 F. Profil : bac + 2. Mission : test et documentation sur logiciel de gestion intégrée comptabilité financière. 12 583.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : SMIC. Profil : bac + 1. Mission : marketing, vente et produit de prestige. 14 708.

Lieu : Saint-Maur. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : marketing matériel de grand public pour la protection contre le vol. 14 693.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind : SMIC. Profil :

bac + 2. Mission : établir le livret d'association. 13 567.

Lieu : Noisiel. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind : 4 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : aide à la mise en place d'une nouvelle procédure de traitement des dossiers, rédaction de nouveaux documents. 13 539.

## MARKETING

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 2 mois ou +. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : contact téléphonique pour prise rendez-vous avec collectivités publiques et entreprises privées et exposé dossier. 14 711.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 1 à 4 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : étudier, développer, créer, mettre en œuvre les outils marketing. 14 695.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : SMIC. Profil : bac + 1. Mission : marketing, vente et produit de prestige. 14 708.

Lieu : Saint-Maur. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : marketing matériel de grand public pour la protection contre le vol. 14 693.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind : SMIC. Profil :

Lieu : Neuilly-sur-Marne. Date : avril. Durée : 2 à 3 mois. Ind : à convenir. Profil : bac. Mission : prospection commerciale dans le domaine micro-informatique. 15 644.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : fixe 25 F de l'heure + commission. Profil : bac + 3. Mission : prise de rendez-vous par téléphone. Suivi des budgets stands entreprises. 15 644.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente terrain, action marketing. 15 642.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind : 6 500 F. Profil : bac + 3. Mission : centraliser les actions 1989, faire des propositions pour 1990 sur 14 filiales à l'étranger. 15 640.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : vente de produits pré-informatiques professionnels aux distributeurs. SSIL 17 727.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : installation configuration micro-ordinateurs dans le domaine de la CAO et DAO. Adaptation/évolution systèmes installation. 17 726.

convenir. Profil : bac + 4. Mission : technique vidéo et vocale. 17 723.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : revue de presse et produits documentaires communication et marketing. 18 683.

Lieu : Paris-La Défense. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2 à 4. Mission : accueil et animation de visiteurs permanente de la recherche en informatique. Communication interne d'un grand organisme. 18 674.

Lieu : Orgeval. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 3. Mission : communication, publicité. 18 690.

Lieu : Paris. Date : avril. Ind : à convenir. Profil : bac. Mission : assister un directeur artistique dans la création et mise en œuvre de packaging. 19 614.

Lieu : Saint-Denis. Date : juillet. Durée : 1 à 2 mois. Ind : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : action de création de catalogue. 19 613.

Lieu : Evry. Date : avril. Durée : 3 à 4 mois. Ind : à convenir. Profil : bac + 2. Mission : action de publicité et de commercialisation communautaire. 19 612.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : 6 000 F. Profil : bac + 4. Mission : mise au point d'algorithmes à découpage de puissance. 20 636.

Lieu : Plaisir. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : conception de circuits imprimés, plans et réalisation de ces circuits. 20 635.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind : 2 000 F. Profil : bac + 3. Mission : rédaction d'articles pour publication spécialisée en télécommunication. 20 631.

Et de nombreux autres stages sur minitel 36 15 JOBSTAGE ou au 47-35-43-43.

CDTE, 110, rue A.-Briand, 92120 MONTROUGE

Le Monde

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

## Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro

Le cro







## CAMPUS

## Pâques philosophiques...

Les examens approchent. Les vacances sont l'occasion de réviser la philo. Quelques ouvrages récents sont utiles. D'autres moins.

QUAND Pâques s'annonce, ceux qui vont bachoter se préparent. Dans les lycées, certains s'avisent qu'il existe un programme de philosophie, d'autres découvrent que la dissertation ou le commentaire obéissent à des règles. Ceux qui en sont avertis depuis longtemps n'en fournissent pas moins leur arsenal de citations et de fiches de lecture. A l'université, dans un contexte différent, le printemps est également studieux, malgré les arbres en fleurs. Quelques titres, entre bien d'autres, parmi les publications de ces derniers mois, peuvent soutenir ces efforts juvéniles. Rien par ailleurs n'en déconseille l'usage aux autres générations, selon des postures adaptées aux cas individuels.

C'est une évidence que la philosophie travaille dans, avec et sur la langue. Son mode de réflexion revient à une attention critique portée aux mots, à leurs sens, à leurs pièges et leur portée. Ce constat, élémentaire à l'écrit, est plus complexe à l'oral. Le guide simple, très clair, et original : *Les Mots de la philosophie*, d'Alain Lurquier. En 350 pages au format de poche, il passe en revue les perles et expressions héritées de l'histoire (de la « sophiste » à la « ruse d'Océan » ou « table rase »), les termes techniques d'origine grecque puis latine, les mots importés (de « Dasein » ou « Weltanschauung »), les mots usuels issus de la tradition philosophique (comme « intrinsèque » ou « phénoménale »), et enfin les termes de la langue courante sur lesquels se greffent les plus lourdes questions métaphysiques (« objet », « temps », « vérité », etc.). Le tout est gentiment désinvolte, et plus astucieux qu'il n'y paraît. Voilà un instrument fort utile pour une toute première initiation, dont chacun sait combien elle est déterminante (Belin, coll. « La France retrouvée », 352 p., 68 F.). Reste à lire des œuvres, à tout le moins des fragments. Les anthologies sont innombrables. L'une des dernières en date a pour originalité d'être... délibérément conventionnelle. Comme le titre l'indique, les *Pages les plus célèbres de la philosophie* occidentale, rassemblées par Denis Huisman et précédées d'une préface de Jean Guéron (Perrin, 646 p., 168 F.), n'ont pas la moindre prétention à la plus minime originalité. Un conformisme si total et si clairement revendiqué finit par avoir quelque chose de singulier, sans d'ailleurs, la caverne de Platon, le morceau de cire de Descartes ou « la propriété, c'est le vol » de Proudhon se succèdent donc en une histoire (?) de la pensée réduite à une sorte de pot-pourri de tous les clichés. Il n'y a rien de plus à dire. Signalons seulement que les références de chaque texte n'indiquent même pas la pagination des éditions utilisées. Ce qui suppose clairement qu'aucun lecteur n'est censé être incité à se reporter aux œuvres mêmes. Comment lire ? Quelle méthode mettre en œuvre pour saisir la spécificité des textes philosophiques ? Ces questions demeurent trop souvent dans l'ombre. L'enseignement met en œuvre toutes sortes de repères et de règles, mais prend très rarement la peine de les expliquer et d'apprendre à les manier. Le projet de François Cosutta est donc excellent, puisqu'il vise à expliquer et à transmettre aux étudiants des *Éléments pour la lecture des textes philosophiques* (Bordas, 244 p., 130 F.). Hélas, ce prétendu guide est si complexe, et rédigé dans un jargon si obscur, qu'il est infiniment plus désorientant et difficile à saisir que n'importe quel texte d'un grand philosophe. On ne voit donc pas quel service il pourrait rendre, à moins que l'auteur n'explique un jour comment lire... sa méthode de lecture.

## La révolution kantienne

Il est vrai qu'éduquer est une tâche ardue. La dimension philosophique et politique de cette action multiforme, mais vitale pour une démocratie, fait l'objet d'un bon dossier de la collection « Philosophie au présent » : *Eduquer le citoyen* de Patrick Canivez (Hatier, 228 p., 64 F.). Cent cinquante pages de tour d'horizon, et une trentaine de textes significatifs, permettent d'aborder les différentes

faces d'un problème majeur, et souvent mal éclairé, de la philosophie politique contemporaine, de Rousseau à Hannah Arendt, en passant par les *Reflexions sur l'éducation* de Kant. Nul ne contestera le caractère absolument décisif des bouleversements de perspectives introduits par Kant dans la pensée philosophique. Mais il n'est pas facile, surtout pour les débutants, d'en saisir aussitôt tous les fils, ni d'en apercevoir le cheminement, la cohérence et la portée. Dernier en date d'une liste fort longue, le *Kant, une révolution philosophique* de Michèle Crampe-Casabaret est un modèle du genre. En moins de deux cents pages vives et denses, l'auteur accomplit un véritable exploit : situer Kant en son temps, éclairer les tâtonnements de la période pré-critique, expliquer la méthode transcendantale et la cartographie de la raison pure, articuler les registres de la philosophie kantienne, de l'esthétique, de la religion et de l'histoire. Ajoutez encore un intelligent choix de textes, un judicieux lexique et une vraie bibliographie, et vous aurez compris que ce petit volume est à sa façon un maître livre, dont il ne faudrait pas que l'usage fût un privilège d'étudiants (Bordas, coll. « Philosophie présente », 192 p., 35 F.).

La bibliographie de Michèle Crampe-Casabaret mentionne, ce qui est rare, la traduction, publiée en 1977 dans *l'Évolution philosophique*, d'un curieux texte de Kant, généralement négligé, *l'Essai sur les maladies de la tête* (1764). Monique David-Ménard vient d'en donner une nouvelle traduction, accompagnée d'une intéressante mise en perspective, publiée dans le même volume que sa traduction des célèbres *Observations sur le sentiment du beau et du sublime* (GF-Flammarion, 184 p., 26 F.).

Et aujourd'hui ? Si les études ne manquent pas dans le domaine de l'histoire de la philosophie, les mises au point sur les années 80 ne sont pas légion. Pour avoir un aperçu des débats qui s'y déroulent, on peut consulter deux ouvrages de Christian Ruby : *Le Champ de bataille, post-moderne/néo-moderne* (L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 238 p., 120 F.) et *Les Archipels de la différence*, *Foucault, Derrida, Deleuze, Lyotard* (Éd. du Félin, coll. « Philosophie », 160 p., 95 F.). Précisons que leur visée n'est pas de donner une vue d'ensemble équilibrée de la pensée française actuelle. Ce sont des essais, pour une part polémiques, et à ce titre partiels et partiaux. Les clivages et les lignes de force esquissés par Christian Ruby sont très discutables et souvent simplificateurs. Ceci dit, cette schématisation n'est pas dépourvue d'avantages, et on peut y trouver, avec quelques précautions, certaines indications utiles pour tenter de s'orienter dans l'esprit du temps.

ROGER-POL DROT

## LIVRES

## Mathématiques

## Le calcul infinitésimal, hier et aujourd'hui

ENTRE le dix-septième et le dix-huitième siècle, eut lieu un des tournants les plus importants des mathématiques : les travaux parallèles de Newton et Leibniz donnèrent naissance à un nouveau domaine, qui allait jouer un rôle considérable dans toutes les sciences : le calcul infinitésimal, qui permet de manipuler avec rigueur des quantités infinitesimales (ou infinitésimales), d'effectuer des passages à la limite, de dériver et d'intégrer des fonctions... Aujourd'hui on parle plutôt de calcul différentiel et intégral, ou d'analyse mathématique.

La rigueur nécessaire à ces calculs, tout au moins en mathématiques – les physiciens, eux, utilisent couramment des approximations, où ils négligent les quantités « très petites » sans trop se soucier des justifications – fut établie au siècle dernier par Cauchy et Weierstrass. Elle repose sur la formalisation de la notion de passage à la limite, suivant en cela le point de vue de Newton. Dans ce cadre, adopté aujourd'hui par tous les mathéma-

tiens, les nombres infimes n'existent pas.

Cependant, vers 1960, le mathématicien anglo-saxon Abraham Robinson, reprenant un point de vue plus proche de celui de Leibniz, a développé, par des méthodes de logique mathématique, un nouveau formalisme où sont réintroduits des nombres « infimes petits ». Ces nouveaux nombres « non-standard » conduisent à une nouvelle théorie, l'analyse non-standard.

Les mathématiciens sont partagés sur son rôle. Certains, comme les membres de l'école qui s'est créée à Strasbourg autour de G. Reeb, lui voient tenir une place grandissante, en particulier dans l'étude de certaines équations différentielles et en relation avec les applications. Des ouvrages récents permettent de se familiariser – au niveau du premier cycle universitaire ou de la licence – avec l'analyse non-standard. Les simplifications qu'elle apporte dans l'enseignement de l'analyse ne paraissent pas sans danger pédagogique.

Pour saisir le calcul infinitésimal

à sa naissance, on recommande la lecture des articles de Leibniz, récemment réédités. Le lecteur aura plaisir à partager l'enthousiasme avec lequel Leibniz utilise le tout nouveau calcul dans de multiples problèmes : maxima et minima, enveloppes et caustiques, brachystochrone...

Pour apprécier l'ampleur des débats soulevés en France par l'analyse non-standard, on lira le récit de l'expérience vécue par un débutant en mathématiques, C. Lobry, que sa passion pour l'analyse non-standard a conduit à des frictions avec l'établissement mathématique. Une plongée amusante dans le milieu des mathématiciens.

JEAN-MICHEL KANTOR

\* F. DIENER, G. REEB, *Analyse non-standard*, Hermann ; enseignement des sciences (science et mathématiques).

\* A. DELEDICQ, *Leçon de calcul infinitésimal*, A. Colin (premier cycle, DEUG).

\* G.W. LEIBNIZ, *La Navarraise du calcul différentiel*, Vingt-six articles des Acta Eruditorum, Vrin, Collection Mathéma.

\* C. LOBRY, *Et pourtant... ils ne renouent pas*, N. Laffont, éditeur à Lyon.

## Les enquêtes d'opinion et la recherche en sciences sociales

Textes réunis et présentés par Alain Girard et Edmond Malinvaud

Actes d'une journée d'étude de la société des Amis du Centre d'études sociologiques (Sorbonne, février 1989), dirigés par Jean Storz. Des chercheurs français – sociologues, économistes, démographes – contribuent à une évaluation critique des enquêtes d'opinion en tant qu'outil d'observation et de mesure utilisé par les sciences humaines et sociales.

\* L'Harmattan, collection « Logiques sociales », 152 p., 35 F.

## L'éducation, approches philosophiques

Sous la direction de Pierre Khan, André Ouzoulias et Patrick Thierry

Une dizaine de professeurs de philosophie, tous engagés dans la formation des enseignants de l'école élémentaire et secondaire, analysent la manière dont l'éducation fut abordée par des penseurs (ou dans des textes) jugés essentiels dans la tradition philosophique : Platon, Aristote, Montaigne, Rousseau, Kant, Hegel, Hannah Arendt ou le « roman de formation » allemand.

\* PUF, collection « Pédagogie d'aujourd'hui », 429 p., 198 F.

## Glossaire des droits de l'Homme

français-russe/russe-français par Geneviève Sarlot Reversat et Jean-Bernard Marie

Un glossaire bilingue qui présente, par ordre alphabétique, des concepts et des mots relatifs aux droits de l'Homme, tels qu'ils sont inscrits dans les principaux instruments juridiques internationaux et dans la Constitution soviétique. Un outil de référence et de classification, dans lequel chaque mot est accompagné d'un renvoi aux documents d'où il est extrait. S'adresse aux juristes, linguistes, russistes, enseignants, chercheurs ou traducteurs.

\* Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 216 p., 40 F. (120 F. jusqu'au 31 août 1990).

## L'audit de l'établissement scolaire

par Michel Lecointre et Michel Reinguet

Cet ouvrage résulte d'une mise en pratique de l'audit d'établissement scolaire par la Mission académique pour la formation des personnels de l'éducation nationale de l'académie de Bordeaux. Les auteurs y analysent la place de l'audit parmi les dispositifs d'évaluation, décrivent son déroulement et montrent comment il s'insère dans une dynamique institutionnelle. Avec trois dossiers de fiches où sont résumés les

éléments méthodologiques, techniques et bibliographiques de l'audit d'établissement scolaire. À l'usage des responsables de l'éducation nationale, des chefs d'établissement, des enseignants, des parents d'élèves et des délégués des élèves.

\* Les Éditions d'organisation, 193 p., 165 F.

## Il était deux fois Romain Gary

par Pierre Bayard

Ce livre de petit format inaugure une nouvelle collection intitulée « Le texte révisé ». Une manière de dire, explique son directeur (Jean Bellemain-Noël) « qu'un écrit litté-

raire vit une vie nocturne » et « qu'un lecteur attentif peut amener un tel écrit à raconter dans une autre langue ce qui se passe sur la scène obscure qu'on dit être celle de l'inconscient ». Il était deux fois Romain Gary est ainsi une lecture de la Promesse de l'aube, et de quelques autres récits plus ou moins autobiographiques de l'écrivain, faisant apparaître des thèmes tels que : la fonction historique de la mémoire, le « roman maternel » ou le refus de la séparation. Deux autres titres disponibles : *Le quatrième contre Gustave Flaubert*, par Jean Bellemain-Noël et *La princesse de Clèves : la Mère et le courtisan*, par Jean-Michel Delacombe.

\* PUF, collection « Le texte révisé », 127 p., 48 F.

Imaginez un monde où toutes les offres d'emplois correspondent à votre vraie valeur.

**36 15**

**IM**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**

AVRIL 1990

**L'HISTOIRE DU FRANC**

Le Monde dossier et documents retrace l'histoire du franc de la fin de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui. Il analyse les efforts des gouvernements pour faire du franc une monnaie forte et met en perspective le franc dans son contexte européen. Avec de nombreux graphiques et des statistiques récentes.

- Trente ans de franc lourd.
- Une monnaie respectée.
- Le franc, satellite du mark.

**LA MONNAIE ELECTRONIQUE**

Ve-t-on vers la démonétisation ? En quelques années, les cartes de crédit sont devenues un moyen de paiement ordinaire. Elles ont connu un développement soutenu grâce aux multiples initiatives des commerçants. Néanmoins le chèque se porte toujours bien.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Le Monde CAMPUS**

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

*l'actualité sociale, culturelle et pratique*

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

**VOUS ÊTES DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**Les Mastères du Groupe E.S.C. Bordeaux vous préparent à trois professions**

<p><b>MANAGEMENT DES RISQUES</b></p> <p>Pour une maîtrise efficace des risques de l'entreprise</p> <p>L'IMR (Institut du Management des Risques) forme cet homme clé qui a pour mission d'écouter à fond son entreprise, de faire l'inventaire de ses risques, d'évaluer financièrement leurs impacts, de les hiérarchiser, de mettre de vrais outils de prévention et de protection en place et ensuite de décider de ce qui doit être assuré et de ce qui ne peut pas l'être, donc de ce qui reste à la charge de l'entreprise.</p>	<p><b>MANAGEMENT LOGISTIQUE</b></p> <p>Pour intégrer la logistique dans la stratégie d'entreprise</p> <p>L'ISU (Institut Supérieur de Logistique Industrielle) forme ce manager qui évalue les enjeux d'implantation d'une fonction logistique dans l'entreprise puis met en place les moyens nécessaires à son fonctionnement : schéma directeur, plan de communication et de formation, indicateurs de performance...</p>	<p><b>MANAGEMENT PUBLIC</b></p> <p>Pour gérer le service public comme une entreprise</p> <p>L'IMOP (Institut du Management des Organisations Publiques) forme ce nouveau manager qui maîtrise aussi bien la gestion publique que l'organisation des entreprises. Il innove dans la gestion des organismes publics, optimise la qualité du service public. Il conseille les entreprises pour qu'elles adaptent leur offre à la demande des collectivités locales.</p>
---	---	--

Pour tous renseignements s'adresser à :  
**DIRECTION DES MASTÈRES-GROUPE E.S.C. BORDEAUX**  
 Domaine de Raba, 680, cours de la Libération - 33405 TALENCE Cedex  
 Tél. 56 84 44 56

**IC ART**

**UNE B**

**D'EN**

**UNE LLAIS**

**VOI**

**JA**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**

AVRIL 1990

**L'HISTOIRE DU FRANC**

Le Monde dossier et documents retrace l'histoire du franc de la fin de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui. Il analyse les efforts des gouvernements pour faire du franc une monnaie forte et met en perspective le franc dans son contexte européen. Avec de nombreux graphiques et des statistiques récentes.

- Trente ans de franc lourd.
- Une monnaie respectée.
- Le franc, satellite du mark.

**LA MONNAIE ELECTRONIQUE**

Ve-t-on vers la démonétisation ? En quelques années, les cartes de crédit sont devenues un moyen de paiement ordinaire. Elles ont connu un développement soutenu grâce aux multiples initiatives des commerçants. Néanmoins le chèque se porte toujours bien.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صكيا من الامال



# IC APPLE CENTERS: UNE BONNE RAISON D'ENTREPRENDRE UNE LIAISON SANS RENDRE VOTRE FEMME JALOUSE.

Amusez-vous à deviner la réaction de votre épouse lorsque vous lui annoncerez que vous avez une liaison très hard. Dites-lui également que vous avez rencontré quelqu'un de connu au niveau européen, qui a énormément d'expérience, une grande disponibilité et des prix compétitifs. Ensuite cachez le revolver ou précisez vite qu'il s'agit

département **location**  
avec une **disponibi-**  
**lité immédiate** sur  
tout Apple. Apple  
Center IC place  
Vendôme, dédié aux  
grands comptes : un  
département ingé-

**liens** des démonstrations de **liaisons grands systèmes**, des conférences et, ainsi qu'à Beaubourg, des sessions de **formation** au plus haut niveau: Dix ans d'Apple ça compte : disponibilité, prix, conseil et **sourire**, de 10h à 19h, et même à 18h55.

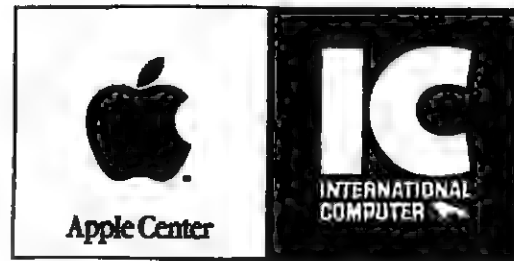
d'expérience, de conseil et de service Apple lui ont permis d'être aujourd'hui le seul à pouvoir vous accueillir dans **deux Apple Centers à Paris** (Beaubourg et Place Vendôme). Mais le rôle d'un grand distributeur informatique ne doit pas se limiter au prix le plus bas. Aussi International.

Computer propose à ses clients un **suivi de maintenance** extrêmement **performant** avec des délais très courts et un coût bien étudié. Vous pouvez choisir vous-même l'urgence d'un dépannage grâce à un carnet de chèques de maintenance. Cela vous évite également d'avoir à financer, parfois pour rien, un contrat d'assistance à l'année. Choisir Apple est un excellent réflexe. Et lorsque l'on s'adresse à l'un des Apple Centers IC, cela devient un acte de gestion-exemplaire. Apple Center IC Beaubourg: un complexe de près de 1000 m<sup>2</sup>, présentant **tout l'univers Macintosh**, 50 mètres linéaires de logiciels et même un

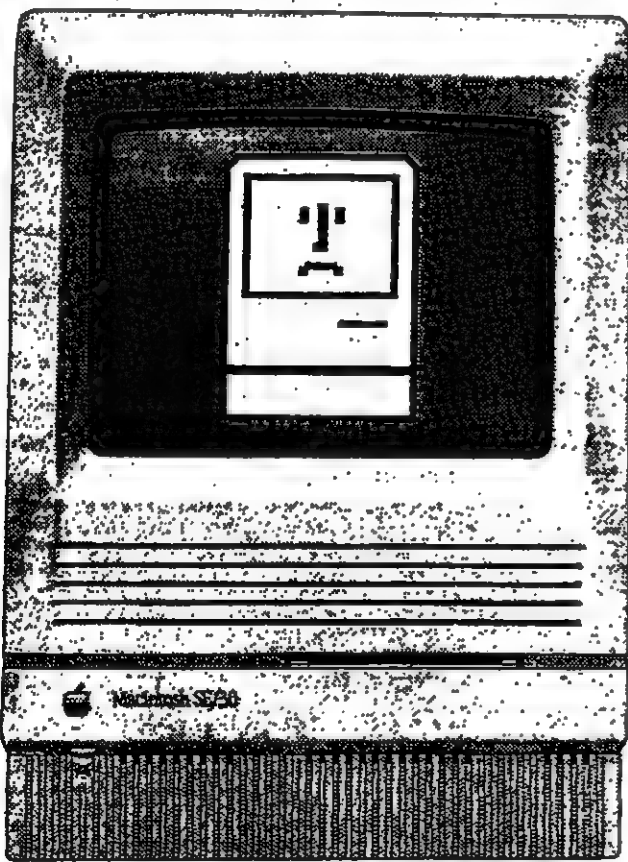


Appellez-  
nous dès aujourd'hui  
ou venez nous voir, même  
de cinq à sept, personne ne vous en  
tiendra rigueur.

**(1) 42 72 26 26**



## 10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE



d'une liaison Ethertalk réussie avec 15 Macintosh choisis chez International Computer. Très **hard**, très **soft**, International Computer est un des **premiers distributeurs Apple en Europe**. Sa puissance d'achat en volume lui permet de vous faire bénéficier naturellement des **meilleures conditions sur tout Apple**. En outre dix années

**APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS**  
**APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS**

**+ IC MARSEILLE SA 64 ET 94 AVENUE DU PRADO 13006 MARSEILLE TEL. 91 37 25 03**



## EUROPE 93

Une conférence à Luxembourg  
sur la protection des données

## La criminalité informatique inquiète les Douze

A l'approche du marché unique de 1993, l'Europe des Douze est soucieuse de définir un cadre juridique harmonisé en matière de criminalité informatique et de protection des données à caractère personnel. La Commission des Communautés européennes (Europe des Douze) et le Conseil de l'Europe (Europe des Vingt-Trois) ont consacré une conférence conjointe à l'étude de ces deux thèmes, les 27 et 28 mars, à Luxembourg.

Virus ou « super-zapping », chantage ou espionnage électronique, les techniques de la criminalité informatique inquiètent les spécialistes européens. Parallèlement, la libre circulation des données informatiques dans l'Europe de 1993, tout comme le gonflement des flux d'informations transfrontalières, incitent les institutions européennes à se saisir du dossier de la protection des données personnelles traitées par ordinateur.

Or, qu'il s'agisse de la criminalité informatique ou de la protection des données, la Commission des Communautés européennes a plusieurs longueurs de retard sur le Conseil de l'Europe. « Le Conseil a beaucoup d'idées, mais peu de pouvoir », a résumé M. Jacques Favet, président de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Et les Communautés européennes ont beaucoup de pouvoir, mais peu d'idées. Il y a donc quelque chose de contradictoire dans ce que les deux institutions ébauchent un travail en commun.

Sur la criminalité informatique, d'abord. Comment contraindre des délinquants en col blanc qui, en quelques millisecondes, font passer d'une frontière à l'autre des sommes considérables ? Comment déjouer l'espionnage, le chantage ou le sabotage informatique ? Si l'Europe ressent le besoin de règles communes et d'une coopération juridique contre une criminalité qui pénètre toutes les activités des pays industrialisés, la conférence de Luxembourg a montré que les difficultés ne manquent pas.

Ainsi, la criminalité liée à l'ordinateur reste mal connue. Son « chiffre noir » paraît considérable : au moins 80 % des méfaits passent inaperçus, selon les spécialistes. Les banques, les compagnies d'assurances et les organismes publics, qui sont les principales victimes, ne portent pas plainte. Inquiètes de perdre la confiance de leurs clients ou de leurs investisseurs, les institutions préfèrent se taire. En France, la criminalité informatique aurait pourtant représenté une perte de 3,9 milliards de francs en 1987, selon l'Assemblée plénière des sociétés d'assurances (APSAIRD).

### « Une sous-culture criminelle »

Définir à l'échelle européenne les infractions qui constituent des crimes informatiques s'annonce délicat. En septembre 1989, le Conseil de l'Europe a certes arrêté une liste minimale (faux en informatique, fraude, sabotage, accès non autorisé, etc.). Mais tout inventaire reste relatif dans un domaine où les technologies progressent à vive allure. La réunion de Luxembourg a montré que les avis sont partagés d'un pays à l'autre, d'un spécialiste à son voisin.

Faut-il, par exemple, mettre en prison les « hackers » ? Ces pirates, dont le passe-temps favori consiste à s'insérer sur les réseaux informatiques, sont considérés par certains comme des informaticiens géniaux. Les policiers d'Interpol sont persuadés, eux, que le piratage est « une sous-culture criminelle ». Des pirates allemands ont tenté de se livrer à l'espionnage en accédant, en 1989, aux réseaux informatiques de l'OTAN et de la NASA ? C'est en tout cas avec prudence que les Communautés européennes s'avancent sur le terrain juridique, tout en étant convaincues que le marché unique de 1993 devra, pour être crédible, ressembler à un havre de sécurité.

Des difficultés comparables se profilent au sujet de la protection des données sur les personnes. La Commission européenne prépare une directive visant à inscrire dans le droit communautaire certains principes de la convention « pour la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel », adoptée le 28 janvier 1981 par le Conseil de l'Europe à ratifier la convention et à adopter une législation appro-

priée. A ce jour, six d'entre-eux — Belgique, Espagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Portugal — ne l'ont pas encore fait, bien qu'ils aient signé la convention.

Rest toutefois à surmonter un conflit de compétence qui oppose deux directions générales de la Commission des Communautés. Et à décider si les cas du secteur public et du secteur privé seront ou non traités dans une même directive.

### « Le marché de l'information »

« Faute d'une directive au 1<sup>er</sup> janvier 1993, les commissions de contrôle pourraient refuser que des données soient transmises d'un pays vers un autre », prévient M. Spiros Simitis, commissaire à la protection des données pour le Land de Hesse (RFA). Des conflits ont d'ores et déjà éclaté : la commission de la Hesse a, par exemple, refusé la transmission de données génétiques d'un centre universitaire allemand vers un centre universitaire bruxellois, car la Belgique ne dispose pas d'une législation assez protectrice. De son côté, la CNIL a refusé que Fiat France transfère le fichier de ses cadres et ingénieurs à Turin ; un contrat a finalement été conclu qui garantit aux cadres expatriés en Italie les mêmes droits qu'en France.

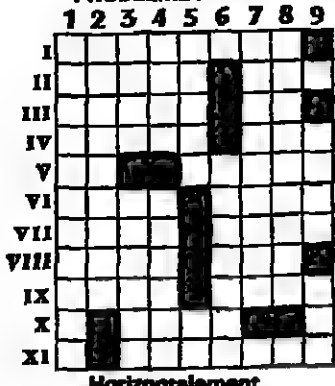
Les administrations et organismes publics collectent d'énormes quantités de données et d'informations sur les citoyens. La Commission des Communautés souhaite « améliorer la synergie entre secteur public et secteur privé sur le marché de l'information ». Mais bien des questions restent en suspens.

Ainsi du cas des entreprises de marketing direct. Pour mieux cibler leur clientèle, elles accumulent les informations sur les comportements des personnes, leurs styles de vie, ou leurs opinions. Doivent-elles demander son avis à la personne concernée par ces informations nominatives avant de les exploiter ? Ont-elles le droit, lorsqu'elles utilisent les banques de données du secteur public (fichiers des cartes grises ou de l'annuaire téléphonique) d'en faire un autre usage que celui pour lequel la personne a communiqué des données à l'administration ? Pour les Etats membres de la Communauté, « la création d'un marché commun des services d'information est un élément indissociable de l'achèvement du marché intérieur d'ici la fin de 1992 ». Mais, se demande le ministre luxembourgeois de la justice, « le marché unique sera-t-il celui d'une Europe des marchés ou d'une Europe des libertés et des citoyens ? ».

ERICH INCIVAN

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5232



Horizontalement

1. Est plutôt tiède quand il est transi. — II. Tache sur un tissu. Devient rouge quand il est trop souvent piqué. — III. Faire un travail qui demande du discernement. Pas démodé. — IV. Qui fait l'objet d'un appel. Va ventr à terre. — V. Langue ancienne. Monument au mort. — VI. Petit quand on a fait son beurre. A changé de nom en Algérie. — VII. Un baron ne lui fait pas peur. Château de la Loire. — VIII. Coule dans un bassin. Circule à l'étranger. — IX. Déesse. Une grande échelle. — X. Dépouille comme un mouton. — XI. Peut-être moribond.

Verticalement

1. Sont préparées avec les meilleurs morceaux. — 2. Endroits où l'on peut entendre des rires. — 3. On le laisse ouvert quand on se met. Donne envie de fumer. — 4. Une turque. Peut être un petit bout de filette. — 5. Forment parfois des cascades. Pont coupé. — 6. Dans les eaux canadiennes. — 7. Qui est tout ce qu'il y a de commun. — 8. Une façon de chasser chez les Grecs. — 9. Guide. Faux quand on n'est plus dans le droit chemin.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 5231

Horizontalement  
1. Sabreur. — II. Emalleur. — III. Rosses. Râ. — IV. Pus. Etang. — V. Iris. Emeu. — VI. Nacre. — VII. Liège. Rit. — VIII. INRI. Test. — IX. Eu. Nausée. — X. Riment. — XI. Été. Suite.

Verticalement

1. Serpillière. — 2. Amour. Inuit. — 3. Bassiner. Mo. — 4. Ris. Segne. — 5. Elge. Ca. Ans. — 6. Ulster. Turu. — 7. Ré. Amères. — 8. Urne. Isaut. — 9. Braguette. — 10. U. Peut-être moribond.

QUY BROUTY

## AUTOMOBILE

## Bombes à retardement

La durée de mise au point d'un programme étant ce qu'elle est, volé que parvient sur le marché plusieurs versions musclées de voitures dont on peut se demander si elles n'arrivent pas trop tard. L'année 1989 a en effet été marquée entre autres par un recul significatif de la diffusion des petites voitures « gonflées ». Bien des explications peuvent être données à ce phénomène, qui passe d'abord par les campagnes dirigées contre la vitesse, mais aussi par les difficultés de circulation, le coût de l'assurance et autres risques de vol...

Cela étant, les derniers mois ont vu par ailleurs progresser la domination de la technique du « multi-soupape » sur celle de la turbine. Meilleure respiration du moteur, plage de souplesse et d'utilisation plus larges, s'ajoutent aux autres caractéristiques pour expliquer l'affaire. Sur le plan industriel, il va de soi également que les constructeurs ont la préoccupation d'exploiter sur divers modèles d'une gamme les groupes moteurs prévus à l'origine pour les versions les plus « juteuses » et donc coûteuses des voitures qu'ils fabriquent.

Quoi qu'il en soit, parmi les divers modèles présentés actuellement sur des parcours très spacieux d'essais, on distinguera le coupé Corrado 16V de Volkswagen et la Renault 15 à 16 soupapes —

prête depuis un an mais non construite en série. Nous parlerons plus longuement de cette version époustouflante de la Régie dans une prochaine chronique.

S'agissant de la Volkswagen, c'est un coupé trois portes à moteur à 4 cylindres transversalement monté, qui sort, 136 chevaux (à 6 300 tours) pour un couple — effort de traction — de 18,1 mkg à 4 800 tours. C'est en fait une variante plus abordable (148 000 F) de la Corrado à compresseur G60 (197 850 F) déjà présentée et à qui il manquait l'ABS (antiblocage) et des roues en alliage... Outre le compresseur. En revanche, l'équipement « intérieur » — très complet — et la direction assistée sont là en série, autant qu'une antenne radio électronique sur le toit.

Notons au passage que la R19 à 16 soupapes, qui sera une concurrente, est une 1764 cm3 qui sort 140 chevaux à 5 600 tours pour un couple maximum légèrement supérieur à celui de la VW (18,8 mkg).

Avec la mise en route de la Golf GTI G60 à compresseur le mois dernier (180 ch et 216 km/h), Volkswagen persiste donc à signer dans le domaine des bombes routières de petit gabarit. Reste à savoir, encore une fois, si le « 16 » n'est pas d'un choix à retardement.

CLAUDE LAMOTTE

## CARNET DU Monde

Fiançailles

— M. Jean Charpy et M<sup>me</sup> née Marie-Odile Bourget, M. François Feltz et M<sup>me</sup> née Aliette Bertrand, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.

Clair et Emmanuel.

Décès

— Le directeur de la région d'équipement de Paris, d'Electricité de France, a le regret d'informer du décès, survenu le 29 mars 1990, de

M. Jean-Yves CASELLATO, chef du service construction.

— M<sup>me</sup> Michel LAFARGUE de GRANGENEUVE, née Françoise Hamblot de Gerny, est entrée dans le pair du Seigneur, le 26 mars 1990, après une longue et pénible maladie, munie des sacrements de l'Eglise.

De la part de M. Michel Lafargue de Grangeneuve, son époux, M. et M<sup>me</sup> Jean-Bernard Lafargue de Grangeneuve, Loïc et Claire, M. et M<sup>me</sup> Christian Puyo, Jean-Christophe, Sabine, Ariane, Aurélien, M. et M<sup>me</sup> Philippe Pincemin, Guénelle, Charlotte, Florence et Patrick Desaux, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Lafargue de Grangeneuve, Antoine, Aymeric, Le docteur et M<sup>me</sup> Philippe Desmarché, Marie, Michel, Ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Francis Henrion, M<sup>me</sup> Desdormaux-Hugon, M<sup>me</sup> Lafargue de Grangeneuve, Le docteur et M<sup>me</sup> Gilles Boutin, M. et M<sup>me</sup> Bernard Lafargue de Grangeneuve, Ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Et leurs enfants, ses neveux et nièces.

Les obsèques ont eu lieu à Casablanca, le 28 mars. Cet avis tient lieu de faire-part. 190, boulevard Brahlin-Roudaut, Casablanca 02.

Valence.

M<sup>me</sup> Françoise Quiot, son épouse, M<sup>me</sup> André Bernard, sa belle-mère, M<sup>me</sup> Marie-Françoise Quiot, M. et M<sup>me</sup> Michel Quiot, et leurs enfants, Cosme, Alex, Gaëlle, Florent et Cyril, M. et M<sup>me</sup> Bernard Quiot et leurs enfants, Anne-Lise et Sabine, M. et M<sup>me</sup> Achmet Nasrallah et leurs enfants, Zaimar et Myriam, Ses enfants, Et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Max Dumas, Son beau-frère et sa sœur, Les familles Dumas, Deschacht, Hocbou, Lepelletier, Dinache et la douleur de faire part du décès de

M. François QUIOT,

survenu dans sa soixante-douzième année des suites d'une longue maladie en son domicile, 30, rue Florian à Valence.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 28 avril 1990 à l'église Sainte Thérèse de Valence et l'inhumation au cimetière de Valence.

M. François QUIOT,

survenu dans sa soixante-douzième année des suites d'une longue maladie en son domicile, 30, rue Florian à Valence.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 28 avril 1990 à l'église Sainte Thérèse de Valence et l'inhumation au cimetière de Valence.

## PARIS EN VISITES

JEUDI 5 AVRIL

« L'impressionnisme au musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous le rhododendron (Arts et culture).

« Les salons de l'Hôtel de ville », 14 h 15, parvis de l'Hôtel de ville (M. Bonassant).

« Mystérieuse de Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Pont-Marie.

« Delacroix, sa vie, son œuvre, dans son atelier », 15 heures, 6, place Furtberg (Informations historiques).

« Le Marais, de Saint-Gervais au village Saint-Paul », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Patrimoine).

« De Saint-Merry à la rue Quincampoix », 14 h 30, métro Rambuteau (Paris pittoresque et insolite).

« La Sainte chapelle et ses vitraux », 14 h 30, 4, boulevard du Palais, devant les grilles (E. Roman).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Un demi-siècle d'art déco au cimetière Montmartre », 14 h 15, entrée 3, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

« La Palais de justice en activité », 15 heures, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Conseillers d'ici et d'ailleurs).

« La peinture, le roi, le héros, l'Andromède de Pierre Mignard », 16 h 15, musée du Louvre, devant l'espace « accueilli des groupes » (L'Art pour tous).

« L'Ecole des beaux-arts et les salons de l'Hôtel de Clugny », 16 h 30, 17, quai Napoléon (P.-Y. Jost).

Remerciements

— M<sup>me</sup> Jean Monstern, son épouse, M<sup>me</sup> Albert Monstern, sa mère, ainsi que toute la famille, ont touché de toutes les marques de sympathie reçues lors du décès de

Jean MONTEZIN

et dans l'impossibilité de répondre à chacun dans l'immédiat, remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

— Afin de répondre à tous les témoignages de compassion exprimés lors du décès de

Denise GOLSE,

le docteur Serge Golse, Nickie et Gérard Caro, Bernard et Martine Golse, Christine Golse la mémoriseront, adressent leurs remerciements les plus émus à leurs amis.

— M<sup>me</sup> Adolphe Touffait, Ses enfants et toute la famille, particulièrement touchés par toutes les marques de sympathie et les témoignages qui leur ont été adressés lors du décès de

M. Adolphe TOUFFAIT

et dans l'impossibilité d'y répondre personnellement, prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le jeudi 5 avril à 14 h 30, salle des actes (centre administratif), 1, rue Victor-Cousin, M<sup>me</sup> Mona Nasrissi : « L'itinéraire initial de Marguerite Yourcenar ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le vendredi 6 avril à 14 h 30, salle des actes (centre administratif), 1, rue Victor-Cousin, M. Jean-Louis Colle : « Le sacré dans l'œuvre de Jean Genet ».

— Université Paris-I, le vendredi 6 avril à 15 h, salle 2204 (Centre P. Mendès-France), M<sup>me</sup> Carro-Bautista Laura Ruth : « La diffusion de nouvelles techniques agricoles. Les expériences mexicaines ».

— Université Paris-IV, le lundi 23 avril à 14 h 30, salle des actes (centre administratif), M<sup>me</sup> Véronique Le Ru : « L'épistémologie de d'Alcambert. D'Alcambert est-il un philosophe ? ».

— Université Paris-IV, le jeudi 26 avril à 16 h, salle des actes (centre administratif), M. Saïd Theyeb : « Monnaies islamiques des musées d'Arabie saoudite ».

— Université Paris-IV, le vendredi 27 avril à 14 h, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. François Bonney : « Les armes de guerre portatives en France du début du règne de Louis XIV à la veille de la Révolution (1660-1789) : de l'indépendance à la primauté ».

— Université Paris-IV, le lundi 30 avril à 14 h 30, salle des actes (centre administratif), M<sup>me</sup> Carole Abroy-Mohs : « La quête du saint dans l'œuvre d'Albert Cohen, du récit mythique à l'appel de la foi ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».

— Université Paris-I, le vendredi 4 mai à 16 h, salle C. 2204 (Centre P. Mendès-France), M. Bernard Waillet : « De la rationalité cognitive des agents économiques à la méthodologie des modélisateurs de l'économie ».



# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 4 avril à 0 heure et le jeudi 5 avril à 24 heures. Au cours de la période, l'anticyclone atlantique élargira légèrement son influence sur la France. Le temps instable de mercredi cèdera alors la place à un jeudi ensoleillé. Seules les régions méditerranéennes seront affectées par des nuages et quelques précipitations à proximité d'une perturbation espagnole.

Jeudi : fraîcheur et soleil. Pluages et ondées sur le Midi.

Le soleil brille dès le matin sur la quasi-totalité du pays. La météo restera cependant très fraîche avec de fréquentes gelées au lever du jour.

Les régions les moins favorisées connaîtront un ciel nuageux. Ce sera le

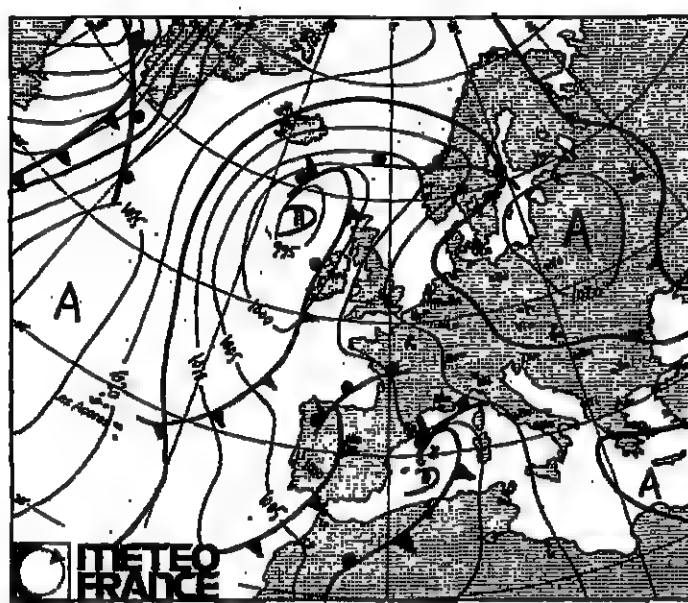
cas du sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées au Languedoc-Roussillon, au sud des Alpes, à la Provence-Côte d'Azur et à la Corse. Il faudra même s'attendre à quelques pluies sur les régions méditerranéennes et le sud du Massif Central.

Les températures minimales seront comprises entre -1 et -5 degrés, excepté près des Pyrénées et de la Méditerranée, où elles avoisineront 3 à 5 degrés, voire 8 et 9 degrés sur la Côte d'Azur et en Corse.

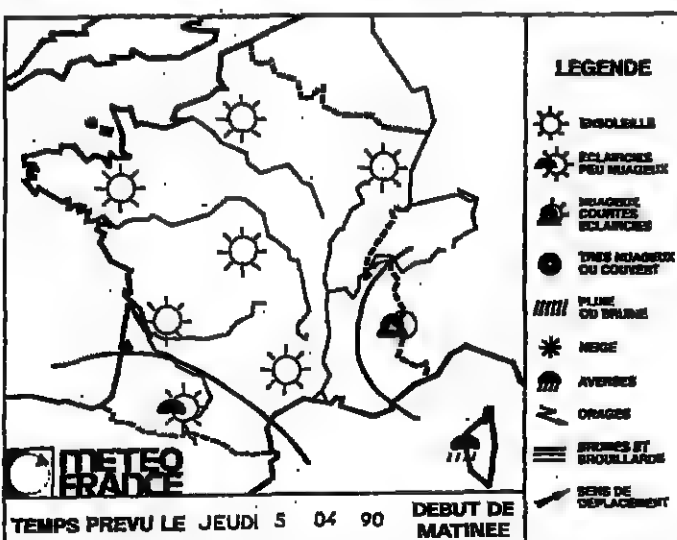
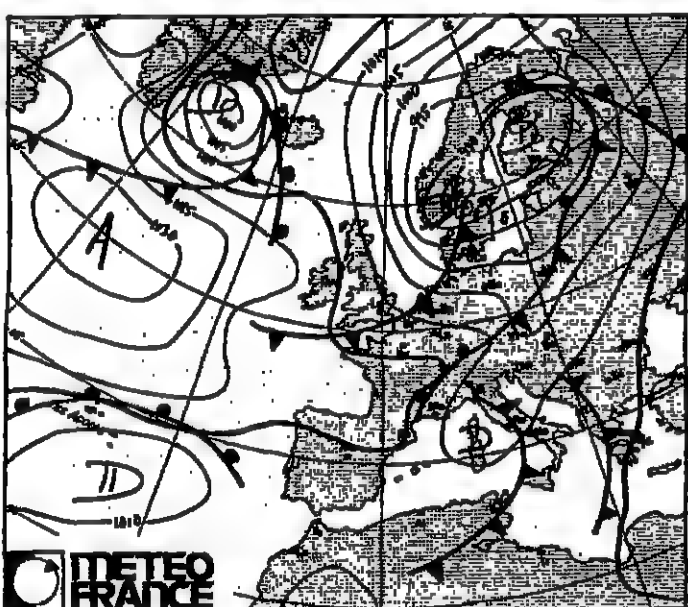
Les températures maximales varieront entre 8 et 12 degrés. Elles atteindront tout de même 13 à 16 degrés sur le Sud-Est.

Le vent sera généralement faible de secteur nord-est.

SITUATION LE 4 AVRIL 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 AVRIL 1990 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 3-4-1990 à 6 heures TU et le 4-5-1990 à 6 heures TU

FRANCE			TOURS			TOULOUSE			LOS ANGELES			
ALACOPO	17	10	A	N	1	10	12	D	26	22	C	0
BIAGOTTI	18	13	A	N	2	11	13	D	27	23	C	1
BOURNAIS	19	14	A	N	3	12	14	D	28	24	C	2
BOURNAIS	20	15	A	N	4	13	15	D	29	25	C	3
BREUST	21	16	A	N	5	14	16	D	30	26	C	4
CARN	22	17	A	N	6	15	17	D	31	27	C	5
CHEN	23	18	A	N	7	16	18	D	32	28	C	6
CHEN	24	19	A	N	8	17	19	D	33	29	C	7
CHEN	25	20	A	N	9	18	20	D	34	30	C	8
CHEN	26	21	A	N	10	19	21	D	35	31	C	9
CHEN	27	22	A	N	11	20	22	D	36	32	C	10
CHEN	28	23	A	N	12	21	23	D	37	33	C	11
CHEN	29	24	A	N	13	22	24	D	38	34	C	12
CHEN	30	25	A	N	14	23	25	D	39	35	C	13
CHEN	31	26	A	N	15	24	26	D	40	36	C	14
CHEN	32	27	A	N	16	25	27	D	41	37	C	15
CHEN	33	28	A	N	17	26	28	D	42	38	C	16
CHEN	34	29	A	N	18	27	29	D	43	39	C	17
CHEN	35	30	A	N	19	28	30	D	44	40	C	18
CHEN	36	31	A	N	20	29	31	D	45	41	C	19
CHEN	37	32	A	N	21	30	32	D	46	42	C	20
CHEN	38	33	A	N	22	31	33	D	47	43	C	21
CHEN	39	34	A	N	23	32	34	D	48	44	C	22
CHEN	40	35	A	N	24	33	35	D	49	45	C	23
CHEN	41	36	A	N	25	34	36	D	50	46	C	24
CHEN	42	37	A	N	26	35	37	D	51	47	C	25
CHEN	43	38	A	N	27	36	38	D	52	48	C	26
CHEN	44	39	A	N	28	37	39	D	53	49	C	27
CHEN	45	40	A	N	29	38	40	D	54	50	C	28
CHEN	46	41	A	N	30	39	41	D	55	51	C	29
CHEN	47	42	A	N	31	40	42	D	56	52	C	30
CHEN	48	43	A	N	32	41	43	D	57	53	C	31
CHEN	49	44	A	N	33	42	44	D	58	54	C	32
CHEN	50	45	A	N	34	43	45	D	59	55	C	33
CHEN	51	46	A	N	35	44	46	D	60	56	C	34
CHEN	52	47	A	N	36	45	47	D	61	57	C	35
CHEN	53	48	A	N	37	46	48	D	62	58	C	36
CHEN	54	49	A	N	38	47	49	D	63	59	C	37
CHEN	55	50	A	N	39	48	50	D	64	60	C	38
CHEN	56	51	A	N	40	49	51	D	65	61	C	39
CHEN	57	52	A	N	41	50	52	D	66	62	C	40
CHEN	58	53	A	N	42	51	53	D	67	63	C	41
CHEN	59	54	A	N	43	52	54	D	68	64	C	42
CHEN	60	55	A	N	44	53	55	D	69	65	C	43
CHEN	61	56	A	N	45	54	56	D	70	66	C	44
CHEN	62	57	A	N	46	55	57	D	71	67	C	45
CHEN	63	58	A	N	47	56	58	D	72	68	C	46
CHEN	64	59	A	N	48	57	59	D	73	69	C	47
CHEN	65	60	A	N	49	58	60	D	74	70	C	48
CHEN	66	61	A	N	50	59	61	D	75	71	C	49
CHEN	67	62	A	N	51	60	62	D	76	72	C	50
CHEN	68	63	A	N	52	61	63	D	77	73	C	51
CHEN	69	64	A	N	53	62	64	D	78	74	C	52
CHEN	70	65	A	N	54	63	65	D	79	75	C	53
CHEN	71	66	A	N	55	64	66	D	80	76	C	54
CHEN	72	67	A	N	56	65	67	D	81	77	C	55
CHEN	73	68	A	N	57	66	68	D	82	78	C	56
CHEN	74	69	A	N	58	67	69	D	83	79	C	57
CHEN	75	70	A	N	59	68	70	D	84	80	C	58
CHEN	76	71	A	N	60	69	71	D	85	81	C	59
CHEN	77	72	A	N	61	70	72	D	86	82	C	60
CHEN	78	73	A	N	62	71	73	D	87	83	C	61
CHEN	79	74	A	N	63	72	74	D	88	84	C	62
CHEN	80	75	A	N	64	73	75	D	89	85	C	63
CHEN	81	76	A	N	65	74	76	D	90	86	C	64
CHEN	82	77	A	N	66	75	77	D	91	87	C	65
CHEN	83	78	A	N	67	76	78	D	92	88	C	66
CHEN	84	79	A	N	68	77	79	D	93	89	C	67
CHEN	85	80	A	N	69	78	80	D	94	90	C	68
CHEN	86	81	A	N	70	79	81	D	95	91	C	69
CHEN	87	82	A	N	71	80	82	D	96	92	C	70
CHEN	88	83	A	N	72	81	83	D	97	93	C	71
CHEN	89	84	A	N	73	82	84	D	98	94	C	72
CHEN	90	85	A	N	74	83	85	D	99	95	C	73
CHEN	91	86	A	N	75	84	86	D	100	96	C	74
CHEN	92	87	A	N	76	85	87	D			C	75
CHEN	93	88	A	N	77	86	88	D			C	76
CHEN	94	89	A	N	78	87	89	D			C	77
CHEN	95	90	A	N	79	88	90	D			C	78
CHEN	96	91	A	N	80	89	91	D			C	79
CHEN	97	92	A	N	81	90	92	D			C	80
CHEN	98	93	A	N	82	91	93	D			C	81
CHEN	99	94	A	N	83	92	94	D			C	82
CHEN	100	95	A	N	84	93	95	D			C	83
CHEN		96	A	N	85	94		D			C	84
CHEN		97	A	N	86	95		D			C	85
CHEN		98	A	N	87			D			C	86
CHEN		99	A	N	88			D			C	87
CHEN		100	A	N	89			D			C	88
CHEN			A	N	90			D			C	89
CHEN			A	N	91			D			C	90
CHEN			A	N	92			D			C	91
CHEN			A	N	93			D			C	92
CHEN			A	N	94			D			C	93
CHEN			A	N	95			D			C	94
CHEN			A	N	96			D			C	95
CHEN			A	N	97			D			C	96
CHEN			A	N	98			D			C	97
CHEN			A	N	99			D			C	98
CHEN			A	N	100			D			C	99
CHEN			A	N				D			C	100

\* = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi, daté dimanche-mat. Signification des symboles : S Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; F Film à vision ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 4 avril

- TF 1**
- 20.45 Variétés : *Sacré soirée*.  
Spectacle enregistré. Avec Georges de Caunes, Raymond Marilac, Albert Falcier, Pierre Sabatier, Claude Dargat, Catherine Langeais, Jacqueline Courant, Danielle Gilbert, Jacques Sallier, Mireille Mathieu, C. Jérôme, La bande à Basia, Blues trottoir, Lena Davies, Pacifico, Sonia, Alain Souchon, Les Vagabonds.
- 22.35 Sport : Football.  
Demi-finale de la Coupe des champions (match aller) : Marseille-Liborno.
- 0.15 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Série : *Perry Mason*.  
22.25 Magazine : *Fruits de la passion*.  
23.20 Informations : 24 heures sur la 2.  
23.35 Météo.
- 23.45 Magazine : *Du côté de chez Fred*.  
Ion Bessou, président du gouvernement provisoire de Roumanie.
- FR 3**
- 20.35 Le 15<sup>e</sup> Festival international du cirque de Monte-Carlo.  
Spectacle présenté par Sergio.
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.30 Magazine : *Mille Bravo*.  
Avec Jean-Philippe Collard (piano), Gérard Casade (sax), Babik Reinhardt (guitare jazz), Kaspar, musique liturgique, le groupe Gingers d'amour, Orphion (jazz vocal), Ralph Thamar, Jean Leduc, Roland Topor, Louis Scelvis (clarinettiste), Bruno Chevignon (contrebasse).
- 23.20 Magazine : 52<sup>e</sup> rue.  
Présenté par Des Dee Bridge.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 19.30*
- 19.30 Sport : Football.  
Les couleuvres et demi-finales de la Coupe d'Europe des champions (matchs aller) : Marseille-Liborno (en direct) et Milan AC-Bayern-Munich (en direct).  
Flash d'informations.
- 22.35 Cinéma : *Fatal Beauty*.  
Film américain de Tom Holland (1987). Avec Whoopi Goldberg, Sam Elliott, Ruben Blades (v.o.).
- 0.20 Cinéma :  
Le jour et l'heure. Film de René Clément (1962). Avec Simone Signoret, Genevieve Page, Stuart Whitman.
- LA 5**
- 20.40 Histoire vraies.  
Pas mon enfant, téléfilm de Michael Tuchner, avec George Segal, Stockard Channing.
- 22.20 Débat : *La drogue*.  
Anré par Gilles Schneider.
- 23.20 Spécial Rallye de Tunisie.
- 23.45 Sport : Football.  
Demi-finale de la Coupe d'Europe des champions : Milan AC-Bayern Munich (en direct).
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 Sport : Football.  
Deuxième mi-temps.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : *Chasseur d'homme*.  
Avec Don Taylor, avec Sandra Dee, Roy Thinnes. Cours pourrais dans les marais de Louisiane.
- 22.15 Le Saint.  
Avec Roger Moore.
- 23.05 Magazine :  
Le glaive et la balance.
- 0.00 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

- 20.00 Documentaire :  
Décompte de la folie ordinaire (1).  
De Miriam Aspin, Henri Falcot et Luc Goyen.
- 21.00 Téléfilm : *Salle n° 6*.  
De Krzysztof Zanussi.
- 22.30 Documentaire :  
L'âge d'or du cinéma (1).  
De John Edwards, David Minge et Bayley Sileck.
- 23.00 Documentaire :  
Décompte de la folie ordinaire (2).

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tiré la langue.  
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française.  
22.40 Nuits magnétiques. Portraits-groupes-hommes.
- 0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.  
Les home's studios.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 17 mars, Salle Gaveau) :  
Caprices pour violon seul de Locatelli ; Sonate pour violon seul n° 2, d'Hermann ; Partita pour violon seul en ré mineur BWV 1004, de Bach ; Naxos gris pour piano, Trauervopiel und Trauermarsch pour piano, Rapscall hon-grues n° 5 pour piano, Nocturne pour piano, La kapure gondole II pour piano, Venezé pour piano, Fantaisie sur la mort d'Isabelle pour piano, de Liszt ; 4 pièces pour violon et piano op. 113, Sonate pour violon et piano n° 1 en la mineur op. 106, de Schumann, par Thomas Zehnle, violon, Cyprien Katsaris, piano.
- 23.07 Jazz-club. En direct du Sunset à Paris. Le quartet de Ricky Ford (saxophone) avec Jeff Gardner (piano), Stafford James (contre-basse), Sangona Everett (batterie).

## Jeudi 5 avril

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : *Les feux de l'amour*.  
14.25 Feuilleton :  
La clinique de la Forêt-Noire.
- 15.15 Série : *Tribunal*.  
15.45 Quarté à Evry.
- 16.55 Variétés : *La chance aux chansons*.  
16.25 Club Dorothée vacances.
- 17.05 Série : *21 Jump Street*.  
17.55 Série : *Hawaii, police d'Etat*.  
18.50 Avis de recherche.
- 18.55 Feuilleton : *Santa-Barbara*.  
19.25 Jeu : *La roue de la fortune*.  
19.55 Divertissement :  
Les folles, les bêtes !
- 20.00 Journal, Météo et Tapie vert.  
20.40 Série : *Navarro*.  
Mauvaises actions. Avec Roger Hanin. Mueurs à la Bourse.
- 22.15 Magazine : *Ex libris*.  
Expliquez-moi : Christine Avenit (le diable peint) ; France Roche (Pêche moral) ; la mère de Constantine, lycéenne, suicidée d'un cancer (Constantine) ; Exploration : Anne Frank ; le film Le Cercle des poètes disparus ; Extrait livre : Claude Coudré (Les Enfants de la violence), Frank Margarin.
- 23.15 Série : *L'heure Silencieux*.  
0.15 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 13.40 Série : *Falcon Crest*.  
14.05 Série : *Les enquêtes du commissaire Maigret*.  
Maigret et M. Charles, de Jean-Paul Sassy, avec Jean Richard, Betty Beckers.
- 15.45 Après-midi show.  
Emission présentée par Thierry Beccaro. Invité : La Compagnie orléanaise.
- 17.05 Série : *Des chiffres et des lettres*.  
17.25 Magazine : *Giga*.  
18.30 Série : *Mac Gyver*.  
19.25 Jeu : *Dessinez, c'est gagné !*
- 19.55 Divertissement : *Heu-reux !*  
20.00 Journal et Météo.
- 20.35 INC.  
20.40 Magazine : *Envoyé spécial*.  
Présenté par Bernard Benjamin. Sommaire : les fous à Trieste ; Nusrat Fateh Ali Khan.
- 21.40 Spécial caméra cachée.  
22.10 Série : *Un commissaire enquête*.  
23.45 Informations : 24 heures sur la 2.
- 0.00 Météo.
- FR 3**
- 13.30 Magazine : *Regards de femme*.  
Invitée : Jeanne Longo.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma :  
Barry Lyndon. Film britannique de Stanley Kubrick (1975). Avec Ryan O'Neal, Marisa Berenson, Patrick Magee.
- 16.30 Magazine :  
Cinéma de printemps 90.  
Cabou cadin.  
Croco-note show ; Le conte Mordicus ; Super Mario Bros et princesse Zelda.
- En clair jusqu'à 20.30*
- 18.15 Dessins animés : *Ca cartoon*.  
Présenté par Philippe Dana.
- 18.30 Top album.  
Présenté par Marc Tesson.
- 19.20 Magazine : *Nulle part ailleurs*.  
Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.
- 20.30 Cinéma :  
Les maîtres de l'univers. Film américain de Gary Goddard (1987). Avec Dolph Lundgren, Frank Langella, Meg Foster.
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.20 Cinéma : *Itinéraire*  
d'un enfant gâté. Film français de Claude Lelouch (1988). Avec Jean-Paul Belmondo, Richard Anconina, Béatrice Agenin.

## LA 5

- 13.35 Série : *Baretta*.  
14.40 Série : *Le renard*.  
15.45 Série : *Bergerac*.  
16.40 Dessins animés.  
Les trépas (rediff.) ; Luthou et Luthette ; Majo bleu ; Polyanna ; Ours et Tom, champions de foot ; L'académie des Ninjas.
- 18.50 Journal Images.  
19.00 Magazine : *Reporters*.  
19.40 Dessin animé : *Manu*.  
19.45 Journal.  
20.30 Orchestre d'histoire.
- 20.40 Cinéma : *Les zozos*. Film français de Pascal Thomas (1972). Avec Frédéric Durr, Edmond Rillard, Jean-Marc Chouet.
- 22.25 Série : *Deux flics à Miami*.  
23.25 Spécial Rallye de Tunisie.  
23.30 Magazine : *Désir*.  
0.00 Journal de minuit.

## M 6

- 13.25 Série : *Cosby show* (rediff.).  
13.55 Feuilleton : *Dynastie*.  
14.45 Musique : *Boulevard des clips* (et à 16.05, 17.05, 0.35).  
17.25 Informations : *M 6 info* (et à 18.25).
- 17.30 Série : *L'homme de fer*.  
18.30 Série : *Incorruptible Hulk*.  
19.25 Série :  
Les armées coup de cœur.
- 19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : *Cosby show*.  
20.35 Cinéma : *Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ?* Film américain de Jim Abrahams, David et Jerry Zucker (1986). Avec Danny DeVito, Bette Midler, Jackie Burroughs.
- 22.15 Série : *Brigade de nuit*.  
23.10 Série : *Destruction danger*.  
0.00 Six minutes d'informations.

## LA SEPT

- 14.30 Méthode Victor : *Anglais*.  
15.00 Cinéma : *Le cycliste*. Film iranien de Mohsen Makhmalbaf (1988).  
16.20 Courts métrages.  
16.50 Documentaire :  
Claude Berri rencontre Léo Castelli, marchand d'art (3).
- 18.55 Documentaire :  
Elisabeth Schwarzkopf.
- 17.40 Musique.  
Documentaire :  
Les sentiers de la réussite. D'Antoine Gellien et Alain Dhenaut.
- 19.25 Magazine : *Imagine*.  
19.55 Documentaire : *Histoire parallèle*.  
20.40 Jazz soundies collection.  
20.45 Documentaire : *Katex en chine* (4).  
21.00 Magazine : *Mégamix*.  
22.00 Documentaire :  
Sold et Pershio jouent Bartok. De Humphrey Burton.
- 23.00 Opéra : *Ogre mangeant des jaunes femmes sous la lune*.  
23.20 Documentaire : *What about Ida*.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Concert (donné le 12 mars au Théâtre de la Ville) : musique de l'Inde du Nord par Ram Narayan, sarangi, Zakir Hussain, tabla.
- 23.07 L'invité du soir. Jean Sutherland, soprano.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Dramatique. Métron, d'après Ptolon.  
21.30 Profils perdus. Marc Bloch, Lucien Febvre et les Annales.
- 22.40 Nuits magnétiques. Portraits-groupes-hommes.
- 0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. Les home's studios.

## Audience TV du 3 avril 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

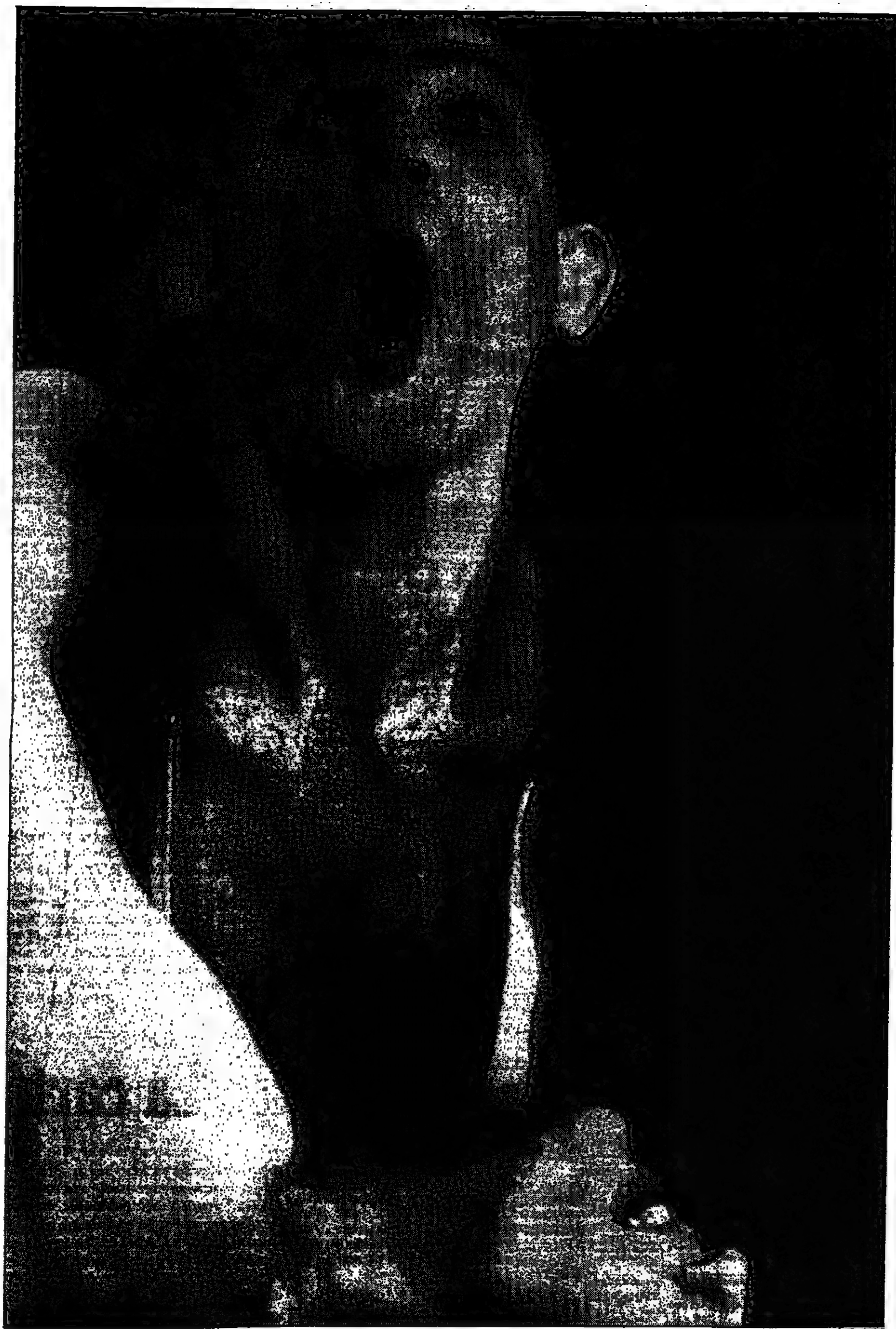
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	49,6	Bde annonce 16,0	Pub 8,4	Art. région. 17,9	Nulle part 1,7	Reporters 3,1	Hulk 2,0
19 h 45	57,9	Roue fortune 26,4	Dessinez 12,1	19-20 info 9,3	Nulle part 4,7	Bde annonce 2,3	C. de cœur 2,6
20 h 18	70,0	Journal 30,2	Journal 16,5	La classe 12,0	Nulle part 2,8	Journal 4,2	Cosby Show 4,8
20 h 55	75,4	Football 30,8	Cat enfant... 22,3	Marche sile 7,7	Pistolet 4,0	Planqués... 9,8	Fille glaci 3,7
22 h 08	73,4	Football 28,5	Cat enfant... 24,4	Marche sile 6,7	Pistolet 3,7	Planqués... 9,3	Fille glaci 3,9
22 h 44	39,5	Cal... mardi 15,5	Débat 14,1	Corps et bien 3,3	Barry Lyndon 1,1	Chen Beach 2,3	Trinité... 3,6







# ARTS • SPECTACLES



GALLOTTA, DANSEUR, CHORÉGRAPHE, CINÉASTE, ÉCRIVAIN

## Le corps imprécateur

La danse, en quelques années, est devenue une immense machine à aspirer les talents. Boulimique, désordonnée, chaotique, elle est semblable au fleuve sorti de son lit, et qui n'y retournera sous aucun prétexte. En deux temps, trois mouvements, elle absorbe les techniques des narrations cinématographiques et littéraires, elle détourne les mots jusqu'ici réservés au théâtre, elle commande des partitions à de jeunes compositeurs, dont certains, fascinés, décident de ne plus travailler que pour elle, elle annexe à son profit

les univers des plasticiens. La force de la danse se soutient aussi de ce que, pour la première fois, elle ose se nourrir d'elle-même : le classique n'est plus un genre à part, et les chorégraphes contemporains y puisent ce dont ils ont besoin.

Le plus violent de ce bouillonnement chorégraphique, c'est de voir des chorégraphes changer carrément de territoire artistique : ils filment, ils écrivent, ils dessinent, ils font l'acteur, renversant la tendance

de l'histoire de l'art de ces dernières décennies, qui avait assigné, à chaque artiste, une case avec ordre de ne pas en sortir. Jean-Claude Gallotta est représentatif de cette espèce en voie d'apparition : il signe son premier livre, en même temps que son premier long métrage, et nous livre une pièce chorégraphique encore toute chaude, du moins dans sa deuxième partie, de son expérience derrière la caméra. (Lire notre article page 26.)

DOMINIQUE FRÉTARD

### MUSIQUES 24 et 25 Le XIV<sup>e</sup> Printemps de Bourges



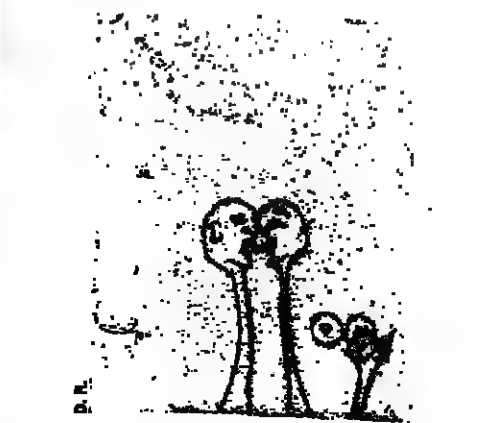
Dessinée par Ben, l'affiche du XIV<sup>e</sup> Printemps de Bourges, qui a lieu du 11 au 16 avril, proclame son pluralisme tous azimuts : des punks ukrainiens, des orchestres de bal tex-mex, deux concessions au Top 50 (Patricia Kassi ou Tears For Fears) et des valeurs sûres (le bluesman Albert Collins ou Martial Solal). Pour des raisons matérielles — durée et programmation réduites — et aussi culturelle — une programmation délibérément plus pointue — le Printemps entame une redéfinition périlleuse. Elle pourrait lui permettre de trouver une cohésion qui lui a échappé ces dernières années.

### THÉÂTRE 29 Les barbares d'Archaos



Les « gens du voyage » sont devenus les vestiges d'époques révolues et qu'on aurait tort de croire plus belles que la nôtre. La magie du cirque demeure, reprise par une nouvelle génération venue d'ailleurs, de partout, marquée par le passé, fascinée par le présent. Archaos, cirque rock, burlesque et poétique, en est un exemple ravageur. A voir, à La Villette.

### ARTS 33 La saga de Favier au Grand Palais



Le Salon des arts graphiques et de l'édition d'art (SAGA), qui aura lieu du 5 au 11 avril au Grand Palais à Paris, abritera les œuvres de nombreux dessinateurs, graveurs et illustrateurs, dont celles, tout à fait singulières, de Philippe Favier. Ce graveur virtuose de trente-trois ans pratique l'étrange et l'infiniment petit, sans jamais tomber dans le maniérisme.



## MUSIQUES

QUARANTE-QUATRE SPECTACLES DU 11 AU 16 AVRIL

## Tout le monde dans le Cher

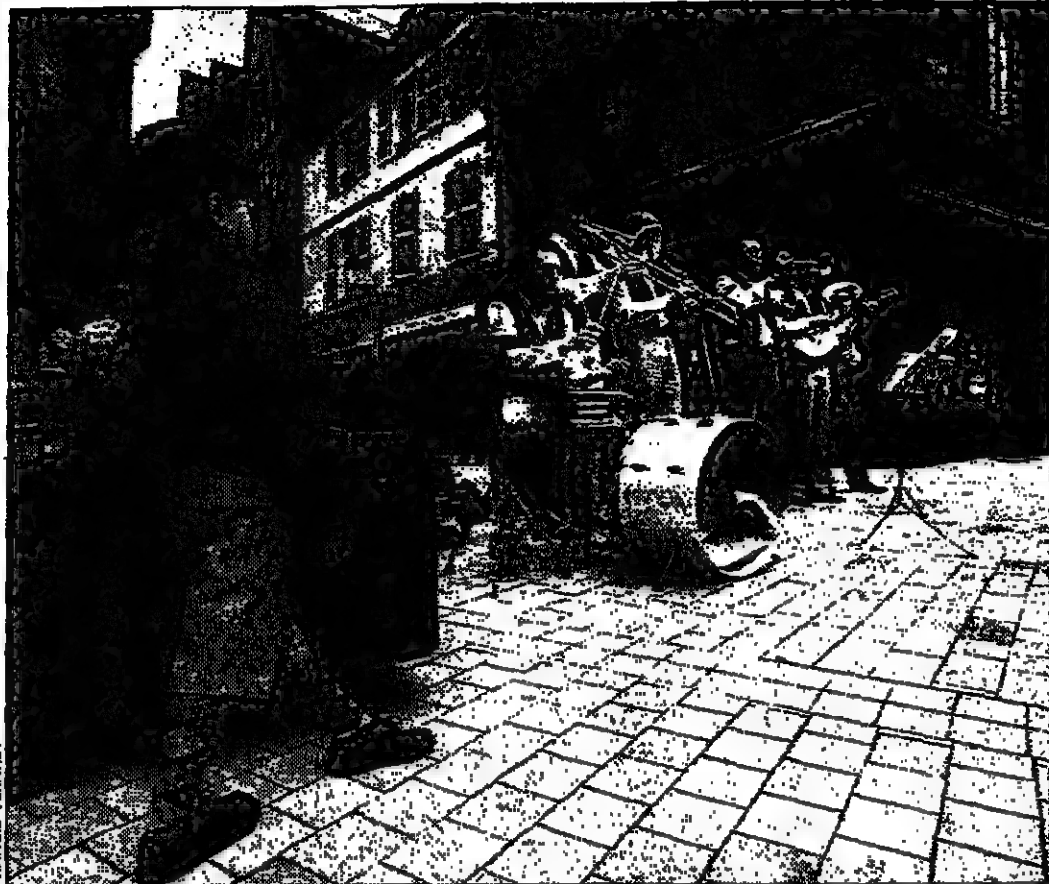
En quatorze années d'existence, le Printemps de Bourges n'a jamais cessé d'évoluer. Pour 1990, malgré l'adversité, le festival s'est trouvé une nouvelle identité. Histoire de cette dernière métamorphose.

CETTE année, la préparation du Printemps de Bourges relevait de l'ordalie. A peine commencée, l'été dernier, cette même préparation a été suspendue à la suite d'un dépôt de bilan. Le bouclage de la programmation a été célébré par l'un des plus grands incendies qu'ait connus Paris ces dernières années. Dans les ateliers du 68, quai de Seine se trouvaient les locaux parisiens du Printemps, et dans ces locaux, les archives, les contrats, la mémoire, ancienne et récente, de la manifestation.

Entre l'administrateur judiciaire et les pompiers, le quatorzième Printemps de Bourges a quand même réussi à mper et à retrouver une maturité. Sous la direction de Daniel Colling, qui fut à l'origine de la première édition, en 1977, les programmeurs l'ont réinventé, le voulant plus maigre, plus pointu, mais aussi plus accueillant, espérant trouver dans l'austérité de nouvelles manières de s'enthousiasmer pour les musiques populaires du monde, des Balkans au Mali, de Venissieux à Kiev.

Autour de Colling (qui, dans sa collection de casquettes, détient également celles de directeur du Zénith à Paris, et de producteur de Guy Bedos et Jacques Higelin), une dizaine de programmeurs ont commencé à repenser le festival, sa durée, son organisation spatiale, tirant les leçons des années passées, prenant en compte les 3 millions de francs de déficit. Ensuite sont arrivés les noms, d'artistes, de groupes de spectacles, et les débats. Chaque programmeur a fait ses propositions à la direction artistique du Printemps, composée de Daniel Colling, Maurice Frot et Marcelle Gallinari. La troupe a tranché : selon les termes choisis par Ben (premier artiste à se voir confier la communication du Printemps), Bourges en avril sera « plurilibre, pluri-individualiste, pluricréatif, plurithématique, pluritout ». Le programme est vaste, il recouvre les concessions nécessaires à la survie du Printemps, Patricia Kaas ou Guy Bedos (concessions dont personne ne peut rougir), des audaces alléchantes (aller chercher les musiciens de l'Est dans les Balkans plutôt qu'en URSS), des omissions aussi, plus ou moins accidentelles, comme l'absence de l'Amérique latine.

Le Printemps 90 ne durera que six jours (au lieu de dix), n'accueillera que quarante spectacles (au lieu de quatre-vingts) et attend moitié moins de spectateurs. Une fois ce cadre fixé, le premier souci des programmeurs a été d'échapper à la tentation de faire comme l'an passé, mais moitié moins grand. Après des débats houleux, à la fin de l'été 1989, deux décisions d'ordre matériel furent prises : se passer des services du Stadium, le chapiteau géant qui accueillait les têtes d'affiche (Clegg, Renaud, Higelin) et répartir les spectacles sur toute la ville de Bourges, au lieu d'en concentrer l'essentiel hors les murs, sur les bords



En marge des grandes messes, des animateurs de rue

de l'Auron. Du coup, les têtes d'affiche (Tears For Fears, Guy Bedos, Noir Désir, Gypsy Kings, Patricia Kaas et Midnight Oil) passeront au Pavillon, le complexe sportif. L'acoustique y connaît les mêmes rapports difficiles avec les charpentes métalliques et les panneaux de basket qu'ailleurs, mais dans une salle de quatre mille places.

La répartition entre têtes d'affiche (français/étrangers, rock/variétés) n'est que la manifestation la plus évidente d'un dilemme. Manifestation populaire (le déficit ne doit pas faire oublier que plusieurs dizaines de milliers de personnes s'y rendent chaque année), le Printemps n'est jamais resté en place deux années de suite. Créé en 1977 pour accueillir les artistes que les institutions culturelles et commerciales rejetaient (Higelin, Lavilliers, Béranger, Renaud...), il est très vite sorti du créneau chanson française, accueillant U2 ou The Cure, Youssou N'Dour ou Mory Kanté. Même si les riches heures de Bourges restent estampillées du label « chanson française » (l'an passé encore, Renaud et Higelin ont rempli le Stadium), les transformations imposées par la conjoncture ont été l'occasion d'une mue définitive.

« Quand on a proposé Bedos, on s'est dit, ça y est, c'est reparti avec les anciens », dit Maurice Frot, qui fut lui-même aux origines du Printemps, avec Colling.

En définitive, Bedos sera l'ultime témoin du passé. Mais l'essentiel de Bourges est ailleurs.

Sa direction artistique réunit des professionnels du spectacle, programmeurs de salles (Jacques Erwan au Théâtre de la Ville, Patrick Millat à Orléans), producteurs ou managers (Colling, Bernard Batzen, qui a dans son écurie La Mano Negra et les Satellites), des professionnels, dont les sensibilités, les goûts, les intérêts bien compris aussi, se complètent et se recoupent. Ils auraient pu accueillir cette année Tiny Tim, le minuscule excentrique Américain joueur d'ukulele, ou Chico Buarque, qui manque régulièrement ses rendez-vous avec le Printemps français, ou encore Tackhead, bande de rappers new-yorkais qui joue de vrais instruments. Mais le programme auquel on n'échappera pas vaut largement celui auquel on a échappé.

Des groupes alternatifs programmés par Patrick Millat (parce qu'il les a vus dans sa salle de la banlieue lyonnaise), aux superstars attirées à Bourges à l'occasion d'une tournée française (Midnight Oil a accepté de faire un détour en souvenir d'un premier grand concert en France, donné lors du Printemps 1986), les programmeurs ont attiré dans le Cher des artistes qui ignoraient jusqu'à l'existence de la France. Une fois l'accord acquis, il a fallu leur trouver la

bonne case. On garde encore un souvenir ému du concert qui a réuni l'an passé Véronique Sanson et Dino Lee. Le public de la première s'est unanimement levé, a tourné le dos à la scène et s'est bouché les oreilles pour faire savoir au second ce qu'il pensait de son trash-rock.

Pour 1990, les mariages annoncés semblent raisonnables, que ce soit les Indiens montagnais de Kashin avec leur compatriote acadien Daniel Lanois, ou les sombres Ibères de la Busqueda avec les Noir Désir bordelais. On verra bien comment le public des Gypsy Kings réagira aux chansons de banquet bulgares d'Ivo Papasov. « En 1986, James Brown, qui devait jouer avec Rapsonic (groupe de go-go music de Washington), a annulé sa participation au dernier moment. Nous avions décidé de les faire passer avec les Pogues et un groupe de country. C'est mon meilleur souvenir de Bourges », raconte Bernard Batzen. Le jeu idéal serait donc de circuler de salle en salle, de laisser un peu de part au hasard, de prélever sur le budget festival (le prix de chaque spectacle va de 60 à 140 F) la part du risque.

Cyril Lefebvre, musicien (il joue de la guitare hawaïenne avec Dora Lou, formation demi-mondaine), est pour beaucoup dans le lifting du Printemps. Programmeur depuis l'année dernière, c'est lui qui a amené Ben et mis sur pied les distractions hors jeu, le concert Charles Ives à plusieurs fanfares, la collaboration Boltanski-Bryars sur le Naufrage du Titanic. Avec la dispersion des salles dans l'ensemble du centre-ville, ces manifestations gratuites, qui se dérouleront aussi dans la rue, sont un peu la dernière chance de redéfinir les rapports entre Bourges et son festival.

Si le maire communiste Jacques Rimbaud et la municipalité n'ont jamais légué sur les crédits et sur le soutien politique, la ville est restée rétive aux grandes migrations printanières, comme obnubilée par l'image du routard en patanas venu fumer son chanvre au pied du Palais Jacques Cœur. L'accueil des hôteliers est parfois médiocre (en 1989, certains ont fait connaître leurs résistances dans la presse locale), les commerçants ne se sont pas bousculés pour aider à l'organisation des animations de rue. Pourtant le charme des vieilles pierres de Bourges, la richesse de ses équipements culturels en font l'habitat presque naturel du festivalier. D'autant que le Printemps a signé cette année l'arrêt de mort de « Merguez Street », l'allée des vendeurs à la sauvette, dont le spectacle et les odeurs n'arrangeaient rien.

L'atmosphère de ravalement général qui a présidé à l'organisation du quatorzième Printemps, la volonté — réalisée — de larguer les dernières amarres qui le liaient encore à son passé, ajouté au poids de l'enjeu financier (en augmentant la part des subventions dans les recettes, en diminuant le budget, Daniel Colling espère quand même dégager trois millions destinés à éponger une partie du déficit), se résument très simplement dans la bouche de tous ceux qui ont travaillé à son élaboration : « Cette année, ça passe ou ça casse. »

THOMAS SOTINEL

Sans compter les découvertes (soixante groupes et artistes), les événements programmés hors jeu, le Printemps de Bourges proposera cette année quarante-quatre spectacles. Dans leur grande majorité, ces concerts accueillent plusieurs artistes. En voici une sélection, forcément arbitraire.

Yousou N'Dour, Ralph Thamar.

On a beaucoup reproché à Yousou N'Dour ses accointances britanniques, son album produit à l'occidentale sous l'égide de Peter Gabriel. Ce débat byzantin ne devrait quand même pas faire oublier que le groupe du Sénégalais est l'un des meilleurs à nous venir d'Afrique et que lui, Yousou N'Dour, est l'un des plus grands chanteurs du monde. De l'autre côté de l'Atlantique, en Martinique, Ralph Thamar a accédé à la célébrité en chantant pour Malawi. Il a ensuite décidé de faire son chemin seul, fidèle aux canons de la musique antillaise en créole, danse polissonne, show-business ironique, savoir-faire et talent. Avec, entre les deux, Roé, nouveau candidat à la conquête du très mythique flamenco-rock.

★ Le 11 à 16 heures, Palais des congrès, 90 F.

Parkinson Square, Vopli Vidoplasova, Mega City Four.

Rock des banlieues. Lyonnaise d'abord, avec Parkinson Square qui commence à faire trembler les

ciés, après une période de sommeil pour le rock lyonnais. Ukrainienne ensuite (Kiev), avec Vopli Vidoplasova, quatuor folk-punk (accordéoniste-chanteur compris) qui s'attaque sans peur au patrimoine de la mère Ukraine. Britannique enfin, avec MC4, représentants émérites de l'extrême rock.

★ Le 11 à 23 heures, salle Gilles-Sandier, 60 F.

Public Enemy.

Le problème n'est pas simple. Chuck D. peut prétendre sans ridicule au titre de porte-parole de sa génération. Il flotte malgré tout, autour du trio, une odeur un peu nauséabonde à la suite des déclarations antisémites du Professor Griffin. De toute façon, le rap de Public Enemy est une musique née de la violence, même si elle prétend la combattre. Les voir à Bourges, loin des ghettos et des banlieues, tient un peu de l'expérience de laboratoire. Mais l'atmosphère devrait être un peu plus sereine que la veille au Zénith porte de Pantin.

★ Le 12 à 16 heures, Palais des congrès, 90 F.

Jimmy Orlid.

Venu d'Algérie via Lyon, il est en train de devenir l'exemple unique d'une rencontre entre le rock et une musique algérienne qui refuse le raï. Il fait passer l'austérité, les limites de l'instrumentation, grâce à une voix incandescente, entre muezin et James Brown. Au même programme, Otis Grand and the Dancekings.

★ Le 12 à minuit, salle Gilles-Sandier, 60 F.

Urban Dance Squad.

Dilemme cruel, l'Algérien de Lyon ou les rappers d'Amsterdam? Urban Dance Squad est un groupe de scène formidable qui déclenche le même genre de manifestations désordonnées que la Mano Negra en employant des moyens (le rap, la danse music, les solos de guitare piqués aux idoles des années 60) totalement différents. Pour ceux qui ne tiennent pas en place.

★ Le 12 à minuit au Grand Théâtre, 60 F.

Kid Creole and the Cocombs, Besir, Bastien et Na, Dadastang, Brave Combo.

En tête d'affiche, August Darnell et ses noix de coco, rescapés, par la grâce de Prince, qui a composé leur dernier 45 tours, d'une difficile passe publicitaire (cf. au Pepito). Mais c'est surtout en dessous que ça se passe avec Besir, fanfare tzigane-serbe qui joue des musiques orientales sur des instruments généralement associés aux défilés de majorettes; Brave Combo, orchestre de bal tex-mex au répertoire aussi vaste que son État natal; plus des souffleurs helvètes et des percussionnistes métalliques. Assez complet pour qu'on soit sûr d'y trouver son bonheur, assez hétéroclite pour que les mélanges détonnent.

★ Le 13 avril à 16 heures, Palais des congrès, 90 F.

Noir Désir et la Busqueda.

Pour le rire, c'est la veille, même heure, même endroit, avec Bedos. Les Bordelais, si charmants soient-ils dans le civil, vivent dans un monde aussi

sombre que leur nom peut l'indiquer. Mais il n'y a aucune affectation dans cette violence, ce rock exacerbé et saccadé, seulement le reflet actuel d'une tradition née avec le Velvet Underground. Curieusement, leur univers n'est pas très éloigné de celui de la Busqueda, bande de Catalans des Baléares, qui ont augmenté leur formation de trompettes (espagnoles, rien à voir avec la traditionnelle section de cuivres) et d'un violoncelle.

Un peu trop réservés à force d'élégance digne, ils explorent des chemins inédits et finiront peut-être par trouver le passage qui unit le rock aux musiques hispaniques. Et pour continuer cap sud-sud-ouest, on découvrirait Xutos et Pontapes, groupe portugais qui a récemment fait quelques apparitions en première partie de la Mano Negra.

★ Le 13 à 12 heures, au Pavillon, 110 F.

Toots Thielmans et Martial Solal Duo.

Sur le papier, piano et harmonica. Dans la réalité, un duo exceptionnel du plus éblouissant des pianistes de jazz (Martial Solal) avec un harmoniste moderne, sensible à l'extrême. Expression, beauté, talent, humour.

★ Le 14 à 14 heures au Grand Théâtre, 100 F.

## La carte du Printemps

Date	Heure	Lieu	Artiste(s)
11 avril	16h	Palais des congrès	Yousou N'Dour, Ralph Thamar
11 avril	23h	Salle Gilles-Sandier	Public Enemy
12 avril	16h	Palais des congrès	Jimmy Orlid
12 avril	minuit	Salle Gilles-Sandier	Otis Grand and the Dancekings
12 avril	minuit	Grand Théâtre	Urban Dance Squad
13 avril	12h	Pavillon	Toots Thielmans et Martial Solal Duo
13 avril	16h	Palais des congrès	Noir Désir et la Busqueda
13 avril	minuit	Grand Théâtre	Kid Creole and the Cocombs, Besir, Bastien et Na, Dadastang, Brave Combo
14 avril	14h	Grand Théâtre	Toots Thielmans et Martial Solal Duo

صباح من الامل



# MUSIQUES

POUR UN PRINTEMPS DE BOURGES OUVERT SUR LE MONDE

## Du temps des copains au temps des zoulous

Si la tradition veut qu'en avril on ne se découvre pas d'un fil, voilà quatorze années que les Berruyens se mouillent bon gré mal gré pour un Printemps qui ne les concerne pas tous vraiment. Le 6 avril 1977, s'ouvrit le bal. Pluvait-il, cette année-là ?

On parlait d'abord de ceux qui ne sont jamais venus. Bref et Brassens parce qu'ils étaient sur le point de nous quitter définitivement. Jean-Jacques Goldman parce qu'il n'en a jamais vu l'intérêt. Pierre Ferret parce qu'il ne déroge pas à son principe de consacrer ses vacances de Pâques à ses enfants. Devos par crainte, Pierre Barouh par oubli. Jean Ferrat par méfiance. Henri Salvador par paresse. Michel Berger par indifférence. Serge Lama par orgueil. Michel Sardou par hostilité presque idéologique. Mais les autres, tous les autres... « Pourquoi philosophe alors qu'on peut chanter ? », s'exclamait l'auteur des *Copains d'abord*. C'est peut-être la raison de « l'affiche introuvable » que constitue le Printemps de Bourges depuis sa création en 1977.

Il est bon de se souvenir que Renaud, en 1978, assurait la première partie de Ricet Barrier, alors qu'il

ne portait pas encore son perfecto lourd de gloire. Higelin, en 1980, tel un lutin trop malin, refusait de quitter un chapiteau où il pluvait sur les spectateurs tant la condensation était dense. Jane Birkin, emmitouflée dans ses mélodies, s'avancant comme une bête égarée vers le public, avant d'être rejointe par un Gainsbourg désespéré. Alain Bashung, torréfié de trac, hurlait un *Gaby* névrotique, le dos tourné à des spectateurs qui s'éclipsaient. Il y eut aussi Léo Ferré, déboussolé, lâchant à quelq'un dans la salle: « Dis donc, tu m'engueules pas, au moins ? ».

Il faudrait aussi dire les folles nuits que Francis Lalanne fit passer, à quatre reprises, à des brimborions adolescentes qui lui jetaient des ours en peluche pendant que leurs parents attendaient dans le parking à côté. Ou alors, raconter la visite timbante et digue d'un vieux monsieur nommé William Burroughs, qui récita une poignée de poèmes électriques à des punks ébahis par tant de violence. On pourrait aussi dire la dernière apparition de Pierre Desproges, en 1987, avec une longue tirade, alors incompréhensible, sur le cancer.

Au début, on entendit de « bonnes » et très « engagées » chansons. Reggiani, les Frères Jacques, Colette Magny, Catherine Ribeiro, Henri Tachan, Joan Pau Verdier, Jacques Bertin, Julos Beaucarne. Puis, en 1980, arriva le rock. Une drôle de pulsation que



Léo Ferré, 1985.



Serge Gainsbourg, 1986.

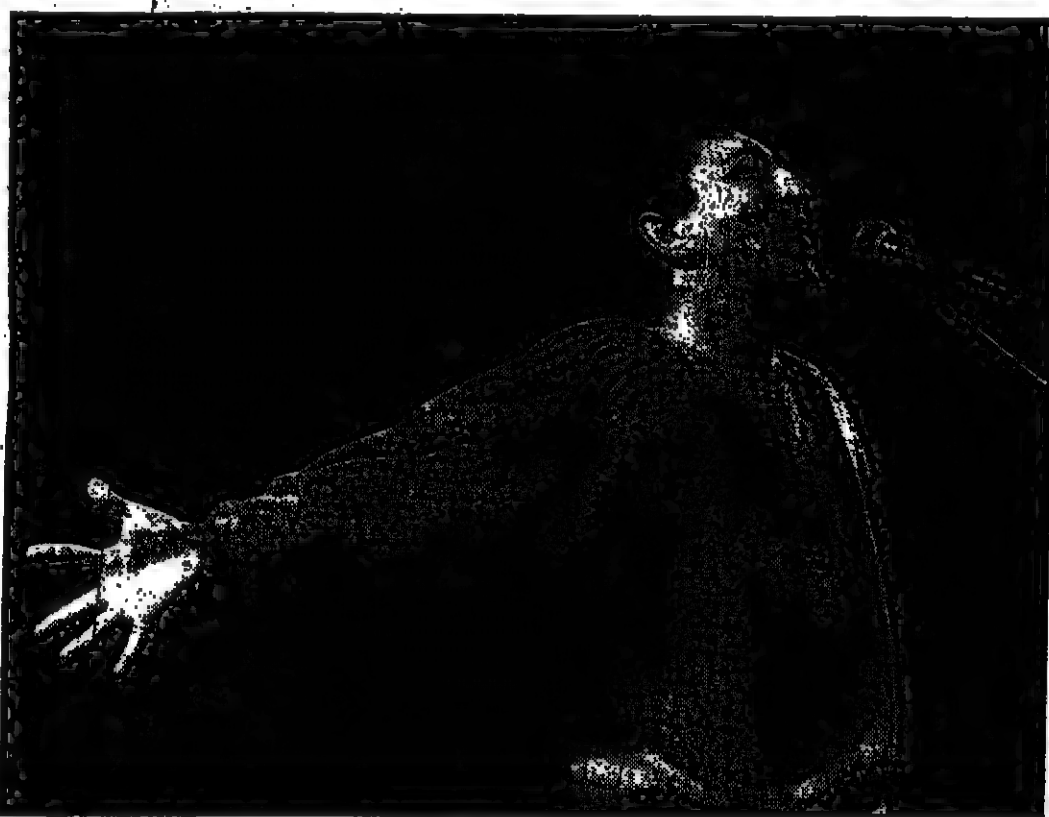
le public se mit à avaler comme des vitamines. La Souris Déglinguée, Téléphone, Indochine, Ray Charles, Jerry Lee Lewis, Eddy Mitchell, Johnny Hallyday.

En 1986, ce fut le tour de l'Afrique de débouler avec ses rythmes foisonnants: Salif Keita, Youssou N'Dour, Ray Lema. De plus en plus, l'heure fut à cette sono mondiale où se mêlent les chants des ghettos de Soweto, les riffs des guitares californiennes, les voix du Yémen, les synthétiseurs occidentaux. Une nuit, pendant qu'un premier ministre - Michel Rocard - arpenteait les couloirs, on vit un Zoulou blanc chanter avec un combattant black: la rencontre entre Johnny Clegg et James Brown, en 1987, marqua un tournant. Avec ses trempins, ses scènes « découvertes », Bourges est l'un des rares endroits, aussi, où

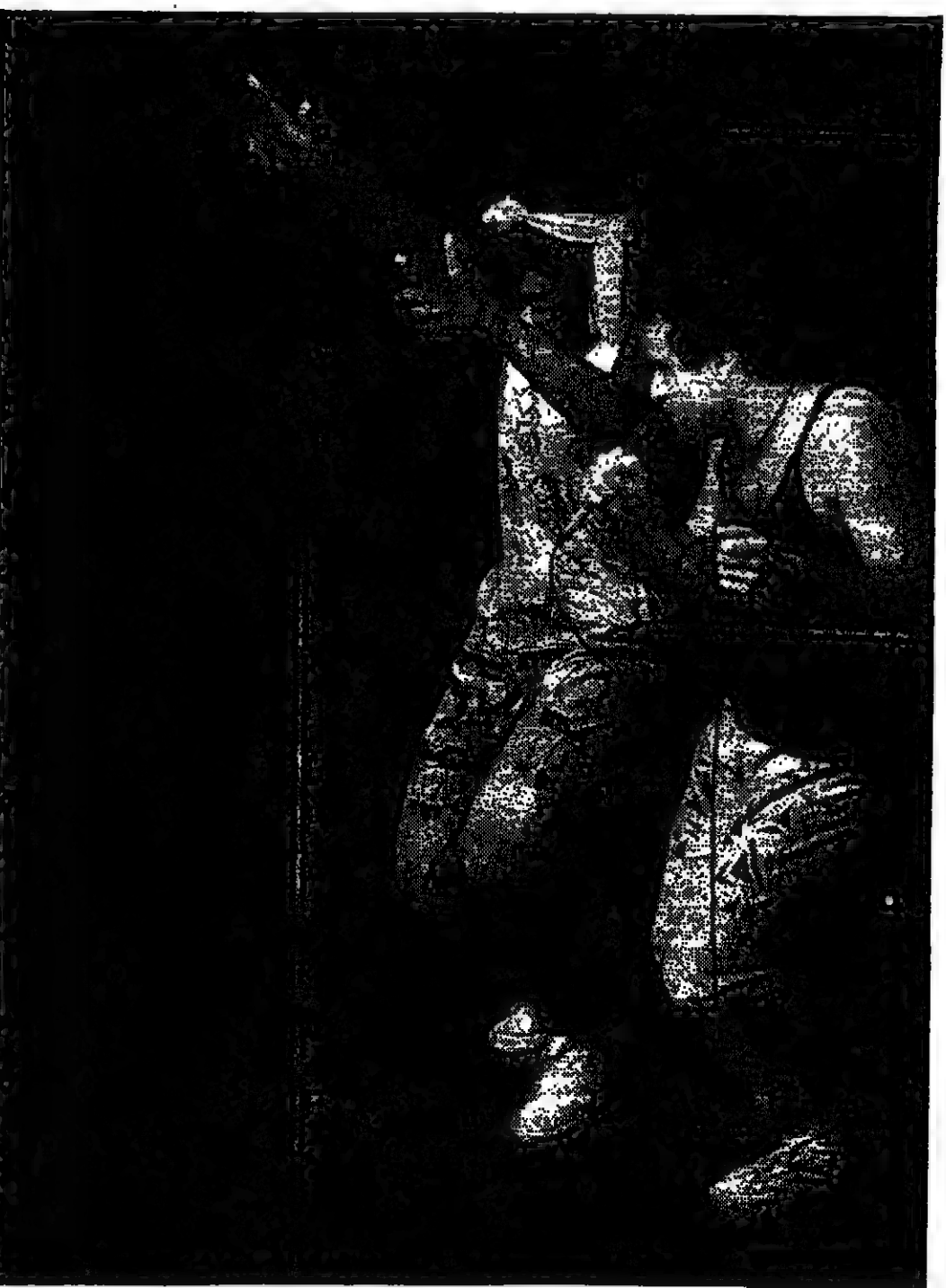
des inconnus peuvent attirer l'attention. Allain Leprest, Karim Kacel, Patricia Lai, l'Affaire Louis Trio, en savent quelque chose.

Aujourd'hui, qui se souvient encore de Jacques-Emile Deschamps, celui qui, le 6 avril 1977, ouvrit le bal ? Les temps ont changé, les goûts aussi. Avec, désormais, un besoin frénétique de rythmes, de couleurs, de chaleur. Patricia Kaas chante le blues. Mais Gainsbourg tréballe toujours ses jeans, bleus comme un poème d'Eluard. Le ciel berruyer est souvent abasourdi à la froideur, au vent, à la pluie et à la neige. Peu importe. Même les marchands de parapluies y trouvent leur compte. « Comme il pleut souvent en avril, je double mon chiffre d'affaires. Grâce au Printemps », m'a un jour confié une dame alerte, toute en frisettes.

YANN PLOUGASTEL



Karim Kacel, 1984.



Johnny Clegg, 1987.

## La carte du Printemps

Daniel Lanois, Kaskade.

Le producteur acadien de Dylan, U2 et des Neville Brothers semble prendre goût à la scène. Avec son petit tube rustique (*Jolie Louise*) et son bel album, il a réussi son entrée d'artiste. Ayant lui, les Indiens Montagnais de Kaskade feront entendre leur folk classique mais chanté en innu, la langue des aborigènes du nord du Québec.

★ Le 14 à 17 heures, Palais des congrès. 110 F.

Cooking Vinyl.

C'est le nom d'un label britannique qui s'est fait une spécialité de folk militant. Le premier succès de Cooking Vinyl est venu avec le célèbre album de Michelle Shocked, enregistré autour d'un feu de camp, sur lequel on entendait les cigales et les camions qui passaient au loin. Miss Shocked est partie, restent Rory McLeod (distribué en France par Virgin), le Colorblind James Experience et l'Oyster Band, pour faire vivre cette musique qui se joue partout, faite pour voyager. On pourra apporter ses cigales.

★ Le 14 à 16 heures, salle Gilles-Sandier. 60 F.

John Cale.

Il devait venir en duo avec Marianne Faithfull, mais, comme cela lui arrive souvent, la belle s'est perdue en chemin. Reste donc Cale, au piano, pour chanter ce qu'il veut de sa vie, des années Velvet à nos jours (*Songs for the Dying*, peut-être la première des chansons écrites pour Warhol en collaboration avec Lou Reed).

★ Le 15 à 14 heures au Grand Théâtre. 90 F.

Tanita Tikaram, Flaco Gimenez, Cowboy Junkies.

La petite grandit en public. Tanita Tikaram n'a pas retrouvé le tour de main qui avait fait de *Twist in My*

*Sobriety* un succès, mais elle a travaillé, et son nouvel album est riche, de chansons et de promesses. Reste à espérer qu'elle a un peu appris l'art de la scène. Pour rester dans les brumes, plus délectables aussi, les Cowboy Junkies, Canadiens dont les dehors country masquent à peine une mélancolie dévorante. Et, pour remonter le moral de tout le monde, l'accordéoniste favori de Ry Cooder, le señor Flaco Gimenez, roi de la polka telle qu'elle se joue sur les bords du Rio Grande.

★ Le 15 à 17 heures, Palais des congrès. 110 F.

Michel Hermon et Agnès Host chantent Berlin.

De Brecht à Lou Reed, en passant par Sarah Leander, un artiste polymorphe (en ce moment, il joue Peachum dans *l'Opéra de quat'sous* après avoir exploré le lyrisme et la chanson réaliste) accompagné par l'une de ses complices habituelles, la soprano Agnès Host. Au même programme, Wasaburo Fukuda, Japonais exilé à Paris par amour pour Edith Piaf.

★ Le 15 à 20 h 30, Théâtre Jacques-Cœur. 70 F.

Albert Collins, Clarence Gatemouth Brown, Ali Farka Touré.

Le premier a appris la guitare avec Lightnin' Hopkins, remplacé Jimi Hendrix derrière Little Richard et joué dans le groupe du second. Clarence Gatemouth Brown joue de la guitare et du violon, se promène sans cesse entre le country et le blues, les mélanges sur les champs de coton et les cowboys, mémoire vivace du Texas. Et puis, lointain cousin, d'Afrique: Ali Farka Touré.

★ Le 16, à 14 heures, Palais des congrès. 110 F.

T. S.



## DANSE

JEAN-CLAUDE GALLOTTA REVIENT AVEC « LES MYSTÈRES DE SUBAL »

## Le geste à haute voix

Le Groupe Emile Dubois de Jean-Claude Gallotta n'a occupé que dix ans la maison de la culture de Grenoble, surnommée « le Cargo ». Gallotta, depuis cette année, se consacre à une création qui passe par la subversion du langage chorégraphique, par un détournement de l'image et des mots. Désormais, il filme, écrit, et invente de nouveaux « ballets » comme ces « Mystères de Subal » qu'héberge jusqu'au 13 avril le Théâtre de la Ville.

Jean-Claude Gallotta dit volontiers qu'il est « un enfant grand ». Parions que lorsqu'il était « enfant petit », il vivait le nez dans les Voyages de Gulliver, de Jonathan Swift. Il partage avec l'écrivain irlandais le goût de l'ironie et des tribus imaginaires : les Mammames et les Subaliens des chorégraphes de Gallotta sont un compromis entre les Houyhnhnms et les Yahoos. A la différence de Swift, qui a toujours préféré un bon cheval à n'importe quel humain, Jean-Claude Gallotta est obsédé par l'animalité et l'obscurité de l'homme. Là où Swift fustige, Gallotta ne peut s'empêcher d'aimer.

Corps, sexe, émotion forment la trilogie à partir de laquelle il observe et décrit son monde, que ce soit dans les spectacles vivants, dans son premier livre à paraître fin mars, *Mémoires d'un dictaphone* (1), ou dans son premier long-métrage, *Rei Dom*, rebaptisé finalement *La Légende des Kreuls*, et qu'on verra à Cannes dans la section « Perspectives » (2). Sa dernière chorégraphie, les *Mystères de Subal*, présentée à Grenoble début mars, et reprise au Théâtre de la Ville à Paris, porte la marque de ses investigations dans l'écriture et le cinéma.

Gallotta reprend à son compte les propos de Gombrowicz : « l'homme s'exprime par tous les moyens, il faut qu'il danse, qu'il chante, qu'il fasse de la peinture, de la littérature. » On sait que Gombrowicz a commencé par la danse. Mais Gallotta ajoute : « A dix-huit ans, je voulais faire du théâtre. Je n'arrivais pas à récrire mon texte. Alors, je me suis mis à récrire mon corps, et l'on m'a mis dans la catégorie des danseurs ». Une autre fois, il vous dira que son intérêt pour le corps lui est venu aux Beaux-Arts ; ou bien qu'il n'a pas osé toucher au cinéma plus tôt, par crainte de ne pas dominer la technique de la caméra.

Bref, c'est la danse qui, depuis douze ans, a comblé son désir d'images et d'action corporelle. Quant au texte, il s'en est vengé, ainsi que de son manque de mémoire, en inventant une langue avec laquelle il « fait corps ». Il est le seul à en connaître le sens, mais chaque spectateur la comprend, un peu comme s'il s'agissait d'un langage universel.

Pour bien saisir à quelle sorte de personnage appartient Gallotta, examinons de plus près cette nouvelle création que sont les *Mystères de Subal*. Subal est le nom d'un lieu de plaisir, exotique, quel que part dans un port. Macao ? Pourquoi pas Chandernagor ? Après la série des « gros plans sur quelques personnages de la tribu », soit deux trios (les Louves, Pandora), suivis des duos de Docteur Lubus,



le chorégraphe renoue avec sa meilleure veine : la fresque.

Dans ces *Mystères*, les corps sont noueux, déhanchés, il y a dans l'air des promesses d'accouplements. Mais les femmes prennent le jeu en main, qui devient plus subtil, plus ritualisé. On les voit emboîter sur une table ces messieurs par ordre de taille, les caresser, les mettre sur le dos, enfoncer leur nez dans leur bouche ouverte. C'est truculent, dégoûtant, bouleversant, jamais gratuit.

Voyeur qui ne se dissimule pas, Gallotta commente : « J'ai le sentiment paradoxal de vouloir me cacher et de me montrer pourtant. Dès que je le sens possible, je pointe ma tête sur scène. Je suis étonné que l'on ne m'en chasse pas. J'ai parfois envie de fuir. Je suis comme un animal qui essaie d'être libre. » Il

exécute là, avec sa voix et un micro, une performance qui nous effraie tant il ose exprimer d'ombre et de folie. On pense fugitivement à Artaud et à Nijinski (que Gallotta admire également). On a du mal à le regarder trop fixement.

A côté du trivial, il y a le sacré, les scènes de l'aveugle et du paralytique, le duo d'amour qui tient la salle en haleine, des femmes portées à dos d'homme telles des croix, l'homme qui ressuscite dans les jardins d'Eden, entouré de créatures voluptueuses... « C'est le vieux tourment judéo-chrétien. Quand j'étais enfant, je rêvais de Zeus et des divinités de la mythologie. Un jour, on m'a dit qu'il n'y avait qu'un seul dieu, tout en me parlant du sacrifice du Christ : cela crée un sacré embouteillage dans la tête d'un petit Occidental ». A noter que le Groupe Emile Dubois, qui tourne dans le monde entier, est peu demandé en terre musulmane.

*Mémoires d'un dictaphone* - le livre - est un carnet de réflexions : travail du corps et vie quotidienne. « Je fais de la science-fiction du geste... » Gallotta n'a pas la prétention d'être Chamfort. La surprise de l'ouvrage se situe entre les pages 53 et 114. L'auteur y glisse sept nouvelles. Il se place au plus près du fonctionnement physiologique et de ses fluidités. Humeurs d'où découle, si l'on ose dire, un code cruel et absurde : « Il commença par retenir le soleil. Il le regarda jusqu'à ce que ses yeux éclatent de chaleur. Il devint aveugle, ce qui lui permit de mieux sentir ses retenuës. Puis il avala tout le pus qui coulait de ses yeux... »

Cinéaste, Jean-Claude Gallotta ne nous raconte rien d'autre, dans la *Légende des Kreuls*, qu'une nou-

velle histoire de tribu. Intéressant, un chorégraphe qui filme : il a l'intuition quasi parfaite de la place juste d'un personnage dans un plan. Mas lui, derrière sa caméra, il souffre ! « Il me faudra désormais agir en chorégraphe sur le plateau. La sensibilité se perd, au fil du tournage, ne sent-elle que par absence d'exercice physique quotidien. »

La tribu de Rei Dom parle le kreul, évidemment : le chorégraphe a dû écrire ses sous-titres, inventer les équivalents de ce langage qu'il est le seul à comprendre. Vraie récréation pour celui qui aime tant les mots qu'il ne peut les prononcer à haute voix.

Depuis peu, pour qualifier la danse, Gallotta parle joyeusement de ballet-cinéma, qu'il oppose au ballet-théâtre. Il veut être considéré comme un auteur, avec la liberté d'employer les moyens d'expression qui lui conviennent dans l'instant. Il dit qu'il essaie désormais de « régler sa vie émotionnelle et passionnelle, d'être une sorte de moine, afin de se dévouer totalement à la création ». Comment oublier, en voyant les images produites par son imagination, que les moines peuvent aussi faire alliance avec le diable ?

DOMINIQUE PRÉTARD

\* Les *Mystères de Subal*, du 4 au 7, puis du 9 au 13 avril, Théâtre de la Ville, 2045. Tél. : 48-87-54-42.

(1) *Mémoires d'un dictaphone*, Pion-Carnets, 150 pages, 90F.

(2) *La Légende des Kreuls*, long métrage 35 mm/copeurs produit par la Sept, le CNC, le GED, le Cargo de Grenoble. Producteur délégué : CDN Productions.

## La saison



« Les aventures d'Ivan Vaffen », 1984.  
« Les louves », 1986.  
« La légende des Kreuls », 1990.

## POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Non seulement il parle, mais en plus il dit ce qu'il pense.

Il a le soutien de Jean TRAVOLTA  
les yeux de Nicole ALLEY  
et la voix de Daniel AUTEUIL



ALLO MAMAN  
ICI BEBE

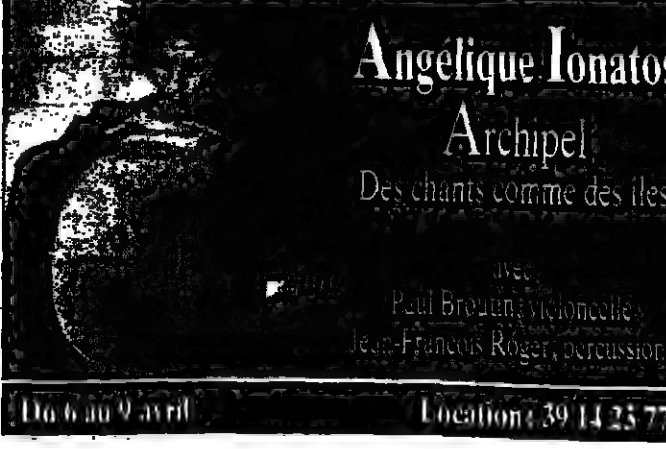
UN FILM DE JACQUES BEZOU  
Avec Jean Travolta, Nicole Alley, Daniel Auteuil, Jean-Pierre Bouvier, Jean-Pierre L  aud, Jean-Pierre Maréchal, Jean-Pierre P  r  , Jean-Pierre R    , Jean-Pierre S    , Jean-Pierre T    , Jean-Pierre V    , Jean-Pierre W    , Jean-Pierre X    , Jean-Pierre Y    , Jean-Pierre Z    .

PASOLINI



L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU

SARTROUVILLE ESPACE GERARD PHILIPPE



Angelique Ionatos  
Archipel  
Des chants comme des îles

avec  
Paul Broun, violoncelle  
Jean-François R    , percussions

Du 6 au 9 avril Location : 39 14 25 77

صوتك من الامل

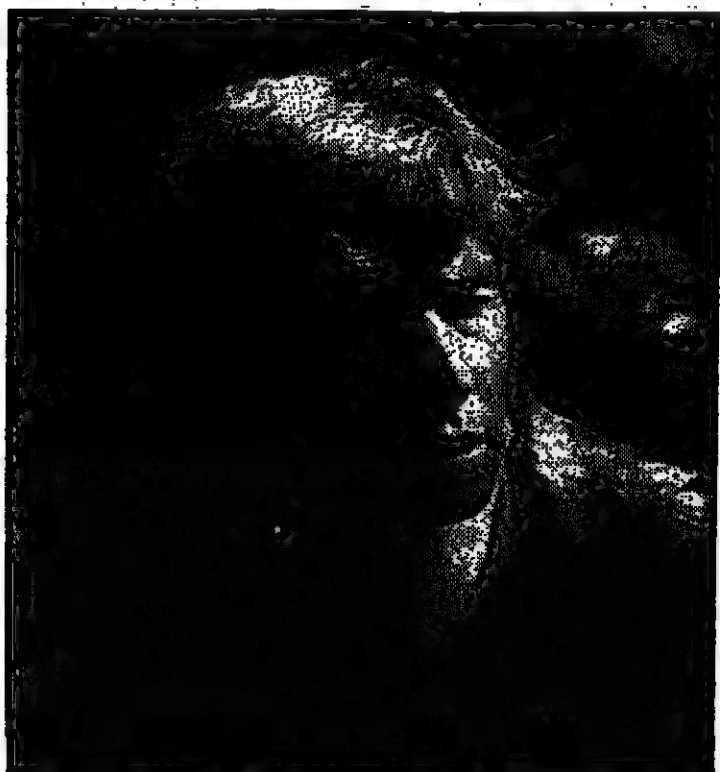


CINÉMA

COMÉDIES A PROVERBES D'ÉRIC ROHMER ET ÉTIENNE CHATILIEZ

La saison des moralistes

Qu'y a-t-il de commun entre un cinéaste arrivé à la célébrité dans les années 80 et un vétérán de la nouvelle vague ? Qu'est-ce qui fait penser au nouvel Eric Rohmer dans le dernier film d'Etienne Chatiliez ? Une façon de choisir les sujets et de les traiter dans le but d'édifier. Un goût de l'apologue, hérité de nos écrivains du dix-huitième siècle. Un humanisme, pour résumer.



Etienne Chatiliez



Eric Rohmer

Le dernier film d'Eric Rohmer, *Conte de printemps*, qui inaugure une nouvelle série, « Contes des quatre saisons », sort en même temps que le deuxième long métrage d'Etienne Chatiliez, *Tatie Danielle*. C'est un pur hasard de la distribution en salles et il n'y a, a priori, aucun point commun entre les deux cinéastes, dont l'un tourne depuis plus de trente ans, dont l'autre a commencé de faire parler favorablement de lui il y a deux ans avec *La vie est un long fleuve tranquille*.

A une génération de distance, n'est-il pourtant pas troublant de détecter, chez Etienne Chatiliez, avec des moyens certes différents, cette attitude de moraliste, ce souci du scénario élaboré et de l'importance des dialogues, qui caractérisent tout le cinéma d'Eric Rohmer ?

A part le *Signe du lion* (1959), la *Marquise d'O* (1975) et *Perceval le Gallois* (1978), qui ont eu une existence autonome, l'œuvre de Rohmer se compose de « Six contes moraux », « Six comédies et proverbes », d'un intermède, « *Quatre Aventures de Renette et Mirabelle* », et de ce *Conte de printemps*, première des « Quatre saisons », dans laquelle se reconnaissent la démarche, la pensée, le style du plus littéraire des auteurs « nouvelle vague », héritier cinématographique de la tradition du roman d'analyse, de la *Princesse de Clèves*, et d'un dix-huitième siècle philosophe et moraliste.

C'est justement de philosophie qu'il est question dans *Conte de printemps*. Jeanne (Anne Teyssière) l'enseigne dans un lycée de la région parisienne où elle fait un stage en attendant d'être nommée en province avec son fiancé, Mathieu, mathématicien. Lui, c'est l'homme invisible. On ne le verra pas dans le film. Il est en voyage. Et comme toujours chez Rohmer, une situation apparemment simple engendre une complication cérébrale. Mathieu absent, Jeanne ne veut pas habiter l'appartement qu'elle partage avec lui, et elle a prêté son studio à une cousine, qui s'incruste. Elle accepte alors l'hospitalité de Natacha (Florence Darel), adolescente dont le père, Igor (Hughes Quester), divorcé, est un homme mûr et séduisant mais dont le grand défaut, aux yeux de sa fille, est d'avoir une maîtresse de son âge à elle (Eloise Bennett). Elle entreprend de l'évincer, en poussant Jeanne vers Igor.

Ajouter à cela un printemps mouillé de pluie fine, des fleurs pour dire la saison, une maison de campagne à Fontainebleau où tout le monde se retrouve pour un jeu qui risque de tourner mal. L'intrigue, construite par paliers, garde - autre constante rohmérienne - une part d'incertitude. De plus - et cela nous ramène à *Ma nuit chez Maud*, l'un des plus célèbres « Contes moraux », premier succès commercial inattendu du cinéaste - Jeanne a résisté à la tentation de faire l'amour avec Igor en se retranchant derrière un discours philosophique dont elle avait fait la répétition générale au cours d'une conversation de table avec Eve.

On ne sait plus bien aujourd'hui quelle est la part de l'écrit et de l'improvisé dans les dialogues que prononcent les personnages de Rohmer. Mais c'est toujours - des années 60 à la fin des années 80 - un langage contemporain, accordé aux situations sociales, aux professions, à l'état des inœurs, à l'environnement (ah! ces appartements semi-bourgeois semi-bohèmes remplis de livres, de décors de province, de banlieue, de quartiers parisiens) (1).

L'EFFET MIROIR DE LA CARICATURE

Le jeu intellectuel est chauffé à blanc. C'est la femme qui le conduit, et l'homme qui s'agrippe à son ordre moral. La perversité demeure. On n'est pas moraliste sans être un peu cruel. Il y a dans ce *Conte de printemps* l'effet miroir d'un caricaturiste épilant ses personnages sur leurs positions stratégiques offensives, défensives, repli, coups fourrés.

Or c'est justement cet art de caricaturiste qui a fait jubiler les nombreux spectateurs de *La vie est un long fleuve tranquille*, où Etienne Chatiliez renvoyait dos à dos les Le Quennoy, bourgeois catholiques du Nord, et les Grosjean, « proles » de HLM, « mauvais pauvres », rigolards, mais pas dangereux comme les Thénardier pouvaient l'être chez Victor Hugo. A un réalisateur venu du cinéma publicitaire, on a volontiers attribué un sens du gag visuel peaufiné dans la pratique du spot, et ce n'est pas faux.

Mais *Tatie Danielle* remet, d'une certaine manière, les pendules à l'heure. Ecrits et dialogués par Florence Quentin, qui fait vraiment mouche dans la prise en charge du langage social, les deux films de Chatiliez, films d'auteur comme ceux de Rohmer,

pourraient être - sont - des « comédies et proverbes », des fables ou des contes.

Il était une fois une infirmière amoureuse d'un « gynécologue » qui, pour se venger des humiliations infligées par cet amant marié, échangea deux bébés à la clinique. Forfait qu'elle révélera douze ans plus tard. C'est *La vie est un long fleuve tranquille*, ou « Il ne faut pas confondre l'inné et l'acquis », ou encore « Il faut qu'une famille reste ouverte ou fermée ».

Il était une fois une vieille dame d'Auxerre qui, après avoir causé la mort « accidentelle » d'une vieille bonne, se fit héberger à Paris dans la famille de son neveu pour lui rendre la vie impossible. Elle tomba un jour sur une fille, jeune, plus coriace qu'elle. C'est *Tatie Danielle*, ou « La Vieillesse n'est pas le plus grand des maux, mais la plus grande des revanches », ou encore « La Méchanceté ne se trouve pas forcément là où on le croit ».

Avec Chatiliez, on peut donc s'amuser à inventer des proverbes surtout quand il passe la bourgeoisie moyenne française au crible de la fable sociale. Aujourd'hui, elle a plus d'importance que la nouvelle bourgeoisie des années 70 broyée par Claude Sautet, et pourrait bien inconsciemment singer les intellectuels du monde d'Eric Rohmer, car elle a, elle aussi, sa stratégie des discours, une philosophie à ras-terre faite de lieux communs et qui passe pour du bon sens.

Voilà bien qui fait de Chatiliez le moraliste des années 90. Il est d'ores et déjà un cinéaste majeur de la nouvelle décennie. Comme Eric Rohmer, il est radicalement différent des « modernes » affirmés des années 80: Beineix, Besson, Carax qui, se voulant hommes « d'images » avant tout, et d'images propres aux jeunes générations, ne se sont jamais tellement préoccupés de leurs scénarios et de leurs dialogues. Or, la pub où s'est formé Chatiliez, c'est l'image. On savourera le paradoxe.

JACQUES SICLIER

(1) Vient de paraître *Eric Rohmer*, de Joël Magny. Etude de référence complète et actualisée depuis la première édition de 1986. Editions Rivages/ cinéma. 256 p., 59 F.

★ Lire renseignements pratiques dans notre rubrique « films nouveaux ».

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Allô maman

ici bébé

d' Amy Heckerling, avec John Travolta, Kirstie Alley, George Segal, Jason Schaller, Jerry, Olympia Dukakis, Alva Vigoda. Américain (1 h 38).

Entre sa gentille maman, son papa sur-occupé, sa grand-maman dérangée, son baby-sitter sympa, un nouveau-né raconte les péripéties quotidiennes de son existence, commente l'irresponsabilité des adultes avec une grande sagesse et une voix de basse.

VO : Forum Horizon, handi-capsé, dolby, 1<sup>re</sup> (45-08-57-67) ; U.G.C. Danton, dolby, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Cocorin, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-52-82) ; U.G.C. Biarritz, 8<sup>e</sup> (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; U.G.C. Mollat, 17<sup>e</sup> (40-58-00-16).

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-53-53) ; U.G.C. Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Panquier, handi-capsé, dolby, 8<sup>e</sup> (43-57-35-43) ; Pathé Français, dolby, 8<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, handi-capsé, dolby, 8<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handi-capsé, dolby, 13<sup>e</sup> (45-61-94-95) ; Mistril, handi-capsé, 14<sup>e</sup> (45-39-62-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 15<sup>e</sup> (45-22-48-01).

Cézanne

de Jean-Marie Straub, Danièle Huillet, avec Joachim Casquet. Français (52 mn).

Cézanne, sa vie, son œuvre, par le couple le plus célèbre de toute l'histoire du cinéma.

L'Entreprise, handi-capsé, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

Conte de printemps

d' Eric Rohmer, avec Anne Teyssière, Hugues Quester, Florence Darel, Eloise Bennett, Sophie Robin. Français (1 h 52).

Lire notre article ci-contre.

Gaumont Les Halles, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Le Saint-Gervais-des-Prés, Salla G. de Beauregard, 8<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-05-12-16) ; Gaumont Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (43-59-04-47) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-51) ; Encornet, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; Gaumont Paroisse, handi-capsé, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40) ; Gaumont Abbeville, handi-capsé, 14<sup>e</sup> (43-27-04-50) ; Gaumont Convention, handi-capsé, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27).

Le Décalogue 10, tu ne convoiteras pas les biens d'autrui

de Krzysztof Kieslowski, avec Jerzy Stuhr, Zbigniew Zamachowski, Henryk Bista. Polonais (57 mn).

Deux frères héritent d'une collection de timbres. Ils pensent la vendre pour en tirer le maximum d'argent. Ils se renseignent sur la valeur du trésor. Peu à peu,

au cours de leur enquête, ils sont gagnés par une passion de collectionneurs.

VO : Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-28-50-25) ; Les Trois Balcas, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

Le Décalogue 9, tu ne convoiteras pas la femme

de Krzysztof Kieslowski, avec Ewa Blaszczyk, Piotr Machalica. Polonais (58 mn).

Un mari qui a des difficultés sexuelles soupçonne sa femme de le tromper. Il se torture, la surveille, la suit, la surprend, mais c'est au moment où, angoissée, elle est en train de rompre.

VO : Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-28-50-25) ; Les Trois Balcas, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

Jamais, nulle part, à personne

de Ferenc Tóth, avec András Kozák, Jolanta Grzesik, Tibor Amadi, Peter Kuril. Hongrois (1 h 35).

L'esprit hongrois est l'un des plus désespérés de toute l'Europe centrale. Il faut dire que l'histoire de la Hongrie est riche en péripéties éprouvantes. Sur ce plan, les temps récents n'ont rien à envier aux siècles passés. Après le nazisme, s'est installé le stalinisme, avec ses propres déportations de gens politiquement peu surs. Comme cette famille Vendel, et leur petit garçon de neuf ans, par qui l'histoire est vue.

VO : Épis de Bois, 8<sup>e</sup> (43-57-57-47) ; L'Entreprise, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

Mona et moi

de Patrick Grandperret, avec Denis Lavan, Sophie Simon, Antoine Chappoy, Johnny Thunders, Jean-François Stévenin, Olivier Owen. Français (1 h 30).

Ils sont jeunes, pas si beaux que ça, et ils glandent. Ils aiment le rock et la coke, savent exploiter les adultes, mais ne savent pas résister à l'aura glorieuse d'une rock star destroy, d'ailleurs sur le déclin. Les jeux de l'amour et du hasard façon mode 1989, l'amour du Grand Prix au Festival de Belfort et du prix Jean Vigo.

14 Juillet Odeon, 8<sup>e</sup> (43-25-59-53).

My Left Foot

de Jim Sheridan, avec Daniel Day Lewis, Brenda Fricker, Ray Mc Anally, Hugh O'Connor, Alison Whelan, Emma Sheridan. Irlandais (1 h 40).

Christy Brown est peintre et écrivain, ce qui ne suffirait pas pour faire un film s'il n'était pas paralytique. Très exactement il a une paralysie spasmodique qui lui laisse l'usage de son pied gauche, c'est tout. Ses Mémoires ont paru en 1954, et le rôle a valu à Daniel Day Lewis l'Oscar 1990 (contre Tom Cruise dans sa classe roulante pour *Né un 4 juillet*).

AUJOURD'HUI

14 JUILLET ODEON

MONA ET MOI

UN FILM DE Patrick GRANDPERRET

GRAND PRIX DE BELFORT 89

PRIX JEAN VIGO 90

Avec la Fondation Gan pour le Cinéma



## CINÉMA

VO : Gaumont Opéra, 2° (47-42-50-33) ; Ciné Beaubourg, handicapé, 2° (43-71-52-38) ; 14 Juillet, Odéon, 2° (43-25-53-83) ; Publicis Champs-Élysées, 2° (47-20-78-23) ; 14 Juillet, Bastille, handicapé, 11° (43-57-30-81) ; Gaumont Paribas, 14° (43-35-30-40) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 19° (45-75-78-79) ; VO : Les Mousses, 14° (43-22-52-37).

## Nelly Fédé

de Jean-Marie Vermeil, avec Andréa von Busch, Howard Vernon, Vladimir Gerasimov, Sandro Zucchi, François (1 h 50).

Empédocle, général et philosophe grec, s'est suicidé en se jetant du haut de l'Etna. A propos de sa mort, Hérode le roi écrit une pièce mystérieuse, et d'une immense force poétique. Dont « le couple le plus célèbre de toute l'histoire du cinéma » a tiré ce film.

L'Entrée, handicapé, 14° (45-43-41-63).

## Tatie Danielle

de Étienne Chablon, avec Tatie Chablon, Catherine Jacob, Isabelle Huppert, Hélène Odry, Éric Prat, Laurence Favier, François (1 h 50).

Lire notre article page précédente.

Gaumont Les Halles, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-50-33) ; U.G.C. Montparnasse, 2° (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 2° (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 2° (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Panorama, 2° (43-57-35-43) ; U.G.C. Biarritz, 2° (45-82-20-40) ; Les Nations, 12° (43-63-04-57) ; U.G.C. Lyon Bellecour, 12° (43-43-01-53) ; Faurerette Bis, 13° (43-31-60-74) ; Gaumont Paribas, 14° (43-35-30-40) ; Gaumont Albi, 14° (43-27-84-50) ; 14 Juillet, Beaugrenelle, 19° (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15° (48-28-43-27) ; U.G.C. Mollat, 17° (40-68-

00-16) ; Pathe Clichy, 18° (45-22-46-01).

## Turner &amp; Hooch

de Roger Spottiswoode, avec Tom Hanks, Mare Winningham, Gail T. Nelson, Reginald VelJohnson, Scott Paulin, Jo Chen Bonney, Américain (1 h 41).

Hooch est une sorte de ET caïd, au physique presque plus étrange. Adopté par un policier, il met dans sa vie un désordre pas possible. Mais comme il est aussi attendrissant que son modèle, tout est bien qui finit bien.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-05-57-57) ; George V, 2° (45-82-41-46).

VF : Rex, 2° (43-38-83-83) ; U.G.C. Beaugrenelle, 2° (45-63-16-16) ; Pathe Français, 2° (47-70-33-83) ; Faurerette, 13° (43-31-58-88) ; Mitrail, handicapé, 14° (45-38-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14° (43-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-94-94) ; Pathe Wapler II (ex-images), handicapé, 18° (45-22-47-94) ; La Gaietie, 20° (48-38-10-86).

## Un jeu d'enfant

de Pascal Kaul, avec Paul Schmidt, Dominique Lavanant, Jean Carmet, Laura Morano, Marie Dubois, Marie Margy, Français (1 h 35).

Au début de la seconde guerre mondiale, un garçonnet, élevé librement, réfugié en province, découvre l'hypocrisie, l'angoisse, la peur, la culpabilité, l'amour. Forum Orient Express, handicapé, 1° (43-33-43-28) ; Pathe Impérial, handicapé, 2° (47-42-72-52) ; Pathe Houta-touille, handicapé, 2° (46-33-79-38) ; Pathe Marignan-Concorde, 2° (43-59-82-82) ; Faurerette, 13° (43-31-58-88) ; Pathe Montparnasse, 14° (43-20-12-08) ; Pathe Wapler II (ex-images), 18° (45-22-47-94) ; La Gaietie, 20° (48-38-10-86).



## SÉLECTION

## La Compagnie de Cléon

de Jacques Davia, avec Tatie Chablon, Sébastien Huet, Jacques Bonnet, Judith Magre, Carlo Brandt, Français (1 h 50).

Les citadins aux champs. Des artistes, des intellectuels de surcroît. Des narcissiques qui, de toute façon, ont une tendance fâcheuse à s'embrouiller dans leurs pro-

blèmes, à faire dériver leurs émotions, à se conduire comme des enfants gâtés. Des gens intelligents, sensibles. Attentif, Jacques Davia porte sur eux un regard d'une drôlerie sans complaisance, mais plein de savoir et de sympathie. Un regard à la Brezheer.

Forum Orient Express, handicapé, 1° (43-33-43-28) ; Rexine Odéon, 2° (43-28-19-58) ; Sept Paroissiales, 14° (43-20-32-20).

## Cyrano de Bergerac

de Jean-Paul Rappeneau, avec Gérard Philipe, Vincent Perez, Jacques Weber, Roland Barthe, Philippe Morier-Genoud, Français (2 h 15).

La pièce fameuse d'Edmond Rostand, avec les vers originaux et quelques autres de la même en pour faire le lien. Un film de cape et d'épée avec beaucoup de mouvement, de l'action à n'en plus finir, des acteurs magnifiques, et Depardieu, un Cyrano de rêve. L'événement.

Forum Horizon, handicapé, THX, 1° (45-05-57-57) ; Pathe Houta-touille, 2° (46-33-79-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2° (45-74-94-94) ; U.G.C. Des-ros, 2° (43-25-10-30) ; La Pagode, 2° (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapé, 2° (43-59-19-08) ; U.G.C. Normandie, 2° (46-83-16-16) ; Max Linder Panorama, THX, 2° (48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 2° (47-42-50-33) ; Les Nations, 12° (43-63-04-57) ; U.G.C. Lyon Bellecour, 12° (43-43-01-53) ; U.G.C. Gobelins, 13° (45-81-84-85) ; Mitrail, 14° (45-38-52-43) ; Mitrail, 14° (45-38-52-43) ; Kinoparant, handicapé, 19° (43-06-50-50) ; U.G.C. Convention, 19° (46-74-94-94) ; U.G.C. Mollat, 17° (40-68-00-16) ; Pathe Wapler, 18° (45-22-47-94).

## Les Maîtres de l'ombre

de Roland Joffé, avec Paul Newman, Dwight Schultz, Bonnie Bedelia, John Cusack, Laura Dern, John C. McKinley, Américain (2 h 08).

Dès 1942, au lendemain de l'attaque de Pearl Harbor, les Américains ont engagé le programme qui allait aboutir au bombardement atomique de Hiroshima et de Nagasaki. Spécialiste des grandes fresques historiques, Roland Joffé pose à travers les affrontements de quelques hommes-clés, dont Oppenheimer, l'inventeur de la bombe, et le général Groves, le grand chef des buts de la science et de son exploitation par les militaires, les hommes d'affaires, les hommes d'armes. Paul Newman (le général) a toujours les yeux bleus.

VO : Forum Orient Express, handicapé, 1° (42-33-43-28) ; Pathe Houta-touille, 2° (46-33-79-38) ; Pathe

Dans le Japon du seizième siècle ravagé par les guerres civiles, deux villageois rêvent, l'un de rencontrer une princesse féérique, l'autre de s'offrir une panoplie de samouraï. Ils partent et vont de déceptions en malheurs. Voir les Contes de la lune vagabonde après la pluie, de Mikoguchi, c'est comme traverser la poésie, comme voyager dans la beauté pure, la plus raffinée.

## Contes de la lune vagabonde

de Kôji Mikoguchi, avec Michiko Kyo, Mikio Tanaka, Masayuki Mori, Sakae Ozawa, Sôshû Aoyama, Japonais, 1983, noir et blanc (1 h 37).

La vie et les amours, les aventures et les ratages de deux frères, punis de bar, qui ont connu des jours meilleurs et s'adjoignent une bombe scellée pour retrouver du public. De ce côté-là, ils réussissent. Mais le charme de ce premier film tient à la description tendre des deux parents du piano.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-05-57-57) ; U.G.C. Odéon, 2° (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 2° (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 2° (45-82-20-40).

## Où est la maison de mon ami ?

de Abbas Kiarostami, avec Babak Ahmadi, Ahmad Ahmadi, Iranien (1 h 25).

Un écolier a emporté chez lui le cahier de classe d'un copain, et va le lui rapporter. Mais il ne connaît pas bien son adresse. Et on part avec lui dans les rues plates de danger, d'étonnement, d'émerveillement et de peur.

VO : Utopie Champollion, 2° (43-28-84-85) ; 14 Juillet, Paribas, 2° (43-35-30-40).

## Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient ?

de Bao Yong-kyun, avec Yi, Sio, Hwang, Coréen (2 h 15).

Les derniers jours d'un maître zen, jours de sagesse dans des paysages enchantés. Un hymne à la vie magnifique, mais qui ne se raconte pas.

VO : 14 Juillet, Odéon, 2° (43-25-10-30).

## Profond Désir

de Shôhei Imamura, avec Rintaro Mikuni, Hideo Ochiyama, Chôchiro Kawarasaki, Kanjuro Arashi, Yasuko Matsuzaki, Kazuo Kikawa, Japonais (2 h 50).

Le Japon est un archipel composé d'une myriade d'îlots séparés de la civilisation. Les dieux y sont omniprésents, les rites très étranges. Les mœurs sont primitives, cruelles souvent, laxistes parfois, même si les familles incestueuses servent de bon émissaire. Ainsi, celle de Ja-Ja, dont le vieillard franchement libidineux, grand-père et père, sinon amant d'une fille belle, délicate, nymphomane, follement amoureuse d'un ingénieur venu de Tokyo pour amener l'eau dans l'aine de came à sucre. Chaleur et sécheresse font craquer la terre et les tabous. Pendant près de trois heures passionnantes, haletantes, il y aura le va-et-vient des désirs, les sacro-sacres de la nature, il y aura le désespoir des hommes fléchés par les dieux. Plus sauvage que jamais, Imamura pose des personnages simples, frô-

leur mystère, les entraîne dans une épopée magistrale et zéro.

VO : Paribas, handicapé, 2° (43-35-30-40).

## Roger et moi

de Michael Moore, avec les habitants de la ville de Flint, Américain (1 h 31).

La General Motors ayant fermé ses usines, la ville de Flint se dépeuple, d'espérance. Un journaliste entreprend d'interviewer le PDG. La satire est dure et drôle.

VO : Seine-Aval-des-Arts 1, 2° (43-25-48-18) ; Les Trois Salons, 2° (45-61-10-80) ; La Bastille, 11° (43-07-48-80) ; Sept Paroissiales, 14° (43-20-32-20).

## Susie et les Baker Boys

de Steve Kloves, avec Michelle Pfeiffer, Jeff Bridges, Russ Reagle, Elle Reale, Jennifer Tilly, Xander Berkeley, Américain (1 h 53).

La vie et les amours, les aventures et les ratages de deux frères, punis de bar, qui ont connu des jours meilleurs et s'adjoignent une bombe scellée pour retrouver du public. De ce côté-là, ils réussissent. Mais le charme de ce premier film tient à la description tendre des deux parents du piano.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-05-57-57) ; U.G.C. Odéon, 2° (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 2° (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 2° (45-82-20-40).

## Tango &amp; Cash

de Andrzej Kozmowski, avec Sylvester Stallone, Kurt Russell, Jack Palance, Teri Hatcher, Michael J. Pollard, Brian James, Américain (1 h 44).

Deux policiers vedettes à Los Angeles. Ils se jalousent comme des vrais stars. On se demande comment s'est passé le tournage entre Sylvester Stallone (avec son menton) et Kurt Russell (avec ses lunettes).

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-05-57-57) ; George V, THX, 2° (45-82-41-41) ; Pathe Marignan-Concorde, 2° (43-59-82-82).

VF : Rex, 2° (43-38-83-83) ; Beaugrenelle, 2° (45-63-16-16) ; U.G.C. Normandie, 2° (46-83-16-16) ; Pathe Montparnasse, 2° (45-74-94-94) ; U.G.C. Lyon Bellecour, 12° (43-43-01-53) ; Faurerette, handicapé, 13° (43-31-58-88) ; Gaumont Opéra, 14° (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15° (48-28-43-27) ; Pathe Wapler, 18° (45-22-47-94) ; La Gaietie, THX, 20° (48-38-10-86).

## Venue Peter

de Jon Soller, avec Ray McAnally, Gordon H. Strachan, David Hayman, Shonagh Cusack, Caroline Patterson, San Haryon, Britannique (1 h 34).

Dans un petit port écossais, face à la mer, face à une réalité sans avenir, un garçon rêve. Et ses rêves sont beaux.

VO : Reiter Logos 2, handicapé, 2° (43-54-42-34).

## Le Visiteur du musée

de Constantin Lopouchanski, avec Victor Mikhalev, Vadim Lobanov, Valeri Malozemov, Irina Belokhina, Alexandre Igoulevitch, Soviétique, noir et blanc et couleur (2 h 18).

La terre est un tas d'ordures, la mer crache des vagues jaunes, la mousse blanche de sa pourriture. Des muges sales mentent le soleil. Paysages somptueux, funéraires dans lesquels l'homme, point minuscule,

se perd. La plupart d'entre eux sont mal formés, hystériques et débiles, parqués dans des réserves dont ils ne sortent que pour servir chez les autres et pour une cérémonie religieuse. Et vient celui qui veut visiter le « musée », dont le film montre les rencontres troublantes, les tortures morales. Qu'est-ce que le musée ? A peine un but pour le mysticisme étouffant de Constantin Lopouchanski, pour son désespoir sans issue. Un nihilisme aussi absolu peut impressionner, peut aussi exaspérer.

VO : Cosmos, 2° (45-44-28-80).

## REPRISES

## Les Contes de la lune vagabonde après la pluie

de Kôji Mikoguchi, avec Michiko Kyo, Mikio Tanaka, Masayuki Mori, Sakae Ozawa, Sôshû Aoyama, Japonais, 1983, noir et blanc (1 h 37).

VO : Action Christiane, 2° (43-28-11-30) ; Mac-Milhan, 17° (43-28-79-88).

## L'Étranger

de Lucien Visconti, avec Marcello Mastroianni, Anna Karina, Georges Wilson, Bernard Blier, Franco-italien, 1967 (1 h 55).

Incorable autodestruction d'un homme qui se voit indifférent à son entourage, à la société, au monde. Encore la rétrospective Visconti.

VO : Reiter Média Logos, 2° (43-54-42-34).

## L'Évangile selon saint Matthieu

de Pier Paolo Pasolini, avec Ennio Mozzati, Romano Battaglia, Margherita Caruso, Italien, 1964, copie neuve (2 h 20).

Pasolini était communiste et catholique. Trop italien pour ne pas être en intimité avec le quotidien de la religion, avec les hommes des Évangiles. Etres humains autant que saints et prophètes.

VO : Arcantone, 2° (44-33-88-88) ; Seine-Aval-des-Arts 1, 2° (43-25-48-18).

## L'Innocent

de Lucien Visconti, avec Giancarlo Giannini, Laura Antonelli, Jean-Pierre L  aud, Franco-italien, 1976 (2 h 05).

S'inspirant très librement du roman de Gabriele D'Annunzio, Visconti observe la désagrégation d'une famille, d'une société. Dernier film du cinéaste italien - il mourut peu avant sa sortie - l'Innocent est son œuvre la plus belle.

VO : Reiter Média Logos, 2° (43-54-42-34).

## Marat-Sade

de Peter Brook, avec Glenda Jackson, Patrick Magee, Jon Richardson, Britannique, 1966 (2 h).

Peter Brook a monté à Londres une pièce de Peter Weiss au titre interminable, réduit à Marat-Sade. Affrontement de deux idéologies extrêmes, comme on les aimait à l'époque, les années 60. Affrontement aussi de deux conceptions dramaturgiques. Puis, avec les mêmes comédiens, Peter Brook a tourné ce film, exemple réussi de transfert théâtre/cinéma.

VO : Action Christiane, 2° (43-28-11-30).

La sélection cinémas a été établie par Colette Godard.

LA RÉVÉLATION  
2 OSCARS

**MEILLEUR ACTEUR**

DANIEL DAY LEWIS



**MEILLEUR SECOND RÔLE FÉMININ**

BRENDA FRICKER

## MY LEFT FOOT

UN FILM DE JIM SHERIDAN

UN FILM GAIKANA. UNE PRODUCTION NOEL PEARSON  
DANIEL DAY LEWIS RAY MCANALLY BRENDA FRICKER MY LEFT FOOT  
CIVIL SERVICE JACK CONWAY J. PATRICK DUFFY CAROL MURPHY  
ELMER REYNOLDS PAUL HELLER & STEVE MORRISON CHRISTY BROWN SHANE CONNAUGHTON JIM SHERIDAN  
NOEL PEARSON JIM SHERIDAN SOVEREIGN

سكنا من الامل



# THÉÂTRE

ARCHAOS A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

## Le grand cirque de la cruauté

En quatre ans, le Cirque Archaos a imposé un « style dégingne », un humour sans complexe, une belle vitalité, beaucoup de poésie. Il a fait un tabac en France, en Angleterre ; il est en passe de devenir une multinationale. Il se trouve actuellement chez nous, à la Grande Halle de La Villette.

ILS ont déboulé un jour avec des tas de ferraille, des vieilles bagnoles, des télé dégingnées, de la boue partout, du cuir râpé, des hailons orgueilleux. C'était le Cirque Archaos, aussitôt qualifié de « punk », d'autant qu'il s'accompagnait de rock brailleur. C'était il y a quatre ans. La tribu arrivait juste au moment où, après les Grilles, le cirque escouait la possibilité des routines. Les Archaos eux-mêmes se sont attachés à tous les jours se renouveler et surprendre, variant chaque spectacle, introduisant de très bons numéros classiques, mais présentés à leur manière, qui ne l'est pas du tout.

Leur truc, c'est le contraste, et pas seulement sur scène. Peu rasé, peu coiffé, coquettement vêtu tout-jean bien patiné, Pierrot Bidon, père fondateur d'Archaos, se présente comme un homme d'affaires, PDG d'une sorte de trust, bénéficiant d'une subvention, employant environ cent trente permanents, comprenant une société de production de films — qui a en ce moment en chantier une série de fiction, — une société de gestion et, à l'Als, base de l'entreprise, une école avec deux cents élèves. Plus deux cirques portant le nom d'Archaos. L'un est en Australie avec le spectacle présenté au Cirque d'Hiver (le Monde du 13 janvier) et envisage, après un triomphe en Angleterre, la conquête des Amériques. L'autre est à la Grande Halle de La Villette jusqu'au 22 avril avec un spectacle évidemment nouveau : « délibérément pire ».

« Notre chiffre d'affaires atteint 30 millions de francs, nous espérons arriver jusqu'à 50. 70% viennent de l'étranger, ce qui ne va pas sans complications juridiques, syndicales. Chaque pays a ses lois. Mais nous avons des conseillers, un bureau à Londres, nous nous adaptons, nous nous adaptons ».

Bien que Pierrot Bidon revendique, tout au moins se reconnaisse une propension normale à la mégalo-manie, il ne s'agit pas là de délire fumé. Tout est vrai, rien n'est d'ailleurs impossible. Le langage du cirque traverse aisément les frontières. Les images naïves et brutales d'Archaos, son humour ravageur, sa poésie, sa vitalité paillardes, sont susceptibles de faire merveille sous toutes les latitudes.

« Nous avons appris sur le tas », affirme Pierrot Bidon. Pas tout à fait, car lui-même venait d'un autre cirque, appelé carrément Bidon, et qu'il avait créé douze ans auparavant.

« Tout gosse, dit-il, je pratiquais la musique et le théâtre. Mais j'ai quand même suivi mes études. A seize ans, comme tout le monde, je me suis engagé dans l'armée, où j'ai rencontré un paysan-clown et un instituteur-acrobate. Nous nous sommes associés et avons commencé classique. Je dressais les chevaux, je faisais funambule et aussi porteur ou trapèze volant. D'autres sont venus. On parcourait les villages, on s'installait un peu, on amenait avec nous ce qu'on appelle la magie du cirque. Mais après un moment, ce genre de vie ça devient dur, et on tourne en rond. Je suis parti, quelques-uns sont restés. Le Cirque Bidon existe encore ».

« J'avais eu le temps de réfléchir à ce que je voulais. Je suis parti d'un double constat : j'aime le cirque et je ne l'aime pas. J'aime parce que c'est un bon support pour dire des tas de choses. Je n'aime pas le côté démonstratif, j'aime comme tout le monde ce qu'il porte de rêve. J'ai



Pascalito, Edimbourg, août 1989.

aussi compris que le rêve est jumeau du cauchemar. Pour construire un spectacle tel que je le vois, on doit définir un espace dans lequel se place non pas une histoire, mais des tas d'histoires qui se croisent, à partir des gens qui sont là. Chacun a la sienne. La préparation consiste à discuter, à tester des idées. Nous nous mettons d'accord, et si besoin est je tranche. Le spectacle n'est pas fixe, dans le sens où nous pouvons abandonner un élément s'il ne passe pas, si nous commençons à nous ennuyer. Mais il n'y a pas d'improvisation.

« Les histoires ne sont pas anecdotiques. Je regarde, j'amène les gens à dévoiler ce qu'ils cachent et qu'ils ne savent pas. Je les connais bien, nous vivons ensemble en caravane avec une cuisine commune. Chacun a son boulot, tous sont importants. Naturellement, plus nous sommes connus, plus nombreux sont ceux qui demandent à nous rejoindre. Des gens, comment dire, de la marge du cirque, qui viennent du music-hall, de la rue. J'ai du mal à refuser si je sens une vraie envie généreuse. Je me dis « s'il ne sait rien faire, il apprendra ».

« Les spectacles se construisent comme un enchaînement de clips, de séquences, avec chacune un début et une fin. A partir du moment où l'écriture se dessine clairement, nous abordons la mise en scène. Mais ce n'est pas du théâtre. Nous avons laissé de côté la théâtralité de nos premiers spectacles. A l'époque, il y avait pas mal de texte. Maintenant, non. Nous ne voulons surtout pas tomber dans le genre Alice au pays des merveilles, version cirque. Archaos est un cirque de caractère, qui travaille sur les caractères, et fait passer des émotions ».

« Les thèmes sont simples : tendresse, cruauté, solitude... Solitude des individus, des couples. Tous les cou-

ples, homme-femme, homme-homme. Les bouillottes — les garçons de piste — en blouse grise deviennent violents, des hordes de filles galopent, il y a un homme-chien. Le style destroy, c'est le côté cauchemardesque du rêve. Après tout, qu'est-ce qui n'est pas cruel ? La solitude, l'hiver, les exercices des acrobates qui se torturent le corps jour après jour, tout est cruel. Pas forcément méchant, mais dur à vivre, violent. Ce que nous voulons, c'est que les spectateurs se reconnaissent, et qu'ils rigolent ».

COLETTE GODARD

« Délibérément pire » à la Grande Halle. Lire les renseignements pratiques sous la rubrique « Spectacles nouveaux » ci-contre.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Délibérément pire avec le cirque Archaos.

Retour à Paris de ce cirque infernal, brouillant, violent et surtout très drôle. Lire ci-contre l'article de Colette Godard.

Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Boulin, 19<sup>e</sup>. A partir du 4 avril. Du mardi au samedi à 21 heures. Mercredi, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 42-48-77-22. De 70 F à 180 F.

### Didier Jeuneau, Gilles Dumont et André-Marc Dubourg.

Tankred Dorst, dont Patrice Chéreau a fait triompher Toller et dont, cette année, Robert Hirsch continue de faire triompher *Moi, Feuerbach*, un peu à la manière de Brecht pour la *Bonne Aune de Setchouan*, s'est inspiré du théâtre chinois pour écrire cette parabole sur la coïté des hommes. Une production du Théâtre de la Vache cruelle de Périgueux que l'on ne connaît pas.

Cartoucherie d'Edgar, 8, rue de la Gabelle, 14<sup>e</sup>. A partir du 4 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Mercredi, samedi et dimanche à 18 heures. Tél. : 42-28-27-04. Durée : 1 h 45. 60 F et 90 F.

### La Grande Impression devant les murs de la ville.

de Tankred Dorst. Mise en scène de Pierre Dorst, avec 14 acteurs, Jean-Marc Dorst.

## SÉLECTION

### 1, place Garibaldi

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de l'auteur, avec Armand Lecomte, Françoise Miquel, Guillaume Eda, Benoit Varga, Emmanuel Massarotti, Raymond Houdeline et Serge Houdeline.

Quel plaisir de reprendre la route de Châteauneuf-Malabry pour retrouver la troupe de Jean-Claude Penchenat, tout à fait à son affaire avec ce spectacle de souvenirs des années 50.

Théâtre du Campagnol, 234, av. de la Division-Lederm, 82000 Châteauneuf-Malabry. Du mardi au samedi à 20 h 30. Mercredi, samedi et dimanche à 18 heures. Tél. : 42-20-50-08. De 80 F à 130 F.

### mise en scène

Mario Kollmannberger avec Lina Michel, Gilbert Libe, Jean-Luc Borras et Catherine Arbogast.

La famille Bidochon est peuplée de ces personnages de tous les jours auxquels on s'attache, d'autant qu'ils ont été imaginés par l'un de nos plus talentueux auteurs de bande dessinée. Que deviendront-ils dans la lumière du théâtre et dans la chair de comédiens ? C'est la question.

Grand Théâtre d'Edgar, 8, rue de la Gabelle, 14<sup>e</sup>. Du mardi au dimanche à 20 h 15. Le samedi à 18 heures. Tél. : 42-20-50-08. De 80 F à 130 F.

### L'Astre Tortueux ou la Mère coupable

de Pierre Augustin Caron de Marboleville, mise en scène de Jean-Pierre Vincent.

### Les Bidocheurs Histoire d'amour

de Christian Biet

Le Théâtre de la Vache Cruelle présente  
**LA GRANDE IMPRESSION DEVANT LES MURS DE LA VILLE**  
TANKRED DORST  
au Théâtre du Chaudron Cartoucherie de Vincennes  
Réservation 43 28 97 04

GAUMONT ELYSÉES — GAUMONT OPÉRA — GAUMONT HALLES  
GAUMONT PARNASSE — SAINT-GERMAIN ODEON — ESCURIAL  
14 JUILLET BASTILLE — GAUMONT CONVENTION  
GAUMONT ALESIA — LA PAGODE  
Périphérie : ROXANE Versailles.

CONTES DES QUATRE SAISONS  
**ERIC ROHMER**  
**CONTE DE PRINTEMPS**  
ANNE TEYSSÈRE — HUGUES QUESLER — FLORENCE DAREL  
Produit par MARGARET MENEGOUZ LES FILMS DU LOSANGE  
avec la participation des SOCIÉTÉS INYESTIMAGE  
Distribution LES FILMS DU LOSANGE (Producteur de production) (COPRODUCTEUR)

THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS - LOC. 48 06 36 02

### LA FILLE DE RIMBAUD

de Jacques Guimet  
mise en scène Anne-Marie Lazarini  
avec Laurence Férier - Frédérique Lazarini  
Francis Arnaud - Hervé Bourde - Jean-Pierre Dufrenoy

La fille de Rimbaud rit avec plusieurs genres tous profondément romantiques : c'est comme si Joyce et Rimbaud racontaient l'histoire de James Hadley Chase... Tout concourt ici à l'envoûtement : scénographie, musique, costumes, lumière, trébuchet mystère, étrangeté sur fond de cabaret. Travail très soigné auquel répond une mise en scène fluide et une direction d'acteurs subtile... Ce spectacle rigoureux et divertissant mérite un large public. Armelle Hellet, *LE QUOTIDIEN DE PARIS*, l'héroïne est une jeune fille spirituelle de Rimbaud qui, comme le poète, rêve d'un opéra fabuleux... Un des meilleurs spectacles à voir en ce moment que je recommande chaudement. L'écriture est l'une des plus belles d'aujourd'hui. Jean-Marc Stricker, *FRANCE INTER*. Un polar philosophique dans les coulisses magiques d'un cabaret érotique. A voir par désir d'absolu. *STARFLEX*. Sous l'allégorie du désert c'est de la « séduction » dont il est question. *REVOLUTION*. Entre Dublin et le désert, une boîte de strip-tease, du jazz et un rôdeur de nuit et, pour animer cet étrange monde, Anne-Marie Lazarini. Une réussite. Emmanuel Kleissner, *L'ÉVÉNEMENT DU JOUR*. Jacques Guimet possède un don d'écriture certain (...). Cette dernière pièce séduira ses fidèles et touchera sans doute aussi un public plus large. J.-L. Jéssier, *FIGAROSCOPE*. Servie par une distribution toute en mystère retenue, ponctuée par les accords du saxophone d'Hervé Bourde, appuyée sur une scénographie qui démultiplie l'espace délabré du plateau, Anne-Marie Lazarini signe une mise en scène plongeant au plus profond des abîmes des rêves du théâtre et de ses fous. Didier Barthez, *LA CROIX*.

DERNIÈRE SAMEDI 14 AVRIL

Pour mieux servir les Artistes Interprètes, l'ADAMI s'agrandit et s'installe au

103, rue La Boétie  
75008 PARIS



SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'ADMINISTRATION DES DROITS DES ARTISTES ET MUSICIENS INTERPRÈTES

### THÉÂTRE NOIR DE PRAGUE

Alice au Pays des merveilles

LOC. 48 48 00 22 - 3 F.N.C. - 5415 Code THIA

### DERNIÈRE LE 8 THÉÂTRE 71

W. Malachuk-Rabouin

### EMERGENZA

Issue de secours

de Manlio Santanelli

Mise en scène Pierre Ascaride

avec Daniel Berlioux et Serge Maggiani

Deux excellents comédiens pour un duel oratoire savoureux. *LE QUOTIDIEN*. Une comédie d'une gâtée folle et d'un pessimisme noir. *LE MONDE*. Deux bougres fabuleux sont le monde à eux seuls. *L'ÉVÉNEMENT*. Mise en scène d'émouvant battement et comédiens au jeu étourdissant. *LA CROIX*. On a rarement vu l'image de la condition humaine plus désespérée et plus drôle. *REVOLUTION*.

Du 7 mars au 8 avril

Location : 46 55 43 45



## THEATRE

**TGP**  
S.A. INDEPENDENTS

Danse  
**SANGS**  
CHOREGRAPHIE  
SANTIAGO SEMPERE  
CREATION  
DU 5 AU 7 AVRIL

Théâtre

**SENEQUE  
PHEDRE**

MISE EN SCENE DAISY AMIAS  
AVEC JANY CASTALDI, BRUNO  
SERMONNE, MICHAEL KRAFT,  
EVELYNE ISTRIA, ALAIN MACÉ  
PROLONGATION

**MALLARME  
ABOLI  
BIBELOT**

**GERTRUDE STEIN  
LE MONDE  
EST ROND**

MISES EN SCENE  
XAVIER MARCHAND  
JUSQU'AU 8 AVRIL

THEATRE GERARD PHILIPPE  
29 BOULEVARD GASSER  
92100 SURESNES  
42 43 17 17



La Cour d'honneur du Palais  
des papes d'Avignon  
s'apprête : Scapin, puis  
l'Orchestre national de  
France et les nuits de  
Ramayana s'y succéderont  
du 10 au 28 juillet. Pour rece-  
voir le programme définitif  
du 44<sup>e</sup> Festival d'Avignon et  
les formules de réservation  
de places, il faut  
envoyer, dès aujourd'hui,  
une enveloppe 25 x 35 libel-  
lée à vos nom et adresse et  
affranchie à 12 francs ou :  
Bureau du Festival, B.P. 92,  
84006 Avignon Cedex.

avec Catherine Sene, Jacques Servin, Christine Ferson, Nicolas Sibery, Thierry Hancien, Pierre Vial, Anne Kluener et Yann-Joël Collin.

Beaumarchais prend les  
mêmes, plus un, l'ignoble  
Bégars et recommence.  
Vingt ans après, le Comte et  
la Comtesse, Chérubin,  
Figaro et Suzanne, vicilias,  
héros d'un drame sombre.  
Jean-Pierre Vincent a réussi  
la deuxième volet de son  
exploration de l'œuvre de  
Beaumarchais.

Comédie-Française, place du  
Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>, Les 4 et  
10 avril, 20 h 30 ; le 8,  
14 heures (et les 16, 18, 22,  
23, 25 et 28 avril, 14 h).  
15-00-15. Durée : 2 h 30. De  
14 F à 180 F.

**Le Bonc**  
d'Alexandre Guinman,  
mise en scène  
de Saskia Cohen-Tanugi,  
avec Elisabeth Depardieu  
et Jean-Michel Dupuis.  
Jamais le Studio des  
Champs-Élysées n'avait  
paru si grand. Il le doit aux  
talents conjugués d'un  
auteur gorbatchévien  
d'avant la perestroïka, d'une  
jeune femme metteur en  
scène à l'énergie et à l'im-  
agination hors pair, d'un duo  
d'acteurs qui se complètent  
comme rarement et dans  
lequel Jean-Michel Dupuis  
fait merveille. Inévitable.

Studio des Champs-Élysées,  
15, av. Montaigne, 8<sup>e</sup>. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à  
15 heures. Tél. : 47-20-08-31.  
Durée : 1 h 30. De 110 F à  
180 F.

**La Bonne Ame  
de Sotichouan**  
de Bertolt Brecht,  
mise en scène  
de Bernard Sobel,  
avec Andrzej Seweryn,  
David Guizien,  
Philippe Fauré,  
Nicolas Pignat,  
Sandrine Bernier,  
Emmanuel Stoch,  
Myriam Boyer,  
A. Frérot  
et M. Franchini.  
Un spectacle exigeant, mis  
en scène rigoureusement par

Bernard Sobel et décoré  
sobriement par Nicky Riet.  
Dans le double rôle-titre,  
une jeune femme fait des  
débutants inoubliables. San-  
drine Bernier est énergique,  
autorité, charme, beauté.  
Brecht en est du coup tout à  
fait proche du public  
d'aujourd'hui.

Théâtre de Gennevilliers,  
41, av. des Grillelles, 92000  
Gennevilliers. Du mardi au  
samedi à 20 h 30. Matinée  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
47-93-26-30. Durée : 3 h 30.  
70 F et 100 F.

**Co que voit Fox**  
de James Saunders,  
mise en scène  
de Laurent Terzieff,  
avec Pascale de Boysson,  
Michèle Simonnet,  
Hermine Karagheuz,  
Dominique Holler  
et Laurent Terzieff.  
Reprise d'un grand succès  
de, pour l'essentiel, au  
talent de Laurent Terzieff  
qui repart en 1980 le Molère  
de la meilleure mise en  
scène sur une scène privée et  
fit un compliment mémorable  
à faire trembler le chef  
d'antenne à la télévision.  
Une parole de théâtre uni-  
que, et précieuse.

Théâtre Liberté, 78 bis, bd  
des Capucines, 7<sup>e</sup>. Du mardi  
au samedi à 21 heures. Ma-  
tinée dimanche à 15 heures.  
Tél. : 47-87-23-23. Durée :  
1 h 45. De 120 F à 210 F.

**François  
encore un effort  
si vous voulez  
être républicains.**  
de Dominique-Alphonse  
François de Sade,  
mise en scène  
de Charles Tordjman,  
avec François Clavier  
et Jean-Louis Chouquet.

François Clavier dit Sade,  
ou plutôt Sade dit son texte  
que Clavier a appris par  
cœur. En transparence, le  
corps du saxophoniste Jean-  
Louis Chantemps, comme  
un avertissement en lecture,  
une indignation, une mauvaise  
voyage, un bon spectacle.  
Athénée-Louis Jouvet,  
4, square de l'Opéra-Louis-  
Jouvet, 9<sup>e</sup>. Le mardi à 18 h 30,  
du mercredi au samedi à  
20 h 30. Tél. : 47-42-67-27.  
Durée : 1 h 10. De 65 F à  
120 F.

**Le Gardien**  
d'Harold Pinter,  
mise en scène  
de Georges Wilson,  
avec Jacques Dufrenoy,  
Pierre-Marie Escourrou  
et Jean-Pierre Kalfon.  
Pinter en forme. Dufrenoy en  
pleine forme. Éloge de la  
méchanceté. Monstrueux et  
drôle.

Centre, 55, rue de Cléry, 9<sup>e</sup>.  
Du mardi au jeudi à 20 h 45.  
Tél. : 46-74-67-38. Durée :  
2 h 30. De 30 F à 220 F.

**Greek**  
de Steven Berkoff,  
mise en scène  
de Jorge Lavelli,  
avec Richard Fontana,  
Catherine Héglé,  
Justine Magre  
et André Weber.  
Jorge Lavelli signe avec  
Greek une mise en scène en  
or massif pour ses quatre  
comédiens. Le texte de Ste-  
ven Berkoff transpose dans  
l'Angleterre thatchérienne  
le mythe d'Œdipe, avec une  
violence crue insensée, à tel  
point que la traduction  
qu'on nous en propose ne  
paraît pas vraiment satisfai-  
sante. Cela dit, Catherine  
Héglé, Justine Magre – et  
André Weber sont extraor-  
dinaires. Si Richard Fon-  
tana voulait bien entrer un  
peu plus avant dans son per-  
sonnage plutôt que de le  
prendre de haut et d'en faire  
trop, il mériterait aussi un  
tel compliment.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Maitre-Bras, 20<sup>e</sup>. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-43-60. Durée :  
2 heures. 90 F et 130 F.

**Le Molère**  
l'imaginaire  
de Molère,  
mise en scène  
de Jean-Marie Villégier,  
avec Daniel Mancel,  
Jean Desmouy,  
Nelly Borgeaud,  
Isabelle Desrochers,  
Henry-Anne Estache,  
Joëlle Robit,  
François Gagnier,  
Denis Lévesque-Milieu,  
Bernard Dubois  
et Dominique Vigne.

Le trio magique d'Ayrs s'est  
réuni pour une nouvelle  
aventure artistique. Christine  
au pupitre, Lancelot au bal-  
let, Villégier à la barre.  
Beaucoup de compliments  
– l'orchestre, l'essence des  
voix, Jean Desmouy dans  
le rôle-titre et Christine  
Marillo dans celui de Toi-  
nette. Quelques réserves –  
temps morts ici ou là dans le  
rythme de la mise en scène,  
certains costumes de Patrice  
Cauchetier, un baryton  
baladeur... Et, au bout du  
compte, plus de trois heures  
à grand spectacle pour un  
grand classique qui nous est  
enfin offert en version inté-  
grale. Chapeau !

Châtelet Théâtre national de  
Paris, 1, place du Châtelet, 1<sup>er</sup>.  
Du mercredi au samedi à  
20 heures. Matinée dimanche  
à 14 h 30. Tél. : 40-28-28-40.  
Durée : 3 h 15. De 50 F à  
295 F.

**Milooz**  
mise en scène  
de Laurent Terzieff,  
avec Pascale de Boysson,  
Philippe Landenbach  
et Laurent Terzieff.  
Il faut aller écouter la voix  
du poète français d'origine  
lituanienne surtout quand  
trois acteurs de cette trempe  
la font leur. L'œuvre poé-  
tique étrange d'un homme  
seul.

Maison de la poésie, 101, rue  
Rambuteau, 1<sup>er</sup>. Le jeudi à  
20 h 30. Tél. : 42-36-27-63.  
20 F et 40 F.

**Mimes  
von Barabheim**  
de Gotthold Ephraim Lessing,  
mise en scène  
de Claude Yvon,  
avec Germaine Botgast,  
Alfred Cambrézy,  
Huguette Clary,  
Michel Chaigneau,  
Patrice Courard,  
Philippe Desplanches,  
Didier Kerschner,  
Alain Langier  
et Stéphane Monnerot.  
Le directeur du Nouveau  
Théâtre d'Angers, Claude

Yvon, signe ici l'une de ses  
mises en scène les plus ache-  
vées, au service d'un texte  
mal connu et pourtant  
remarquable de Lessing.  
Splendeur classique des  
mots vus de l'école des  
Lamiales.

Compagnie de Souzou, salle  
d'honneur du château de  
Souzou, 92000 Souzou. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Tél. : 46-67-38-47. Durée :  
3 h 15. 80 F.

**Le Misanthrope**  
de Molière,  
mise en scène  
de Pierre Pradinas,  
avec Mado Anstrup,  
Marionne Bader,  
Eric Béranger,  
Françoise Campana,  
Brigitte Catillon,  
Alain Gervé,  
Thierry Guezennec,  
François Monod,  
Jean-Christophe Sibertin-Ranc  
et Marion Stalens.  
Le plus public des direc-  
teurs du théâtre privé pa-  
risien, Niels Anstrup prend  
ses responsabilités. Il fait  
l'encourager.

Rassemblement, 20, bd Saint-  
Martin, 10<sup>e</sup>. Du mercredi au  
samedi à 20 h 45. Matinée  
dimanche à 15 h 45. Tél. : 42-  
08-18-60. Durée : 2 h 15. De  
80 F à 165 F.

**Phédre**  
de Sénèque,  
mise en scène  
de Didier Ancelet,  
avec Jany Castaldi,  
Bruno Sermonne,  
Michael Kraft,  
Alain Macé  
et Evelynne Istria.

Jany Castaldi, entre concen-  
tration et poésie pure, est la  
Phédre de Sénèque que l'on  
attendait pas. Magnifique.  
Comme ce si beau texte très  
bien traduit par Florence  
Depont et justement mis en  
scène par Daisy Amias.

Théâtre Gérard-Philipe, 98, bd  
Jules-Guesde, 93000 Saint-  
Denis. Du mardi au samedi à  
20 h 30. Matinée dimanche à  
17 heures. Tél. : 42-43-77-17.  
Durée : 2 heures. 80 F et  
100 F.

**Phédre**  
de Jean Racine,  
mise en scène  
de Pierre Tcherny,  
avec Catherine Sene,  
Martine Pascal,  
Denis Lavent,  
Catherine Corriguer,  
Valérie Droguez,  
Myriam Tadeux,  
Pierre Tcherny  
et François Cognard.

Dans la cadre approprié des  
Bouffes-du-Nord, deux  
femmes, comme l'une à  
l'autre attachée, comme  
deux seurs siamoises qu'on  
aurait voulu détacher,  
Enone et Phédre, Martine  
Pascal et Catherine Sene,  
les deux comédiennes superbent  
font du chef-d'œuvre de  
Racine un moment de théâ-  
tre réussi.

Bouffes-du-Nord, 37 bis, bd de  
la Chapelle, 10<sup>e</sup>. Du mercredi  
au samedi à 20 heures. Ma-  
tinée dimanche à 15 heures.  
Tél. : 42-33-34-80. Durée :  
2 h 40. De 80 F à 95 F.

**Quelque part  
dans cette vie**  
d'Irène Hervieu,  
mise en scène  
de Jean-Loup Dabadie,  
avec Jean Birkin  
et Pierre Dux.

Un duo d'acteurs excep-  
tionnels efface comme par  
magie les faiblesses d'un  
texte et la retenue de la mise  
en scène. Dux-Birkin,  
magnifiques.

Bouffes parisiens, 4, rue  
Montguyon, 2<sup>e</sup>. Du mardi au  
samedi à 20 h 45. Matinée  
dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-  
36-50-34. Durée : 2 heures.  
De 35 F à 230 F.

**La Question**  
d'Henri Alleg,  
mise en scène  
d'Abdel-Rahim Bouamra,  
avec Stefan Ellmann,  
Aziz Kabanouch  
et Eric Guin.

Un jeune metteur en scène  
nos propose d'entendre en  
compagnie de trois comé-

diens inspirés, la voix  
d'Henri Alleg dont la Que-  
sion récite, lyrique à force  
d'être méticuleux, de son  
internement et de ses tor-  
tures durant la Guerre  
d'Algérie, qui fit sensation  
et scandale à la fin des  
années cinquante. Un spec-  
tacle presque civique, vive-  
ment recommandé à tous  
ceux qui se rendront ces  
jours-ci à Beaubourg.

Centre Georges-Pompidou,  
rue Rambuteau, 21, Ar. Sta-  
die K. Les lundi, mercredi,  
jeudi, vendredi, samedi et  
dimanche à 18 h 30. Tél. : 42-  
74-42-78. De 55 F à 75 F.

**Ruy Blas**  
de Victor Hugo,  
mise en scène  
de Jacques Rouyer,  
avec Frédéric van den Driess-  
che, Jacques Rouyer,  
Jean-Christophe Sibertin-Ranc,  
Sophie Durr,  
Odile Brisset,  
Stéphane Thuret,  
Violaine Barret,  
Bruno Tin,  
Yann Le Gouic  
et Jean-Pierre Stauden.  
Ruy Blas, le théâtre, l'Espe-  
rance, la poésie : Hugo. Mise  
en scène pure et belle de  
Jacques Rouyer qui est un  
Saluste mémorable.

Théâtre de l'Est Parisien,  
168, av. Gambetta, 20<sup>e</sup>. Les  
mercredi, vendredi et samedi  
à 20 h 30, le jeudi à  
18 heures, le dimanche à  
15 heures. Tél. : 42-64-80-80.  
Durée : 3 h 10. 75 F et 130 F.

**La Vie de Galilée**  
de Bertolt Brecht,  
mise en scène  
d'Antoine Vitez,  
avec François Bréchet,  
Dominique Rana,  
Jacques Serey,  
Roland Bertin,  
Claude Mathias,  
Marcel Bonneau,  
Martine Chavallier,  
Jean-Yves Dubois,  
Léonide Kabanouch  
et Claude Loefer.

Dans les décors splendides  
de Yannis Kottos, Antoine  
Vitez conduit impeccable-  
ment ses comédiens sur les  
chemins, rends volontaire-  
ment tortueux par Brecht,  
de l'intelligence contre l'obé-  
issance, de la décou-  
verte contre l'immobilisme.  
Roland Bertin est un Galilée  
excellent, et le specta-  
cle, incontestable.

Comédie-Française, place du  
Théâtre-Français, 1<sup>er</sup>. Les 8 et  
9 avril, 20 h 30 (et les 11, 14,  
17, 19, 21, 24 et 28 avril).  
Tél. : 40-15-00-15. De 14 F à  
180 F.

**Le Voyage**  
de Henry Bernstein,  
mise en scène  
de Robert Cantarella,  
avec Florence Giergier,  
Claude Perrot,  
Alain Robel,  
Jean-Louis Rolland  
et Jacques Vincay.

Une pochade d'un grand de  
l'humour, Bernstein, jouée  
sur le fil du rasoir par de  
très bons comédiens. Une  
soirée farces et attrapes pas  
désagréable du tout.

Théâtre 13, 24, rue Daniel-  
Férent, 13<sup>e</sup>. Du mardi au samedi  
à 20 h 30. Matinée dimanche à  
15 heures. Tél. : 46-98-16-30.  
Durée : 1 h 50. 70 F et 100 F.

**Zingaro**  
mise en scène  
de Bertalan,  
avec les Zingaro.

Finalement, Zingaro joue  
les prolongations à Am-  
bassadeurs. Tant pis pour le  
journaliste mal informé qui  
vous annonçait ici, la  
semaine passée, leur pro-  
chain départ en tournée. Le  
public parisien en rede-  
mande comme il a raison.

Théâtre Sébastien Zingaro,  
174, av. Jean-Jaurès, 93000  
Aubervilliers. Les mardi, jeudi,  
samedi et dimanche à 20 h 30.  
Tél. : 46-78-78-00. Durée :  
2 heures. De 80 F à 120 F.

La sélection théâtre a  
été  
établie par :  
Olivier Schmidt.

Le monde du théâtre  
est en train de se  
transformer. Les  
spectacles sont  
devenus plus  
diversifiés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.  
Les spectacles sont  
plus variés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.

Le monde du théâtre  
est en train de se  
transformer. Les  
spectacles sont  
devenus plus  
diversifiés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.  
Les spectacles sont  
plus variés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.

Le monde du théâtre  
est en train de se  
transformer. Les  
spectacles sont  
devenus plus  
diversifiés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.  
Les spectacles sont  
plus variés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.

Le monde du théâtre  
est en train de se  
transformer. Les  
spectacles sont  
devenus plus  
diversifiés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.  
Les spectacles sont  
plus variés. Les  
comédiens sont  
plus nombreux.

صلى الله عليه وسلم



## L'ITINÉRAIRE TROUVE ASILE A MASSY-PALaiseau

## A high-contrast, black and white photograph showing a dense, chaotic pile of debris, possibly wreckage or rubble. The scene is dominated by dark, jagged shapes and bright, reflective surfaces, creating a stark, almost abstract composition. A bright, circular light source is visible in the lower right corner, casting a glow on the surrounding debris. The overall effect is one of intense, unsettling imagery.

## Un outil de diffusion pour la musique contemporaine

**Futur nœud ferroviaire des TGV européens, la localité de Massy-Palaiseau, au sud-est de Paris, met-elle la charrue avant les bœufs? Cette ancienne banlieue se donne en tout cas déjà tous les moyens d'une capitale culturelle. Ceci au profit de l'opéra, mais aussi de la musique contemporaine.**

**M**ELLE neuf cent quatre-vingt-dix a failli être une très mauvaise année pour la musique contemporaine. Alors que l'on apprend la suspension du Festival d'Angers (l'un de ceux qui'avait creté, avec le volontarisme qu'on lui connaît, Maurice Fleuret), alors que le Festival Marécq prend un tournant à Nice et s'oriente, dit-on, vers un système d'accueil de compositeurs à long terme, alors que la mort de Musique Vivante est annoncée, alors même que tout ce secteur est déstabilisé par l'irascibilité de la reine des abeilles, une nouvelle nous arrive aux oreilles : l'Intinéraire, groupe de compositeurs relayé par un noyau d'interprètes, manière d'« école » compositionnelle mais qui se charge de diffuser tout un pan de la musique nouvelle, l'Intinéraire qui ne cessait de voir depuis cinq ans s'amenuiser ses subventions ministérielles et donc se raréfier ses activités, l'Intinéraire auquel la rue Saint Dominique avait encore rogné 100 000 francs l'année dernière, l'Intinéraire qui a cessé abandonné, étrangé, à la rue, l'Intinéraire, donc, a trouvé à se loger.

Le système d'aide à la création par l'Etat étant devenu ce qu'il est - parcimonieux et surviviste - cette seule nouvelle a suffi à débloquer quelque peu la situation. Partenariat : l'idée que le ministre ne dégage plus jamais le premier, cette idée d'aide complémentaire sous l'impulsion d'un partenaire privé, voilà bien l'ancienne culture de ces dernières années. Ce fut la chance de l'itinéraire.

Il a suffi que Claude Germon, le pétulant député PS de l'Essonne et maire de Massy, prenne connaissance des difficultés (de l'existence ?) de l'itinéraire pour que naisse, à la faveur d'incitations amicales et de contacts personnels satisfaisants, l'idée d'un hébergement à l'année du groupe par la municipalité. Du coup,

L'Etat a fait un geste et débloqué 150 000 francs de subvention. Puis, apprenant l'éventualité d'un engagement pour trois ans du département de l'Essonne dans cette même politique d'hébergement, l'Etat n'a pas exclu de miser lui aussi pour trois ans sur L'Itinéraire. Comme au poker. Pour voir.

Compositeur et pianiste, membre fondateur de l'itinéraire (avec Tristan Murail, Gérard Grisey, Hugues Dufourt), Michaël Levinas n'en est pas à prétendre que ses troupes vont d'un coup péter la santé. Il parle de « situation de bonne surie ». « Sans arriver à un confort qui nous endormirait ni à une institutionnalisation dont personne ne voudrait, nous connaissons pour l'instant un lapsus de grâce auprès d'une municipalité ambivalente et entreprenante. Le vieux rêve wagné-

*rien n'est pas tant de trouver un prince qui vous finance, qu'un prince qui vous fasse confiance. Ce rêve, nous sommes en train de le réaliser ».*

Dans la colonne des offrandes : la mise à disposition, dans un ancien lycée entouré d'arbres, d'un bureau et d'une salle de 160 mètres carrés (les compositeurs de l'itinéraire, dont l'une des spécialités est d'étudier les « ponts » entre lutherie électronique et lutherie traditionnelle, travaillent sur un matériel électroacoustique et informatique qui leur a été confié, d'une valeur de 700 000 francs); l'appui, strictement loéistionne, a été évalué à 200 000 francs par an.

Dans la colonne des obligations : l'organisation d'un concert annuel en coproduction avec Massy ; la garantie de répétitions publiques destinées à l'éduca-

tion des enseignants de la région ; des animations ; des séminaires souples. « Notre souci, commente Lévinas, est pour l'instant de n'écraser personne sous des projets trop ambitieux ». On ne saurait le dire mieux.

Culturellement, c'est vrai, Massy s'est donné d'autres chats à fouetter. Yannis Xenakis va y installer son centre de recherches, le CEMAMu. Et Jean-Louis Martinoty poursuivre, loin de Garnier, dans un équipement qui aurait toutes les qualités, ses fonctions de patron d'Opéra.

Mais qu'est-ce, en vérité, que l'itinéraire ? Une unité de musique contemporaine dont le grand public continue d'ignorer même le nom et méconnaît la spécificité. Une implantation que l'on espère définitive, une survie assurée à moyen terme auront peut-être pour effet de conférer à l'itinéraire une image aussi solide que celle de l'ancien Domaine musical, du London Sinfonietta en Angleterre, du groupe *Die Reihe* en Autriche, pour ne pas parler, évidemment, du triomphant InterContemporain.

Il semble pourtant que l'un des obstacles auquel l'itinéraire s'est toujours heurté est son essentielle duplicité. S'agit-il d'un agrégat de compositeurs (et chaque compositeur constitue, comme on sait, une unité en soi) ? ou s'agit-il, comme les institutions énumérées plus haut, d'un outil de diffusion mis à la disposition de tout un courant de la création, autour d'une esthétique dont le slogan, plutôt vaste, serait : « tout pour le son, ses métamorphoses, sa perception » ?

Si l'incertitude a l'ambition (comme il semble) de répondre, aussi, à la seconde définition, il lui manque sans conteste un atout : une locomotive dont le nom attire les foules en tête d'affiche. Un chef tel que le public puisse parler sur son nom. « *L'assumé un engagement particulier envers l'EJC*, déclarait Pierre Boulez dans une interview récente à la revue *Diapason* (...) *Les concerts que je dirige revêtent un attrait particulier pour le public.* »

C'est exprimé d'une façon abrupte. Mais, quoi qu'on en pense, c'est vrai.

**ANNE REY**

★ Prochain concert de L'itinéraire : la jeune école internationale. Créations mondiales de l'Equatorien Luzuriaga, de l'Australien Brophy, de l'Allemand Ostendorf ; création française du Canadien Bouthane. Le 6 avril, centre Georges Pompidou, grande salle, 20 h30. Tél. : 47-36-05-13.

[illegible]

Centre Georges-Pompidou  
rue Beaubourg 77 An 80  
du 8 Les lundi, mardi,  
jeudi, vendredi, samedi &  
dimanche 10 h 30, 14 h -  
18 h 12. Du 68 F 75 F.  
Brevets professionnels &  
Baccalauréat

**Harry Allen**  
de Victor Hugo  
in de een eeuw  
de Jacques Roux  
met Frédéric van den Dune  
en.

Jacques Rouse  
 Jean-Claude Oryen,  
 Sophie Ouz,  
 Gilles Bruneau,  
 Vincent Turck,  
 William Satter,  
 Bruce Yin

Rue des...  
gus. La...  
de...  
Jacques...  
Sallier...

Teléfono de El Estero  
122, en Carabana 29  
mañana, vendida a  
4 20 h 20 la por  
10 horas la casa  
12 horas Tel 43-44  
Dado 2 h 10 75 h 1

**La Vie de Gollie**  
de Barton Smith.  
Trad. de Jean  
F. L. L. L. L.

Frank Langford Hadden  
Dominguez Room  
Joseph Soreys  
Richard Bortin  
Charles Mathew  
Edward Harwood  
Marjorie Chevrolet

John Foss Dubon  
George Arbores  
in Circle Lady.  
Dawn in Crown  
the Young Man  
Your words are  
and are a

[illegible]

17 18 21 24 27  
 28 31 34 37 40

**Le Voyage**  
de Pierre Herminet  
dans les Alpes  
du Dauphiné  
par J. de la Roche  
1801

James Louis Rollins  
and Margaret T. Rollins

1963  
 1964  
 1965  
 1966  
 1967  
 1968  
 1969  
 1970  
 1971  
 1972  
 1973  
 1974  
 1975  
 1976  
 1977  
 1978  
 1979  
 1980  
 1981  
 1982  
 1983  
 1984  
 1985  
 1986  
 1987  
 1988  
 1989  
 1990  
 1991  
 1992  
 1993  
 1994  
 1995  
 1996  
 1997  
 1998  
 1999  
 2000  
 2001  
 2002  
 2003  
 2004  
 2005  
 2006  
 2007  
 2008  
 2009  
 2010  
 2011  
 2012  
 2013  
 2014  
 2015  
 2016  
 2017  
 2018  
 2019  
 2020  
 2021  
 2022  
 2023  
 2024  
 2025  
 2026  
 2027  
 2028  
 2029  
 2030

**Chicago**  
sales in a new  
the last time.  
from the Chicago  
JANUARY 1917

100-443887-100

1. Victims of  
 2. 1976 on June  
 3. October at the  
 4. 1976 of the  
 5. 1976 of the

100-443888-100

...

100



La mémoire et  
C'est extra  
La solitude  
L'espoir

Avec le temps...  
Avec  
**Léo Ferré,**  
c'est extra.

La compilation de 14 ans de chansons  
double album • cassette • double disque compact

Director, FBI



## MUSIQUES

DÉCOUVERTES  
DE LA SEMAINE

**Webster**  
Quatre Pièces pour violon  
et piano op. 7

**Kurtz**  
Nuit pour op. 4

**Berio**  
Sequences X pour trompette  
et piano résonnant

**Janczak**  
Sonate pour violon et piano

Jean-Jacques Guédon  
(trompette),  
Michel Carati (saxophone),  
Florent Boffard (piano),  
Jeanne-Marie Coqueret  
(violin).

Il ne faudrait jamais oublier que l'Ensemble InterContemporain est un ensemble de solistes. Mais, à la différence d'autres ensembles français, la somme de leurs qualités individuelles enrichit leurs prestations d'ensemble. Jeanne-Marie Coqueret s'est fait connaître du public, alors qu'elle n'était encore qu'élève du Conservatoire de Paris, par une interprétation maîtrisée, sobre et intense du Concerto à la mémoire d'un ange dans un concert où elle était accompagnée par l'Orchestre des élèves du Conservatoire. Depuis, elle a fait son chemin et est entrée à l'InterCon. Une chance que n'ont pas eue beaucoup de ses condisciples qui se sont retrouvés dans des orchestres moins bien gérés musicalement et administrativement. En plus de la Sonate pour violon et piano de Janczak, elle va jouer les Quatre Pièces op. 7 de Webster. Des œuvres qui exigent du violoniste une variété d'attaques, de con-

leurs en un laps de temps très court (cinq minutes). Au même programme, la Sequenza X pour trompette et piano résonnant, une œuvre de 1985, créée en France l'année suivante par Jean-Jacques Guédon.

**Berlioz**

Alte de l'été  
Symphonie fantastique op. 14  
Valérie Milot (soprano),  
Orchestre des élèves  
du Conservatoire national  
supérieur de musique de Paris.  
Jean-Sébastien Bérard  
(direction).

La bonne idée de jouer la Symphonie fantastique dans la salle de l'ancien Conservatoire de musique Daniel Barenboïm l'avait eue pour le cent cinquantième anniversaire de la création. Cette fois-ci, la vénérable et si précieuse salle sera investie par l'Orchestre des élèves du Conservatoire national supérieur de musique de Paris et par Jean-Sébastien Bérard, leur chef.

A voir l'exigence du plateau, à considérer l'acoustique précise et un peu sèche de cette salle minuscule, le choc devrait être grand. Peut-être rappellerait-il celui assés par Berlioz à ses contemporains ?

Les 7 et 8 avril, Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 18 heures. Tél. : 42-93-18-20. Entrée libre sur invitation.



Le violoncelliste Miklos Perenyi est l'invité du Théâtre de la Ville pour trois concerts, seul ou en duo avec le pianiste Deszö Ráki, les 3, 6 et 7 avril. Sa discrétion méditative a pu faire oublier un temps qu'il était l'un des grands interprètes de notre époque.

Le 5. Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18. 80 F.

Le 6. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 7. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 8. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 9. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 10. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 11. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 12. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 13. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 14. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 15. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 16. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 17. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 18. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 19. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 20. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 21. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 22. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 23. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 24. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 25. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 26. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 27. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 28. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 29. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 30. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 31. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 32. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 33. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 34. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 35. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 36. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 37. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 38. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 39. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 40. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 41. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 42. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 43. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 44. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 45. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 46. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 47. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 48. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 49. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 50. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 51. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 52. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 53. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 54. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 55. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 56. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 57. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 58. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 59. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 60. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 61. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 62. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 63. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 64. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 65. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 66. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 67. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 68. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 69. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 70. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 71. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 72. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 73. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 74. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 75. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 76. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 77. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 78. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 79. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 80. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 81. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 82. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 83. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 84. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 85. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 86. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 87. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 88. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 89. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 90. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 91. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 92. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 93. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 94. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 95. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 96. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 97. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 98. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 99. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 100. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 101. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 102. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 103. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 104. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 105. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 106. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 107. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 108. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 109. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 110. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 111. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 112. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 113. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 114. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 115. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 116. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 117. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 118. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 119. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 120. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 121. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 122. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 123. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 124. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 125. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 126. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 127. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De 70 F à 90 F.

Le 128. Clichy, Espace 33 Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 43-88-00-00. De



# ARTS

PHILIPPE FAVIER A PARIS, A GRAVELINES ET A CARCASSONNE

## Le jeune homme et la mort

**An Salon de l'estampe et de l'édition d'art, mieux connu sous son sigle (SAGA), quelques-unes des dernières œuvres d'un graveur singulier, virtuose et macabre : Philippe Favier, également exposé, et en grand, à Gravelines et à Carcassonne.**

**P**OUR aimer Favier, il faut aimer Callot et Grandville, Doré et Rops, Redon et Klee. Il faut aimer le funèbre quand il se fait allégorique, le tragique quand il tourne au burlesque, le monstrueux quand il finit en dérision. Et il faut aimer la gravure comme l'aime Des Essintes dans *4 Rebours* de Huysmans, comprendre ce dandy qui, la nuit, dénoue les portefeuilles de ses collections et scrute quelques planches à la loupe, avant de les remettre avec précaution dans leurs cartons. Les œuvres de Philippe Favier incitent à la même contemplation lente, à la même inspection méthodique et voluptueuse des esquisses horreurs qu'il a tracées sur le métal.

L'artiste est d'une déconcertante dextérité. A peine âgé de 33 ans, graveur depuis près d'une décennie, il a l'œil et la main d'une sûreté qui tient du prodige. Il ignore l'a-peu-près du dessin et, dans des planches minuscules, de quelques centimètres de côté, il introduit d'innombrables personnages, des arbres imperceptibles, des objets microscopiques.

Peintre (1), Favier sait comment concentrer sur un échantillon de verre qui tient dans une main intérieure, nature morte, paysages, figures aux couleurs de miniatures indiennes. Graveur, il est aussi prodige - le catalogue de son œuvre gravée compte aujourd'hui 250 numéros - et pratique avec autant de virtuosité le petit que l'infiniment petit. Plutôt que la plaque de cuivre ou de zinc habituelle, il se plaît à employer le fer blanc des boîtes de conserve, rebelle à la pointe, malcommode à travailler et d'autant plus tentant pour lui pour toutes ces raisons.

Les planches obtenues par ce procédé gardent de la boîte originelle la forme du couvercle, oblong ou circulaire, les imperfections de l'usinage et, pressée dans le métal, la marque et la date limite de consommation. Favier joue avec ces lettres et ces chiffres d'une manière qui donne à penser que les artifices du cubisme lui sont familiers. Telle, frappée de l'inscription « importé d'Espagne », lui inspire une corrida. Telle autre, qui porte « Maroc » en son centre, est ornée d'un paysage délibérément conventionnel de mosquée et de maisons cubiques.

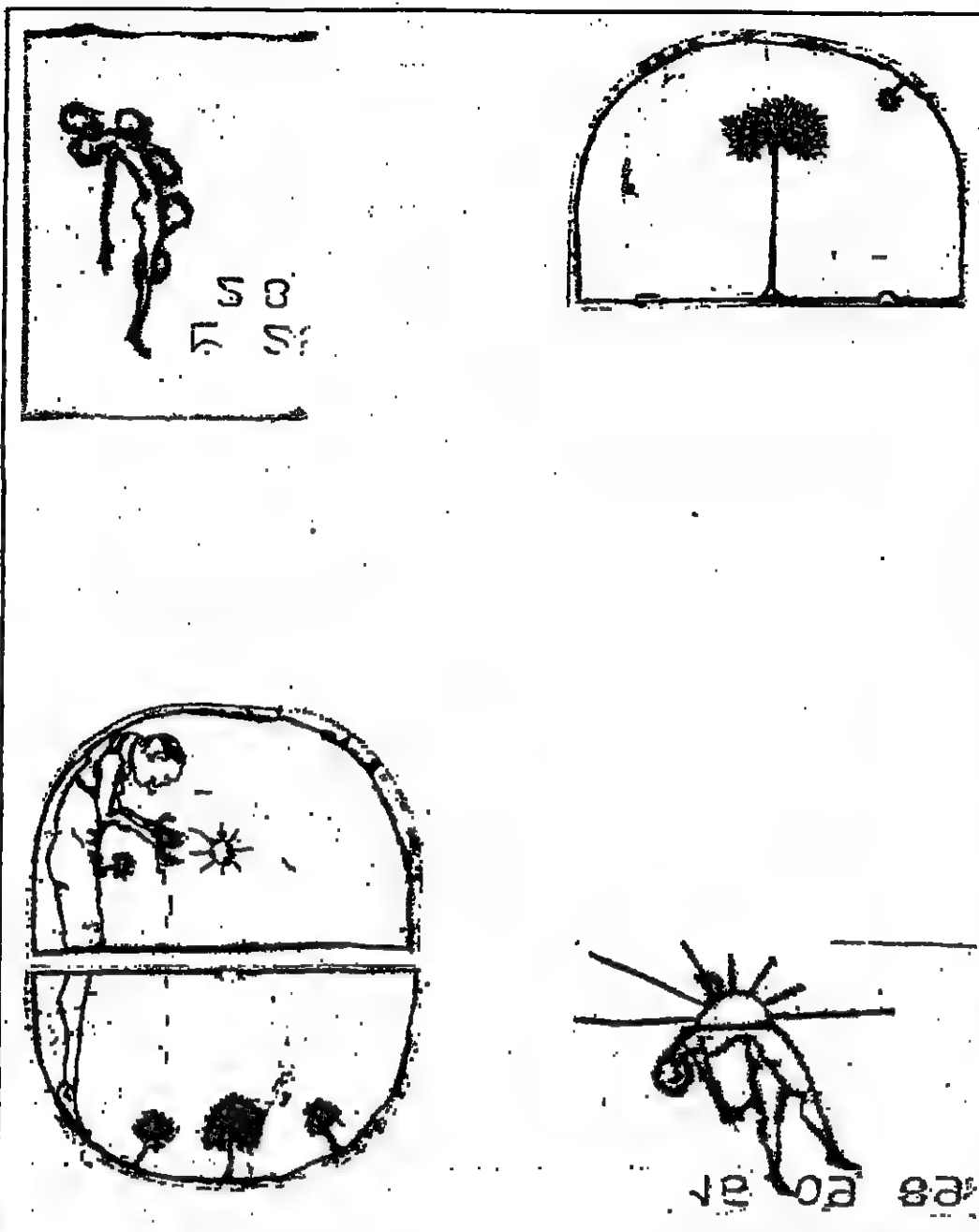
Une suite, dite du *Capitaine Coucou*, reprend le visage barbu d'un capitaine Cook coiffé d'une casquette à la Haddock, qui n'est pas l'explorateur de l'Océanie mais un importateur de maquereaux marins. Ces exercices, jongleries avec le produit manufacturé et l'industrie, sont d'un esprit ironiquement « pop », à mi-chemin entre Jasper Johns et Hergé. La bande dessinée inspire, du reste, parfois Favier, qui a intitulé une série *Lucky Luc*.

L'essentiel n'est point cependant dans ces variations et acrobaties, si séduisantes soient-elles, ni dans la démonstration d'une maîtrise technique qui pourrait tomber dans le maniérisme. Favier - et c'est en cela que ses travaux sont réellement intéressants - a ses sujets, ses motifs, ses obsessions, qui portent rarement à la gaieté. Il vérifie la règle selon laquelle l'art de la gravure s'accorde mieux à la mélancolie et au drame qu'à l'exaltation de la joie de vivre.

Sa première planche, imprimée en 1981, représentait une scène de guerre. Après d'autres sur le même sujet, composées parfois d'après des photographies, Favier a procédé par allégories et allusions. Le squelette des danses macabres est apparu dans le dos du Capitaine Coucou et dans celui de la petite Berthe, charmante enfant portant un bouquet à la main.

Puis sont venues les tortues chinoises et les monstres incomplets, hybrides d'humains et d'objets, cous emmanchés dans le goulot d'une bouteille, têtes coupées tirant la langue, corps traversés par un animal et assortis de protubérances étranges.

Sans que le trait ne devienne ni plus appuyé ni plus visible, avec autant d'adresse et de flegme qu'avant, Favier s'est mis à dessiner des proverbes énigmatiques. Dans une première série de cette sorte, parue en 1988, *Mémoire d'un clou de girofle*, il a réuni des images inquiétantes de l'amour et de la possession



Gravures extraites de « Mémoires d'un clou de girofle », 1988.

où le désir et l'anthropophagie finissent par se confondre. Dans la suite, qu'il expose cette année, les armures ont des oreilles, ce ne sont que déséquilibres, chutes, accidents en cours, hommes renversés ou juchés sur des rognons.

L'une des premières planches du recueil, sans le moindre titre qui l'explique, se divise en trois images juxtaposées. Sur la première, une main à l'extrémité d'un bras très maigre pose un broc sur un guéridon d'apparence branlante. Sur la seconde, une figure tient en équilibre un de ces récipients sur sa tête, tout en versant le liquide d'un second broc dans un troisième. Un dernier est tombé sur le sol. Sur la dernière partie du triptyque, la main décharnée d'un squelette tient dans le vide une ultime cruche. C'est absurde, évidemment, mais d'une absurdité qui amuse moins qu'elle n'accable. Le symbole se laisse déchiffrer sans trop de peine : à quoi bon le tour de force inutile puisque de toute façon...

Quand il parvient à cette netteté froide, à cette tristesse sans pathos de moraliste, Favier est l'égal des aquafortistes que l'on citait en commençant; et le petit cousin de Paul Klee lui-même, à ses débuts, illustrateur ironique de *Candide*. En somme, un artiste de grand talent.

PHILIPPE DAGEN

(1) Une sélection de ses peintures récentes (1988-1989) est exposée au musée des Beaux-Arts de Carcassonne. Jusqu'au 4 juin. Tél. : 68-77-71-27.

\* Galerie La Hune, 14 rue de l'Abbaye, 75006. Tél. : 43-25-54-06. La collection complète des gravures de Philippe Favier est présentée jusqu'au 3 juin au Musée du dessin et de l'estampe originale de Gravelines (Tél. : 28-22-08-13). Elle sera montrée en été à Vannes et à l'automne à Angers. Un catalogue complet est édité à cette occasion, qui reproduit aux dimensions d'origine la quasi-totalité des pièces.

\* Salon de l'estampe et de l'édition d'art (SAGA), du 5 au 9 avril, Grand Palais. Tél. : 45-62-84-58 et Minot 3616, code SALONS.

## SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

### SAGA 90

Lire notre article ci-contre.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Clémenceau, Paris-8. Tél. : 42-25-00-00. Tous les jours de 12 h à 19 h 30, vendredi jusqu'à 23 h. Du 5 avril au 9 avril, 40 F.

André Apollinaire et ses contemporains à Milan à l'époque napoléonienne

Sait-on que ce peintre italien néo-classique devint, après l'arrivée de Bonaparte à Milan, le peintre officiel de l'Empereur ? Et qu'il est l'auteur d'un grand cycle de fresques commémoratives à la gloire de Napoléon conservé au palais royal de Milan ? Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 60, rue de Valenciennes, Paris-7. Tél. : 42-22-12-78. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 16 h 30 à 19 h, samedi de 10 h à 13 h. Jusqu'au 27 avril.

Art précolombien du Mexique

L'art des civilisations maya et aztèque, mais aussi olmèque, toltèque et mixtèque, mis en scène avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. On les pièces venues du musée ethnographique de Mexico, sont souvent splendides. Grand Palais, galerie nationale, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Clémenceau, Paris-8. Tél. : 42-28-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 30 juillet, 33 F.

### Jean Bazaine

Un hommage, en quatre-vingt-deux toiles : presque une pour chaque année de la vie de Jean Bazaine, dont l'œuvre de peintre, commencée avec la guerre, s'inscrit dans la tradition abstraite de ce qu'on a appelé l'école de Paris, glorieuse dans les années 50, balayée depuis par la peinture new-yorkaise. A revoir. Grand Palais, galerie nationale, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Clémenceau, Paris-8. Tél. : 42-28-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 mai, 25 F.

### Biennale de Sao Paulo : le pavillon français

C'est Catherine Millet qui a été chargée de jouer l'ambassadeur de l'art français dans cette lointaine biennale. Son choix - Alain Jacquet, Jay Chiat-Edouard Merino, Antonio Semeraro - peut nous paraître bizarre, mais aux Brésiliens il a dû plaire, puisque notre pavillon a obtenu le Grand Prix pour un pays.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris-8. Tél. : 46-83-80-88. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 mai, 10 F.

### Herbert Brandt Ernst Caronelle Franz West

Fidèle à ses principes d'exploration, l'ARC, île d'essai de la Ville de

## VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS		RIVE DROITE
<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue de Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer tous les jours. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage.	
<b>JOHN JAMESON</b> 10, rue des Capucines, 8 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08	<b>T.I.J.</b> Au 1 <sup>er</sup> étage, le premier restaurant irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu déj. à 95 F. Au 2 <sup>nd</sup> étage, dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu déj. à 95 F. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Joug. 2 h du mat.	
<b>ARTORS ISIDORE</b> F. sem. midi et dim. 13, rue d'Artois, 8 <sup>e</sup> 42-25-01-10	<b>CUISINE TRADITIONNELLE</b> : POISSONS, coquille St-Jacques, CONFIT, magret, foie gras frais de canard, GIBIER en sautois. Entr. 250 F. OUVRETE LE SAM. SOIR.	
<b>LUDMILA PAVILLON ROUGE</b> 45, rue François-1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> 47-20-40-49	<b>F. dim.</b> Dîners, Soupers dans une ambiance russe avec LUDMILA et ses chanteurs-guitaristes.	
<b>RELAIS BELLMAN</b> 37, rue François-1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> 47-23-54-42	<b>F. sem. dim.</b> Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYAN. Sals aux compotes. FILET A L'ESTRAGON. Gibas du jour.	
<b>SANTOR</b> 30, rue Marbeuf (8 <sup>e</sup> ) - Tous les jours 42-56-33-18 & 32-65	<b>Tout nouveau...</b> haute gastronomie indienne - Dans un cadre sublime, de Grands Vins, à des prix fort intéressants ! En semaine, un déjeuner à 120 F et une très belle carte avec toutes les spécialités « Tandoori » - à deux pas des Champs-Élysées. Une nouvelle adresse ?	
<b>PAULUS CAFE</b> 24, rue de Valenciennes, 8 <sup>e</sup> 40-16-47-57	<b>F. sem. midi, jeudi et dim.</b> L'élégance dans le 8 <sup>e</sup> . Déjeuner : menu à 130 F à carte, dans un décor art déco. Dîners-coupers : piano bar. Soirées Gospel et jazz, avec chanteurs et musiciens.	
<b>LE PRESSBOURG</b> 3, av. de la Grande-Armée, 16 <sup>e</sup> - Tous les jours 45-00-24-77	<b>Accueil NON-STOP</b> jusqu'à 1 h du matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. déj. d'aff. Menu à 98 F + carte.	
<b>EL PICADOR</b> Ouv. du merc. au dim. soir 30, bd des Capucines, 17 <sup>e</sup> 47-27-27-77	<b>Jusqu'à 22 h</b> Le seul restaurant ESPAGNOL de Paris, cité au Gault et Millau et au Bocuse d'Or. Une FARELLA fantastique et une cuisine d'une grande finesse.	
<b>LE GOURMAND CANINE</b> 6, pl. Michel-Java, 17 <sup>e</sup> 43-80-01-41	<b>(pl. Pénine)</b> Cuisine traditionnelle française personnelle, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 4 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.	
RIVE GAUCHE		
<b>RESTAURANT THOUVENIN</b> 75, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup> 47-05-49-75	<b>Spécialité de confit de canard et de canardlet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.</b>	
SOUPERS APRÈS MINUIT		
<b>ALSACE A PARIS</b> T.I.J. 43-26-59-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 <sup>e</sup> - Salons	<b>CHOUKROUTS, Grillades, POISSONS, DÉGUSTATION D'HERBES ET COQUILLAGES</b> Pâtisserie-Grandis crues d'Alsace.	
<b>LA TOUR D'ARGENT</b> HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ Plans traditionnels - Vins à découvrir. Décor : « Désordre de luxe » JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille. T.I.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.		

BERGGRUEN & Cie

70, rue de l'Université, 75007 Paris - Tél. : 42 22 02 12

**LUCIAN FREUD**

L'œuvre gravée  
3 avril - 12 mai 1990

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

58, rue de Richelieu, PARIS 2<sup>e</sup> - 47 03 81 10

EN FRANÇAIS DANS LE TEXTE

Dix siècles de lumières par le livre

GALERIES MANSART ET MAZARINE

tous les jours, de 12 h à 18 h, du 14 février au 13 mai

GROUPE VOCAL DE FRANCE

JEUDI 26 AVRIL 1990 20h30

AUDITORIUM S'EUSTACHE

THEATRE MUSICAL DE PARIS

**POULENC - BRAHMS**

RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS :

GROUPE VOCAL DE FRANCE 42 27 08 80

PNAC - AGENCES

OR  
Déché







36 La résurrection de Corby  
37 Accord sur le travail précaire non signé

38 Concentration dans le tourisme  
39 Le nouveau paysage des inégalités

44 Marchés financiers  
45 Bourse de Paris

BILLET

Monnaie unique  
monnaie commune

M. Jacques Chirac vient de se déclarer « *absolument hostile* » à la troisième phase — la phase finale — du plan Delors d'union économique et monétaire. Il a expliqué pourquoi lundi soir 2 avril sur la Cinq : la monnaie unique, qui est l'objectif ultime, nous priverait d'autonomie dans notre politique économique, notamment budgétaire. Et, pour être sûr d'être bien compris, le président du RPR a déclaré que la France ne pourrait plus de ce fait avoir de RMI — le revenu minimum d'insertion — ou de politique militaire autonome.

Cette prise de position n'est pas vraiment surprenante. Déjà M. Edouard Balladur avait pris ses distances à l'occasion d'un article publié il y a deux mois dans nos colonnes (le Monde du 9 février). L'ancien ministre d'Etat, s'il admettait parfaitement que l'usage d'une monnaie commune était indispensable au bon fonctionnement d'un grand marché, se montrait plus que réservé vis-à-vis d'une politique monétaire unique gérée par le SEBC, le Système européen des banques centrales. Cela signifie, estimait M. Balladur, que la gestion budgétaire, fiscale, économique et monétaire des différents Etats devrait obéir aux orientations fixées par le SEBC afin de permettre le maintien de parités irréversibles, ou « *qui dit parités irréversibles dit en fait monnaie unique* ».

M. Balladur, qui inspire dans une large mesure les choix économiques et financiers de M. Chirac, avait déclaré clairement que cette union monétaire, « *contraignante et centralisatrice* » n'était pas la seule concevable et qu'il préférerait un système européen utilisant une monnaie commune, ne remettant pas en cause l'existence des monnaies nationales.

L'intérêt de la prise de position de M. Chirac est de souligner les contraintes qu'entraînerait l'utilisation d'une monnaie unique dans la gestion de notre politique budgétaire. Mais on peut aussi faire remarquer que la construction européenne et l'harmonisation des politiques économiques restreint déjà l'autonomie des Etats en matière budgétaire.

En choisissant de mettre les pieds dans le plat à la façon de M. Thatcher, M. Chirac ne saute-t-il pas sur la bonne occasion qu'il avait laissée passer en 1985-1986 en ne se déclarant pas hostile à l'Acte unique de Luxembourg ? Seule la Parti communiste et le Front national avaient alors défendu des thèses très nationalistes. Avec un certain succès pour le second...

AL. V.

Le projet gouvernemental de réforme des PTT

FO et la CGT ont du mal à mobiliser les postiers

La grève lancée mardi 3 avril par la CGT, FO et SUD (dissidents CFTD) pour protester contre la réforme juridique des PTT n'a pas donné lieu à une forte mobilisation. Selon la direction, le taux de participation était de 16,7 % à la Poste et de 17,8 % à France Télécom. FO, qui appelle à une reconduction de la grève mercredi 4 avril, assure que 25 % des agents ont suivi le mouvement, tandis que la CGT avance le chiffre de 100 000 grévistes. Mardi 4 avril au matin, le ministère ne faisait état que de 4 % de grévistes (dont environ 15 % dans les centres de tri).

La CGT, FO et SUD n'ont réussi à mobiliser qu'une partie de leurs troupes puisqu'ils totalisent 60,5 % des voix aux dernières élections professionnelles. Néanmoins, la participation est un peu plus élevée que prévu (on spéculait plutôt sur un chiffre compris entre 10 et 15 %). Deuxième constatation : le mouvement a été plus suivi que prévu à France Télécom, ce qui tend à montrer que la réforme ne passe pas si bien que cela auprès de certaines catégories du personnel de cette maison : dans presque toutes les régions, la grève a été mieux suivie qu'à la Poste et

plus particulièrement dans les centres d'exploitation (plus de 20 %) et surtout auprès des agents des lignes (24 %), auxquels on doit une bonne partie du succès du plan de rattrapage du téléphone tricoïre.

Troisième observation : à la Poste, les centres de tri — traditionnellement le secteur le plus « dur » — affichent un taux moyen de grévistes de 32,5 % (selon la direction). Dans les centres financiers, inquiets de l'avenir des services financiers de la Poste, la participation a été de 24 %. Surtout, les centres des grandes villes ont été très touchés : à Paris (37 %) et en province (35 %).

La grève a été particulièrement forte dans des régions comme le Languedoc-Roussillon (61 %), Midi-Pyrénées (42 %), l'Aquitaine (49 %) et même — ce qui constitue une surprise — le Limousin (55 %) ou la Bretagne (45 %), toujours selon la direction). A l'intérieur de ces régions, deux villes se distinguent par l'ampleur du mouvement : Toulouse (71 %) et Bordeaux (82 %), et les usagers risquent de commencer à souffrir du retard du courrier.

A Bordeaux, comme en 1953...

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

« Je n'ai vu personne depuis quinze jours », Albert Biremont, le directeur du centre de tri de Bordeaux (800 agents), passe des journées calmes. Après deux semaines de grève suivie par près de 80 % du personnel de production, il regarde sans broncher le courrier s'accumuler. Vingt mille baluchons « *propriétés de l'Etat* » n'ont pas été ouverts. Une dizaine de millions de lettres restent en souffrance. Manquent les bras qui tirent les sacs, manquent les bras qui trient le courrier. Les machines ultra-modernes de sélection des correspondances sont paralysées. La poignée de non-grévistes qui s'accommode entre les morceaux d'enveloppes n'empêchent pas les piles de monter. « *On peut stocker 50 millions d'objets* », se rassure Albert Biremont. « *Bordeaux est le cinquième centre et dispose d'une surface de 12 000 m<sup>2</sup>* ».

Il n'empêche, les usagers de Bordeaux et de la Gironde trouvent le temps long. D'autant plus que la distribution du courrier n'a cessé de se dégrader depuis septembre. Ils savent trouver le numéro de téléphone du centre de tri pour prendre des nouvelles d'un envoi déjà ancien mais pas arrivé. Une étudiante se désespère : à quelques jours de ses examens, elle n'a pas reçu une paire de lunettes expédiée depuis mars. Une femme s'inquiète pour son mari parti sur un chantier en Moselle. Il attend un mandat-carte de 5 000 francs et rien ne vient.

La COFINOGA, la filiale de crédit des Nouvelles Galeries, a dû mettre les trois quarts de son personnel en chômage technique faute de recevoir les dossiers à traiter. Une machine attend quelque part dans un « colissimo » et l'entrepreneur destinataire s'impatiente. Les ASSEDEC (surtout en Haute-Ga-

ronne) ne reçoivent plus les cartes des chômeurs nécessaires à leur indemnisation.

Sur les bords de la Garonne, chacun a recours au système D. Les sociétés utilisent davantage les porteurs et la télécopie. Les plus fortunés utilisent le réseau parallèle mis sur pied par la chambre de commerce. Un acheminement de luxe. La lettre de 20 grammes coûte 26 francs pour un envoi en Gironde, 36 francs pour la Charente et 51 francs vers « la France entière ». L'ANPE (qui s'est aussi mise en grève le 3 avril...) achemine, le cas échéant, son courrier directement ou à Angoulême ou Périgueux.

« Ni à discuter, ni à amender »

Dès les premiers jours du conflit, la Poste a ouvert des centres de secours dans la banlieue bordelaise avec du personnel temporaire habituellement employé l'été. Vingt-cinq pour cent du courrier peut ainsi être traité. « *C'est une grève propre, assure Albert Biremont. Il n'y a aucun piquet de grève, aucune action d'intimidation. Les camions peuvent partir et les non-grévistes peuvent travailler. J'ai le sentiment que c'est le chant du cygne du mouvement. Les syndicats veulent défendre le service public. Mais il le restera seulement s'il continue de rendre service aux gens. Quand on ne sera plus fiable, la concurrence pourra se régaler* ».

Mardi soir, les brigades du « 17-24 heures » ont reconduit la grève. La CGT et FO dénoncent d'une même voix le projet de loi « *schématique* » de Paul Quilès. « *Il ne vient pas négocier avec moi, c'est au projet de loi du ministre qu'il en veut* », ajoute Albert Biremont. Pour Michel Piquemal, le responsable régional FO des centres de tri, le texte du projet n'est « *ni à discuter ni à amender* ».

Seul un retrait pur et simple est acceptable par le syndicat. « *Les petits usagers vont en faire les frais. Installer un téléphone coûte aujourd'hui 250 francs. Quand vous devez payer à la campagne le prix de trois ou quatre poteaux à 750 francs pièce et ou poteau à raison de 1300 francs par poteau, vous voyez que la Poste ne sera plus un service public* ».

Au local CGT, les militants sont sur la même longueur d'ondes que les « copains » de FO. « *Nous voulons le retrait du projet. Le texte proposé ne nous garantit plus que nous resterons des fonctionnaires. Les embauches pourront être effectuées en fonction d'un profil, d'un titre, et non plus d'un concours. 139 000 emplois risquent de disparaître dans les dix prochaines années, les usagers doivent être informés* ».

Des appréciations et des chiffres que conteste Albert Biremont, même si personne ne vient lui demander son avis. « *Les textes sont clairs : le personnel restera dans la fonction publique d'Etat* ». Les grévistes ont été des grilles du centre le mannequin figurant un préposé pendu haut et court par la loi Quilès, mais leur détermination demeure intacte. « *La grande grève de 1953 est partie de Bordeaux, rappelle le responsable régional de FO. Si nous devions suspendre le mouvement, il repartirait ailleurs. La réponse du personnel des PTT est un test pour les réformes à venir dans la fonction publique. Les employés ont pris conscience du danger* ». La direction bordelaise reste silencieuse. Elle laisse toutefois entendre que le principe de la retenue sur salaire sera appliqué. Mais les grévistes estiment que perdre un demi-mois de traitement est un moindre mal si le retrait du projet Quilès est au bout de la lutte. Fonctionnaires, fonctionnaires...

ERIC FOTTORINO

Les difficultés de la filiale de Paribas

La SCOA a perdu 620 millions de francs

La SCOA, société de négoce international dont le principal actionnaire est Paribas, a enregistré une perte record en 1989 de 620 millions de francs pour 11,2 milliards de francs de chiffre d'affaires contre un déficit de 136,9 millions de francs en 1988 et 174 millions de francs en 1987. Son PDG, M. Patrick Deveaud, qui appartient à l'état-major de Paribas, a démissionné pour être remplacé par un professionnel de la distribution, M. Jacques Marcellin, précédemment directeur général du groupe Auchan.

La nouvelle dégradation des résultats de la SCOA, qui est pratiquement déficitaire depuis douze ans, s'explique principalement par les mauvaises performances de la branche haute-technologie et la situation très défavorable des exploitations de cette branche en Côte-d'Ivoire et en Espagne.

Le 12 mars dernier, le puissant

conglomérat britannique Lonrho, présidé par Tiny Rowland, avait annulé l'accord passé quatre mois auparavant avec la SCOA pour mener à bien son redressement dans des domaines où leurs activités étaient complémentaires. Le motif de ce départ était l'impossibilité pour Lonrho à l'occasion de l'augmentation de capital d'1 milliard de francs décidée en octobre 1989. « *Nous ne sommes pas des banquiers, et quand nous investissons de l'argent quelque part, nous aimons garder une part de contrôle* », expliquait-on à Lonrho.

Comme Paribas n'était pas prête, pour des raisons diverses, à céder le pouvoir, le divorce était inévitable et, désormais, le groupe français, avec le concours de M. Marcellin, va devoir assumer seul la lourde tâche de boucher les trous d'un véritable tonneau des Danaïdes.

F. R.

Affichant une baisse de son endettement

Pechiney a digéré l'achat d'American Can

Le groupe Pechiney a rendu public mardi 3 avril ses résultats 1989. Les premiers à inclure le géant américain de l'emballage, American National Can, racheté à la société Triangle à la fin de 1988. Le même jour, la Suisse a définitivement accordé l'entraide judiciaire à la France dans le cadre de l'enquête sur les opérations d'inités qui avaient entouré cette transaction.

Le groupe Pechiney a fait preuve en 1989 de ses solides capacités de digestion. Le spécialiste de l'aluminium, devenu depuis l'achat d'American National Can en novembre 1988 numéro un mondial de l'emballage, et dont le chiffre d'affaires consolidé a été propulsé de 32 à 88 milliards de francs par cette opération, affiche un bénéfice net consolidé pour 1989 de 3,34 milliards de francs, soit une progression étonnante de 67 %.

M. Bérégovoy prévoit un retour à l'équilibre du commerce extérieur

Le commerce extérieur de la France devrait revenir à l'équilibre « *d'ici deux ou trois ans* », déclare M. Pierre Bérégovoy dans une interview à l'hebdomadaire le Point daté du 2 avril.

Le ministre de l'économie pose à ce rééquilibrage une condition : que la consommation publique et privée reste maîtrisée. Il prévoit également une réduction importante du déficit budgétaire, qui passerait de 90 milliards de francs cette année à 70 milliards d'ici deux ans.

La baisse du chômage en Grande-Bretagne

La résurrection de Corby

En février 1990, pour le 43<sup>e</sup> mois consécutif, le chômage a reculé en Grande-Bretagne. A Corby, dans le Northamptonshire au nord de Londres, 700 entreprises ont rejoint depuis dix ans cette cité de 52 000 habitants. Grâce à la création de 20 000 emplois, le taux de chômage n'est plus aujourd'hui que de 4,9 %. Un symbole du redressement britannique ?

Lire en page 38 le reportage de Jean-Michel Normand.

L'assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement à Montréal  
La BID veut attirer les capitaux en Amérique latine

La Banque interaméricaine de développement (BID), dont les quarante-quatre pays membres se sont réunis en assemblée générale annuelle les 2 et 3 avril à Montréal, inaugure la décennie avec une importante relance de ses activités et une réorientation de ses prêts aux pays latino-américains. Le Japon souhaite une augmentation de sa participation au capital de la BID.

MONTREAL

de notre correspondante

La BID a les moyens de ses nouvelles ambitions. Après de longues discussions avec les Etats-Unis, son plus important contributeur, elle a obtenu une augmentation de 75 % de son capital, porté à 61 milliards de dollars (360 milliards de francs environ) en janvier, en échange notamment d'une réforme interne en cours de réalisation. Face de ces nouvelles

ressources, la BID a annoncé le lancement d'un programme de prêts de l'ordre de 22,5 milliards de dollars pour la période 1990-1993, le triple des montants prêts au cours des trois dernières années. Comme par le passé, elle continuera de financer des projets d'investissements visant à améliorer les infrastructures. Elle veillera toutefois plus scrupuleusement à ce que les populations défavorisées profitent des retombées de ces projets. La Banque innovera surtout en consacrant 25 % des ressources à une nouvelle forme de prêts dits « *sectoriels* », cofinancés par la Banque mondiale. Il s'agira d'appuyer ou d'encourager les grandes réformes économiques, sociales et institutionnelles entreprises par bon nombre de pays.

« *Pratiquement toute l'Amérique latine se trouve au milieu de changements profonds, souvent douloureux, apportés par des chefs politiques courageux* », a estimé le président de la BID, M. Enrique Iglesias. A titre d'exemples « *particulièrement élo-*

quents », il a cité les programmes d'ajustement mis en œuvre par le Mexique et le Venezuela, et les « *avancées importantes* » du Chili, de la Bolivie, de l'Equateur et du Costa-Rica pour stabiliser leur économie.

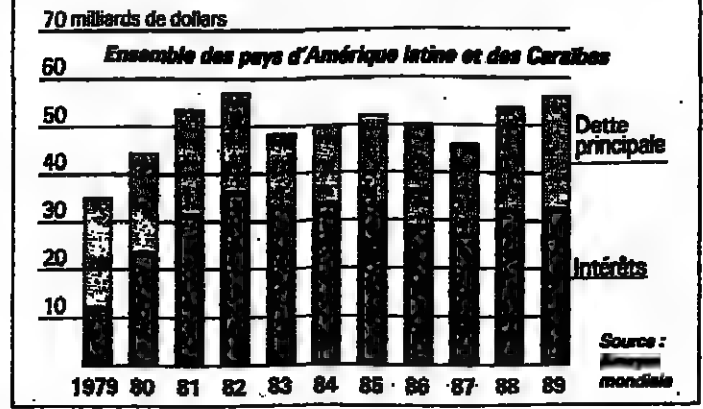
« Une décennie perdue »

Parallèlement, la BID se propose de donner un nouvel élan aux mécanismes de cofinancement avec les banques privées internationales. D'une manière générale elle voudrait attirer plus de capitaux étrangers, en soulignant que ces derniers ne se dirigent pas exclusivement vers l'Europe de l'Est. Le Japon a quant à lui annoncé qu'il augmenterait de 5,5 milliards de yens (34 millions de dollars) le fonds spécial de 8 milliards de yens qu'il a déjà constitué auprès de la BID, pour procurer une assistance technique aux pays latino-américains. Disposé à accroître encore davantage ses contributions, le Japon n'en a pas moins réexprimé, tout comme la

France et les Pays-Bas, son souhait d'obtenir une plus grande part de capital et donc un plus grand nombre de voix au sein de la BID. Actuellement, les dix-sept pays non américains membres de cette institution ne possèdent ensemble que 7,2 % de son capital, principalement réparti entre

les Etats-Unis (34,5 %) et les pays d'Amérique latine (54 %). Plus riche et plus dynamique, la BID estime qu'elle peut recommencer à contribuer indirectement à sortir l'Amérique latine de l'ornière. Dans son rapport annuel, la banque trace un sombre bilan des années 80, « *décen-*

SERVICE DE LA DETTE



nie perdue » pour l'ensemble des pays d'Amérique latine, dont le produit intérieur brut par habitant a chuté d'environ 8 % pour regagner à son niveau de 1978. Dans le même temps, la dette extérieure globale de ces pays a grimpé pour atteindre 434 milliards de dollars à la fin de 1989 et les déséquilibres inflationnistes se sont aggravés.

Aux yeux du président de la BID, la décennie qui s'ouvre sera celle de l'espoir pour l'Amérique latine, démocratisée et « *imprégnée d'un nouveau réalisme* », au moment où des initiatives comme le « *plan Brady* » reconnaissent qu'il convient de réduire la charge du service de la dette pour rendre viables les programmes d'ajustement mis en œuvre. « *Fatigués de l'instabilité économique, les Latino-Américains sont prêts à accepter des réformes même drastiques, comme au Brésil et en Argentine, parce qu'ils veulent des solutions durables* », a conclu M. Iglesias.

MARTINE JACOT

RÉGIONS

**Bordeaux**  
En avril, le vent du sud souffle sur la ville. Les températures sont en hausse. Les habitants profitent du soleil. Les fleurs commencent à pousser. C'est le printemps.

**Paris**  
La capitale française est en pleine effervescence. Les rues sont animées. Les magasins sont pleins de clients. C'est la saison des achats.

**Provinces**  
Les provinces françaises sont également vivantes. Les festivals commencent à avoir lieu. Les vacances de printemps sont en cours.



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

## La résurrection de Corby

La Grande-Bretagne a enregistré en février, et pour le quarante-troisième mois consécutif, une baisse de son chômage. Mais le mouvement pourrait s'arrêter. A Corby (dans le Northamptonshire), où le taux de chômage est passé de 32 % à 4,9 %, on reste confiant

## CORBY

## de notre envoyé spécial

Les onze plaques portant les noms des sociétés installées depuis le 1<sup>er</sup> janvier sont impeccablement alignées sur un panneau d'où se détache en grosses lettres le slogan « Corby works ». Avec cette formule, qui signifie, au choix, « Corby, ça marche » ou « Corby travaille », cette ville du Northamptonshire proclame sa renaissance tout en faisant valoir ses succès auprès des investisseurs. Corby, symbole de la reprise de l'emploi ! En février 1990, pour le quarante-troisième mois consécutif, le chômage a reculé en Grande-Bretagne.

Installé bien en vue dans les locaux du Centre de développement industriel, ce panneau pourrait bien se révéler trop exigü avant la fin de l'année, assurent les plus optimistes. Il est vrai que, depuis dix ans, sept cents entreprises ont rejoint cette cité de 52 000 habitants, à une centaine de kilomètres au nord de Londres.

Is sont bien loin, les jours sombres de 1979, lorsque la fermeture de l'usine de British Steel Industries laissait 13 000 sans-emploi. Avec un taux de chômage de 32 %, Corby était alors la ville la plus sinistrée du Royaume-Uni. Aujourd'hui, c'est dans un musée, au milieu de la verdure d'un nouveau parc, qu'il faut aller chercher les souvenirs des haut-fourneaux et des cheminées dont la dernière fut, en 1984, dynamitée en présence du ministre de l'environnement.

Grâce à la création de 20 000 emplois, le taux de chômage est redescendu à Corby à 4,9 %. Avec ses lugubres bâtiments oxydés, l'unité de production de tubes que British Steel a conservée démonte à côté de constructions métalliques aux couleurs vives abritant de multiples activités. Au hasard de la zone industrielle de Corby, on peut

rencontrer une usine australienne de balles de cricket, un petit établissement de Chine populaire produisant des téléviseurs ou encore quatre activités de construction navale, alors que la mer est distante de 80 kilomètres... Or, maintes fois citée en exemple outre-Manche, la réussite de Corby, ne fait plus vraiment figure de « miracle ».

## Un mouvement qui s'affaiblit

En février 1990, pour le quarante-troisième mois consécutif, le gouvernement a annoncé un nouveau recul du chômage. Certes, ce mouvement de repli commence à s'affaiblir mais la Grande-Bretagne, qui comptait 3,2 millions de chômeurs durant l'été 1986, n'en dénombre plus que 1 610 000 (5,6 % de la population active). Alors que tous les indicateurs sont au rouge et que la croissance britannique est à bout de souffle, Mme Margaret Thatcher peut se prévaloir de résultats que bien d'autres chefs de gouvernement, notamment M. Michel Rocard qui entend privilégier la lutte contre le chômage, peuvent lui envier (1).

Corby, brillante illustration du Thatcherisme ? M. Kevin Glendinning, leader du Conseil de district et travailliste convaincu, n'est pas de cet avis. « Parmi les villes en difficulté, nous avons été la première à nous prendre en charge. La coopération avec le gouvernement a été totale mais, alors que nous avons immédiatement commencé à remonter la pente, la politique de M. Thatcher s'est d'abord soldée par la disparition de deux millions d'emplois en trois ans », affirme-t-il. M. Glendinning, qui n'a pas hésité à mettre en vente des logements dont la ville était propriétaire et à confier à un expert du

secteur privé la responsabilité des contacts avec les investisseurs, ne réclame pas d'impôts locaux à ses entreprises - jusqu'en 1991 (l'Etat les prend lui-même en charge) et ces dernières bénéficient de facilités fiscales en matière d'amortissement. « Nous sommes plus riches, la vie est plus facile et l'environnement a été préservé », résume M. Glendinning qui précise, non sans fierté, qu'en dix ans, la proportion de ménages propriétaires de leur logement est passée de 15 % à 65 %, alors que le pourcentage des familles ayant un véhicule faisait un bond de 40 % à 80 %.

## La politique de dérégulation

Au ministère de l'emploi, on revendique « une meilleure concentration et une plus grande souplesse » dans l'affectation des fonds publics, sans omettre de vanter les mérites de « la politique de dérégulation » mise en œuvre par le gouvernement conservateur : autorisation du travail de nuit des femmes et quasi-disparition du closed-shop (monopole d'embauche exercé par les syndicats). « Tout cela n'est que pure rhétorique », réplique M. Bill Callaghan, responsable du département économique au Trade Union Congress (Confédération des syndicats britanniques, dont les effectifs sont passés de 12 millions à 8,8 millions depuis 1980). Selon lui, « la dérégulation n'est pas allée aussi loin qu'on le prétend » et « la baisse du chômage n'est que le produit du

boom du milieu des années 1980, qui s'achève sans que nos problèmes économiques ne soient résolus ».

Au-delà des polémiques, la reprise de l'emploi en Grande-Bretagne paraît reposer sur des ressorts bien spécifiques. Ainsi, fait pour le moins inhabituel, le taux de chômage des femmes est inférieur de deux points à celui des hommes. Cette différence s'explique largement par le recours au travail à temps partiel, traditionnellement important en Grande-Bretagne, qui concerne 37,8 % des salariées. Dans les années à venir, 80 % des emplois devront être pourvus par des femmes, selon des estimations patronales. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les indemnités de chômage sont suspendues après un an pour les femmes mariées si les revenus du couple dépassent un certain seuil et qu'elles ne sont pas accordées aux jeunes qui refusent les programmes d'insertion.

En second lieu, le travail indépendant s'est fortement développé (parfois au détriment de la qualification, comme dans le secteur du bâtiment) et regroupe 3,4 millions de personnes, soit 13 % de la population en activité. De 1984 à 1988, les « self-employed » ont représenté le tiers des créations d'emplois contre 24 % pour les activités à temps partiel et 40 % pour les contrats à durée indéterminée, le reste étant imputable aux programmes gouvernementaux d'insertion pour les jeunes.

Mais, si le nord du pays reste pénalisé avec des taux de chômage dépassant parfois 8 %, l'évolution du marché du travail satisfait globalement les syndicats. « Bien que l'essor des services soit supérieur à celui de l'industrie, beaucoup d'emplois qualifiés ont été créés. Ce serait une grosse erreur de croire que seuls des emplois précaires sont apparus », souligne M. Callaghan.

Paradoxalement, ce succès - auquel les évolutions démographi-

ques ne sont pas étrangères - commence à préoccuper sérieusement le gouvernement et le patronat. La reprise de l'emploi alimente en effet les tensions inflationnistes (la hausse des salaires en moyenne annuelle est actuellement de 9,25 % pour une inflation près de 9 %) et fait apparaître d'importants déficits de main-d'œuvre qualifiée.

## La pénurie de salariés qualifiés

« Le gouvernement ne se substitue pas au patronat et aux syndicats s'ils continuent de prendre des décisions négatives pour notre économie. Il n'est pas question que les augmentations excessives des salaires continuent de se répercuter sur l'inflation. Tant pis, c'est sur l'évolution du chômage qu'elles pèseront », prévient un haut fonctionnaire du ministère de l'emploi. Au siège du CBI (Confederation of British Industry), on ne cache pas une certaine irritation à l'égard de la politique monétaire restrictive menée par M. Thatcher qui « encourage les revendications salariales et accroît les coûts salariaux unitaires ».

Le patronat britannique, confronté à la pénurie de salariés qualifiés, place dorénavant la formation au premier rang de ses préoccupations. A Corby, le taux de renouvellement des effectifs atteint fréquemment 20 à 25 % et le dirigeant d'une société française installée localement souligne que certains cadres débutants réclament un salaire annuel de plus de 20 000 livres, soit quelque 200 000 francs. « Trop d'entreprises ont négligé cet impératif et, avec la montée des salaires, le premier réflexe est parfois de réduire les dépenses de formation », déplore M. Richard Brown, directeur du

personnel de RS Components (2 000 salariés).

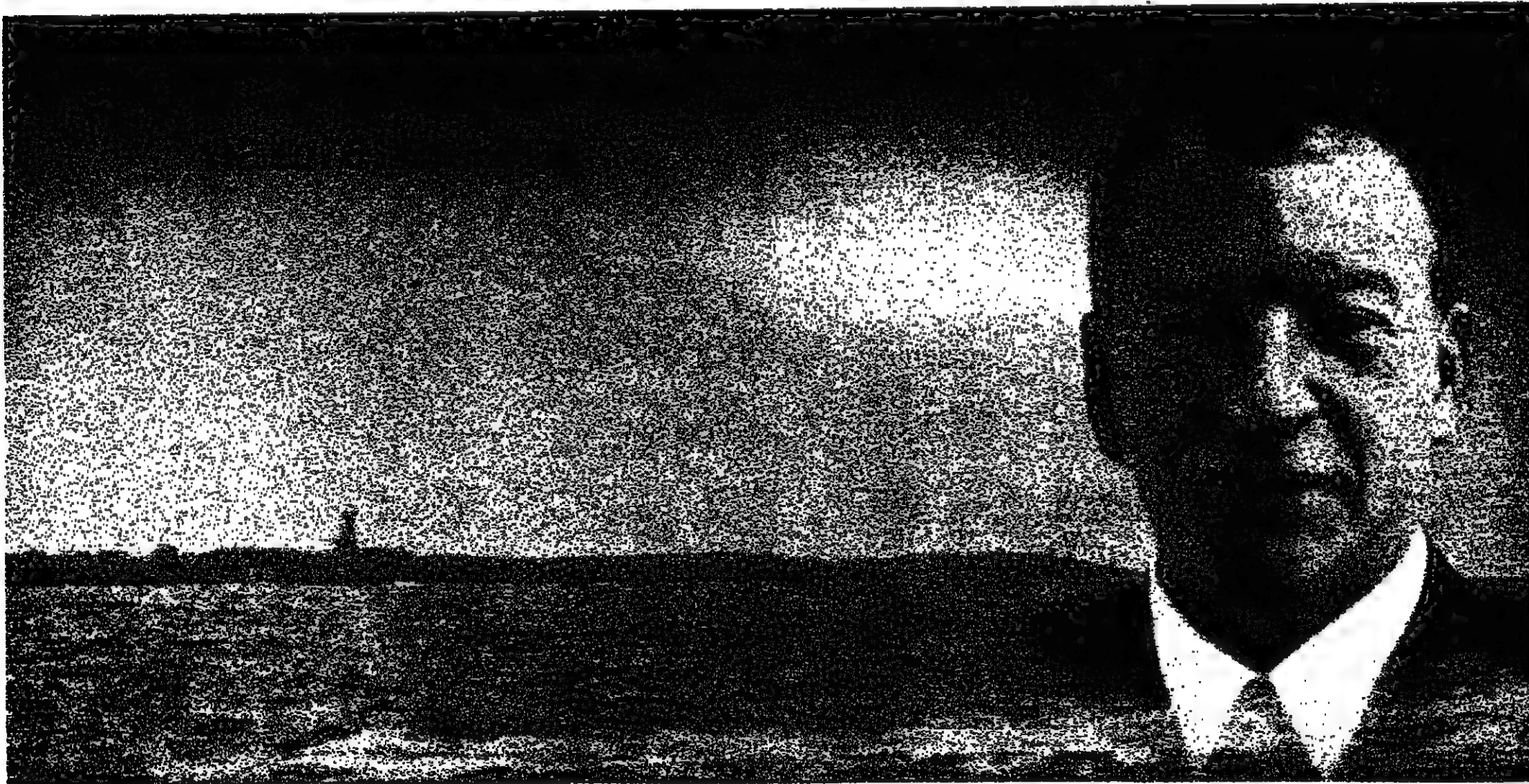
En effet, alors que la France impose aux entreprises de consacrer au moins 1,2 % de la masse salariale à la formation (la moyenne atteinte en fait 2,5 %), aucun mécanisme contraignant n'existe en Grande-Bretagne. « Il reste beaucoup de chemin à parcourir mais des convergences apparaissent avec les syndicats », indique M. Andrew Moore, responsable de la formation au CBI, qui souhaite « impliquer davantage les employeurs ». Pour y parvenir, gouvernement et CBI ont résolu l'an dernier de constituer près de quatre-vingt-dix « conseils de formation d'entreprise » regroupant employeurs et élus locaux. Chargés de détecter les besoins sur le terrain et de répartir les fonds publics, tous les conseils locaux devraient bientôt être opérationnels.

Pendant combien de temps encore le chômage reculera-t-il au pays de M. Thatcher ? La plupart des experts sont plutôt pessimistes. Depuis janvier 1989, l'industrie britannique commence à perdre des emplois, et si le secteur des services reste très dynamique (les effectifs des activités bancaires et financières ont progressé de 700 000 depuis 1984), la faiblesse de la croissance fait redouter une prochaine inversion, même atténuée, de la courbe du chômage.

A Corby, cependant, on ne se soucie guère des prévisions macroéconomiques. Pour 1990, deux cents emplois supplémentaires sont acquis et M. Glendinning prévoit que la population progressera de 20 % dans les dix ans qui viennent.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Selon Eurostat, le taux de chômage atteignait en moyenne 8,7 % en janvier dans la CEE dont 5,4 % en RFA, 6 % aux Pays-Bas, 9,4 % en France et 10,9 % en Italie.



Au milieu des années 30, un des fondateurs de Volvo, son premier président, Assar Gabriellson écrivait : « Si nous utilisons toujours les meilleures méthodes de fabrication et les meilleurs matériaux, nous fabriquerons un produit qui coûtera moins cher que les autres parce qu'il se révélera plus durable à l'usage. Le fondement de toutes les fabrications de Volvo est et doit demeurer... la sécurité ».

A partir de 1956, sous l'impulsion de son second président, Gunnar Engellau, la capacité de production augmente et Volvo crée des filiales en Europe et aux Etats-Unis. Depuis 1971, Pehr G Gyllenhammar est son troisième président : « J'ai confiance en l'avenir. Volvo restera puissante. Des finances saines sont vitales, mais le bien-être des gens est

encore plus essentiel ». Sous sa présidence, Volvo est devenu un Groupe industriel mondialement implanté. Ses priorités n'ont pas changé pour autant.

Le souci de la qualité et de l'environnement, tout comme le sens des responsabilités, font aujourd'hui de Volvo un constructeur à part. Aujourd'hui et demain, naturellement.

**VOLVO: Effectif: 79.000 personnes. Chiffre d'affaires: 91 milliards de SEK.** Secteurs d'activité: voitures, camions, bus et cars, moteurs marins et industriels, aéronautique, agro-alimentaire et services financiers. Volvo est l'un des principaux Groupes industriels dans le monde. Il doit sa position à ses exigences de qualité, de sécurité, d'éthique et de respect des personnes et de l'environnement.

\* 1 SEK = env. 1 FF

**VOLVO**

صوتنا من الامم

arrive à la 100  
Motors

SERVICES

Le Club  
de la

AGRICULTURE

Les prix du



# ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

Une « révolution » très attendue

### Un ingénieur arrive à la tête de General Motors

Révolution ou péripétie ? General Motors, le numéro un de l'automobile américaine, a annoncé mardi 3 avril la nomination comme nouveau Pdg M. Robert Stempel. C'est la première fois depuis 1953 qu'un ingénieur est appelé à ce poste occupé jusqu'alors par des membres du staff financier dont M. Roger Smith l'actuel patron qui quittera la barre le 31 juillet prochain.

Très attendu, M. Stempel (56 ans) et poura-t-il lancer l'immense groupe de 630 000 employés, paralysés par la crise et les « procédures », dans une perestroïka ? La comparaison est sous toutes les plumes et la presse a stigmatisé GM estimant qu'une réforme y était plus probable qu'en Europe de l'Est. La réponse sera en tous cas symbolique pour toute l'industrie américaine en perte de vitesse sous la pression japonaise et perturbée en profondeur par la « financiarisation » de l'économie.

Grand, la voix forte, M. Stempel tranche avec son prédécesseur dont le nom même de Smith, le Dupont anglo-saxon, était devenu le reflet de l'anonymat grisaille. Agé de 56 ans il a entamé sa carrière chez GM en 1958 comme ingénieur dans la division chargée de la conception des châssis de la filiale Oldsmobile. Puis il changera d'affectation souvent, en moyenne tous les deux ou trois ans comme il est d'usage dans la maison : ce afin, disent les détracteurs, de ne jamais pouvoir mesurer les résultats de ses décisions... En 1978, M. Stempel est nommé directeur

général de la division Pontiac puis, en 1980, président de la filiale Ouest-Allemande Opel. Il revient aux États-Unis en 1982 comme patron de Chevrolet et en 1984 de l'ensemble regroupé Buick-Oldsmobile-Cadillac. Il entre au conseil d'administration en 1986 pour devenir l'année d'après le numéro deux du groupe, poste qu'il a conservé ensuite.

Sa tâche sera rude pour redresser un groupe qui a perdu, sous la présidence de M. Smith, 10 points de part de marché aux États-Unis passant de 46 % à 36 % de 1979 à aujourd'hui. GM s'est lancé dans des diversifications vers l'aéronautique achetant Hughes Aircraft et vers l'informatique avec Electronic Data Systems (EDS), dont on attend encore les retombées. Chrysler et Ford qui avaient fait de même croyant à une « synergie » entre l'aviation et la voiture, ont depuis revendu leurs filiales pour se concentrer sur leur premier métier. GM devra aussi abaisser ses coûts pour se mettre au niveau nippon. Seule la filiale européenne se porte bien avec une part de marché (10 %) en croissance.

Mais la conjoncture est défavorable avec un recul des ventes en Amérique du Nord et, surtout, une surcapacité de plus de deux millions de voitures dans la moitié chez General Motors. On l'a dit : M. Stempel est très attendu...

E. L. B.

## AN CONSEIL DES MINISTRES

### M. Kérisel est nommé directeur des ports au ministère de la mer

M. Thierry Kérisel, ingénieur en chef des ports et chaudières, devait être nommé le 4 avril, au conseil des ministres, directeur des ports et de la navigation maritime au ministère de la mer. Il remplace à ce poste M. Christian Brossier, ingénieur général des ports et chaudières, nommé président de la section au conseil général des ports et chaudières, et qui occupait ce poste depuis 1982.

[Né en 1943 à Paris, M. Thierry Kérisel est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur en chef des ports et chaudières. Il a fait toute sa carrière dans des fonctions portuaires, à Cherbourg, Rouen, et au ministère de la mer à Paris. De 1984 à 1988, il est directeur du port autonome de Dunkerque et, en mai 1988, il entre au cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, puis maire de Dunkerque, pour suivre les dossiers portuaires et maritimes.]

### M. Jean-Pierre Aubert directeur du cabinet de M. Jacques Chérèque

M. Jean-Pierre Aubert a été nommé directeur du cabinet de M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Il remplace M. Jean-Yves Gilot.

[Né le 28 juin 1946 à Rennes, M. Jean-Pierre Aubert est titulaire d'une licence et d'un DES de sciences économiques. De 1969 à 1971, il est chargé d'études et formateur. Puis, de 1971 à 1981, il est secrétaire confédéral de la CFDT, puis secrétaire national de la fédération chimie CFDT. Ensuite, il travaille à l'Association Ouest-Alternative jusqu'en 1984. De 1984 à 1986, il est conseiller technique au cabinet du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, M. Edith Cresson, puis, de 1986 à 1988, directeur général d'une société de communication. Depuis l'été 1988, il était chargé de mission auprès du ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.]

o Sanofi prend le contrôle du groupe de semences horticoles Schreurs. - Sanofi, par le biais de sa filiale aux Pays-Bas Sanofi BV, a pris la majorité du capital de la firme néerlandaise Schreurs (45 millions de francs de chiffre d'affaires), spécialisée dans la recherche et la production de plants de fleurs de gerbera. La filiale d'Elf Aquitaine poursuit ainsi son développement dans les semences horticoles. Le groupe Sanofi, par ailleurs, a présenté, mardi 3 avril, ses résultats 1989, qui se traduisent par un bénéfice net consolidé de 936 millions de francs en 1989, en hausse de 22,2 % par rapport au profit avant plus-value hors exploitation de 1988 (766 millions).

## Compromis nippo-américain sur les satellites

Après bien des négociations, les États-Unis et le Japon viennent de conclure un accord ouvrant le marché japonais aux satellites et aux sous-systèmes spatiaux de fabrication étrangère (le Monde du 21 mars). Les firmes américaines devraient être les principales bénéficiaires de cet accord qui ne porte que sur les satellites d'observation météorologiques et de télécommunications. Les satellites à vocation scientifique resteront chassés gardés japonais.

Ainsi prend fin une longue bataille entre les deux pays, qui avaient pour toile de fond l'important déficit budgétaire des États-Unis dans les échanges commerciaux avec le Japon : 50 milliards de dollars en 1989.

## Elf veut racheter les actifs d'exploration et de production de BP France

Elf Aquitaine a proposé à BP France de reprendre tous ses intérêts dans les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures en France, a annoncé BP France le 3 avril dans un communiqué. BP France précise que des « négociations sont engagées » avec Elf, qui est déjà le principal partenaire de BP sur ses permis d'exploration et de production en France. BP France a donc décidé de suspendre la mise en œuvre de la procédure d'appel d'offres qu'elle était sur le point de lancer pour la cession de l'ensemble de ses activités exploration / production en France.

## SOCIAL

Critiqué par les députés socialistes

### L'accord sur le travail précaire n'a pas encore été signé par FO

Les hésitations de Force ouvrière à propos de l'accord sur le travail précaire (le Monde du 27 mars) préoccupent fort le ministère du travail. Du nombre de signatures que recueillera le protocole rédigé le 24 mars dépendra en effet la capacité du gouvernement à faire adopter en l'état par les parlementaires ce texte déjà approuvé par le CNPF, la CGPME, la CFTC et la CFE-CGC mais en partie contesté par les députés socialistes. La CFDT, la commission exécutive a émis un avis favorable, donnera une réponse définitive lors de la réunion de son bureau national du 5 avril.

## L'Etat et la retraite

Divisée devant l'opportunité de ratifier un texte qui prévoit certes une meilleure protection sociale ou un droit à la formation pour les travailleurs « précaires » (intérimaires, contractuels à durée déterminée), mais qui constitue par là même une pénalisation de ce type d'emploi, le syndicat de M. Marc Blondel n'a pas encore officiellement fixé la date à laquelle il se prononcera. Une réponse négative risquerait d'aliéner la grappe des députés socialistes, qui avaient mis au point leurs propres propositions - sensiblement plus restrictives - sur le travail précaire avant que le gouvernement ne décide de donner la priorité aux partenaires sociaux. Si FO ne signait pas ce texte, « nous ne pourrions pas

La réforme du statut du personnel contestée

### Journée d'action bien suivie à l'ANPE

L'appel à vingt-quatre heures de grève lancé par la CGT, la CFDT et FO a été suivi mardi 3 avril par 60 % des salariés de l'Agence nationale pour l'emploi, selon les syndicats (44,5 %, selon la direction). Dans le cadre de ce mouvement de protestation destiné à faire échouer au projet de réforme du statut du personnel, un millier de personnes ont manifesté à Paris, à proximité du ministère du travail.

Alors que les syndicats contestent notamment l'introduction de primes récompensant le mérite individuel, la direction de l'ANPE fait valoir une amélioration des déroulements de carrière, l'ensemble des mesures aboutissant à une augmentation de 5 % de la masse salariale. Par ailleurs, les quatorze grilles de rémunération (pour quarante et un types d'emplois) entre lesquelles se répartissent les douze mille agents de l'ANPE seront simplifiées. Outre cette réforme statutaire, qui devra être achevée avant la fin du mois, l'ANPE doit négocier un « contrat de progrès » avec l'Etat qui souhaite lui donner « l'autonomie et la capacité d'adaptation nécessaires ».

J.-M. N.

o Débrayages à l'usine Renault de Billancourt. - Plusieurs débrayages dans l'unité de l'île Seguin, au cœur de l'usine Renault de Billancourt, perturbent depuis lundi la fabrication de l'Express, modèle utilitaire de la Supercinco, a indiqué mercredi matin 4 avril l'entreprise nationale. Ces arrêts de travail, à l'appel de la CGT, font suite à l'annonce d'une réduction de la production de ces véhicules (de 420 à 370 par jour) dans la perspective de la fermeture progressive de l'usine. La direction a démenti les informations de la CGT selon lesquelles la fabrication serait paralysée.

## SERVICES

Les concentrations dans le tourisme

### Le Club Méditerranée prend la moitié du capital de la compagnie de charters Minerve

Un communiqué laconique a annoncé, le 3 avril, que le Club Méditerranée devenait actionnaire de la compagnie de charters Minerve à hauteur de 50 % à l'occasion d'une augmentation de capital en numéraire réservée d'un montant de 90 millions de francs.

Au-delà de l'inévitable commentaire sur les concentrations verticales indispensables dans le tourisme français pour affronter le grand marché européen de 1993, ce rapprochement doit être analysé à la lumière de la prise de contrôle par Air France des compagnies UTA et Air Inter, réalisée en janvier dernier. Pour le PDG du Club, M. Gilbert Trigano, qui a toujours eu une sainte horreur des fournisseurs et des distributeurs en position de monopole, la constitution de ce mastodonte sérieux représentait un danger incontestable.

L'année dernière, il avait tenté un mariage avec l'Agence Nouvelles Frontières qui détenait les clés de la compagnie Corte Air, mais il

avait reculé devant l'ampleur des découvertes de ce transporteur qui se seraient chiffrées à plusieurs centaines de millions de francs. Depuis, M. Trigano a rejoint avec la Corse Air se sont alliés avec le groupe « A » (GMF et Groupe Aquarius-Air Liberté), concurrent du Club. Il ne restait donc pas d'autre associé français acceptable que Minerve qui, avec onze avions, se retrouve la première compagnie aérienne privée de France.

Pour Minerve, dont les difficultés financières sont chroniques, il était urgent de trouver un partenaire solide capable de mieux remplir ses avions et de lui permettre de supporter la saison hivernale. Autre angoisse : il est vraisemblable qu'Air France devra abandonner, dans les prochains mois, certains de ses droits de trafic pour ne pas tomber sous les accusations de monopole de Bruxelles. Candidats à la reprise : Minerve et Air Liberté, la filiale charte du groupe « A ».

D'autres « parrains » ont pu aider au rapprochement entre le Club et Minerve. Tout d'abord, la

Caisse des dépôts et consignations, dont le directeur général, M. Robert Lion, n'a pas abandonné son projet de créer un pôle touristique français verticalement intégré et qui est actionnaire du Club Air France, aussi a pu dire son mot. Son président, M. Bernard Attali, redoutait que le Club ne mette à exécution son projet d'association avec la compagnie de charters belges TEA et avec Royal Air Maroc. Il préfère sûrement voir le Club apporter son appui à un transporteur dont Air France connaît les faiblesses pour l'avoir aidé à passer quelques caps difficiles.

La solution franco-française retenue satisfait donc un peu tout le monde, mais elle reste précaire dans la mesure où sa réussite suppose que les deux fortes personnalités qui dirigent le Club et Minerve parviennent à s'entendre. Ni M. Gilbert Trigano ni M. René-Fernand Meyer, ancien pilote de chasse et fondateur de Minerve, n'ont vraiment l'habitude de partager le pouvoir...

ALAIN FAUJAS

## AGRICULTURE

Après la rupture du contrat négociants-vignerons

### Les prix du champagne à l'épreuve de la liberté

Selon toute vraisemblance, le prix des bouteilles de champagne risque de monter dans les années à venir après l'échec définitif des négociations qui s'étaient engagées entre les maisons de négoce (Moët et Chandon, Mumm, Pommery, Veuve Clicquot, Laurent Perrier, etc.) et les vignerons pour le renouvellement du contrat interprofessionnel institué en 1959 et valable pour six ans.

Aux termes de ce contrat, les vignerons s'engagent à réserver au négoce la récolte d'une surface dite « engagée » qui atteignait ces temps-ci 47 % du total. Vivement désireux de vinifier eux-mêmes une part croissante d'un raisin qui aujourd'hui vaut presque de l'or (26,78 francs le kilo) en raison de la pénurie d'approvisionnement face à une demande croissante, ces vignerons voulaient ramener de 47 à 43 % la surface engagée. Le négoce, qui vend 67,3 % des deux cent cinquante millions de bouteilles commercialisées l'an dernier - contre 32,7 % pour le vignoble - et réalise

92 % des exportations (37 % du total), n'est propriétaire, en moyenne, que de 12 % du vignoble, qui ne voulait pas transiger en dessous de 45 % de la surface engagée. L'échec des négociations va marquer le retour à la liberté mais, pour ne pas laisser une anarchie complète s'installer, l'interprofessionnelle, réunie au sein du CIVC, a essayé de placer quelques garde-fous et d'instituer une sorte de liberté surveillée.

## Un système de butoir

Auparavant, le prix du raisin était fixé obligatoirement en fonction du prix de la bouteille la saison précédente, de l'état des stocks, des perspectives de la récolte et de la tendance sur les marchés. Désormais, le CIVC fixe un prix « indicatif », nullement contraignant il est vrai, ce qui provoque inévitablement une montée des bruits du raisin en fonction de l'offre et de la demande. En octobre dernier, par exemple, pour une récolte anticipée d'un quart par le gel et la culture de la fleur de la vigne, le prix du raisin traité librement avait pu atteindre 50 francs au lieu de 26,78 francs, lui-même en hausse de 13,3 % au terme de l'accord. Sachant qu'il faut 1,3 kilo de

raisin pour élaborer une bouteille de champagne, une éventuelle flambée des prix de la récolte se répercutera sur les tarifs du champagne pendant les deux ou trois années suivantes.

Quant au volume de la « répartition », l'attribution au négoce de quotas de raisin par référence aux fournitures de l'année précédente laissera la place à une liberté contrôlée, avec un système de butoir déterminé chaque année en fonction de la récolte. Ce nouveau régime de liberté plus ou moins surveillée fixera trois ans la limite de la hausse non contrôlée, le risque de décourager une partie des consommateurs, d'éliminer les maisons de négoce les moins riches et de placer les vignes en position délicate au cas où une mévente se produirait, comme par le passé. Sans doute, le système ancien de protection à l'exportation était à bout de souffle, mais le retour au libéralisme plus ou moins tempéré pour conduire à des excès si la profession ne réussit pas à trouver un équilibre entre négociants et vignerons manipulateurs-récoltants, entre les besoins intérieurs et ceux de l'exportation.

FRANÇOIS RENARD

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

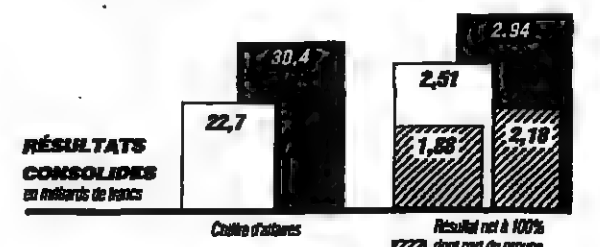
RÉSULTATS 1989

### CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE 34% RESULTAT PAR ACTION EN AUGMENTATION DE 15%

■ **RESULTAT NET CONSOLIDÉ: 2,18 MILLIARDS DE FRANCS**  
Le résultat net consolidé par groupe s'établit en 1989 à 2,18 milliards de FF (+16%), contre 1,88 milliard en 1988, pour un chiffre d'affaires consolidé de 30,4 milliards de FF en 1989 (+34%) contre 22,7 milliards de FF en 1988. Le résultat net consolidé est de 2,94 milliards de FF (+17%), soit une marge nette de 9,7 % sur chiffre d'affaires.

■ **LAFARGE COPPEE, LEADER MONDIAL DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION**  
La hausse du chiffre d'affaires intègre les acquisitions récentes, entrées sur de nouveaux marchés (Espagne, Autriche, Turquie, Océan Indien). Lafarge Coppee est devenu le deuxième producteur mondial de ciment. Les ventes progressent de 9 %, à périmètre constant, grâce à la bonne tenue des marchés en Europe et à l'occurrence des parts de marché en Amérique du Nord.

■ **UNE STRUCTURE FINANCIERE SOLIDE PERMETTANT LA POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DU GROUPE**  
Les fonds propres s'élevaient à 20,6 milliards de FF pour un endettement net de 6,6 milliards de FF. Le chiffre d'affaires 1989 génère une marge brute d'autofinancement en augmentation de 39 % à 4,3 milliards de FF.



■ **DIVIDENDE**  
Lors de l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration proposera un dividende de 8,75 FF, avant impôt, en augmentation de 17 % par rapport à 1988.



VOLVO



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Le Conseil d'Administration de la CFAO réuni le 30 mars 1990 sous la présidence de Monsieur François PINAULT a pris connaissance des principaux éléments concernant les comptes consolidés provisoires de l'exercice 1989 et qui se présentent de la façon suivante :

COMPTES CONSOLIDÉS	1989	1988 retraité	Écart	%
Chiffre d'affaires	31.186	23.406	7.780	33,24
Résultat d'exploitation	1.338	n 975	363	37,23
Résultat net total après impôts et surverse	422	441	- 19	- 4,31
dont part du Groupe	302	378	- 76	- 20,11

(1) Changement de méthode : retraitement des comptes de 1988 en fonction des principes retenus pour l'arrêté des comptes de 1989.

Le conseil du 23 avril 1990 arrêtera définitivement les comptes de l'exercice 1989.



## UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE « U.I.F. »

Le conseil d'administration s'est réuni le 29 mars 1990 sous la présidence de M. Michel Caldeira pour arrêter les comptes de l'exercice 1989 et prendre connaissance de l'activité de la société.

## Résultats de l'exercice 1989

L'ensemble des recettes constatées par les loyers, les subventions et les produits financiers s'élève à 300 350 000 F.

Il se dégage des comptes de l'exercice un bénéfice de 265 545 000 F, en progression de 8,06 % sur 1988, intégrant, pour 52 691 000 F, des plus-values nettes résultant d'arbitrages patrimoniaux.

## Dividende

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 22 juin 1990 à 11 heures à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, à Paris-7<sup>e</sup>, la distribution d'un dividende de 29 F par action contre 27,50 F pour l'exercice précédent, en progression de 5,45 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement de leur dividende sous forme d'actions de la société.

## Activité de la société

Depuis le début de l'année 1989, l'activité de la société a été principalement marquée par :

— la mise en exploitation des immeubles de Saint-Cloud, Boulogne-sur-Seine ainsi que des maisons individuelles d'Orsay représentant ensemble un investissement de 99 millions de francs ;

— la construction en cours des immeubles de bureaux et d'activités à Issy-les-Moulineaux et à Yverdon dont le coût global est estimé à un peu plus de 90 millions de francs ;

— la vente, pour un montant global de 236 millions de francs, des immeubles du Maine, d'Orléans et de Vitry, ainsi que de l'ensemble de Maisons-Alfort réalisés dans les trois premiers mois de 1990.

Ces cessions ont dégagé au total 158 millions de francs de plus-values nettes. — la décision d'acquiescer en l'état futur d'achèvement un immeuble de bureaux de près de 4 000 mètres carrés à Paris-17<sup>e</sup>, à proximité de la place Clichy, au prix HT de 173 millions de francs, son achèvement étant prévu dans le courant du quatrième trimestre 1991.

## Pierre Fabre Participations

LE GROUPE PIERRE FABRE a réorganisé la structure de son capital.

Le groupe PIERRE FABRE a renforcé ses fonds propres et réorganisé la structure de son capital.

Depuis février 1990, les participations dans les sociétés constituant le groupe PIERRE FABRE sont désormais détenues par la holding PIERRE FABRE PARTICIPATIONS S.A., contrôlée en totalité par M. Pierre Fabre. Parmi ces participations figure PIERRE FABRE S.A., pôle pharmaceutique et cosmétique du groupe.

M. José FRECHES a été nommé directeur général de PIERRE FABRE PARTICIPATIONS.

La holding PIERRE FABRE PARTICIPATIONS est une société à vocation stratégique et d'ingénierie financière. PIERRE FABRE PARTICIPATIONS a émis un emprunt obligataire assorti de bons de souscription d'actions auprès de partenaires financiers de premier plan qui accompagneront son expansion.

La holding PIERRE FABRE PARTICIPATIONS constitue désormais le niveau d'ouverture du groupe à des investisseurs, l'obtention d'une liquidité boursière étant prévue à moyen terme.

Selon des informations récemment parues dans la presse financière, deux ex-cadres dirigeants du groupe ont manifesté leur intention de céder sur le marché leur coté tout ou partie d'un lot d'actions leur appartenant et représentant globalement 2 % du capital de PIERRE FABRE S.A.

Dans le cadre de la nouvelle réorganisation financière, aucune des autres actions de PIERRE FABRE S.A. ne sera mise sur le marché, PIERRE FABRE S.A. n'ayant pas vocation à être cotée.

Par ailleurs, la direction générale de PIERRE FABRE PARTICIPATIONS indique qu'elle est seule habilitée à donner des informations financières sur le groupe et qu'il existe dans les statuts de PIERRE FABRE S.A. un droit d'agrément pour l'entrée de tout nouvel actionnaire. Le non-respect de ces dispositions entraînerait, pour leurs auteurs, les poursuites prévues par la loi.

## ÉCONOMIE

## Le nouveau paysage des inégalités

## II. — L'emploi et les salaires d'abord

Le problème des inégalités ne se pose plus dans la France de 1990 comme il se posait il y a vingt ans (le Monde du 3 avril). Les priorités ont changé : d'abord les chômeurs et la formation. Les salaires à apporter ne passent plus prioritairement par un alourdissement des impôts sur le patrimoine des plus favorisés.

La concentration des fortunes qui s'est probablement produite au cours de ces dernières années n'est pas surprenante dans la mesure où les plus gros patrimoines comprennent une part importante de valeurs mobilières, celles-là mêmes qui ont beaucoup augmenté avec l'explosion de la Bourse mais plus encore avec le niveau très élevé des taux d'intérêt réels. La folle montée des prix de l'immobilier en région parisienne n'a pas arrangé les choses.

Encore faut-il, avant de vouloir modifier la fiscalité pour corriger les inégalités, avoir pris en compte quelques vérités curieusement oubliées. La première est que l'enrichissement procuré par la Bourse est un phénomène nouveau qui ne durera peut-être pas toujours, ou plus exactement qui diminuera d'ampleur. Une chose est certaine en tout cas : les taux d'intérêt réels, prenant en compte l'inflation, ont été négatifs jusqu'à la fin des années 70. Les détenteurs d'obligations pendant longtemps n'ont pas gagné d'argent, le revenu nominal de leurs titres qui constituait l'assiette de l'impôt, ayant été la plupart du temps supérieur à leurs revenus réels (1).

## Gracuseté pour les obligations

Ce n'est qu'à partir des années 80 que les obligations ont bénéficié d'un revenu réel positif après impôts. Bien évidemment cette tendance a été renforcée par la décision récente du gouvernement de réduire la fiscalité frappant les obligations (prélèvement libératoire ramené de 27 à 17 %), gracieuseté qui coïncide maintenant avec des abattements importants (8 000 et 16 000 F) dont bénéficient tous les contribuables sur les intérêts et dividendes. Faut-il aller aussi loin ? On peut se poser la question, d'autant que les revenus des SICAV de capitalisation (actions et obligations) peuvent être exonérés d'impôt sur les plus-values. MM. Rocard et Bérégovoy ont jugé que la libre circulation des capitaux en Europe imposait ce cadeau fait aux épargnants, sous peine de voir fuir l'argent hors de nos frontières. Pen-t-être.

Toujours est-il qu'avant l'application de ces mesures, des calculs pertinents, et qui à notre connaissance n'ont jamais été contestés, montraient que les prélèvements fiscaux portant sur les revenus du travail étaient *grasso modo* les mêmes que ceux supportés par les revenus des actions et des obligations (2). Il est plus probable que cet équilibre n'existera plus avec la nouvelle législation fiscale. Des calculs tendent maintenant à prouver que les dernières mesures d'abaissement de la fiscalité sur les revenus de l'épargne ont aligné les revenus de ce régime des retraites par répartition qui sont fiscalement exonérées lors de leur constitution mais taxées lors du versement de la rente. De telles conclusions révoltent une logique : celle de l'harmonisation fiscale entre régime de retraite par répartition (Sécurité sociale) et par capitalisation (assurance privée). Après tout, pourquoi pas dans un pays auquel va se poser un difficile problème de financement du système des retraites ? Encore aurait-il fallu que cela apparaisse clairement.

Quand on a dit cela, on n'a pas tout dit. La concentration du patrimoine est, d'une part, probablement moindre qu'il n'y paraît ;

d'autre part, moins injuste qu'il ne semble. Les chiffres montrant que les fortunes sont concentrées entre quelques mains (10 % des ménages les plus riches se partagent 54 % du patrimoine global) ne tiennent en effet pas compte des droits acquis en vue de la retraite. L'omission est de taille car à eux seuls ces droits, qui sont bien de l'épargne, représentent au moins trois fois le patrimoine financier. Etant à peu près proportionnels aux salaires, ils ont pour effet de répartir un peu mieux la fortune des Français. De ce point de vue on peut avancer que les professions non salariées compensent l'infériorité de leurs droits à la retraite par des placements financiers et immobiliers plus importants.

La concentration du patrimoine — si elle reste probablement source d'injustice — est également moins

quatre millions de familles de condition modeste. Actuellement moins de treize millions de foyers paient l'impôt sur le revenu, soit à peine un contribuable sur deux. On pouvait difficilement aller plus loin dans cette voie. L'idée donc est reprise pour la taxe d'habitation, impôt local souvent fort lourd : quatre millions de contribuables âgés et disposant de faibles ressources ont été exonérés. Une autre mesure importante prise ces dernières années aura été le plafonnement en 1982 des effets du quotient familial, qui a limité les avantages qu'en tiraient les familles aisées.

La détente fiscale intervenue à partir de 1984 a plus que compensé les augmentations d'impôts décidées par les socialistes lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir. Elle a uniformément profité à tous. C'est

formées pour la maladie (en janvier 1980 pour les cotisations salariales, en 1984 pour les cotisations employeurs), puis pour la famille en 1989-1990. Encore la nouvelle tendance à la proportionnalité qui devrait naître de ces déplacements sera-t-elle limitée puisque les cotisations salariales sont déductibles d'un impôt sur le revenu lui-même progressif (4). Quant aux cotisations pour la retraite, elles restent plafonnées.

Quand on fait la somme de toutes les décisions prises depuis dix ans, on constate qu'entre 1979 et 1989 la progressivité du prélèvement social a reculé si l'on prend en compte les seules cotisations salariales. Evolution qui reflète les conséquences d'un prélèvement fiscal progressif en baisse et d'un prélèvement social dégressif en forte hausse.

Si, en revanche, l'on tient compte des cotisations patronales, ce qui sur une longue période paraît logique, le prélèvement social est devenu légèrement progressif. Le constat en a été fait, notamment par le Centre d'études des revenus et des coûts. Tout ne va donc pas dans le mauvais sens au royaume de France.

## Formation et croissance

Le thème des inégalités n'a pas encore donné lieu à un grand débat entre Français. Mais on peut penser qu'espérer que celui-ci aura lieu un jour, qu'il ne restera pas confiné dans des cercles politiques étroits. Il devrait d'abord montrer la lourde erreur qu'on commettrait en modifiant sans cesse la fiscalité pour corriger des phénomènes de concentration qui pour être inquiétants n'en sont pas moins récents et surtout très mal appréhendés. La fiscalité d'un pays moderne relève d'une vision à long terme, d'un pacte entre l'État et les citoyens qu'il serait déraisonnable de modifier chaque année pour corriger des dérives conjoncturelles (le haut niveau des taux d'intérêt) ou compenser les conséquences de choix politiques fondamentaux, le marché unique européen notamment, qui nous impose un repli fiscal important.

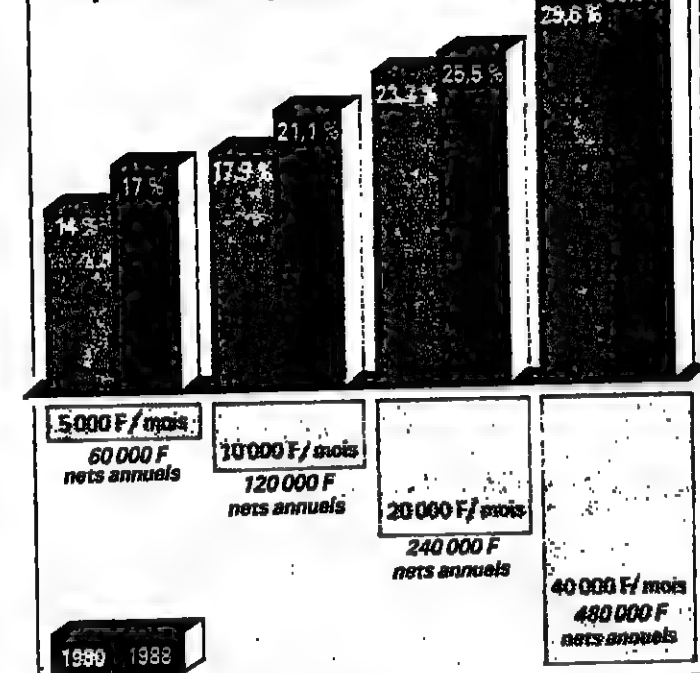
M. Mitterrand n'a pas tort de privilégier, dans l'immédiat, le logement, les transports, l'enseignement et, d'une façon générale, les services publics comme réducteurs d'inégalités. Encore le système français de protection sociale (cotisations et prestations) parce qu'il a été formé depuis dix ans mériterait-il d'être revu au bénéfice des plus démunis (5). Si la plus grave des injustices est celle qui empêche de nombreux Français — jeunes et moins jeunes — de trouver un travail, alors beaucoup doit être fait pour améliorer la formation et favoriser la croissance économique, seule créatrice d'emplois. Quand le problème du chômage sera perdu de son acuité le pays pourra, en forçant sur la productivité, aligner ses bas salaires — trop bas pour un pays moderne — sur ceux de la RFA.

Tant il est vrai que c'est en payant mieux le travail qu'on réduit les inégalités. Avec le consentement de tous.

ALAIN VERNHOLLES

FIN

## Prélèvement socio-fiscal en fonction du salaire couple marié (2 parts)



Source : Centre d'études des revenus et des coûts. Les Français et leurs revenus. La Documentation française. La Découverte (1, place Paul-Fabert) à Paris.

Les quatre salaires annuels indiqués ci-dessus sont nets et exprimés en francs de 1988. En revanche les pourcentages qui traduisent les graphiques ont été calculés en fonction du salaire brut. On lira ainsi : pour un salaire net annuel de 120 000 F, les cotisations salariales et les impôts sur le revenu représentent pour un couple 21,1 % du salaire brut en 1989 contre 17,9 % en 1988. Ces calculs tiennent pas compte des cotisations employeurs, qui ont représenté 38,3 % (1980) et 37,4 % (1988) du salaire brut dans le premier cas (60 000 F de salaire net annuel) ; 31 % et 35,3 % dans le second cas (120 000 F) ; 22,5 % et 29,8 % dans le troisième cas (240 000 F) ; 18,3 % et 26,3 % dans le quatrième cas (480 000 F).

inéquitable qu'il n'y paraît puisqu'il est, en partie, fonction de l'âge : une personne jeune a peu de chances d'avoir hérité et n'a pas eu le temps d'accumuler un capital important grâce à son travail. Les économistes qui se sont penchés sur ces problèmes très complexes savent qu'au-delà du travail accompli pendant une vie l'héritage et les donations ne suffisent pas à tout expliquer.

Les raisons des inégalités de fortune restent encore à découvrir (3)

## Déplèvements sociaux

Et les revenus ? Les inégalités qui les séparent sont naturellement moins grandes qu'au niveau des patrimoines, la richesse croissant plus que proportionnellement à eux. On constate que 10 % des contribuables qui perçoivent les revenus les plus élevés se partagent 28 % du total. Depuis 1985, l'éventail des salaires qui n'avait cessé de se resserrer a recommencé à s'ouvrir. Ce mouvement qui n'a tout de même pas pris une grande ampleur a surtout concerné les extrêmes : rémunérations très basses et très élevées. Encore les calculs publiés en novembre dernier par le Centre d'étude... (CERC) des revenus et des coûts, un organisme indépendant, s'arrêtaient-ils à 1987. Ils ne prenaient donc pas en compte la création du RMI, le revenu minimum d'insertion.

La fiscalité s'est-elle empêchée les écarts de revenus de s'accroître ? Poser la question, c'est s'interroger sur le rôle redistributeur des prélèvements effectués par l'État et la Sécurité sociale sous forme d'impôts et de cotisations. Les pouvoirs publics, s'ils ont abaissé les taux les plus élevés du barème de l'impôt sur le revenu et nettement favorisé l'épargne, ont multiplié depuis dix ans les mesures favorables aux petits contribuables : le système dit de la décote, réservé aux célibataires jusqu'en 1986, a en particulier permis d'exonérer ou d'alléger l'impôt de

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Fédérative  
Crédit Mutuel

34, RUE DU WACKEN, 67000 STRASBOURG

Le conseil de surveillance de la banque fédérative du Crédit mutuel, réuni le 23 mars 1990 sous la présidence de M. Étienne Pflimlin, a arrêté les comptes de l'exercice 1989 présentés par le directeur général M. Raymond Cronin.

L'exercice 1989 a été marqué par un fort développement des activités en direction des entreprises industrielles et commerciales et une progression de plus de 30 % des encours des crédits en leur faveur.

En fin d'année, la banque fédérative du Crédit mutuel a obtenu l'autorisation des autorités monétaires luxembourgeoises de créer une banque, la Mutuel Bank Luxembourg, qui exercera à partir de 1990 une activité de gestion de fortune et de crédits internationaux.

Le produit net bancaire s'est établi à 900 millions de francs et le résultat net à 307 millions de francs en progression de 12 % par rapport à 1988.

Le total bilan qui a progressé de 28 % est de 55,6 milliards de francs.

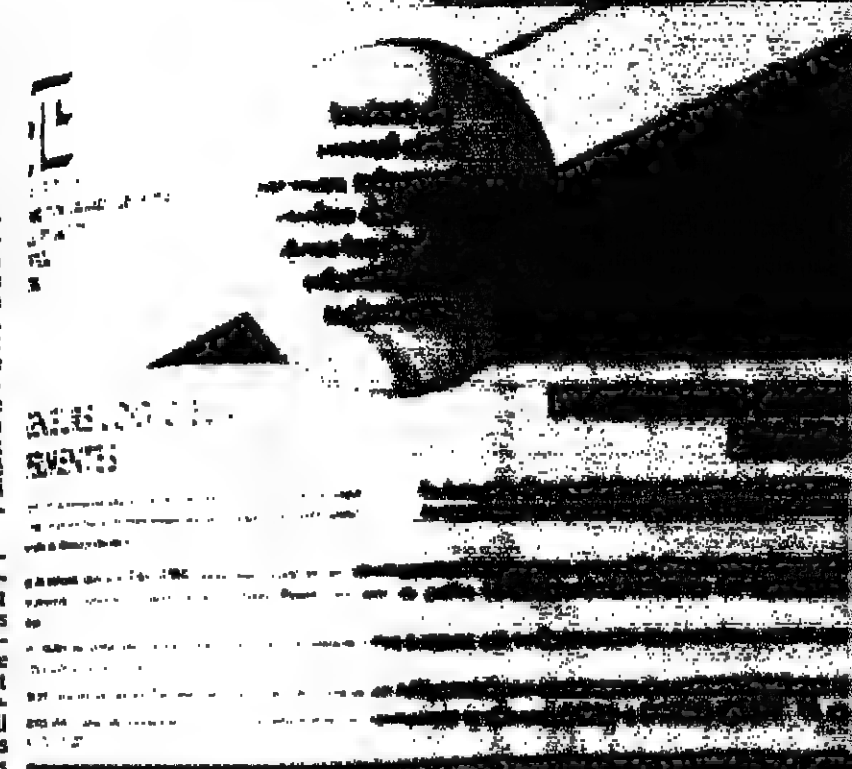
Les fonds propres, après affectation du résultat 1989, dépasseront 2,1 milliards contre 1,6 milliard un an auparavant.

## CARRIÈRES EUR

## HAMBROS

Cross-border Corporate Finance  
Mergers & Acquisitions

## A.R.B.

Bristol Polytechnic  
Lecturer in French

... à l'Université de Bristol, en Angleterre, pour l'enseignement de la langue française. Le candidat idéal sera un bilingue français-anglais, titulaire d'un diplôme universitaire en français, et ayant une expérience de l'enseignement. Les conditions de travail sont excellentes, avec un salaire compétitif et des avantages sociaux. Pour postuler, veuillez envoyer votre curriculum vitae et vos références à : Bristol Polytechnic, 100 Woodlands Road, Bristol, Avon, BS20 1JH, Angleterre. Les candidatures seront examinées jusqu'à ce que le poste soit pourvu.

صلى الله عليه وسلم



REPRODUCTION INTERDITE



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



**HAMBROS**

## Cross-border Corporate Finance Mergers & Acquisitions

HAMBROS is one of the leading traditional Merchant Banks in the City of London. Over the last three years HAMBROS has successfully established a European M & A Department and is now seeking to add to its French M & A team, based in London.

The successful candidate, in his or her mid to late 20s, is likely to be a graduate with both a successful academic record and a strong financial background, and at least one year's experience in either the corporate development department of an expanding European company or having had relevant experience within a leading European bank.

Self-motivation and high standards of professionalism are essential, as is the ability to work within a team. Prospects for progression are excellent. Remuneration package open to negotiation.

Please write with full personal and career details to A.R.B. 15 rue d'Astorg 75008 PARIS (FRANCE) quoting reference 174 LM.

**A.R.B.**

PARIS SOPHIA-ANTIPOLIS

**SYSTEMS EUROPE S.A.**  
PARTENAIRE D'UN GRAND GROUPE  
FRANÇAIS SPECIALISTE  
DU CONTRÔLE  
INDUSTRIEL

Le Centre de  
contrôle et de  
surveillance  
des équipements  
industriels et  
aériens.

Nous  
recherchons  
dans le cadre de  
GRANDS PROJETS  
INFORMATIQUES  
pour la France  
et l'exportation des :

**INGENIEURS LOGICIELS  
EXPERIMENTES**

De 1 à 4 ans dans le domaine des proces industriels (IHM, traitement  
des données, automatisation, instrumentation) avec des équipements  
logiciels et matériels de développement.

Basés sur des systèmes centraux VAX/VMS, vous participerez au développement de logiciels d'applications de supervision et de  
contrôle-commande d'installations techniques Temps Réels, ou sein de petites équipes pluridisciplinaires sur des équipements variés et  
spécifiques.

Ces travaux peuvent nécessiter des compléments de connaissances utiles à assurer une meilleure qualité des prestations, ceux-ci pourront être  
acquis dans le cadre de la formation.

Les postes sont à pourvoir en région Parisienne. L'anglais technique est indispensable, une connaissance des outils VAX/VMS sera appréciée.

Adresser votre dossier de candidature, CV et préférences en mentionnant la référence B/0053 à SYSTEMS EUROPE - 15, avenue Max  
Hymont F-75013 PARIS.

**INGENIEURS LOGICIELS  
DEBUTANTS**

De formation Grandes Ecoles ou équivalent, connaissant un langage  
de type Pascal ou Fortran volontiers lors de stages ou entreprises.

Pour plus d'informations ou candidature sur Minitel : Tapez 3616 Code S3D réf. J1110



La Faculté des Lettres de l'Université de Leiden  
(Hollande), ouvre une inscription pour un poste  
à plein temps de

## professeur de linguistique française (femme/homme)

numéro de vacance: 0-077/2507

### Fonction

Enseignement et recherches dans le domaine de la linguistique française. La préférence sera  
donnée à un(e) candidat(e) dont la thèse et autres publications témoignent d'une vaste  
expérience de chercheur dans le domaine de la linguistique française.

### La/le candidat(e) devra:

- être préparé(e) à intégrer ses recherches dans les programmes de recherches à long terme de  
l'Université de Leiden, à savoir: "Propriétés structurelles de la langue et de la pratique  
linguistique" ou "Histoire de la langue et variations linguistiques",
- dispenser un enseignement clair et stimulant, et plus généralement, posséder de bonnes  
qualités didactiques,
- être disposé(e) à assumer les tâches administratives qui font partie des fonctions ordinaires  
d'un professeur, et être en mesure de le faire,
- se montrer capable de jouer un rôle stimulant dans les recherches qui ne relèvent pas de sa  
propre spécialisation, et cela également dans le contexte des autres langues romanes.

Dans le cas où le futur professeur ne serait pas de langue néerlandaise, il devra pouvoir convena-  
blement maîtriser cette langue dans un laps de temps de deux ans environ.

Pour de plus amples renseignements sur ce poste, on est prié de s'adresser au Professeur Dr. E.  
van der Starre, tél. 071-272169 ou 071-175441 (numéro personnel).

Les personnes qui aimeraient poser leur candidature et celles qui désireraient attirer l'attention  
sur des candidats éventuels sont priées de s'adresser par écrit au Doyen de la Faculté des  
Lettres, Bureau de la Faculté des Lettres, Boîte Postale 9515, 2300 RA Leiden, Hollande. La  
lettre de candidature doit être accompagnée d'un curriculum vitae, d'une liste de publications et  
d'un plan de recherches pour les années à venir.

L'Université de Leiden désire engager plus de femmes que par le passé, afin d'équilibrer le  
nombre de ses enseignants hommes et femmes. C'est pourquoi celles-ci sont spécialement  
invitées à poser leur candidature.

## Le Monde International

### Bristol Polytechnic Lecturer in French

The newly created Faculty of Law and Languages is a  
thriving academic community with over 70 staff and  
1,000 FTE students projected for 1990/91. Expansion  
within the Faculty is generated by the increase in  
professional training and, particularly, its innovative  
LLB/BA European Law and Languages Degree. We are  
seeking an experienced lecturer in French to contribute  
to teaching and course planning at an exciting stage in  
the development of this area of education.

You will support a variety of undergraduate and post-  
graduate courses, and should ideally have a proven  
interest and/or qualification in Law or legal studies.  
However, candidates with a background in Business  
Studies would also be considered. A higher degree  
would be an advantage.

Salary will be within the range £10,800-£20,500.  
Personal academic development and research is highly  
valued by the Faculty, and is supported by funding,  
international exchanges and consultancy  
opportunities.

For further information and an application form, to be  
returned by 17 April 1990, please ring our 24 hour  
answer-phone service, 19 44 272 652861, or contact  
direct the Personnel Office, Bristol Polytechnic,  
Coldharbour Lane, Frenchay, Bristol BS16 1QY,  
England, on 19 44 272 656261 ext. 2216 or 2217.

Please quote reference number L/375 in all  
communications.

Bristol Polytechnic is an Equal Opportunities Employer  
and considers applicants on their suitability for the post  
regardless of sex, race, disability or sexual orientation.

Organisation Européenne  
pour la Sécurité de la  
Navigation Aérienne



Le Service Central de Redevances de Route d'EUROCONTROL à Bruxelles, chargé de  
la facturation et du recouvrement des redevances dues par les usagers des services de  
contrôle de la circulation aérienne, recherche son (m/f)

## RESPONSABLE DU SERVICE RECouvreMENT

(réf. R-90-AA/21)

Tâches: assurer le fonctionnement courant du service du recouvrement des  
redevances impayées.

Formation de niveau universitaire en sciences économiques ou juridiques, ou  
expérience professionnelle équivalente.

Solide expérience professionnelle dans le domaine du recouvrement des créances  
acquies dans le secteur public ou au sein d'une organisation internationale.

Nationalité: être ressortissant d'un des Etats membres d'EUROCONTROL.

Age: de préférence entre 35 et 45 ans.

Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles  
d'EUROCONTROL (français/anglais) et connaissance satisfaisante de la deuxième  
langue.

Ce poste offre une rémunération valorisante à la mesure des responsabilités et l'affecta-  
tion à EUROCONTROL confère le statut de fonctionnaire européen.



Adresser une demande écrite au Service du Personnel d'EUROCONTROL,  
rue de la Loi 72, B-1040 Bruxelles, en mentionnant la référence du poste afin  
de recevoir l'avis officiel de vacance d'emploi et le formulaire de candidature.



Working for human rights

## CHEF DE LA DIVISION ASIE ET PACIFIQUE

Traitement annuel : 17.206 livres sterling (à l'étude).

Amnesty International (AI) cherche à pourvoir au secrétariat international à Londres le poste de chef de la division Asie et Pacifique du Département de la recherche. Cette division rassemble et étudie des informations sur les violations des droits de l'homme dans cette région et prépare des actions à entreprendre par Amnesty International concernant les prisonniers d'opinion, le déroulement des procès, le traitement des prisonniers et la peine de mort.

Le chef de cette division est responsable des travaux de 24 personnes en ce qui concerne la stratégie et les techniques à mettre en œuvre pour l'action et la recherche ; il approuve les textes et les actions que préparent les chercheurs ; il recommande la ligne politique à suivre et il est directement responsable des questions administratives, budgétaires et de personnel.

Les candidat(e)s doivent être doué(e)s d'un bon jugement politique, posséder une connaissance approfondie de la région Asie et Pacifique et être spécialisé(e)s dans une sous-région. Ils (elles) doivent posséder l'expérience de la direction de spécialistes ou les aptitudes nécessaires, pouvoir s'exprimer en anglais avec aisance, tant oralement que par écrit, et être capables de représenter Amnesty International. La connaissance d'une langue orientale et/ou d'une autre langue européenne serait un avantage.

Date limite pour la réception des candidatures : 21 mai 1990.  
Prière de citer la référence RD/7.

## CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

Le service informatique fait partie du Département des services de l'information. Il est chargé du fonctionnement et du développement des systèmes informatiques d'AI. Un projet informatique quinquennal récemment adopté va introduire d'importants changements dans le domaine de la bureautique, des bases de données et de la communication électronique. La supervision de ces changements et la coordination des développements futurs du projet informatique seront l'un des aspects de ce poste. Vous serez responsable aussi des questions administratives et budgétaires et de la planification du travail de ce service.

Les candidat(e)s doivent posséder une connaissance approfondie des systèmes informatiques, notamment des réseaux d'ordinateurs personnels, et être sensibles au rôle qu'ils ont à jouer dans un environnement où l'information et la communication sont fondamentales. Ils (elles) doivent faire preuve de l'aptitude nécessaire pour diriger et organiser. Le fait d'avoir déjà supervisé un processus de changement serait un avantage pour ce poste stimulant. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance d'une autre langue serait souhaitable.

Date limite pour la réception des candidatures : 16 mai 1990.  
N° de réf. : ISD 2/90.  
Traitement annuel : 17.206 livres sterling (à l'étude).

amnesty international

IER

Terminaux  
et systèmes  
d'impression

Leader européen  
dans la fabrication  
de terminaux et  
systèmes  
d'impression

Société au Chiffre d'affaires en progression constante depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5 % depuis 5 ans, IER recherche

## un ingénieur commercial export

La mission :

• Poursuivre notre pénétration en ayant la responsabilité d'une zone géographique importante et en plein développement pour l'ensemble de notre gamme. Dans ce cadre participer plus particulièrement au lancement d'une nouvelle génération de produits.

L'homme :

• Sa formation d'ingénieur a été si possible complétée par une formation commerciale. Il a en tout cas un fort tempérament commercial. Il a au moins cinq années d'expérience internationale réussies derrière lui. Il devra pouvoir s'intégrer rapidement à une équipe jeune et performante. Il maîtrise parfaitement l'anglais ; de bonnes connaissances en espagnol ou en allemand seraient appréciées.

Envoyez votre CV et lettre manuscrite avec photo et références sous réf. IER/EXP7404, Service du Personnel - IER, 12, rue Sébastopol - 92400 Courbevoie.

## Côte d'Ivoire Jeunes Sup de Co ou Equivalents envie de revenir au pays ?

Nous sommes une société internationale du secteur des services, leader dans son domaine d'activité en Afrique de l'Ouest et souhaitons renforcer l'encadrement de la plus importante de nos filiales africaines à Abidjan.

Nous recherchons de jeunes diplômés Grandes Ecoles de Commerce pour leur confier - après formation en France - des missions d'encadrement de développement commercial et de gestion dans un environnement dynamique et exigeant.

Votre excellente connaissance de la culture et de l'économie ivoirienne vous ouvrira de larges possibilités d'évolution.

Pour un premier contact, veuillez adresser votre candidature (réf. 8805 M) à l'Agence DESSEIN, 115 Rue de la Liberté, 75001 PARIS. Vous consulterez votre minuté au 3616 ou votre presse, tapez G278.

## Le ministère de l'intérieur recrute par voie de concours

### 20 SOUS-PREFETS

Conditions d'admission :

- Être âgé de 25 ans au moins et de 35 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1990.
- Justifier d'avoir été admissible à l'écrit de l'un des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Date des épreuves écrites : 10 mai 1990  
Clôture des inscriptions : 14 avril 1990  
Renseignez-vous : Tél. : (1) 46-71-66-62

### OFFRES D'EMPLOIS

#### AGENCE DE VOYAGES

comptable mi-temps

Envoyez C.V. + photo

ARCOLE 63, r. de Valenciennes

75008 PARIS

Centre régional de culture scientifique et technique

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

à compter du 1<sup>er</sup> juin 1990

travail hebdomadaire de 35 heures

environnement scénographique, conception et création de modèles

Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo

avant le 23 avril à DEVENET

Réponse Pierre Mendès-France

1, place de la Cathédrale

98000 PORTIERES

Salon recherche secrétaire à mi-temps pour service public de deux magazines.

Exp. presse-publicité souhait. Tél. : 43-25-04-90

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune femme, bilingue japonais-maternelle technique, parlant couramment français, anglais, espagnol, italien, allemand, japonais, cherche emploi, en particulier dans entreprises étrangères pour relations commerciales, particulièrement avec la Technologie.

Tél. : 47-00-58-90 à partir de 20 heures

Répondre dans la journée

J.H. cabinet 27 ans, diplômé, B.A. Business Administration, bilingue angl.-franç., conc. all. tous les projets.

Tél. : 47-50-64-65

ING + IAE 28 ans, exp. inter. ext. secteur indus. tel. et P&G-P&G, rech. techn. org.-ad. ou vente press. serv. Tél. : 39-76-25-27

## L'AGENDA

### Cours

#### COURS D'ARABE

Société arabe du soir, du 17 avril au 23 mai

AFAC 143-72-26-26

Centre régional de culture scientifique et technique

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

à compter du 1<sup>er</sup> juin 1990

travail hebdomadaire de 35 heures

environnement scénographique, conception et création de modèles

Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo

avant le 23 avril à DEVENET

Réponse Pierre Mendès-France

1, place de la Cathédrale

98000 PORTIERES

Salon recherche secrétaire à mi-temps pour service public de deux magazines.

Exp. presse-publicité souhait. Tél. : 43-25-04-90

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune femme, bilingue japonais-maternelle technique, parlant couramment français, anglais, espagnol, italien, allemand, japonais, cherche emploi, en particulier dans entreprises étrangères pour relations commerciales, particulièrement avec la Technologie.

Tél. : 47-00-58-90 à partir de 20 heures

Répondre dans la journée

J.H. cabinet 27 ans, diplômé, B.A. Business Administration, bilingue angl.-franç., conc. all. tous les projets.

Tél. : 47-50-64-65

ING + IAE 28 ans, exp. inter. ext. secteur indus. tel. et P&G-P&G, rech. techn. org.-ad. ou vente press. serv. Tél. : 39-76-25-27

### Vacances

#### Tourisme

Elève allemand (15 à 17 a.)

élémentaire (niveau 1<sup>er</sup> degré), pendant 2 ou 3 semaines

avec pass. échange

Gautier 2079, rue de la République

15 D-4630 Bochum

DRICOLL HOUSE-HOTEL

200 chambres simples

110 \$ par sem.

Plan : 172 New Kent Road

LONDON 99 477-08

48-44-1-703-4-1-78

HOME D'ENFANTS

VACANCES D'ÉTÉ

HAUT-DOUR (800 m alt.)

3 h de Paris par TGV, agrément

vacances, dans un cadre

très agréable, dans un cadre

très agréable, dans un cadre

très agréable, dans un cadre

très agréable, dans un cadre

très agréable, dans un cadre

très agréable, dans un cadre

## 日本での実務経験有り。

## Japanese training for managers ..... in Japan .... by Japanese



The Executive Training Programme, established in 1979, is now in its 11th year. Organized and funded by the Commission of the European Communities, it was conceived especially for those European companies intending to export to Japan or to expand their business there. ETP II will take place in Japan from May 1991 to November 1992. After 12 months intensive language training, participants are offered the rare opportunity of spending 6 months working in Japanese companies. Throughout the 18 month programme, a comprehensive series of seminars, company visits and lectures on varied aspects of the Japanese business world, will be provided. These are organized in conjunction with the prestigious Sophia University in Tokyo.

ETP offers an outstanding opportunity to study modern day Japan, its language, business practices and culture. The chance to establish contacts with the Japanese business world will be an ideal starting point for future business.

Companies exporting to or developing plans for the Japanese market are invited to apply, having considered the following:

- Companies not currently exporting to Japan but which are planning to do so, should submit a well defined strategy, outlining how the candidate will contribute to its achievement.

- Only full time and permanent employees will be eligible for consideration. Freelance employees will not be considered.
- With the programme costs being met by the EC Commission, cost to the company will usually be limited to travel and living costs.

Interested young managers will fit the following profile:

- Aged ideally between 25 and 35
- University education, or equivalent
- At least 2 years' work experience, preferably in an international environment
- A good command of English.

Whilst the programme is geared to benefiting corporate activities, we would be pleased to hear, not only from appropriate company officers, but also from individuals whose companies have an interest in the Japanese market. If you would like to know more and/or receive an information pack, please contact:

Individuals: 01 - 42.61.82.81  
Companies: Ms. S. Fresno, Cofor, 20 Place de l'Iris, La Defense 2, 92400 Courbevoie.  
Telephone: 01 - 47.76.45.56.

Cofor

The Commission of the European Communities

Le Monde

des Cadres

Nous sommes une société de conseil aux entreprises

Nous délivrons immédiatement l'aide utile à la prise de décision de nos clients (Chefs d'entreprise, Consultants...)

Nous recherchons :

Pour notre département SOCIAL :

## DEUX CONSULTANTS EN DROIT SOCIAL

Vous avez une formation Maîtrise ou DESS et acquis, au cours d'une expérience professionnelle de cinq années minimum, une bonne expérience de ce domaine.

Pour notre Département DROIT FISCAL

## CONSULTANTS EN DROIT FISCAL

Vous êtes titulaire d'un DESS et vous possédez une expérience pratique de quelques années dans ce domaine (Fiscalité d'entreprise, conseils, Administration des Impôts, etc.).

Nous vous offrons de participer à notre développement.

Adressez votre C.V. détaillé à :  
Marc SOUBAIGNE  
Directeur des Relations Humaines  
Société S.V.P. - 54, rue de Monceau  
75384 PARIS CEDEX 08



Eric DETANG

vous fait part de sa nouvelle adresse professionnelle

Ingénieur ESTACA, option aéronautique, il a été pendant 4 ans, chez Unilog Multi-Systemes : responsable de projet, conseil technique informatique, bureautique - formation - gestion de budgets clients - recherche des ingénieurs.

C'est le spécialiste du recrutement de cadres informatiques : bien sûr, il est également robotique, bureautique...

DB DOMINIQUE BARRÉ S.A.

BP 18 - 69131 ECULLY Cedex

LYON - PARIS - Tél. : 78.43.36.60

MEMBRE DE SYNTec

سكنا من الراحل







## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT (suite)</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)</b>		
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces neuf 66 m <sup>2</sup> , box, balcon 6 m <sup>2</sup>	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	5.570 + 590	2 pièces, park. 55 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage balcon	La Garenne-Colombes 17, rue d'Essienne-d'Ornes CIGIMO - 48-24-50-00	3.785 + 530
2 pièces 50 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	43/45, rue Vieille du Temple CIGIMO - 48-24-50-00	4.870 + 480	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces, park. 53 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly 22, bd du Général-Leclerc CGI - 40-16-28-68	4.822 + 560
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Studio (dispo. 07-90) 30 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage, terr. park. 250 F/mois	72, rue Pécourcourt CIGIMO - 48-24-50-00	2.000 + 550	5 pièces 138 m <sup>2</sup> , RC	Neuilly 5/7, av. Ste-Foy AGF - 42-44-00-44	13.600 + 1.400
4/5 pièces 207 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	3, rue Jules-Lafayette SAGGEL - 47-42-44-44	22.770 + 2.977	<b>78 - YVELINES</b>			4 pièces, park. 88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Saint-Cloud 2, square Ste-Croix AGF - 48-11-11-81	6.500 + 580
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 pièces duplex 111 m <sup>2</sup> , RC parking	Guyencourt 2, rue de la Liberté SGI/CNP - 30-44-01-24	4.038 + 1.410	3 pièces, park. 74 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Vannes 3, place des Provinces SAGGEL - 47-42-44-44	4.365 + 982
Studio meublé 28 m <sup>2</sup> , s./jardin	Home Piazza Nation Home Piazza 40-09-40-00	5.500 + 825	Pavillon 6 pièces Duplex 132 m <sup>2</sup> garage	Noisy-le-Roi 64, av. Georges-Buffon SGI/CNP - 30-44-01-13	7.874 + 468	<b>94 - VAL DE MARNE</b>		
2 pièces meublées 45 m <sup>2</sup> , s./jardin	Home Piazza Bastille Home Piazza 40-21-22-23	8.500 + 1.275	<b>Studio, park. 36 m<sup>2</sup>, RC</b>			3 pièces, park. 62 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Fontenay-sous-Bois 120, av. du Mal-Joffre SAGGEL - 42-66-61-05	3.410 + 700
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces, park. 74 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 2 bis, rue de La Rochejaquelein AGF - 39-73-09-34	5.165 + 640	2 pièces, parking 52 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	3.800 + 408
3/4 pièces 84 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	21, rue Bolard SAGGEL - 47-42-44-44	6.700 + 875	Pavillon 4 p. duplex, 101 m <sup>2</sup> garage	Villepreux 15, imp. de la Fontaine de la Coulette SGI/CNP - 30-44-01-13	5.564 + 328	3 pièces, park. 75 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	4.850 + 571
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			4 pièces, park. 93 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7.000 + 734
Studio 29 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	10, passage des Eaux SAGGEL - 47-42-44-44	2.250 + 653	4 pièces, park. 76 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Rég. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.344 + 750	5 pièces, park. 110 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage immeuble neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	8.500 + 877
3/4 pièces 114 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	15/17, rue Raynour SAGGEL - 47-42-44-44	12.700 + 2.264	4 pièces, park. 76 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette Rég. « Les Grandes Coudraies » GCI - 40-16-28-70	3.290 + 750	2 pièces, park. 57 m <sup>2</sup> , RC	Nogent-sur-Marne 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	3.276 + 420
2 pièces 46 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	60-62, av. H. Martin GCI - 40-16-28-68	6.730 + 1.200	4 pièces 80 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Meaux 7, square Yves-du-Manoir AGF - 42-44-00-44	3.680 + 1.100	3 pièces, park. 72 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 2 bis, rue Hoche SAGGEL - 42-66-61-05	4.350 + 540
2 pièces 50 m <sup>2</sup> , RC	23, bd Flandrin AGF - 42-44-00-44	5.000 + 400	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			3 pièces, park. 71 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Saint-Maurice 1, rue de la Pompe SAGGEL - 47-42-44-44	4.954 + 412
3 pièces 153 m <sup>2</sup> , RC	4, rue A.-Colleduc AGF - 45-25-85-43	13.000 + 1.210	4 pièces, park. 88 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	5.456 + 880	3 pièces, park. 72 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	Sucy-en-Brie 2, rue du Lys-d'Or SGI/CNP - 45-90-64-54	3.012 + 723
Duplex 210 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> étage	23, bd Flandrin AGF - 42-44-00-44	31.500 + 3.000	2 pièces, park. 50 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	Clichy 9, impasse Barlier SAGGEL - 42-66-61-05	3.250 + 960	<b>95 VAL-D'OISE</b>		
6 pièces 229 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	94, bd Flandrin AGF - 42-44-00-44	25.000 + 1.500	3 pièces, park. 72 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Gerches 73, rue de Suresnes SAGGEL - 46-08-50-36	3.878 + 980	Pavil. 4 pièces Duplex, 105 m <sup>2</sup> garage	Cergy 1, allée de l'Albatros SGI/CNP - 34-42-30-62	5.552 + 367
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 pièces (dispo. 07-90) 120 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage Parking, terrasse	Montmorency 126, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	6.795 + 2.420
5/6 pièces 158 m <sup>2</sup> , RC	7, rue Pavie de Chavannes GICIMO - 48-24-50-00	12.290 + 1.670	3 pièces neuf 63 m <sup>2</sup> , box, cave	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	5.280 + 566			
Studio 32 m <sup>2</sup> , RC	40, bd de Courcelles AGF - 42-44-00-44	2.900 + 350	3 pièces neuf 78 m <sup>2</sup> , box, cave	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	6.350 + 704			
5 pièces 188 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	118, bd Malesherbes AGF - 42-44-00-44	23.000 + 2.540	Studio neuf 33 m <sup>2</sup> , balc. 15 m <sup>2</sup>	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	3.410 + 301			
6 pièces 205 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	7/9, pl. des Ternes AGF - 42-44-00-44	21.000 + 790	2 pièces, neuf 60 m <sup>2</sup> , box	Angle rues Marin et Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	4.530 + 453			



78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Dans un parc verdoyant, près du RER, du château, des écoles, des commerces, immeuble de bon standing, quelques appartements sont encore disponibles en location.

40, rue des Ursulines  
Tél. : 42-44-00-44



Commercialisation SNC PHENIX GESTION

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



GROUPE GTF

RESIDENCES HOTELIÈRES  
HOME PLAZZA

SEFIMEG

SAGGEL vendôme  
GROUPE UAPSGI-CNP  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

مكتبة من الامم



# PARIS/ILE-DE-FRANCE

## Un pari culturel pour la ville nouvelle de Melun-Sénart

### Beaubourg-en-Brie

Heureux maire qu'Alain Vivien (député PS) qui affirme : « Certains doivent donner la priorité à l'urbanisme, d'autres à la création de zones d'activités économiques, ici à Combe-la-Ville nous nous investissons à fond dans la culture. » Résultat : « la Coupole », un Beaubourg en pleine Brie. Outil de travail et d'animations artistiques, ce vaste centre culturel aux façades transparentes et aux salles de spectacles enveloppées de noir est un des pôles phares de la ville nouvelle de Melun-Sénart (1). Coût de l'aménagement : 70 millions de francs. Un parc 10 hectares-hier un champ de betteraves-jointe cette « coupole », œuvre de l'architecte Jean Nouvel.



La coupole : le cœur culturel de Melun-Sénart

#### Lien magique

A l'intérieur, une grande salle, « l'Arène », peut accueillir jusqu'à mille personnes. Lieu magique, aux gradins escamotables, qui se transforme, à la demande, en piste de cirque, scène théâtrale, plateau chorégraphique ou studio pour prises de vue. On trouve aussi une petite salle, le « théâtre à l'italienne », d'une capacité de deux cent quatre-vingt places. Les visiteurs découvrent enfin un promenoir, une galerie d'expositions et une cafétéria, bus de promenade de toute une ville lors du repos dominical.

L'école de musique et de danse est fréquentée par des centaines de passionnés ; treize salles sont réservées à l'apprentissage des instruments. Plus particulièrement aménagées pour les riverains : une bibliothèque renfermant près de trente-cinq mille volumes, des studios et une discothèque, qui ouvrira ses portes avant la fin de l'année

1990. Le Centre d'action culturelle qui anime la Coupole organise des soirées théâtrales, musicales, chorégraphiques et plus de quatre cents séances de cinéma par an. Il accueille le « festival d'Automne musical » de Melun-Sénart, créé par les « Amis de la musique » et organise le « festival mondial du théâtre à domicile » (le Monde du 18 novembre 1989), auquel participent des troupes françaises, belges, québécoises, italiennes et espagnoles.

Qui disait que l'animation culturelle n'était possible que dans les grandes villes ? « Nous avons réussi notre pari parce que nous

présentons des spectacles de qualité », assure Alain Vivien. La Coupole est, en effet, très fréquentée, rayonne bien au-delà de Melun-Sénart sur environ soixante-dix communes.

Un pari coûteux puisque Combe-la-Ville réserve 13 % de son budget. Bien sûr, elle n'est pas la seule à assurer la fonctionnement du Centre d'action culturelle, dont les ressources proviennent à 20 % des recettes propres. Les autres proviennent en 1990, du ministère de la culture (2,3 millions de francs) du conseil général de Seine-et-Marne (0,5 million), du syndicat de l'agglomération de Melun-Sénart (2,3 millions) et des villes de Combe (2,8 millions) et Moissy (1 million). Dans cette dernière commune s'ouvrira en 1991 une troisième salle « décentralisée ».

Avec « la Coupole », Melun-Sénart possède désormais un cœur culturel. A trente-cinq minutes de la capitale, on a dressé des tréteaux, mis en place des décors et ouvert le rideau de velours. Un nouveau rendez-vous pour les Parisiens ?

JEAN PERRIN

(1) Melun-Sénart regroupe les communes suivantes : Combe-la-Ville, Moissy, Lieusaint, Savigny-le-Temple, Nandy, Vert-Saint-Denis, Cessy et Réau.

## DÉBAT : quel avenir pour la région parisienne ?

### De grands projets pour les villes

par François Ascher

La reprise de la croissance dans de nombreuses zones urbaines relance la réflexion sur l'avenir des villes, en particulier dans le cadre de la mise en révision des schémas directeurs adoptés il y a quelques années.

De fait, depuis une dizaine d'années, beaucoup de paramètres ont évolué : l'accélération des processus d'européanisation et plus largement d'internationalisation, le « boom » des technologies nouvelles de l'informatique et de la communication, l'importance des problèmes de risque et d'environnement, la décentralisation, la relance des activités de construction...

Il semble qu'en France comme en Europe on assiste à un nouveau mouvement d'urbanisation ; mais il prend des formes quelque peu nouvelles. Cette urbanisation est d'abord métropolitaine, c'est-à-dire que les villes doivent passer à une échelle nouvelle pour espérer pouvoir « jouer en division européenne ». Certaines ont déjà une taille et une « qualité » qui leur permettent de nourrir seules cette ambition ; d'autres doivent trouver des « tréteaux spécifiques » ou s'intégrer dans des réseaux de complémentarité et d'alliances.

Cette urbanisation est ensuite intensification urbaine. Le concept de « ville compacte » lancé par les Néerlandais il y a quelques années préfigurait sa manière de phénotype même. Les échanges à l'intérieur même des villes s'accroissent. Et les statistiques récentes le montrent : le développement des télécommunications, loin de diminuer les déplacements de personnes et de marchandises, accompagne au contraire une très importante croissance des transports « matériels ».

A cela s'ajoute une plus forte sensibilité écologique, qui incite à limiter l'urbanisation directe des espaces naturels et agricoles. C'est dans ce contexte aussi qu'il faut situer le retour vers les centres de catégories de population plutôt aisées qui avaient été souvent les premiers, il y a quelques années, à promouvoir

l'habitat individuel périphérique. La croissance urbaine revient donc. Avec ce qui traditionnellement l'accompagne : pénurie de logements, flambée des prix fonciers et immobiliers (surtout en région parisienne, mais, « si tout va bien », bientôt aussi en province !), engorgement des systèmes de transports, « catastrophes urbaines » généralement liées à des équipements collectifs inadéquats (les pollutions actuelles de l'eau illustrent bien ce processus), et probablement bientôt les mouvements sociaux urbains.

#### Vieux débat

Les vieux débats réapparaissent. Du côté du libéralisme, plutôt conforté par les événements de ces dernières années, on affirme qu'il faut faire confiance au marché pour dynamiser le développement urbain et ne pas l'entraver par des réglementations trop contraignantes ; mais bien sûr l'Etat et les collectivités territoriales, renforcés par cette croissance — notamment fiscale — doivent assurer le financement, voire la réalisation, des équipements et des logements non rentabilisables dans une logique privée (quelques équipements pouvant même, selon certains, être confiés à des privés).

Du côté d'une gauche préoccupée par la croissance des inégalités entre villes, et à l'intérieur même des villes et agglomérations, certains croient qu'il faut au contraire renouer avec une planification volontaire et décider des formes de la ville, de là où devront « aller » les activités (bureaux, industries), les logements, les équipements. Le seul moyen efficace dans cette perspective est alors la réalisation de grands équipements (notamment de transports) et une maîtrise foncière rigoureuse.

Face à ce type de débat, une position « centrée » est-elle possible ? C'est un peu vers quoi semblent s'orienter de fait actuellement beau-

coup de villes et d'agglomérations françaises. C'est dans une certaine mesure aussi la position adoptée par le Livre blanc de la région Ile-de-France. L'objectif de l'aménagement est d'abord de faire de la région parisienne la capitale économique de l'Europe. Mais tout aussitôt les rédacteurs de ce Livre blanc s'emparent de rappeler qu'il faut — aussi — améliorer les conditions de vie et la qualité de l'environnement.

Pratiquement, cela signifie que l'on se propose d'aider les investissements à se polariser sur la capitale et sa proche banlieue (les trois nouveaux pôles), mais que l'on tentera en même temps de développer les transports pour que les pôles anciens et nouveaux soient plus accessibles.

#### Une ambition mobilisatrice

Je ne suis pas convaincu par ce scénario, car — l'expérience l'a montré — y compris en région parisienne — dans ce type de système la polarisation va toujours plus vite que le maillage par les équipements de transports, et les activités tertiaires risquent de se développer plus vite que les logements. Mais surtout je ne suis pas sûr que ce soit là un projet très mobilisateur pour les habitants de l'Ile-de-France. Personnellement, je serais évidemment très fier si Paris devenait la capitale économique de l'Europe ! Mais il reste à me convaincre que ma vie quotidienne et celle de mes enfants en seraient améliorées. Et je crains que ce ne soit pas au nom de cet objectif que l'on triomphera des égoïsmes individuels et communaux.

J'ai l'impression qu'il faudrait essayer de sortir de ces visions traditionnelles de la planification urbaine, libérales ou technocratiques. Et d'abord s'interroger sur les conditions de vie et les besoins des habitants et des entreprises de l'Ile-de-France, et sur les besoins des Français à l'égard de leur capitale. Cela n'est pas le cas du Livre blanc, qui ne répertorie ni ne cartographie

systématiquement les difficultés de la vie quotidienne en région parisienne. Mais la plupart des schémas directeurs ou projets de schéma qui s'élaborent actuellement en France font le même type d'impasse. Presque tous en effet semblent considérer comme une évidence que c'est l'attraction de l'investissement privé qui produira tout le reste, le développement économique comme l'amélioration de la vie quotidienne.

Et si l'on retournait la proposition ? Et si l'on faisait des grands projets pour améliorer la vie dans les villes, en considérant que c'est là le plus sûr moyen d'aider au développement, y compris pour faire venir les investisseurs ? Paris sera la capitale de l'Europe parce qu'il fera bon vivre en région parisienne. A leur manière, les grands projets « culturels » réalisés ces dernières années à Paris prouvent la pertinence d'une démarche qui refuse une économie simpliste. Avec Beaubourg, La Villette, la Pyramide du Louvre, etc., Paris s'est replacé dans la course européenne, alors qu'à Londres les difficultés et les critiques à l'encontre de l'opération des Docklands, symbole des principes Thatcher, illustrent à leur manière les limites des démarches économicistes libérales.

Il faut que les villes françaises prennent mieux conscience que c'est en cultivant leurs spécificités et en s'occupant d'abord de rendre la vie plus agréable à leurs habitants, et le travail plus commode à leurs entreprises, qu'elles attireront dans les meilleures conditions ces investisseurs et ces emplois nouveaux tant attendus. C'est un dessein de ce type qu'il faut donner. Et une telle démarche, qui proposerait à tous les acteurs d'une ville un véritable projet, ouvrirait aussi la voie à de nouvelles méthodes de planification et de management urbains, combinant ambitions collectives et souplesse dans leur mise en œuvre.

► François Ascher est professeur à l'Institut français d'urbanisme (université Paris-VIII).

## Une proposition d'élus

### Pour une agence régionale des transports

Pourquoi la ligne de métro automatique « Métro » n'est-elle tant de mal à trouver un financement adéquat ? Pourquoi n'a-t-il été si difficile d'établir des couloirs d'autobus dans la traversée du département du Val-de-Marne ? Pourquoi les parcs de stationnement de dissuasion ne sont-ils pas plus nombreux ?

Toutes ces interrogations sur les lenteurs et les ratés des transports en commun de la région Ile-de-France débouchent sur l'absence d'une autorité coordinatrice régionale capable de planifier à long terme les déplacements de dix millions d'habitants. Il y a trop de pouvoirs qui veulent s'en occuper : l'Etat, la région, les départements, les communes, les villes nouvelles, la RATP, la SNCF, les transporteurs routiers privés. Et c'est la pagaille.

Le problème est tellement criant que le Groupement des autorités responsables des transports (GART) — qui regroupe les élus en charge de ces questions — a organisé, le 27 mars, à Melun-Sénart, une journée de réflexion sur la décentralisation nécessaire pour les transports de la région parisienne.

Tous les participants sont tombés d'accord pour reconnaître que le système actuel qui confie au syndicat des transports parisiens — organe paritaire dix-huit fonctionnaires — la fixation des itinéraires des lignes et l'affectation des subventions n'était plus adapté. Robert Branne, vice-président de la région chargée des transports, l'a affirmé. Jean-Pierre Fourcade, vice-président chargé des finances, l'a confirmé : « Notre responsabilité est nulle, alors que notre participation financière est très forte », a déclaré ce dernier qui tient à quelques « idées simples ». Par exemple, au fait qu'en générant chaque année 7 à 8 milliards de francs d'investissements, la région et l'Etat ne font pas un effort suffisant pour les déplacements des Franciliens. « C'est, en francs constants, deux fois moins qu'en 1975 ».

Va donc pour une agence régionale des transports qui aurait autorité sur les voies routières, les métros, les trains et les taxis. Elle aurait bien évidemment la liberté tarifaire pour faire face à des besoins de financement qui frisent les 15 milliards de francs par an. Elle serait entre les mains des élus qui sont seuls à même de calculer le dosage subtil entre la contribution demandée à l'usager et celle qui sera prélevée sur le contribuable. L'Etat y aurait sa place parce qu'il ne peut se désintéresser de ce qui se passe dans la région où ses organes dirigeants ont leur siège. Jacques Berdouou, pour la SNCF, et Jean Stabio, pour la RATP, ont dit combien ils attendaient cet arbitre capable d'assurer la cohérence des réseaux.

#### Le bus ou la voiture ?

Jacques Roussel, vice-président du Syndicat des transports parisiens, a posé quelques-unes des questions auxquelles les pouvoirs publics devront répondre avant de donner naissance à ce nouvel organisme. « Quelle mission aura-t-il ? Pourra-t-il partager la voirie entre la voiture et les transports en commun ? Quelle place y occuperont les collectivités locales ? Quelle sera la liberté tarifaire ? Qui arbitrera en cas de conflit entre l'autorité régionale et une commune ou un département ? Comment parvenir à privilégier, en centre-ville, le bus par rapport à la voiture ? »

Il restera, ensuite, à régler le problème du financement, car, comme l'a rappelé le président du GART, Jacques Auzette, maire de La Roche-sur-Yon, « il ne peut y avoir de politique ambitieuse des transports sans création de ressources financières nouvelles ». Là encore, il faudra beaucoup de courage politique, puisque l'on ne voit d'autre pactole qu'un surcroît de taxes sur la voiture. Augmentation des taxes sur l'essence ou institution du péage urbain ? Le débat est lancé.

ALAIN FAUJAS

## INITIATIVES

### Le « palais du casse-tête »

On connaissait déjà le facteur Cheval et Raymond Isidore, dit « Picassiette ». Il convient peut-être d'ajouter à la famille de ces créateurs singuliers, autodidactes inspirés et bricoleurs de génie, Jean Carle, fondateur du « palais du casse-tête », à Chessy, en Seine-et-Marne.

A la fin des champs où poussera bientôt Euro Disneyland, un imposant panneau en bois signale l'entrée. « Unique au monde », est-il précisé en caractères à peine plus petits. De fait, celui qui se définit lui-même comme le « Carle-Magne du casse-tête », a réuni dans une grange restaurée et aménagée par ses soins, quelque deux mille cinq cents pièces venant des quatre coins de la planète, dont une cinquantaine de modèles aux aussi « uniques au monde » : il les a inventés, fabriqués, et en garde bien sûr jalousement le secret.

C'est par un solitaire reçu en cadeau que tout a commencé il y a vingt-cinq ans. « J'ai mis trois jours à trouver la solution. J'y jouais toute la journée, plus rien d'autre ne m'intéressait. » Une fois l'énigme perçue, Jean Carle achète un autre casse-tête, puis encore un, et plusieurs. « Je voulais découvrir un monde mystérieux, une espèce de paradis mathématique fait de morceaux de bois aux formes étranges, s'entretenant les uns aux autres pour constituer un ensemble parfait d'une logique implacable. »

Du plus grand, Arthur, un robot haut de 1,60 mètre, fait de 4 508 sections de bois avec 7 938 encoches, sorti de l'imagination du maître de céans, un monument « spectaculaire mais pas très compliqué » — qu'il a quand même mis deux cents heures à fabriquer et trente à monter, — à l'étoile microscopique de l'Américain Allan Boardman, en passant, notamment, par ce baguenaudier chinois du dix-huitième siècle en ivoire, sur lequel 1 365 opérations sont nécessaires pour sortir la bar-

rette des onze anneaux qui l'entourent, les défis lancés à l'esprit par ces objets diaboliques sont aussi redoutables que variés.

« C'est comme une partie d'échecs en volume dans l'espace », explique Jean Carle. Le chercheur se mesure à l'inventeur, et, pour trouver, il doit pouvoir anticiper et mémoriser dix ou quinze mouvements à l'avance.

L'année 1986, à la huitième Puzzle Party internationale, du « casse-tête du monde » pour la création du son « palais », Jean Carle règne avec simplicité sur son univers de pyramides, de croix, de cubes, de boîtes sacrées, cristaux japonais, anneaux et ficelles ou autres inextinguibles. Toujours prêt à donner le coup de main décisif à ses visiteurs invités à s'exercer sur certaines pièces qui mettent parfois durement à l'épreuve leurs facultés et surtout leur patience.

De la patience, Jean Carle affirme en être pourtant lui-même totalement dépourvu. « C'est toute la différence entre patience et passion », commente-t-il imperturbable. Et cet homme qui ne se départit pas de son calme devant un tricotage rhomboïde étoilé, cet homme qui n'hésite pas à passer douze heures pour remonter, à l'aide de baguettes, quatre rubik's cubes à l'intérieur d'une bouteille, cet homme « unique au monde » ne supporte pas de faire la queue à la boucherie.

CAROLINE HELFTER

► 13, rue Paul-Laguette, 77144 Chessy (à 5 kilomètres de Lagny) : 64-36-82-90. Ouvert au public de mi-mars à fin octobre, de 14 h à 19 h les samedis, dimanches et jours fériés (en semaine sur rendez-vous pour les groupes).







# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 3 AVRIL

Cours relevés à 17h39

### PARIS

Marché (selection)

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
CAE 35 *	3800	3810	3790	- 0,26
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00

LA BOURSE SUR MARCHÉ  
36-15 TAPEZ  
LEMON

admissibles le 3 avril 1990

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

BOURSES

### Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
CAE 35 *	3800	3810	3790	- 0,26
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00

### Comptant (selection)

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
CAE 35 *	3800	3810	3790	- 0,26
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00

### SICAV (selection)

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
CAE 35 *	3800	3810	3790	- 0,26
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00
CAE 35 *	1025	1025	1025	0,00

### Cota des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS
CAE 35 *	3800	3810	3790
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025

### Marché libre de l'or

MONNAIES	COURS	COURS	COURS
CAE 35 *	3800	3810	3790
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025
CAE 35 *	1025	1025	1025

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - s : marché continu



L'affaire  
du Carrefour du développementM. Nucci  
bénéficie d'un non-lieu  
assorti d'une amnistie

Réuni à Versailles, mercredi 4 avril, la commission d'instruction de la Haute Cour de justice a rendu une décision de non-lieu partiel assortie d'une amnistie pour M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération. Les cinq magistrats de la commission, présidée par M. Paul Berthoin, ont donc suivi les recommandations du procureur général, M. Pierre Bazile (Le Monde des 14 février et 14 mars).

Le non-lieu vise les chefs d'inculpation de « faux en écritures publiques et privées » ; la loi d'amnistie sur les infractions liées au financement des partis politiques s'applique aux accusations de soustraction et recel de fonds publics. Les magistrats ont souligné que M. Nucci ne s'était pas enrichi personnellement.

Les banques ramènent  
leur taux de base  
de 11 % à 10,80 %

A la suite de l'abaissement d'un quart de point (0,25 %) des taux directeurs de la Banque de France, annoncé le lundi 2 avril, les banques françaises, à l'initiative du CCF, ont diminué leur taux de base de 0,20 point, le ramenant de 11 % à 10,80 %.

Le taux de base avait été porté de 10,50 % à 11 % le 20 décembre dernier, à la suite du relèvement d'un demi-point des taux directeurs de la Banque de France, prenant effet le 18 décembre 1989.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

« Le travail à rentabilité différée », par Bernard Ibaï • « La médiation, une idée neuve », par Jean-François Six • « La disparition de l'ACP : un mécanisme injustifié », par Max Colf-fait ..... 2

## Les taxes municipales

en Grande-Bretagne  
M<sup>rs</sup> Thatcher réduit les impôts de certaines municipalités ..... 3

## La « démocratisation »

de la Bulgarie  
M. Mladenov est élu président de la République ..... 3

## Racisme et immigration

La réitération de la réunion entre la majorité et l'opposition à l'hôtel Matignon ..... 8

## Assemblée nationale

Comment concilier le droit des créanciers et le respect des débiteurs ..... 9

## L'avenir économique

de la Corse  
Comment développer l'île sans pleurer ..... 10

## SECTION B

## Les bûchers

de Faalé  
En témoignage devant la cour d'assises de Papeete, Mgr Michel Coppenrath a exprimé le souhait de l'Eglise catholique de voir renouer une communauté de vie sur l'atoll ..... 11

## La faillite d'un notaire

Accusé d'avoir détourné 32 millions de francs, Michel Naphie comparait depuis le 2 avril devant les assises de la Gironde ..... 12

## Catéchisme : l'inquiétude

des cardinaux  
Decourtray et Lustiger  
Les deux cardinaux Lustiger, archevêque de Paris, et Decourtray, président de la conférence épiscopale, ont exprimé leurs craintes, respectivement auprès de M<sup>lle</sup> Jospin et Rocard, quant aux conséquences pour l'enseignement religieux du projet d'aménagement des rythmes scolaires à l'école élémentaire ..... 12

## La COMAREG en Bourse

Introduction au second marché du premier groupe français de journaux gratuits ..... 13

## Football :

## Monaco en échec

Les footballeurs monégasques ont compromis leurs chances de qualification pour la finale de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en concédant un match nul (2-2) dans leur stade envahi par les supporters gélins ..... 13

## CAMPUS

Université : le casse-tête des premiers cycles • « Comment financer les constructions universitaires », par Jean-Pierre Fourcade • La crise de Montpellier • Les stages de la semaine ..... 15 à 18

## SECTION C

## ARTS ET SPECTACLES

Jean-Claude Gallotta, danseur, chorégraphe, cinéaste, écrivain • Le XIV<sup>e</sup> Printemps de Bourges • Le cirque Archéa à la Grande Halle de la Villette • La saga de Favier au Grand Palais ..... 23 à 34

## SECTION D

## La grève dans les PTT

FO et le CGT ont du mal à mobiliser les postiers ..... 35

## Tourisme et transport aérien

Le Club Méditerranée prend 50 % du capital de MINERVE ..... 37

## Le nouveau paysage des inégalités

L'emploi et les salaires d'abord ..... 38

## Services

Abonnements ..... 20  
Annonces classées ..... 39 à 42  
Automobile ..... 20  
Carnet ..... 20  
Marchés financiers ..... 44-45  
Météorologie ..... 21  
Mots croisés ..... 20  
Radio-Télévision ..... 21

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 4 avril 1990  
a été tiré à 543 483 exemplaires.

## La réunion du comité central du Parti communiste

Le PCF estime que la « riposte » sociale  
n'est pas à la hauteur de l'« offensive »  
du pouvoir et du patronat

Le comité central du PCF, réuni mardi 3 avril à Paris, a adopté à l'unanimité le rapport de M. Claude Billard, membre du bureau politique, consacré à la situation sociale. Il remarque que « la riposte aux mauvais coups du patronat et du pouvoir n'est visiblement pas à la mesure de l'ampleur et de la gravité de l'offensive ». M. Charles Fiterman n'est pas intervenu dans la discussion.

Les membres du comité central qui ont « sèché » la séance du mardi 3 avril étaient plus nombreux d'habitude. L'utilité de cette réunion n'a pas, semble-t-il, sauté aux yeux de tout le monde, contrairement à l'affaiblissement de la contestation interne dont deux porte-parole seulement se sont exprimés : MM. Anicet Le Pors et Guy Hermier. A une semaine de la prestation télévisuelle de M. Georges Marchais à « L'heure

ECHECS : le Tournoi zonal de Lyon. — Grâce à ses victoires dans les deux premières rondes (contre Piket et Meulders), Joël Lautier a pris seul la tête du Tournoi zonal de Lyon (Le Monde du 3 avril), précédant ses deux principaux adversaires, Olivier Renet et John Van der Wiel, qui comptent une victoire chacun et une partie ajournée.

de vérité » sur A2 — le jour de la sortie de son livre intitulé *Démocratie*, il était à croire que cette session du comité central n'aurait qu'une importance secondaire. M. Billard, qui a présenté le rapport sur la situation sociale, s'est donc appliqué à dénoncer « la phase d'accélération particulièrement grave et brutale de mise en œuvre des projets du capital par le gouvernement » car, « dans les domaines les plus essentiels pour la vie des gens et l'avenir de la France, on assiste à une formidable régression sociale et nationale ». Il a noté « un véritable acharnement dans la mise en œuvre de l'austérité », en soulignant que « de toutes les offensives frontales du gouvernement, celles portées au secteur public sont les plus violentes ».

Après avoir rappelé les principales revendications des députés communistes (SMC à 500 francs, diminution de 40 milliards du budget militaire, etc.), M. Billard a précisé : « Michel Rocard se présente comme un pragmatique régressant au coup par coup. En vérité il met en œuvre méthodiquement le programme des forces du capital ».

Mais M. Billard estime que « la riposte (...) n'est visiblement pas à la mesure (...) de l'offensive menée contre le pouvoir d'achat, l'emploi, les droits et les libertés, les acquis sociaux et démocratiques ». Pis, il a constaté, mais ce n'est pas une nouveauté pour le PCF, que « sur fond de déception et de résignation résultant de la mise en œuvre d'une politique de droite par un président de la République, des premiers ministres socialistes et aujourd'hui un gouvernement comprenant des ministres de droite, ce sont les idées de droite — et aussi d'extrême droite — qui progressent ». L'air du temps étant respiré par tout le monde, les concepts de « nation » et d'« identité nationale » ont fait une timide apparition au cours de cette réunion du comité central.

Douze personnes — syndicalistes et dirigeants fédéraux pour la plupart — sont intervenues pour marquer leur accord avec l'analyse du rapport. Deux autres, MM. Le Pors et Hermier, ont exprimé une tonalité légèrement différente.

L'ancien ministre de la fonction publique a regretté, notamment, l'absence de débat, au sein du parti, sur le racisme et l'immigration depuis 1980 qui, on s'en souvient, fut l'année du « bulldozer de

Vitry ». Sur ce sujet, il a proposé de prendre « une grande initiative ». Il a réclamé une session du comité central, en avril, sur « la vie démocratique » dans la perspective d'une refonte des statuts au prochain congrès (M. Le Pors avait abordé cette question dans un entretien au Monde du 24 février). Son intervention achevée, il a été apostrophé par M. Marchais.

Pour sa part, le directeur de l'hebdomadaire *Révolution*, a déclaré : « Quand les luttes se développent, elles ne débouchent pas sur une perspective politique et ne se traduisent pas par une remonte de notre influence ». M. Hermier a ajouté que, selon lui, le PCF est confronté à « un difficile problème de crédibilité ». Evoquant l'analyse de son parti sur le recul du socialisme à l'Est, il s'est interrogé : « Est-ce à dire que l'état ancien serait préférable à la situation actuelle ? »

M. Hermier n'a pas été plus tendre pour la menace, régulièrement réitérée par M. André Lajoie, de vote par les députés communistes d'une motion de censure déposée par la droite à l'Assemblée. De trop la répéter finit par porter atteinte à la crédibilité d'une telle menace.

OLIVIER BIFFAUD

## Après la démission de trois conseillers municipaux à Nice

« Ce sont les juifs qui sont partis »  
déclare M. Jacques Médecin

Le maire de Nice, M. Jacques Médecin (RPR), a commenté mardi 3 avril sur Antenne 2 la démission de trois élus de son conseil municipal membres de la communauté juive en déclarant : « Je ne connais pas d'Israélite qui refuse un cadeau qu'on lui offre, même si ce cadeau ne lui convient pas ». « Je ne connais pas pour ma part un maire qui puisse dire : je refuse les voix qui me sont apportées », a-t-il ajouté, faisant référence au vote du budget de la ville par le Front national. M. Médecin a ajouté qu'il n'excluait pas la possibilité de nommer des adjoints membres du FN, « à condition de leur faire la place ». « Ce n'est pas moi qui leur ai fait la place, ce sont les juifs qui sont partis », a-t-il précisé.

MM. Jil-Paricio Cassuto, André Sfar, adjoints au maire, et M. Harry Levy, conseiller municipal, ont démissionné de leurs mandats, lundi 2 avril, pour protester contre la venue de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et de M. Franz Schönhaber, président du parti ouest-allemand des républicains.

M. Henri Emmanuelli, secrétaire national du PS, a réagi aux propos de M. Médecin en se demandant si Nice n'était pas « la capitale du racisme et de l'antisémitisme » et en dénonçant « les propos d'agression ouverte contre la communauté juive » qui se peignent « que sous le plus profond dégoût et la plus grande inquiétude ». « Jacques Chirac peut-il encore accepter la présence de Jacques Médecin dans son mouvement ? », s'est interrogé M. Emmanuelli.

Le conseil de la communauté juive de Nice et de la région a félicité « chaleureusement », mardi 3 avril, les trois élus démissionnaires pour leur « décision courageuse ».

DANS LA MODE  
ET LA DECORATION,  
CERTAINS SONT JALOUX,  
D'AUTRES SONT FURIEUX !

Pourtant, nous affirmons encore  
que les prix de la Décoration et de  
la Mode peuvent être convenablement  
différents !

Pourtant, nous prétendons offrir le  
sommeil de la Création et de la  
Qualité à des prix archi-abordables.

Pourtant, nos clientes sont de  
plus en plus nombreuses et ravies de  
trouver leurs tissus de prédilection...  
... depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LA MEILLEURE LITÉRIE  
MARQUE DE LITÉRIE  
**TRECA**  
AU MEILLEUR PRIX  
CHEZ CAPÉLOU

LIVRAISON RAPIDE  
ET GRATUITE DANS  
TOUTE LA FRANCE

37 Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43 57 46 35 Métre Parmentier

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Vive le roi !

FUT, fut, le roi Baudouin ! En bon catho, il est même déclaré ouvertement, et ça a choqué nombre de ses sujets. Combien ? Facile à calculer : tous ceux qui sont pour et qui lui reprochent — l'autre jour, à Bruxelles, j'y étais, on ne parlait que de ça — de se mêler de ce qui ne le regarde pas. Ça ne le regarde pas ? Bon, parfait, OK, ah ben, si ne le verras pas, ce projet de loi en faveur de l'IVG voté jeudi dernier par le Parlement et qu'il ne lui restait qu'à parapher. Il renonce temporairement à ses pouvoirs constitutionnels. Trêve : le temps qu'il lui aurait fallu pour tracer les huit lettres de son nom au bas de ce décret dicté par le peuple. Cachez ce texte que je ne saurais...

Taruffe, lui ? Jamais de la vie ! Mettez-vous à sa place, il va quand même pas griller en enfer jusqu'au jugement dernier pendant que sa Fabiola batifole au paradis pour avoir signé ce qu'il considère comme un appel au meurtre. Le métier de monarque n'est plus ce qu'il était.

Tiens, à propos, paraît qu'ils s'agitent beaucoup, là, en ce moment, les rois en exil chassés par les cocos dans les pays de l'Est. De Londres à Madrid, les

colègues se bousculent, fascinés, pour recueillir les propos de ces souverains de légende. Je cite, déposés des attributs de leur gloire : Votre Majesté accepterait-elle de remonter sur le trône de ses ancêtres ?

Alexandre de Yougoslavie, businessman de la City, j'ai vu sa photo dans *Voici*, grande allure, belle prestance, se laisserait faire une douce violence. C'est bien le moins après la violence extrême faite à son grand-père, assassiné en 1934 sur la Canebière.

Michel de Roumanie, lui, ça y est, il n'y tenait plus. Il vient de s'envoler pour Bucarest, précédé par ses deux filles, chargées de préparer le terrain. Visite privée, qui pourrait s'accompagner d'une tournée des popotes dans les campagnes et les garnisons restées fidèles à la monarchie. Et à Sofia on agit des banderoles réclamant le retour de l'héritier de la couronne. S. M. Siméon II. Consentirait-elle à revenir à la tête de l'État bulgare ? Certes. A quel titre ? Celui d'arbitre ou de... confesseur. Alors là, Sire, c'est répié ! Votre cousin Baudouin vous le dira, le divin, les rois n'y ont plus droit.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 avril

## Poursuite de la hausse

Après 1,97 % de hausse mardi, le mouvement s'est poursuivi mercredi. L'indice CAC-40, s'étant apprécié de 0,58 % à l'ouverture, approchant 1 % en fin de matinée. Les investisseurs réagissent favorablement à la baisse du taux de base de la BNP et du Crédit Lyonnais annoncée mercredi. Du côté des hausses figuraient Guyenne Gascogne (+5 %), SOG (+4,4 %), Legrand (+4,2 %) et Hutchinson (+3,7 %). En baisse on notait Nordson (-4,8 %) BP France (-2,5 %) et Cofime (-2,5 %).

**SVM** SCIENCE & VIE MICRO

**NEXT ARRIVE**

**BANC D'ESSAI EXCLUSIF**

Enfin disponible en France, l'ordinateur de Steve Jobs est testé à fond par l'équipe de SVM. Les performances mesurées, les logiciels analysés, les prix comparés, SVM vous dit tout sur cet ordinateur unique qui présente une indéniable avance technologique.

## ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- Reconnaissance de caractères que peut-on en attendre ?
- L'ordinateur archéologue, Karnak comme vous ne l'avez jamais vu.
- Télécopieur ou carte fax comment choisir ?

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

M. Yasser  
rencontrer

Yasser Arafat, président de l'OLP, a rencontré mercredi 4 avril à Paris le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Six. Le ministre a exprimé le souhait de l'Eglise catholique de voir renouer une communauté de vie sur l'atoll.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Six, a rencontré mercredi 4 avril à Paris le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Six. Le ministre a exprimé le souhait de l'Eglise catholique de voir renouer une communauté de vie sur l'atoll.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Six, a rencontré mercredi 4 avril à Paris le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Six. Le ministre a exprimé le souhait de l'Eglise catholique de voir renouer une communauté de vie sur l'atoll.

**LE POUVOIR SANS VISAGE**

Le chapitre ultime